

الجزيرة

Remaniement ministériel

M. PAUL QUILÈS
ministre de l'urbanisme
et du logement
M. JEAN GATEL
secrétaire d'État auprès
du ministre de la défense

LIRE PAGE 46

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr. ; Tunisie, 380 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,80 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 96 c. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Roumanie, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.
Tarif des abonnements page 21
S. RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Fin du dialogue soviéto-américain ?

Il y a encore quelques mois, la majorité des observateurs s'attendaient à un automne marqué par des manifestations en Europe de l'Ouest contre l'installation des missiles de l'OTAN, mais aussi par une offensive « en sous-presse » de la diplomatie soviétique, destinée tout autant à encourager les contestataires qu'à semer la confusion parmi les gouvernements occidentaux les moins enclins à appliquer la décision de l'OTAN. Or si l'automne est « en sous-presse », c'est à une offensive d'un tout autre ordre que l'on assiste à Moscou.

Depuis l'affaire de l'aviation sud-coréenne, en effet, la rigidité de Moscou est devenue crispation et s'est étendue pratiquement à tous les domaines. La récente déclaration attribuée à M. Andropov peut se lire comme une fin de non-recevoir à toutes les ouvertures passées, présentes et même à venir de l'actuel gouvernement américain, classé désormais, apparemment sans retour, dans le camp des ennemis avec lesquels tout dialogue est impossible. Alors que les États-Unis s'apprêtent à déposer, à la table des négociations START sur les armements stratégiques qui reprennent le mercredi 5 octobre, de nouvelles propositions, très favorablement accueillies par le Congrès, sur la réduction des ogives nucléaires (deux seraient retirées pour toute nouvelle arme installée), M. Karpor, le négociateur soviétique, dénonce à l'avance l'attitude de Washington, qui, dit-il, « bloque » les négociations et « n'a pas l'intention de parvenir à un accord ». Il n'est jusqu'aux Chinois qui constatent eux aussi dans leur dialogue avec Moscou un raidissement depuis un mois.

A propos des crématoires, un nouvel article de la « Pravda » s'employait, mardi, à fermer une à une toutes les portes possibles dans la négociation de Genève, comme l'avaient fait déjà deux hauts responsables soviétiques, parlant à Moscou le 14 septembre. Même le geste le plus important, consenti par M. Reagan, sa promesse d'abandonner le dossier des avions porteurs d'armes nucléaires et non pas seulement celui des missiles, est d'emblée rejeté sous le prétexte que Washington refuserait l'intégralité des avions soviétiques et une partie seulement des siens propres, « arbitrairement choisis ». Ce n'est pourtant pas ce qu'a dit le président américain, et c'est précisément cela qui doit faire l'objet des négociations...

Dans la même veine, l'organe du parti soviétique ne relève pas les dernières déclarations de M. Bush sur la prise en compte des forces françaises et britanniques, déclarations sur lesquelles pourtant une propagande un tant soit peu subtile pouvait gloser à loisir. Et l'on remarque que cet article ne rappelle même plus les dernières propositions de M. Andropov sur la réduction des SS-20, la destruction des missiles qui feraient l'objet d'un accord de réduction en Europe, etc. Comme si tous ces gestes n'avaient plus de raison d'être face à l'intransigeance de Washington.

Il est vrai que le Kremlin avait perdu l'habitude, depuis Foster Dulles, d'entendre à la Maison Blanche un langage aussi antisoviétique que celui de M. Reagan. Il est vrai aussi que l'affaire du Boeing a suscité à Moscou un sursaut « superpatriotique » déjà constaté en d'autres circonstances, et d'autant plus net cette fois que les responsables ne sauraient avoir la conscience tout à fait tranquille dans cette affaire. Mais le résultat de tout cela est de laisser le champ libre aux gestes de l'autre partie, des gestes dont M. Reagan peut se montrer d'autant plus prodigue qu'il les sait à l'avance rejetés. M. Andropov a-t-il vraiment voulu une telle stérilité ?

(Lire nos informations page 3.)

M. Mitterrand exclut un partage du Tchad

Après la conférence de Vittet
la France attend de ses alliés africains
qu'ils favorisent un règlement du conflit

De notre envoyée spéciale

Vittet. — Le conflit tchadien a pratiquement épuisé tous les autres sujets à la dixième conférence des chefs d'État de France et d'Afrique, qui s'achève, ce mardi 4 octobre, à Vittet. En proposant, à la fin de la première séance plénière du sommet, une réunion des chefs d'État des pays du Tchad à retrouver sa dignité, son indépendance et son intégrité « dans la voie proposée par M. Hissène Habré », le président Sekou Touré a pris officiellement la tête des pays francophones qui souhaitent profiter de la réunion pour renouveler leur soutien au président du Tchad, tout en essayant d'élaborer une amorce de dialogue.

M. Sekou Touré, qui participe pour la première fois à une conférence franco-africaine et dont la présence a été saluée par M. Mitterrand lors de son discours d'ouverture, fait ainsi une entrée remarquée au sein du club francophone, alors qu'il est appelé à accueillir à Conakry le prochain

FRANÇOISE CHIPAUX.
(Lire la suite page 3.)

POINT DE VUE

Le trésor français

par Jean-Jacques Servan-Schreiber

Le niveau de vie d'un pays dépend de son aptitude à être, au moins dans un domaine, au premier rang dans le monde. Pour la France, le gisement à exploiter, c'est sa capacité en logique informatique.

LIRE PAGE 40

L'autre manière d'atomiser le monde

La fragmentation des sociétés politiques
est en passe de prendre des proportions aberrantes

par ANDRÉ FONTAINE

Le monde, qui ne le sait ? qui ne le sent ? est en grand péril d'atomisation. Le mot a plusieurs sons, dont le premier, de nos jours, est militaire et terrible. A ceux qui se croient assurés que la dissuasion, qui est leur raison d'être, jouera à tout coup et que les armes nucléaires ne seront, par conséquent, jamais employées, Robert McNamara, secrétaire à la défense de John Kennedy, a répliqué, dans un article récent de Foreign Affairs, dont on s'occupe qu'il n'a pas fait plus de bruit, en révélant qu'en 1961 une bombe atomique américaine avait

bel et bien failli exploser (1). Et pas une petite bombe : près de deux cents Hiroshima ! L'appareil qui la transportait l'avait larguée avant de s'écraser, et sur les sept sécurités dont elle était munie, six, pas une de moins, n'avaient pas fonctionné. Il ajoutait que l'accident s'était passé en Caroline du Nord, à 400 kilomètres de Washington, et qu'on aurait fort bien pu croire qu'il s'agissait d'une attaque soviétique. Il laissait au lecteur le soin d'imaginer la suite.

Le P.S. s'inquiète des écarts du P.C.

Face aux difficultés
M. Jospin appelle M. Marchais
à davantage de solidarité

Il n'y a qu'une politique, celle du gouvernement de la gauche, et deux commentaires sur cette politique, celui du parti socialiste et celui du parti communiste. C'est ainsi que M. Lionel Jospin, invité lundi 3 octobre de l'émission « l'Heure de vérité » sur Antenne 2, analyse la cohabitation entre communistes et socialistes. L'ennui, c'est que si l'on s'en tient aux commentaires de la direction du P.C.F., la politique du gouvernement n'est pas la meilleure possible et qu'elle est, en tout cas, infidèle aux engagements pris avant les élections de 1981.

On retrouve là le schéma à l'intérieur duquel M. Valéry Giscard d'Estaing avait exercé le pouvoir entre août 1976 - date du départ de M. Jacques Chirac de Matignon - et mai 1981. M. Jacques Delors remarquerait fort à propos, dimanche, que les institutions de la Ve République offrent certes l'avantage de la durée mais laissent la voie ouverte aux tentations de la contestation interne à la majorité. « Un pied dedans, un pied dehors », disait-il à propos du parti communiste (et du C.R.E.S.) soupçonné de pratiquer une figure de gymnastique que M. Jospin préfère appeler le « grand écart ».

La nouveauté dans l'analyse vient de ce que les dirigeants socialistes prennent en compte ouvertement les effets provoqués sur l'opinion publique par ces exercices. M. Raymond Barre, premier ministre à l'époque où M. Chirac, président du R.P.R., s'en prenait à la politique économique du gouvernement et à la politique extérieure du chef de l'Etat, n'en voulait rien savoir. Pour lui, seuls comptaient les votes émis par le R.P.R. à l'Assemblée nationale et, puisque la confiance - ne se découpe

pas en rondelles -, il considérait que la confiance était entière.

Les résultats de l'élection présidentielle ont montré que M. Barre avait tort de pratiquer la politique de l'autruche. C'est ainsi que M. Valéry Giscard d'Estaing a participé au départ du général de Gaulle en 1969. C'est ainsi que M. Jacques Chirac a contribué à l'échec de M. Giscard d'Estaing en 1981.

Les socialistes ont tiré bénéfice de la leçon. L'incrédulité des Français face à la politique du gouvernement est trop inquiétante pour qu'on y ajoute en laissant, au sein de la majorité, le champ trop largement ouvert à la contestation. Il y a des limites à ne pas dépasser, a voulu dire M. Jospin, plus libre de ses paroles, par fonction, vis-à-vis du parti communiste, qu'un membre du gouvernement, le premier ministre ou le président de la République.

JEAN-YVES L'HOMEAU.
(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Dimanches

Le pouvoir souffre, de ville en ville. Deux est tombée, Sarcelles est prise, Antony est menacé.

Les assaillants n'en peuvent plus de contentement. Tous leurs coups portent. Euphoriques, ils rêvent d'une conquête. Sombres dimanches pour la gauche aux affaires. Et il en reste plus de cent treize d'ici aux législatives !
BRUNO FRAPPAT.

La natalité continue de baisser en France

50 000 naissances
de moins en 1983

Le nombre de naissances en France va très probablement diminuer de façon sensible en 1983. Est-ce l'esquisse d'un mouvement inquiétant, d'un réflexe malthusien ?

Les données provisoires que vient de publier l'INSEE (1) à partir des statistiques de l'état-civil le confirment : enregistrant une baisse de 27 400 naissances sur le premier semestre (soit - 6,8 %), elles laissent prévoir 50 000 naissances de moins en 1983 qu'en 1982. Or, en 1982, il y avait déjà eu 797 800 naissances contre 805 500 en 1981. La rupture s'accentue par rapport aux années précédentes.

A quoi est-elle due ? Est-elle susceptible de se poursuivre, voire de s'accroître ? En raison de la complexité des phénomènes démographiques, il est particulièrement difficile d'analyser les évolutions à court terme, et donc de répondre à ces deux questions que ne manqueraient pas de soulever les « natalistes ». Tout au plus peut-on signaler que les chiffres des derniers mois semblent plaider en faveur d'une stabilisation.

On peut aussi rappeler quelques observations antérieures. D'abord la diminution constatée en France pour le premier semestre 1983 se retrouve pratiquement, selon les démographes, dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest.

GUY HERZLICH.

(Lire la suite page 39.)

(1) La conjoncture démographique à la mi-mai 1983, INSEE, Premiers résultats, n° 3, octobre 1983.

Une police éclatée

La multiplicité des centres de décision
est à l'origine de nombreuses incohérences

par EDWY PLENEL

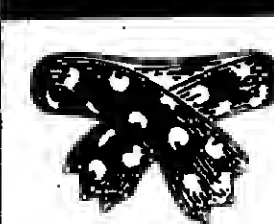
Qui fait quoi ? Si la question n'est pas nouvelle à propos d'une police nationale coutumière des « guerres » entre services rivaux et elle-même en concurrence avec la gendarmerie nationale, elle est aujourd'hui plus que jamais d'actualité.

La Corse et ses rumeurs, les révélations de tractations mystérieuses avec des nationalistes engagés à l'extrême droite et les relations « méfiantes » entre services policiers - poussées jusqu'aux filatures de certains par d'autres - en fournissent un dernier exemple.

Un exemple, après bien d'autres, depuis cet été 1982 où, sous la pression d'une inflation d'attentats terroristes, la police a paru devenir une affaire d'État, presque un nouveau « domaine réservé ». Qu'on en juge : affaire des Irlandais de Vincennes, couverte par un communiqué de la présidence et où la justice paraît désormais convaincue qu'il y a eu « montage », fabrication de fausses preuves ; réorganisation de la protection rapprochée de M. Mitterrand au profit de la gendarmerie.

(Lire la suite page 14.)

Le coup de patte de Fred



Griffe somptueuse
pour main voluptueuse :
bague « panthère » or et émail.



Une nouvelle griffe plus acérée :
or et diamants. (Bague, clips
d'oreilles et pendentif).

FRED

joaillier, 6, rue Royale, Paris 8^e. Tél. 260.30.65.

Le Clavier, 74, Champs-Élysées • Hôtel Mendon, Paris • 21, bd de la Croustille, Cannes.
Hôtel Loews, Monte-Carlo • Hôtel Byblos, Saint-Tropez • Aéroport d'Orly.
20, rue du Marché, Genève • New York • Beverly Hills • Houston • Dallas.

La télé pour tous

Pour avoir une télévision de création
il faut commencer par en faire une pour le plus grand nombre

De notre envoyée spéciale
CLAUDE SARRAUTE

vent du service public, on pleurerait à chaudes larmes. On était là, bras ballants, écrasés par l'automne de la vie, le cancer et l'aphasie, l'adoles-

conce au déroute et la sénilité en solitaire, la deuxième guerre mondiale à celle du Vietnam, les camps de concentration et les affres de la jalousie, les maladies du travail et le célibat en milieu rural.

On reniflait. Et puis on se mouchoit. Et puis on allait s'emparer du micro offert aux invités à un colloque organisé en marge du festival. Vous ne devinez jamais sur quel sujet ? Sur le malaise du service public...

Ce micro, on le tapotait d'une main impatiente et on poussait un grand coup de gueule contre l'impérialisme culturel américain accusé de casser la belle affaire d'initiation des masses laborieuses aux vrais problèmes de l'existence dont on venait d'être témoin.

(Lire la suite page 25.)

Madeleine Renaud
joue
« Savannah Bay »
de Marguerite Duras

Lire page 22 l'article
de MICHEL CURNOT

L'autre manière d'atomiser le monde

Le désordre Est-Ouest

Entre Andropov et Reagan, le dialogue s'aggrave. Jean Mersch croit qu'il s'agit surtout entre eux d'un jeu de « Fais-moi peur ! ». André Fontaine décrit un danger d'atomisation différent de celui auquel on songe d'habitude : celui qui résulte de la fragmentation croissante des sociétés politiques. Maurice Delarue, parlant du livre d'un ancien ambassadeur, évoque ce qu'est, réellement, la vie d'un diplomate.

(Suite de la première page.)

Bien que leur population n'excède pas, selon l'*Economist*, les quarante-cinq mille âmes, ces petites carribes de la couronne ont été admises illico aux Nations unies avec un droit de vote égal en Assemblée générale à celui des mastodontes. Au mois de février dernier, un comité spécial de ladite Assemblée a publié un document sur la situation de l'île de Pitcairn au regard de la déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples coloniaux. Pitcairn, qui dépend actuellement de la Nouvelle-Zélande, a cinquante-trois habitants, dont dix étrangers, et aucune naissance n'y a été enregistrée l'an dernier.

Longtemps, pourtant, le mouvement naturel de l'histoire avait paru pousser aux regroupements. Dès l'Antiquité, les cités grecques avaient leurs amphictyonies, leurs assemblées destinées à surmonter leurs différends. On citera bien sûr comme un extraordinaire exemple en son contraire les traités de Westphalie, qui ont consacré en 1648 le morcellement de l'Allemagne en trois cent quarante-trois États souverains. Mais ce n'était là qu'une application extrême du principe de la fragmentation croissante des sociétés politiques. Maurice Delarue, parlant du livre d'un ancien ambassadeur, évoque ce qu'est, réellement, la vie d'un diplomate.

An début de ce siècle, en tout cas, des empires régnaient sur l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Russie, la Turquie, la Perse, la Chine et le Japon. La reine Victoria était impératrice des Indes. La France républicaine se faisait gloire de son

« empire » colonial. Avec McKinley et Theodore Roosevelt, la présidence des États-Unis devenait, selon la formule de l'historien américain Arthur Schlesinger, « impériale » (3).

L'année 1917 a porté le premier coup à cette structure. Non seulement parce qu'elle a vu l'arrivée au pouvoir en Russie de gens qui mettaient dans le même sac les deux camps impérialistes rivaux mais parce que le président Wilson, en faisant entrer les États-Unis dans la guerre mondiale, présentait le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », en réaction contre l'expansionnisme de ses prédécesseurs, comme la pierre angulaire de sa politique. Un an plus tard, l'Empire ottoman et celui des Habsbourg volaient en éclats. F.D. Roosevelt, pendant la deuxième guerre mondiale, reprenait à son compte ce message. Mais l'hégémonie est si naturelle aux puissances que les héritiers tant soviétiques qu'américains de ces démolisseurs d'empires président aujourd'hui aux destinées des deux plus grands empires de tous les temps.

Des empires anti-impérialistes

Bien entendu, chacun des deux empires en question rejette avec une égale indignation l'accusation d'impérialisme. N'ont-ils pas poussé, chacun à sa manière, à la décolonisation, qu'il s'agisse de l'Indochine, de l'Indonésie ou de l'Afrique du Nord ? Truman et Staline n'ont-ils pas soutenu d'un même cœur contre Londres et ses amis arabes l'État d'Israël naissant ? Krouchtchev et Eisenhower n'ont-ils pas mis une égale énergie à arrêter cette expédition franco-britannique de Suez, qui aura été le chant du cygne de l'impérialisme européen ?

On a voulu croire, au lendemain des deux guerres mondiales, que des États solides s'installeraient sur les ruines de la domination étrangère et que leur intérêt bien compris les pousserait à s'entendre au sein de vastes groupements régionaux. Un ordre mondial démocratique, « Société des nations », en 1920, « Nations unies » en 1945, couronnerait le tout et garantirait la paix perpétuelle.

Il n'y a guère qu'en Europe que ce beau projet ait reçu un commencement d'exécution. Mais pour l'union européenne dont rêvait Aristide Briand sorte des limbes, il a fallu l'épreuve d'une seconde guerre mondiale. De toute façon, elle s'arrête à l'Elbe. Et surtout, la communauté paraît comme en panne d'ambition. Selon un récent sondage, il n'y a que trois pays dans la C.E.E., l'Allemagne, les Pays-Bas et le Luxembourg, où les gens qui se désolent de la dissolution des liens communautaires soient nettement plus nombreux que les indifférents (4).

Partout ailleurs, la stabilité n'a été préservée que lorsqu'une nouvelle hégémonie est parvenue à se substituer à l'hégémonie abattue : au Proche-Orient, entre les deux guerres, après l'effondrement de l'empire turc, celle de la Grande-Bretagne et de la France. Dans les Balkans d'aujourd'hui, celle de l'U.R.S.S. Au Proche-Orient, les guerres se sont succédées depuis le départ des puissances mandataires. En Europe sud-orientale, il reste trop de terres contestées, de tensions entre la Roumanie et la Hongrie, pour qu'on puisse tenir pour assuré qu'un retrait de l'armée rouge ne déboucherait pas sur de nouveaux conflits. Quant à l'Afrique, elle, sous-peuplée, sous-administrée, surexploitée, surcoûtée du fait de ses énormes ressources minières, elle est devenue une sorte de puzzle d'États dont les frontières, héritées de la colonisation, ne coïncident que bien rarement avec les réalités, autrement ancrées dans les mentalités, de l'éthnie ou de la tribu.

Une inégale érosion

L'U.R.S.S., soit directement, soit par Cubains interposés, a tenté de s'installer dans le *vacuum* subsaharien. Presque partout elle se heurte à des mouvements de guérilla, largement alimentés de l'extérieur, qui l'empêchent de consolider son empire. De toute façon, l'empire soviétique est en passe de perdre en cohésion ce qu'il gagne en extension : voir, entre autres, l'Afghanistan et la Pologne. Et il n'est pas près de refaire de la Chine ni même de la plupart des P.C. de la diaspora des alliés fiers, comme jadis, de leur inconditionnalité.

L'existence d'un lourd encadrement militaire et idéologique, celle d'un appareil de répression dont les droits de l'homme sont le cadet des soucis, le contrôle absolu des médias, la possibilité donnée au pouvoir d'engager les forces armées sans demander la permission à qui que ce soit, limitent sans les éliminer, pour l'empire de l'Est, les effets de l'érosion. A bien des égards, il est encore cette « prison des peuples » qu'était aux yeux des bolcheviks de jadis la monarchie russe.

Malgré les airs martiaux de Ronald Reagan, l'empire américain ne dispose pas des mêmes facilités. Il a perdu depuis plus de dix ans son avance stratégique sur Moscou, et la persistance du traumatisme vietnamien paralysa sa capacité d'intervention outre-mer. En 1965 encore, en pleine guerre du Vietnam, Johnson pouvait se permettre d'expédier trente mille hommes à Saint-Domingue, pour éviter, disait-il, à ce pays de devenir une deuxième Cuba. Son actuel successeur est empêché par le Congrès d'envoyer des soldats appuyer au

Salvador et au Guatemala les forces gouvernementales et, pour essayer de déstabiliser le Nicaragua, il doit faire appel à des autochtones.

Il faut l'émotion soulevée dans la population américaine par la tragédie de Sabra et de Chatila pour qu'il puisse envoyer à Beyrouth quelques centaines de « marines », et celle qui est résultée de la destruction par les Soviétiques du Bœing sud-coréen pour que le Congrès autorise, malgré les pertes subies, à les maintenir pour dix-huit mois. Il faut beaucoup d'imagination — ou de mauvaise foi — pour assimiler une action de ce type à la « diplomatie de la canonnade » de grand-père.

Les deux empires du moment ayant éliminé les autres et continuant à se disputer leurs dépouilles, le désintéressement et le bien-fondé de leurs politiques étant de plus en plus mis en question par ceux-là mêmes dont ils sollicitent l'appui, il est naturel que les États qui échappent tant soit peu à la domination exclusive de l'un ou de l'autre jouent de l'antagonisme des grands pour accroître leur liberté d'action. C'est ce qu'a fait de Gaulle et qui lui vaut aujourd'hui tant d'administrateurs dans le tiers-monde. Encore faudrait-il que les populations de ces États soient assez homogènes pour se reconnaître en eux, que la protection qu'elles en reçoivent soit suffisante pour qu'elles fassent passer l'intérêt général avant celui du clan, que les puissances étrangères ne cherchent pas à exploiter les divisions qui existent inévitablement à l'intérieur de tout pays, à plus forte raison quand ses frontières enserrant un conglomerat de races et de religions.

Le moins qu'on puisse dire est que ces conditions sont rarement réunies. Pour un Japon ou une Suède, dont le tissu national, exceptionnellement cohérent, a résisté aux siècles, combien d'autres États, petits ou grands, qui subissent tout comme les empires les effets de la fragmentation ! L'Inde en est une illustration particulièrement impressionnante. Le gouvernement central s'était imaginé qu'il réduirait l'ampleur de ce qu'on appelle pudiquement les « troubles communautaires » en découpant la partie extrême-orientale du pays, véritable mosaïque de peuples, en une série d'États autonomes, en fonction essentiellement des diverses langues parlées. Les troubles ont continué de plus belle.

À la fin du siècle, à l'autre bout du pays, les Sikhs s'agitent de plus en plus. Les États voisins ne sont pas toujours mieux lotis. Sri-Lanka a été le théâtre ces mois derniers de heurts ouverts entre les populations cinghalaise et tamoule. Des émeutes se sont produites dans la province pakistanaise du Sind. Au Bangladesh, les tribus aborigènes établies sur les collines de la région de Chittagong s'opposent les armes à la main depuis des années aux tentatives du pouvoir central pour récupérer leurs terres par la force. Cette guerre « secrète », pour personne n'en parle jamais, aurait déjà fait, selon le « mouvement international de réconciliation », des milliers de morts.

Une énumération exhaustive des divers signes de l'atomisation en cours serait interminable. Elle n'épargnerait pas l'Europe, puisque l'antagonisme gréco-turc expose à Chypre un cruel partage, puisque, de l'Irlande au Pays basque et à la Corse, on trouve des gens qui s'autorisent à recourir au meurtre pour obtenir une indépendance dont ils auraient vite fait, s'ils venaient au pouvoir, de mesurer les limites. Ce n'est pas à dire qu'il n'y ait pas de plus en plus de gens qui se sentent à la chute du pouvoir, dans les mains d'abominables tyrannaux, empêché, faute de moyens matériels nécessaires, tout développement de la majorité des pays du tiers-monde. Elle va diamétralement à l'encontre des besoins de l'univers contemporain, qui a plus d'une fois abouti à la chute du pouvoir, dans les mains d'abominables tyrannaux, empêché, faute de moyens matériels nécessaires, tout développement de la majorité des pays du tiers-monde. Elle va diamétralement à l'encontre des besoins de l'univers contemporain, qui a plus d'une fois abouti à la chute du pouvoir, dans les mains d'abominables tyrannaux, empêché, faute de moyens matériels nécessaires, tout développement de la majorité des pays du tiers-monde.

Sans doute est-ce parce que, de temps à autre, en reprenant son souffle après d'interminables combats, on redécouvre cette évidence qu'il arrive à des ennemis répétés d'exploiter les divisions pour de bon la bache de guerre. C'est ce qui s'est passé en ce temps entre la France et l'Allemagne, entre l'Égypte et Israël. Si les Libanais, malgré le sang versé en sa cause, ne parviennent à faire entendre, ce serait une preuve de plus qu'on a toujours tort de désespérer.

ANDRÉ FONTAINE.

(3) Arthur M. Schlesinger. *La présidence impériale*. Traduction française aux PUF, 1976.
(4) Euzenat. « Enrobarmètre », d'avril 1983.

« Fais-moi peur ! »

par JEAN MERCH (*)

UNE très grande pièce se joue par-dessus la tête des citoyens entre responsables civils et militaires des Deux Grands, et tout le monde attend le dénouement. Y aura-t-il, y aura-t-il pas des Pershing américaines en Europe de l'Ouest à la fin de 1983 ? Combien dénombrerons-nous de SS-20 soviétiques au début de 1984 ?

Le fond de la négociation repose sur deux impératifs : la doctrine de la parité, l'impossibilité pour les Américains d'abandonner l'Europe de l'Ouest à son sort.

La doctrine de la parité, entendue sur le plan militaire, est pour les Soviétiques, qui n'ont jamais cessé de se sentir assiégés, une nécessité défensive. But final de l'histoire, le communisme, au-delà de la phase « socialiste » qui a commencé à se réaliser, représente à leurs yeux une percée, un progrès dans l'organisation des sociétés humaines. L'U.R.S.S., responsable du « camp socialiste », doit, pour ne pas interrompre cette percée, répondre absolument aux pressions qui s'exercent sur ce camp. Ces pressions sont le fait des forces retardatrices du monde occidental qui gênent cette évolution souhaitable. Obtenir la parité, obtenir surtout que cette parité soit reconnue par l'adversaire représenté en soi un remarquable succès diplomatique. Cela laisse du temps avant d'aller plus loin.

Les Américains raisonnent au présent. Ils n'ont aucun intérêt à fixer cette parité à un niveau trop bas. La capacité de production globale du monde occidental étant en effet cinq fois supérieure environ à celle du camp socialiste, le poids des charges de défense par rapport à la production de biens est, en valeur relative, très inférieur à celui qui supportent les économies socialistes. D'autre part, les sommes investies dans la recherche de qualité des moyens de défense ont des retombées non négligeables dans le domaine civil, si bien qu'on peut à la fois améliorer les deux secteurs. Il y a là une différence très importante entre les deux camps. Dans le camp socialiste, les nécessités militaires bloquent le développement civil. Chez les Occidentaux, notamment à cause du type dynamique de l'organisation économique, les progrès en matière d'armement entraînent les progrès du secteur civil.

La défense de l'Europe occidentale

L'autre impératif pour les États-Unis est celui de la défense de l'Europe occidentale. Celle-ci étant « au contact » de l'adversaire, les Américains peuvent-ils se payer le luxe de laisser les nations qui l'occupent résoudre par elles-mêmes leur problème de défense ? C'est une tentation certaine pour le citoyen américain moyen lorsqu'il voit ces nations « traîner les pieds » dans la réalisation des programmes militaires, se montrer jalouses de leur indépendance politique, admettre l'existence de partis communistes, confier même à des communistes des postes de gouvernement — pour finalement s'abriter sous le para-

pluie nucléaire américain, payé par le contribuable américain.

L'affaire des fusées à moyenne portée, SS-20 et Pershing-2, intervient là à point nommé. Deux explications peuvent être données au déploiement des SS-20 qui, d'un point de vue stratégique strictement défensif, n'apparaissent pas absolument nécessaires. Ou c'est un accès de mégalomanie des dirigeants militaires soviétiques qui ont réussi à persuader les civils de sa nécessité. Ou c'est une opération politique ayant pour objectif de semer la zizanie parmi les alliés occidentaux en raison des problèmes que pose une posture adéquate. L'opinion américaine dira : « Qu'avons-nous besoin d'envoyer nos fusées si loin ? » Les Européens répondront : « Pourquoi installer des fusées chez nous puisque les Américains disposent d'engins à longue portée capables d'atteindre le territoire soviétique ? » C'est une sorte de test de la solidité de l'alliance atlantique.

Le monde atlantique existe et la défense commune établie par le traité de l'Atlantique nord paraît être une nécessité politique indiscutable, un formidable facteur de paix. Pourtant, de même que les États-Unis ne peuvent être ramenés à leur seule face atlantique et que leur face pacifique prend sans cesse de l'importance, l'Europe ne peut pas non plus être ramenée à son seul promontoire occidental. L'Europe de l'Est est aussi un morceau de l'Europe. Vus dans la perspective de l'histoire, le « rideau de fer » ou le « mur de Berlin » sont les produits artificiels de curieuses situations stratégiques. Au début du siècle, même si on en parlait peu, il n'y avait qu'une Europe : la Russie et ses satellites en faisaient partie. Ins-

taller des fusées à moyenne portée de chaque côté de la ligne qui sépare aujourd'hui les deux Europes n'aurait pas été pensable. Il est vrai qu'à cette époque l'équilibre des forces était différent. Face aux grands États d'Europe, les États-Unis n'étaient qu'une petite nation sans passé historique. Un certain consensus régnait sur le type d'organisation à adopter par un État civilisé. Il pouvait y avoir des confrontations entre États géographiquement bien définis, non comme aujourd'hui entre systèmes politiques à vocation mondiale.

Reviendrons-nous un jour à cet état de choses ? En gardant la tête froide, on peut tout de même constater que le jeu du « Fais-moi peur ! » auquel se livrent avec beaucoup d'ardeur et de compétence les stratèges russes et américains ne doit pas être pris trop au tragique. Tant que notre civilisation occidentale, par ses facultés d'adaptation aux circonstances, restera solide et sûre d'elle-même, son équilibre interne sera sa meilleure défense.

Au-delà des confrontations stratégiques et verbales, bien des liens se tissent d'ailleurs entre les deux camps. Les Américains vendent leur blé aux Russes, les pays de l'Est financent leur développement grâce aux capitaux occidentaux, l'Europe de l'Ouest achète du gaz soviétique, et la conférence de Madrid, faisant suite aux accords d'Helsinki, a tout de même abouti à un compromis après un aparté surprenant des deux leaders.

Pour résoudre les grands problèmes de ce temps, la confrontation armée ne paraît pas spécialement efficace. Mais, dans ce monde turbulent, il faut bien accepter de « faire peur » pour qu'on vous croit ou qu'on vous aime.

(*) Fondateur de Jeunes Patriotes. Administrateur délégué de l'ACADL.



REVUE « CORPS ÉCRIT » N° 7

Textes inédits de Jacqueline de Romilly, Louis Marin, Jean Starobinski, Michel Mesnil, Marie-Françoise Christout, Pierre Brunel, André Warelle,

Marie-Claire Bancquart, Pierre Gamara, Guillevic, Noël Le Gall, Venus Khoury-Ghata, Pierre Magnin, Jean Ghat, Didier-Jacques Duché, Jean Vial, Robert Joly, Manuel de Diegues, Frédérique Hébrard, Roland Jaccard, Marc Le Bot, Jacques Madaule, Yves Florenne. 192 pages - 63 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LU

« MAIS QUE FONT DONC CES DIPLOMATES ENTRE DEUX COCKTAILS ? », d'Albert Chambon

Des célibataires orphelins

ALBERT CHAMBON a toujours payé de sa personne. Volontaire en 1939-1940 quand sa fonction la dispensait de porter les armes, résistant, déporté, fonctionnaire non conformiste (ce qui ne facilitait pas sa carrière), il réussit même, possible ambassadeur à la retraite, à se trouver un temps seul inculpé dans une affaire d'enlèvement célèbre, coupable d'avoir fait libérer son et saut, mais hors des règles, son ami Revel-Beaumont.

Les missions difficiles l'ont toujours tenté. La « défense à l'illustration » de la profession diplomatique en est une. Malmenés par le pouvoir, qui confond irrésistiblement (aujourd'hui plus qu'autrefois) le diplomate et le politicien ; brocardés par l'opinion publique, qui ne les juge qu'à leurs apparences ; écrivains sans lecteurs ; orateurs qui ne prennent la parole que sur instructions, les diplomates finissent par se poser la question qui perçoit sous le titre paraître d'Albert Chambon : au temps où le radio, les télé, les avions rendent les contacts quasi instantanés, les diplomates ont-ils une raison d'être ?

Puisant dans les souvenirs de plus de quarante ans de carrière sur tous les continents, A. Chambon décortique tous les types de mission dont un diplomate, quel que soit son corps d'origine, peut être investi : politique, économique, culturel, militaire, humaine, ce dernier adjectif, non homologué, désignant la mission consulaire d'assistance et de protection des Français à l'étranger.

Les contraintes de la Carrière sont moins connues que ses privilèges. Celle qui lui paraît la plus pesante, avec l'obligation permanente d'être en représentation, c'est la solitude. « La solitude du diplomate, à plus forte raison s'il est chef de mission », écrit A. Chambon — est totale, et d'ailleurs doit l'être. Pendant la plus grande partie de sa vie, il sera exilé, séparé de sa famille d'origine et de ses proches. Sans doute se fait-il des amis, mais il devra les abandonner au bout de quelques années, se recréer

constamment un milieu, s'habituer à de nouvelles coutumes, de nouvelles mœurs, apprendre de nouvelles langues. Ses enfants passeront des problèmes de scolarisation et, quand ils atteindront l'enseignement supérieur, la séparation sera inévitable. « Il faudrait », écrit A. Chambon — être célibataire et orphelin.

Quant aux privilèges, n'an déplaît à l'opinion la plus répandue, ils sont essentiellement moraux. C'est surtout, pour A. Chambon, la responsabilité de représenter un pays comme la France dans des conditions souvent ingrates, épuisantes, voire dangereuses, tout en se pénétrant de la communauté mondiale. « Aucun métier ne peut l'égaliser », écrit A. Chambon parlant de sa profession ; au terme de sa carrière, le diplomate est « un citoyen du monde ». Certes, les occasions de faire fortune ne manquent pas. Albert Chambon détaille celles qui lui furent offertes, en Chine en 1932, à Tanger en 1941, mais — dit-il — au Quai d'Orsay l'intégrité est « la règle absolue » et les affaires d'argent brisent « immédiatement et définitivement » les carrières les plus brillantes.

Fidèle à l'esprit du « département », A. Chambon évite les indiscrétions explicites. Le lecteur peut cependant croire ses révélations sur parole. Il apprend ainsi comment il fit échouer, en signalant seulement les préparatifs à son ministère, une tentative du SDECE de déstabiliser un pays d'Afrique.

Les journalistes n'étant pas tenus au même secret, précisons qu'il s'agit de la Guinée en 1959. La Cusi d'Orsay ne lui a aucun gré de l'avoir trop bien renseigné et il attendit dix ans l'avancement qui lui avait été annoncé pour cette année-là.

MAURICE DELARUE.
* Mais que font donc ces diplomates entre deux cocktails ? Editions A. Pédone, 128 pages, 60 F. Du même auteur : 100 000 oubliés (Emile Paul, sur la guerre de 1940), 81 490 (Flammarion, sur la déportation). Ce que l'homme a en voir (Le Cerf), Du Mexique à la Terre de Feu, une Église en colère (Bordas).

4491 210 1350

DIPLOMATIE

Les propositions de M. Reagan sur les euromissiles ne contiennent « absolument rien de nouveau »

affirme la « Pravda »

Dans un éditorial publié par la Pravda ce mardi 4 octobre et reproduit par l'agence Tass, Moscou oppose une fin de non-recevoir détaillée aux dernières propositions des Etats-Unis à propos des euromissiles (le Monde du 28 septembre). Selon le quotidien du parti, ces propositions ne contiennent « absolument rien de nouveau du point de vue de la flexibilité réelle et du caractère constructif ». Faisant écho aux propos de M. Andropov, qui les avait déjà qualifiées de « supercherie », la Pravda dénonce la « campagne de publicité » faite à leur sujet, ainsi que le « cynisme » qui permet à Washington d'être « suffisamment bon pour réfléchir à la proportion à laquelle les deux types de missiles [Pershing et missiles de croisière] seront déployés ».

De même, la promesse faite par M. Reagan de « ne pas compenser entièrement le déploiement global soviétique en missiles par des déploiements américains en Europe », n'est, pour la Pravda, qu'un « camouflage ».

Le gouvernement de Bonn cherche à contourner le refus de Paris d'inclure ses forces dans la négociation

Gaffe, manœuvre de politique intérieure ou olive d'œil aux Soviétiques, quelle que soit la nature exacte des propos du vice-président américain Bush sur les forces de dissuasion française et britannique (1), ils ont été accueillis avec une satisfaction discrète, mais réelle, par le gouvernement de Bonn, car ils correspondent parfaitement à son souci. Certes, la coalition libérale-chrétienne démocrate approuve officiellement le refus de Paris et de Londres de laisser compter leur arsenal nucléaire dans les négociations de Genève sur les euromissiles. Elle n'en constate pas moins avec regret que M. Andropov a érigé l'existence de ces forces en obstacle principal à un accord avec les Américains.

Du point de vue soviétique, cette tactique présente un double avantage : d'une part elle permet de refuser toute réduction substantielle du nombre des SS-20 ; d'autre part, elle peut, à terme, dresser les pays devant accueillir les euromissiles américains, et notamment l'Allemagne fédérale, contre leurs partenaires français et britanniques sur lesquels retomberait ainsi la responsabilité d'une nouvelle course aux armements.

Le gouvernement de Bonn n'est pas tombé dans le panneau, bien que la position française le plonge dans l'embarras (le cas de la Grande-Bretagne, étant donné ses liens étroits avec les Etats-Unis, n'est pas exactement comparable). Si le refus de Paris de voir ses forces nucléaires comptabilisées dans les négociations sur les fusées à moyenne portée est assez bien admis par le gouvernement fédéral - encore que celui-ci éprouve quelques difficultés à l'appliquer à l'opinion allemande - il n'en va pas de même des réticences manifestées à l'égard d'une inclusion de ces forces dans les négociations sur les armes stratégiques (START).

M. Genscher, ministre fédéral des affaires étrangères, qui paraît le plus inquiet sur les conséquences éven-

tuelles d'un échec des négociations de Genève, avait cru comprendre au début de septembre, après un entretien avec M. Gromyko, que les Soviétiques ne faisaient plus des forces nucléaires française et britannique un préalable absolu. Il s'est fait très vite remettre à sa place par Moscou, il n'en a pas moins insisté à la tribune des Nations unies sur la « bonne volonté » de Paris et de Londres, prêts - selon lui - à discuter de leurs forces à une étape ultérieure. Il a même appelé les Soviétiques à écouter attentivement ce que disaient Français, Britanniques et...

Tout le monde ne paraît pas aussi optimiste à Bonn, où l'on considère que les conditions posées par M. Mitterrand à la réunion d'une grande conférence sur le désarmement, dans son discours à l'ONU, correspondent à un raidissement de Paris. Pour contourner l'obstacle français, on imagine dans les milieux dirigeants ouest-allemands, plusieurs scénarios : en cas d'accord transitoire sur les euromissiles à Genève, la négociation pourrait être « fusionnée » avec les START, ou bien une conférence spécifique réunissant les Etats-Unis, l'U.R.S.S., la France et la Grande-Bretagne tenterait d'aller plus loin que les premiers résultats obtenus sur les armes à moyenne portée ; on pourrait aussi organiser une conférence des cinq puissances nucléaires, avec la Chine donc, ou inclure les armes nucléaires dans une deuxième phase de la C.D.E. (Conférence sur le désarmement en Europe), dont la convocation a été décidée la C.S.C.E. de Madrid et qui devrait s'occuper d'abord des mesures de confiance dans le domaine conventionnel. De telles propositions pourraient, croit-on, trouver un écho dans le parti socialiste français.

Sans vouloir se substituer aux principaux intéressés ni se poser en donneurs de conseils, les Allemands cherchent à ouvrir une perspective pour la phase postérieure au déploiement des premiers euromissiles. Ils ne « lâchent » pas Paris pour ne pas manquer à la solidarité si solennellement affirmée par M. Mitterrand dans son discours au Bundestag ; ils taillent même officiellement leur embarras. Mais tout ce qui pourra permettre de dépasser l'absence de la France dans les pourparlers sur la réduction des armements nucléaires leur paraît bienvenu. D'où l'accueil qu'ils ont réservé aux propos de M. Bush.

DANIEL VERNET.

M. Séguy se félicite de l'engagement de la C.F.D.T. dans le mouvement pacifiste

Les signataires de l'appel des cents, qui avaient été à l'origine du rassemblement pour la paix, le 19 juin, à Vincennes, ont décidé de s'adresser aux ministres de l'Éducation nationale et de la Culture. Ils leur demandent de parrainer les expositions et concours de dessins d'enfants qu'ils organiseront pendant la semaine de l'ONU pour le désarmement, du 24 au 30 octobre.

M. Georges Séguy, animateur de l'appel des cents, a commenté dans une interview publiée par le *Matin de Paris* l'engagement de la C.F.D.T. au côté du Comité pour le désarmement nucléaire en Europe (CODENE). « Il est positif de voir que de nouvelles forces s'engagent dans le combat pour la paix », déclare M. Séguy. Cela traduit une évolution dont nous nous félicitons.

M. Séguy observe toutefois que l'appel des cents avait, à plusieurs reprises, appelé la C.F.D.T. à se joindre à lui, et que « la C.F.D.T. a, finalement, rejoint le combat pour la paix, mais avec des considérations qui empêchent d'aller dans le sens d'une plus large union. En cela, l'appel des cents est différent, qui veut l'union pour la paix sans exclusive ».

(1) M. Bush a déclaré, le mercredi 28 septembre, que les forces nucléaires de la France et de la Grande-Bretagne devaient être prises en considération « à un moment ou à un autre dans l'un des deux forums de Genève » (le Monde du 30 septembre).

« L'association France-U.R.S.S. fait savoir, à l'issue de la réunion de son comité national, que l'affaire du Boeing sud-coréen « apparaît comme l'une des conséquences dramatiques » de la situation engendrée par la tension internationale. Elle ajoute : « Assumant ses différences qui s'inscrivent naturellement dans sa vocation et ses structures, l'association, face au regain de l'antisoviétisme, réaffirme sa volonté d'intensifier son action en faveur de la connaissance mutuelle, de la coopération, de l'amitié entre les peuples français et soviétiques, dans une perspective de paix ». L'association tiendra son congrès en juin 1984 au Mans. (Tél. : 501-59-00.)

Les adversaires des Pershing en R.F.A. comptent sur le soutien de M. Brandt

De notre correspondant

Bonn. - A l'issue de deux journées de travail du comité directeur social-démocrate, réuni près de Bonn, le président du S.P.D., M. Willy Brandt, a déclaré qu'il fallait attendre la fin des négociations de Genève pour définir une position sur les euromissiles. Il a reproché au gouvernement le « défaitisme » qui lui a fait fixer au 21 novembre le débat parlementaire sur la question, comme si les pourparlers de Genève devaient être conclus à cette date, ce qui force le S.P.D. à convoquer son congrès extraordinaire deux jours avant.

M. Brandt a ainsi implicitement critiqué les instances locales de son parti qui n'ont pas voulu patienter jusqu'à la fin de la conférence de Genève pour se prononcer contre les implantations des euromissiles américains en Allemagne. Il a dit que le S.P.D. définirait sa position, sous forme d'un projet de motion, à la veille de l'ouverture du congrès extraordinaire, dont il ne fallait pas anticiper les conclusions.

Pourtant, les votes négatifs sur la double résolution de l'OTAN enregistrés le dernier week-end à l'échelle locale, et ceux qui seront dimanche prochain, passent outre à ces réserves de calendrier. Les adversaires des euromissiles sentent bien qu'ils ne seront finalement pas désavoués par le président du S.P.D., dont l'autorité morale reste grande au sein du parti. M. Brandt n'a-t-il pas récemment reconnu qu'il ne s'était rallié à la double résolution que par loyalisme envers l'ancien chancelier Helmut Schmidt ?

Celui-ci aurait-il entre-temps évolué ? Prenant la parole lundi devant les officiers de l'académie militaire de Hambourg, il s'est prononcé pour l'équilibre des armements entre l'Est et l'Ouest, mais apparemment sans référence directe à la double résolution de l'OTAN, qu'il avait pourtant puissamment contribué à faire adopter. On peut se demander quelle atti-

tude il observera lors du congrès extraordinaire du S.P.D. S'élèvera-t-il contre le fort courant pacifiste qui traverse la base du parti, ou bien essaiera-t-il, pour préserver l'unité de celui-ci, d'élaborer une « motion de synthèse » réclamant l'adoption de nouvelles négociations Est-Ouest ?

Entre-temps, un premier test de l'opinion sera fourni mercredi 5 octobre par l'arrêt de travail de cinq minutes décidé par les syndicats du D.G.B., auxquels se sont joints les cinq cent mille membres du Syndicat indépendant des employés. Le patronat s'oppose à cette « pause » symbolique visant à faire pression sur les négociations de Genève. Le gouvernement fédéral l'a également réprouvée. Il vient néanmoins de recevoir une pétition pour la paix signée de cinq cents des soixante mille membres du personnel fédéral.

La semaine dernière, quatre mille policiers et infirmières en blouse blanche ont occupé la place du Marché à Bonn, pour protester contre l'implantation des euromissiles et contre le danger nucléaire. A l'approche des grandes manifestations prévues pour la seconde quinzaine de ce mois, le ministre de l'Intérieur, M. Friedrich Zimmermann, va concentrer d'importantes forces de police pour briser le blocus prévu autour de certains ministères.

Ces manifestations doivent en principe rester non violentes. Mais il y a toujours le danger que s'y mêlent des groupes « autonomes » armés d'intentions destructrices et prêts aux coups de force. Il y a quelques jours, cent trente d'entre eux ont saboté un colloque organisé par l'académie protestante de Loccum, près de Hanovre, en ce barrant l'accès aux participants, y compris aux représentants du Mouvement de la paix. L'affaire a fait du bruit, mais cet exemple a montré jusqu'où pouvait aller le recours à la force.

ALAIN CLÉMENT.

LE SOMMET DE VITTEL

M. Mitterrand exclut le partage du Tchad

(Suite de la première page.)

La balle semblait donc de nouveau dans le camp du gouvernement tchadien qui, lui aussi, allait prendre les devants. M. Idriss Miskine, ministre tchadien des affaires étrangères, intervenait dans la réunion ministérielle de lundi matin pour dresser un bilan « exhaustif » de toutes les tentatives de réconciliation effectuées depuis 1977, d'abord par les Forces armées du Nord, tendance fidèle à M. Hissène Habré, puis, depuis juin 1982, par le gouvernement que celui-ci dirige. « Le gouvernement du Tchad est pour une solution diplomatique et pacifique », déclarait notamment M. Miskine, avant d'ajouter : « le Tchad est un pays agresseur et son peuple martyr attend de cette conférence une certaine solidarité négative, un comportement positif pour recouvrer son intégrité, son indépendance et sa souveraineté ».

Le dogme de l'intégrité territoriale

Intégrité, indépendance, souveraineté, trois mots qui sont revenus dans le discours d'ouverture prononcé par M. Mitterrand. Après avoir, fidèle à son habitude, commencé ce discours par un appel au nécessaire dialogue Nord-Sud et rappelé les efforts consentis par la France dans ce domaine, le chef de l'Etat a directement parlé des conflits qui secouent l'Afrique : Namibie, Sahara occidental, Tchad.

Ea évoquant la nécessité de se reporter à certains principes pour chercher des solutions au conflit, le président a déclaré : « Le plus important de ces principes, c'est l'intégrité d'un territoire et donc l'exercice de la souveraineté des autorités légitimes. Et donc l'indépendance du peuple qui vit sur ce

« QUE FAITES-VOUS ICI ? »

Un incident protocolaire, retransmis accidentellement par un circuit vidéo indirect, a marqué l'ouverture, lundi 3 octobre à Vittel, du dixième sommet franco-africain. Au moment de prendre place dans la grande salle de conférences pour présider la séance d'ouverture, M. François Mitterrand s'est étonné de la présence à ses côtés de ses ministres des relations extérieures, M. Claude Cheysson, et de la coopération, M. Christian Nucci.

« Que faites-vous ici ? », leur a-t-il demandé d'un air sévère avant de leur faire remarquer que les présidents Mobutu Sasa Seko, du Zaïre, et Félix Houphouët-Boigny, de Côte-d'Ivoire, auraient dû se trouver à sa droite et à sa gauche. « Ce sont des bêtises ! Cela n'a pas de sens », s'est exclamé le président Mitterrand avant que sa voix, retransmise par vidéo dans un amphithéâtre réservé aux journalistes, ne soit finalement coupée. L'affaire a été arrangée. M. Mitterrand ayant invité publiquement les présidents Mobutu et Houphouët-Boigny à le rejoindre.

territoire. L'intégrité, c'est la condition première qu'on est en droit d'exiger de quiconque, sous quel qu'il soit, la construction dont vous avez la charge qui se trouve menacée. C'est tout un droit international public dont vous avez été les fondateurs qui perd sa signification, c'est le désordre qui l'installe partout ».

En rappelant avec insistance l'un des dogmes de la charte de l'O.U.A. sur l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, M. Mitterrand a, semble-t-il, voulu placer ses bêtes, et au-delà d'eux, l'Organisation panafricaine, devant leurs responsabilités. En même temps, la fermeté du ton a sans doute rassuré ceux qui craignaient une entente franco-libyenne au détriment de l'intégrité territoriale du Tchad.

Celle-ci est venue du président Mobutu qui répondait à M. Mitterrand en sa qualité de président de la dernière conférence franco-africaine. Sans éter nommé ment la Libye, le président zairais a déclaré : « Le problème actuel du Tchad n'est ni plus ni moins qu'un défi au droit, à la charte de l'ONU et à celle de l'O.U.A. ». Après avoir rendu hommage au président Mitterrand « pour l'action courageuse de la France, fidèle à ses engagements, et allée au Tchad en vue de défendre l'intégrité territoriale et la sécurité de ce pays », M. Mobutu a lancé un appel à un renforcement de l'engagement français. « Nous encourageons fermement la France, a-t-il dit, à poursuivre son assistance au gouvernement d'Ndjamena en vue de ramener la paix et la stabilité au Tchad sur la base du respect de la légitimité de la souveraineté de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et de la non-ingérence dans les affaires intérieures de ce pays ».

Le président zairais a, d'autre part, réaffirmé son soutien au gouvernement de M. Hissène Habré qui, « conformément à l'article 5 de la charte des Nations unies », pris les mesures pour garantir la sauvegarde, l'intégrité et la souveraineté de son pays ».

Le discours de M. Hissène Habré

Après ces deux discours d'ouverture au ton nettement différencié, la réunion plénière a retrouvé le bûle pour entendre le président du Tchad. Son ministre des affaires étrangères, M. Miskine, ayant déblayé le terrain auprès de ses collègues, M. Hissène Habré s'est livré à un plaidoyer formel, mais modéré dans le ton, en faveur de son pays, « déchiré par la guerre ». L'an dernier, a-t-il dit en substance, nous avions parlé de reconstruction et de développement. L'avenir semblait prometteur. Cette année, le Tchad connaît d'un nouveau la guerre et le problème est celui de la paix.

Parlant sans notes pendant un vingtaine de minutes, le président du Tchad s'est appliqué à décrire la situation de son pays « agressé » par la Libye et « convention du droit international », et a exprimé avec force son attachement à l'unité, à l'intégrité et au respect des frontières du Tchad. A ce croque les témoins M. Hissène Habré a fait fort impression sur ses pairs. « Éloquent, excellent, de grande classe », tels étaient les adjectifs les plus souvent cités à l'issue de l'intervention du chef de l'Etat tchadien. Celui-ci a d'ailleurs été salué par M. Sekou Touré, qui lout « l'hauteur de vue d'un homme qui raisonne plus en chef d'Etat qu'en chef de tendance ». Le président guinéen a fait alors sa proposition d'aide au Tchad, approuvée par M. Mitterrand, qui a invité se botes, en liaison avec M. Hissène Habré, à se consulter sur d'éventuelles propositions.

Vieusement, M. Mitterrand reste sur la réserve. Tout se passait comme si, avant permis par l'opération Manta, les soutiens de ses alliés africains disposent du temps de la discussion, il les mettait maintenant devant leurs responsabilités. Une ébouse est sûre. M. Hissène Habré a marqué de points à Vittel. Le soutien du « nouveau dur » des francophones lui semble acquis, et sa légitimité à l'égard de l'Etat est mieux assurée pour aborder d'éventuelles « retrouvailles » à Ndjamena entrées « frères tchadiens ».

Le problème demeure cependant entier. Le colonel Kadraf pourrât-il se satisfaire de voir quelques-uns de ses amis siéger au sein d'un gouvernement dirigé par M. Hissène Habré ? La clé de la paix au Tchad se trouve-t-elle à Tripoli qu'à Ndjamena, et c'est sur ce terrain que les chefs d'Etat africains pourraient interpellé M. Mitterrand. M. Hissène Habré, ce mardi, une nouvelle occasion cette fois en tête à tête, d'envoier M. Mitterrand du bled fondé de son analyse, selon laquelle les luttes interchadiennes sont au tout la conséquence de l'expansion insupportable de Tripoli.

FRANÇOISE CHIPHAUX.

« Le GUNT (ancien gouvernement d'union nationale de transition du Tchad de M. Goukouni Oueddei) a proposé, lundi 3 octobre, « à la famille et aux amis » du commandant Galopin, négociateur français dans l'affaire Claude, assassiné en 1975, de se mettre en rapport avec ses représentants « pour arrêter les modalités de transfert du corps ». Retenu en otage en août 1974 par les FAN (Forces armées du Nord, alors présidées par M. Hissène Habré et commandées par M. Goukouni Oueddei), le commandant Galopin avait été exécuté par ses gégliers le 4 avril 1975.

EN LIBRAIRIE DÈS LE 8 OCTOBRE

AU COEUR DES PASSIONS.

autrement

EN LIBRAIRIE

PAROLE FACILE
COURS
D'EXPRESSION ORALE
HUBERT LE FÉAL
documentation
sans engagement
387 25 00
30, Rue des Dames Paris 17^e

INÉDIT
Dans la droite fil de l'actualité
Le FAIT FRANÇAIS dans le monde
LA FRANCE
3^e SUPERPUISSANCE
États : 2^e puissance territoriale mondiale (zones maritimes). Présence française. Zone franc. Énergie nucléaire : 1^{re} mondiale. Sciences de pointe : armes classiques et nucléaires, intelligence culturelle et linguistique, DOM-TOM, Communauté et CONFÉRENCE FRANC-AFRICAINE et les 40 pays d'expression française. 356 pages, 70 F. Franco chez l'éditeur : FRANÇOIS DE PREUIL, 49560 NUEL-SUR-LAYON

UN OUVRAGE QUI FAIT AUTORITÉ
AUX ÉDITIONS S.T.H.
8, av. Léon-Henry 75016 Paris Tél. 527.10.15
La Constitution de la V^e République
THÉORIE et PRATIQUE
de Charles de Gaulle à F. Mitterrand par La MONTAGNYER, Docteur en Sciences Politiques
2^e Édition 1983 - 345 pages. Format 16x24. Prix : 58 F.
● Une parfaite appréhension des événements et périodes de la vie politique française. J. Robert LE MONDE
● Un excellent traité. G. Rosel-Landi L'AR
● Un ouvrage de référence. A. Pöcher
● Un ouvrage remarquable de clarté sur la pratique politique de la Constitution du 4 octobre 1958. G. Marcellou
LE COURRIER DE SAONNE-ET-LOIRE

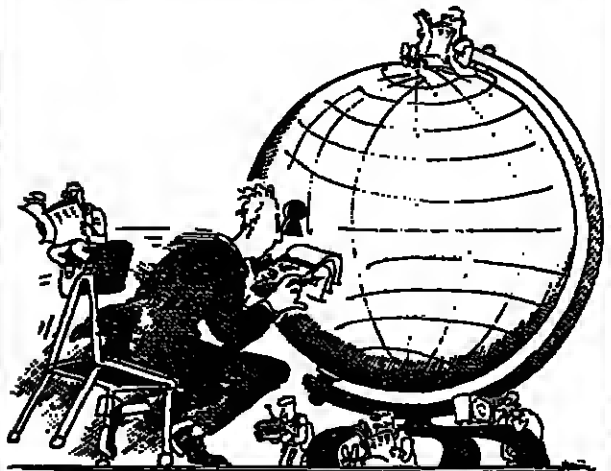
VIENT DE PARAÎTRE
L'ÉTAT DU MONDE 1983
Annuaire économique et géopolitique mondial
Sous la direction de François Gèze, Yves Lacoste, Alfredo Valladao
1. E. S. (C) 590.30.14

- Après le succès des deux premières éditions, voici *L'état du monde 1983*, édition complètement renouvelée et actualisée.
- Par 87 spécialistes de 17 nationalités différentes, un panorama complet, précis et accessible, des grands événements économiques et politiques mondiaux de l'année écoulée, et des caractéristiques des 166 États de la planète.
- Une méthode originale, combinant les approches économique, géographique, démographique, politique et stratégique.
- La section thématique de l'année : Les « mutations culturelles », du phénomène « Dallas » au « renouveau de la culture africaine ».
- En 200 tableaux, un ensemble statistique exceptionnel : des milliers de données les plus récentes (économiques, démographiques, militaires...) pour comprendre le monde d'aujourd'hui.
- 127 articles de fond, 78 bibliographies, 40 cartes et 1 180 adresses utiles en France, en Belgique, au Canada, en Suisse.

640 pages, relié, format de poche, 85 F. Illustrations de Plantu.

Dans la même collection :

- Terre des femmes*. Panorama de la situation des femmes dans le monde, sous la direction d'Élisabeth Paquet (448 p., 79 F).
- L'état des sciences et des techniques*, sous la direction de Marcel Blanc (544 p., 110 F, parution : novembre 1983).



Éditions
La Découverte/Maspero
1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris

AFRIQUE

Le Soudan en mal de stabilité

II. - Une société de pénurie

De notre envoyé spécial JEAN GUEYRAS

pour inciter les Américains à aider le Soudan.

En fait, le maréchal noir, qui est devenu au Soudan une institution isolée par les autorités, est le produit direct de la pénurie chronique qui s'est solidement installée dans le pays depuis l'effondrement des grands et ambitieux projets de développement du début des années 70.

La tutelle du F.M.I.

À la fin de la faillite économique avec une dette extérieure estimée en 1983 à environ 7,8 milliards de dollars, le Soudan a été contraint, pour éviter la banqueroute, de passer sous les fourches caudines du Fonds monétaire international qui lui a

en cas d'un changement brutal du régime. Le Soudan représente d'ailleurs pour les États-Unis, qui sont actuellement les principaux bailleurs de fonds du régime de Khartoum, une pièce stratégique maîtresse entre la Libye du colonel Kadhafi et l'Éthiopie du colonel Mengistu. Les créanciers espèrent également qu'avec le temps et une restructuration patiente de l'économie, et surtout de l'agriculture qui représente au Soudan un énorme potentiel sous-exploité, ils recouvreront beaucoup plus qu'ils n'ont avancé.

Déjà, les prospections pétrolières entreprises depuis 1974 dans le sud du pays, où la compagnie américaine Chevron a mis au jour un pétrole de bonne qualité à faible teneur en soufre, commencent à se

de personnes. Les prix des légumes oscillent entre 2 et 3 livres le kilogramme et celui de la viande, qui constitue une partie de la nourriture de base traditionnelle du Soudanais, entre 4 et 5 livres. Pour pouvoir survivre, les Soudanais sont donc obligés de recourir à divers expédients. Environ un million d'entre eux ont choisi de s'expatrier vers les pays du Golfe, ce qui a provoqué un exode des « cerveaux » qui pèse lourdement sur la bonne marche de l'enseignement secondaire et universitaire.

Ceux qui ne peuvent s'expatrier multiplient leurs occupations lucratives non déclarées. Ce qui explique en partie la corruption qui sévit à tous les échelons de l'administration et le taux élevé d'absentéisme au sein de la fonction publique, dont la qualité ne cesse de se dégrader après avoir été jadis l'une des plus efficaces du continent africain.

Le mécontentement populaire

Pour tenter de calmer le mécontentement populaire, les autorités lancent des appels à la télévision demandant aux Soudanais de combattre les spéculateurs et de ne pas encourager le marché noir. Elles distribuent également deux fois par an des primes équivalentes à 40 % du salaire mensuel. Ces mesures paraissent cependant dérisoires aux yeux de la population, qui n'ignore pas les liens étroits qui existent entre les riches commerçants et le pouvoir. Au début de juillet, des manifestations contre la vie chère et la pénurie ont eu lieu à Khartoum, centre ouvrier d'où partent en général tous les grands mouvements politiques et sociaux au Soudan. Il ne s'agit là, pour l'instant, que d'un mouvement isolé, mais l'avenir immédiat paraît sombre pour les dirigeants soudanais. Les prochaines semaines pourraient être décisives avec l'épuisement des stocks de pétrole que l'Arabie Saoudite avait fournis au début de l'année et avec la rentrée universitaire qui promet d'être agitée.

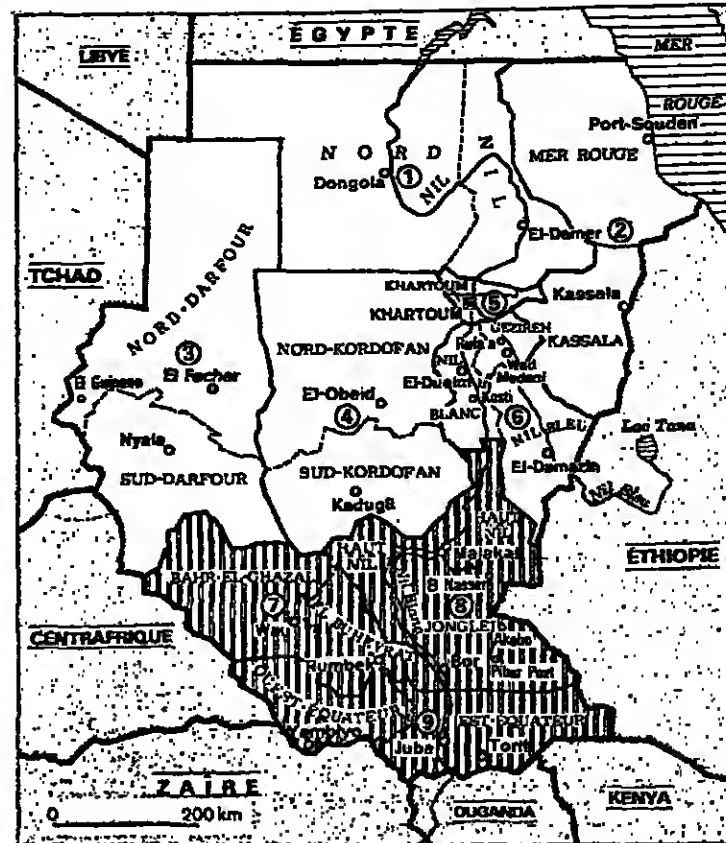
Le président Nemeiry compte sur sa politique de décentralisation, lancée il y a environ trois ans, pour remédier en partie aux maux de l'économie en assurant notamment une répartition équilibrée des ressources du pays. Le nord du pays a été divisé en cinq régions dotées chacune d'une assemblée locale et d'un gouvernement restreint de six ou sept ministères ayant des compétences techniques. L'idée était bonne, et tout le monde ici admet que le pays est trop vaste pour pouvoir être gouverné efficacement à partir d'un centre unique. La politique de décentralisation n'a cependant pas encore fait ses preuves. Il est vrai qu'en divisant le nord du pays en cinq régions l'État soudanais a réussi à se concilier certains de ses adversaires en multipliant les fonctions honorifiques et lucratives au sein des nouvelles institutions régionales. Mais dans le fond rien n'a été résolu puisque, ainsi que nous l'avons affirmé une personnalité proche du régime, « en l'absence de toute participation populaire décentralisée par les autorités, la décentralisation est essentiellement dirigée de Khartoum ».

Toutes les grandes décisions concernant les régions, et même les plus infimes, sont prises par le président Nemeiry, parfois en dépit de tout bon sens. C'est ainsi que la capitale de la province du Darfour-Nord a été transférée de El Faheer à Gunder, à la limite de la frontière avec le Tchad ; celle du Haut-Nil, de Malakal à El Nasser, près de la frontière éthiopienne, dans une région insécable six mois par an. La capitale de la province de Gezireh a été transférée de Wad-Medani à Rufa'a sur la rive est du Nil, alors qu'il n'existe même pas de pont sur le fleuve à cet endroit. On estime que tous ces changements coûteront à l'État plus de 500 millions de livres soudanaises, une dépense que certains jugent exorbitante, alors que le Soudan vient par son déficit économique de fermer vingt-deux de ses ambassades à l'étranger.

Plus grave encore : l'extension de la politique de décentralisation au sud du Soudan, qui, selon l'accord d'Addis-Abeba ayant mis fin à la guerre civile de 1955, devait rester uni, a été interprétée comme une tentative d'affaiblir la région méridionale, aggravant la rébellion larvée qui, depuis le début de l'année, semble s'y développer.

Prochain article :

L'ANYANYA II



— Limite de région — Limite de province
1 - NORD ; 2 - EST ; 3 - DARFOUR ; 4 - KORDOFAN ; 5 - KHARTOUM ; 6 - CENTRE ; 7 - HAUT-NIL ; 8 - ÉQUATORIA

Le gris représente l'ancienne région unifiée du Sud.

imposé un programme de réforme économique fondé sur une politique très restrictive dans les domaines budgétaires et financiers. Depuis lors, le président Nemeiry se trouve, selon l'expression d'un haut fonctionnaire international, sous la tutelle du F.M.I. et de la Banque mondiale. Pris en tenaille entre les demandes des experts financiers internationaux qui préconisent une politique d'austérité très rigoureuse et celles de la population qui souhaite l'amélioration de ses conditions de vie, le chef de l'État soudanais a dû se résoudre à prendre des décisions controversées qui ont réduit comme une peau de chagrin sa popularité.

À deux reprises, en janvier 1982 et en novembre de la même année, le régime de Khartoum a été secoué jusqu'aux fondements lorsque le chef de la population qui souhaite l'amélioration de ses conditions de vie, le chef de l'État soudanais a dû se résoudre à prendre des décisions controversées qui ont réduit comme une peau de chagrin sa popularité.

Le problème est cependant de savoir si la population soudanaise qui fait les frais de l'essentiel du programme d'austérité dicté par le plan de redressement imposé par le F.M.I. aura la patience d'attendre. Face à une inflation galopante estimée à environ 40 % par an, provoquée entre autres par la dépréciation sauvage et constante de la livre soudanaise qui, il y a encore six mois, a été de nouveau dévaluée de 44 % par rapport au dollar, les prix à la consommation ne font que grimper alors que les subsides sur les produits de première nécessité sont totalement supprimés d'ici à la fin de l'année.

Des ressources potentielles

Paradoxalement, les dirigeants soudanais ne semblent pas outre mesure inquiétés en ce qui concerne l'avenir économique du pays. Ils savent que les donateurs occidentaux et arabes, fermant les yeux devant la mauvaise gestion et la stagnation qui caractérise l'économie du pays, poursuivront leur assistance, car ils auraient trop à perdre

Le maréchal Nemeiry a fait, en quatorze ans de pouvoir, le vide autour de lui, écartant notamment de très nombreux vice-présidents et faisant tourner court la tentative de « réconciliation nationale » ébauchée en 1977 avec le parti Oumma et la puissante secte des Ansars. En contrepartie de leur appui au régime, les Émirats Musulmans font sentir leur influence, tandis que l'Université demeure un hot de libre expression et de contestation (*Le Monde* du 4 octobre).

Khartoum. — Traverser la capitale en voiture aux heures de pointe relève de la gageure. Bloqués par les goulots d'étranglement qui se forment autour des deux seuls ponts qui relient, par dessus le Nil Bleu, la ville de Khartoum proprement dite à Khartoum-Nord, les automobilistes font du surplace sous un soleil de plomb. Leur calvaire quasi quotidien est dû à l'incroyable sous-développement du grand ensemble que constitue Khartoum composé de trois villes qui séparent les deux Nil.

En quinze ans, la population de la capitale est passée de trois cents mille habitants à plus de deux millions. L'équipement urbain n'a pas suivi au même rythme. Hormis quelques rares avenues asphaltées, généralement situées dans le centre de la capitale, le long du Nil Bleu, les rues de Khartoum ne sont que des chaussées envasées par le sable et défoncées par les intempéries. Pour pouvoir avancer, les voitures sont, la plupart du temps, obligées de zigzaguer dangereusement entre les ornières que les plaques transformées en petits lacs. Durant la saison sèche, les eaux des égouts, dont les canalisations, sur-utilisées, éclatent périodiquement, inondent les rues, les transformant en autant de borborygmes infestés de moustiques. Il y a également les disparitions mystérieuses de plaques d'égout qui menacent le piéton distrait ou l'imprudent automobiliste tentant de se garer sur ce qui ressemble vaguement à un trottoir.

Entre 1976 et 1981, le nombre de véhicules importés a presque doublé, alors que le réseau routier urbain se dégradait inexorablement. L'absence d'un système de transports en commun organisé a favorisé la multiplication des taxis, des minibus et des « bokassis » (Toyota transformées en moyens de transport collectif) et autres véhicules de fortune, pour la plupart des camions dont les chassis ont été modifiés tant bien que mal pour pouvoir contenir le plus grand nombre de passagers possible.

Les arrestations de « vagabonds »

Tous ces véhicules bruyants et défilant dès les premières heures de la matinée dans le centre de la ville, venant des banlieues lointaines et de la campagne environnante, la grande foule des travailleurs et des découvreurs. Ces derniers, pour la plupart des réfugiés du Sud ou des pays voisins, ont toute la journée dans la capitale à la recherche d'une occupation temporaire ou d'un travail. Qualifiés par les autorités de « vagabonds », ils sont souvent ramassés au cours de rafles improvisées et conduits dans les commissariats de police où ils sont parfois sévèrement punis à l'aveugle avant d'être renvoyés dans leurs villages du Sud ou dans les camps de réfugiés à la frontière.

En septembre 1981, plus de dix mille de ces « vagabonds » avaient été arrêtés en une seule journée. Trois mille d'entre eux, selon les autorités, faisaient partie de la « Ligue panafricaine du colonel Kadhafi » et avaient été envoyés au Soudan pour y semer « le désordre et l'anarchie ». La propagande officielle émettait à l'époque qu'ils avaient été ramassés pour mission d'acheter des vivres et des marchandises de première nécessité pour les jeter dans le Nil, afin d'entretenir la pénurie et de favoriser le marché noir.

Le nom du colonel Kadhafi, qui voue une haine inexplicable au maréchal Nemeiry, après l'avoir aidé en 1971 à écraser l'insurrection communiste de Hachem El Atta, est ici abondamment utilisé pour expliquer la plupart des maux et vicissitudes du pays. C'est un fait que le colonel libyen a essayé à plusieurs reprises, notamment en 1976, de déstabiliser le régime de Khartoum, mais, comme nous l'avons affirmé le conseiller juridique du président Nemeiry, M. Hassan El Tourabi, Kadhafi est devenu l'épouvantail que l'on agit

الجمهورية السودانية

السلامة

EUROPE

Suisse

Le procès de la prise d'otages de l'ambassade de Pologne s'est ouvert à Lausanne

De notre correspondant

Lausanne. — Le procès des quatre membres du commando qui avait occupé du 6 au 9 septembre 1982 l'ambassade de Pologne à Berne s'est ouvert, le lundi 3 octobre, à Lausanne devant la cour pénale du tribunal fédéral, la plus haute instance judiciaire helvétique.

An banc des accusés, le chef du commando, Florian Kruszyk, quarante-trois ans et ses trois complices, exilés polonais comme lui : Krzysztof Wasilewski, trente-quatre ans ; Mirosław Plewinski, vingt-quatre ans et Marek Michalski, vingt et un ans. Défendus par des avocats commis d'office, ils ont à répondre de plusieurs chefs d'accusation : séquestration, violation de domicile, menaces, contrainte, lésions corporelles simples, dommages à la propriété, violence et menace contre les autorités et les fonctionnaires, tentative de chantage et violation de la loi fédérale sur le séjour des étrangers. Pour ces diverses infractions ils sont passibles de peines allant jusqu'à sept ans et demi de prison.

Au moment de l'affaire, les autorités helvétiques s'étaient refusées à transiger, insistant sur l'aspect criminel de cette prise d'otages. Le procès devrait contribuer à mettre en lumière les éventuels aspects politiques et fournir des éléments de réponse à plusieurs questions encore en suspens. Se réclamant d'une « armée nationale intérieure », le commando armé avait fait irruption à

l'ambassade de Pologne à Berne le 6 septembre 1982, peu avant 10 heures, prenant quatorze personnes en otages. Les quatre hommes avaient menacé de faire sauter le bâtiment si, dans les quarante-buit heures, le gouvernement polonais n'acceptait pas de lever l'état de siège. Après d'âpres tractations avec les autorités qui avaient, d'emblée, exigé la libération des otages, les assaillants devaient modérer leurs revendications. Dès le lendemain de l'occupation, huit otages étaient libérés et, par la suite, les membres du commando demandaient simplement de pouvoir s'en aller librement. Mais, le 9 septembre, en fin de matinée, soit trois jours après le début de l'occupation, usant d'un stratagème, la police donnait l'assaut à l'ambassade. Eo douze minutes tout était terminé, les cinq derniers otages étaient libérés et le commando neutralisé.

La découverte de la véritable identité du chef du commando avait conforté les autorités dans leur détermination de ne rien céder. Sous le pseudonyme de « colonel Wysocki », se cachait, en réalité, Florian Kruszyk, un repris de justice ayant fait partie des services de sécurité et de renseignements polonais de 1962 à 1965. En 1969, il avait déjà procédé à une attaque de bijouterie avec prise d'otages à Vienne. Après avoir purgé une peine de deux ans de pri-

son, il avait vainement tenté d'obtenir le droit d'asile en Suisse. Ensuite, il s'était établi aux Pays-Bas où il avait animé une fondation pour « une Pologne démocratique ». Comme l'ont assuré les autorités helvétiques, cette opération n'avait rien à voir avec le syndicat clandestin Solidarité qui l'avait d'ailleurs, d'embellie, énergiquement condamnée.

Les activités de l'attaché militaire

Si plusieurs points du passé du principal accusé demeurent obscurs, il ressort de l'interrogatoire de Kruszyk qu'il aurait agi pour un « Front national de libération de la Pologne », dont le siège se trouvait en Albanie, et que lui-même se serait rendu dans ce pays à diverses reprises. Répondant parfois avec arrogance, il affirme ne rien regretter et nie en bloc ce qui lui est reproché. A l'en croire, les armes du commando devaient servir uniquement à intimider le personnel de l'ambassade. Ses trois compagnons affirment qu'ils ont suivi Kruszyk parce qu'ils espéraient ainsi pouvoir attirer l'attention sur la situation en Pologne. Ils prétendent, cependant, avoir ignoré que Kruszyk avait auparavant été condamné pour délit de droit commun en Autriche.

Cette affaire a jeté un froid dans les relations entre Varsovie et la

Confédération. Les documents remis par le commando aux autorités helvétiques avaient permis d'établir, quelques mois plus tard, que des membres de l'ambassade de Pologne s'étaient livrés à « une recherche précise de renseignements visant des aéroports militaires suisses ». L'attaché militaire, le colonel Zygmunt Droboszewski, qui figurait parmi les otages, a quitté la Suisse peu après sa libération.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

● **Démision de deux ministres.** — A la veille des élections générales du 23 octobre, deux des sept membres du gouvernement helvétique, MM. Georges-André Chevallaz (radical) et Willi Ritschard (socialiste), ont présenté, le lundi 3 octobre, leur démission pour la fin de l'année. Membres depuis dix ans du collège gouvernemental, les deux démissionnaires ont estimé qu'ils avaient fait leur temps. Agé de soixante-huit ans, M. Chevallaz avait dirigé le département des finances, puis était passé aux affaires militaires en 1979. De son côté, M. Ritschard avait été responsable des transports, des communications et de l'énergie avant de prendre la succession de son collègue à la tête des finances, il y a quatre ans. Il appartenait au nouveau Parlement d'élire les successeurs des deux démissionnaires le 7 décembre prochain. (Corresp.)

Italie

LES ATTENDUS DU JUGEMENT DE LA COUR D'ASSISES DE ROME Pourquoi Aldo Moro a-t-il été assassiné ?

De notre correspondant

Rome. — La cour d'assises de Rome, qui, le 24 janvier dernier, condamna à la prison à vie vingt-trois personnes, et à des peines diverses trente-trois autres, pour l'assassinat d'Aldo Moro, a déposé, lundi 3 octobre, les attendus de son jugement. Un épais document de 1450 pages rédigé par le juge Antonio Abate, qui analyse non seulement l'activité de la colonne romaine des Brigades rouges responsable de l'enlèvement, mais aussi la stratégie du parti armé, entre 1976 et 1980.

Après avoir consacré les 650 premières pages à rappeler les accusations qui ont conduit à l'inculpation de soixante-trois personnes (dont sept bénéficiaient soit du non-lieu, soit de l'amnistie) et à reconstituer les cinquante-cinq jours entre le 16 mars et le 9 mai 1978, qui sont parmi les plus dramatiques que l'Italie ait vécus depuis la fin de la guerre, la cour d'assises a essentiellement essayé de répondre à la question : pourquoi Aldo Moro ?

« Aldo Moro fut assassiné afin que disparaisse avec lui son projet de rencontre entre catholiques et communistes », peut-on lire dans le document de la cour d'assises. Considérant que la démocratie chrétienne est un régime qui « opprime le peuple » et voyant dans la politique de « solidarité nationale » — une formule qui, pour la première fois, faisait participer le P.C.I. à la majorité gouvernementale — une tentative pour « construire un consensus prolétarien autour des choix du capital », les B.R. avaient décidé de supprimer l'homme qui pouvait non seulement donner une nouvelle image à son parti, mais encore présenter un autre projet politique pour l'Italie.

Les Brigades rouges, souligne la cour d'assises, ont bénéficié de l'impréparation, des carences et, dans certains cas, des négligences des pouvoirs publics.

gences des pouvoirs publics, qui n'ont pas su percevoir à temps le danger et mettre en œuvre les moyens pour le combattre ».

Le rôle des « repentis »

Les juges précisent que la majorité des informations qu'ils ont obtenues sont venues des « repentis » et, en premier lieu, de Patrizio Peci et d'Antonio Savasta. En revanche, les épisodes connus seulement des terroristes qui n'ont pas voulu collaborer sont restés dans l'ombre : par exemple, on ne sait pratiquement rien du lieu où Moro fut retenu prisonnier ni de ce que sont devenus les documents que Moro portait dans sa serviette. Enfin, et bien qu'il ait été condamné à ce titre, il n'est pas certain que ce soit bien Prospero Gallinari qui ait tué le président de la Démocratie chrétienne.

Les juges de Rome fournissent en revanche une interprétation nouvelle du comportement des ex-chefs d'Autonomie ouvrière, Franco Piperno et Ianfranco Peca. Ceux-ci avaient pris l'initiative de demander au P.S.I. son appui afin d'arriver à une « situation humanitaire ». En réalité, selon la cour d'assises, ils parlaient au nom des brigadistes Murucci et Feranda, hostiles à l'assassinat et qui cherchaient à atteindre un double objectif : la reconnaissance des Brigades rouges et la mise en minorité de la tendance dure du groupe.

En ce qui concerne enfin les liens que les B.R. auraient entretenus avec l'étranger, la cour d'assises estime que celles-ci étaient assurément en contact avec « des hommes du K.G.B. » et des Palestiniens pro-Arafat recevant de ces derniers des armes. Mais les juges excluent que le terrorisme soit « né d'une initiative délibérée et planifiée hors des frontières de l'Italie ».

PHILIPPE PONS.

En Turquie

La résolution du Conseil de l'Europe contre la future Assemblée pourrait avoir des effets contraires à ceux recherchés estime-t-on à Ankara

De notre correspondant

Ankara. — La résolution adoptée par l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe, le vendredi 30 septembre, et réduisant le caractère démocratique de la future Assemblée turque, a évidemment été mal accueillie par les dirigeants d'Ankara. Accusant l'Assemblée de Strasbourg de « parti pris », le ministre turc des affaires étrangères estime qu'il n'est pas possible d'avoir des préjugés sur le futur représentant de la nation turque avant même les élections libres qui se dérouleront devant les yeux du monde entier.

De même, dans les milieux gouvernementaux on était unanime à considérer cette résolution comme une « tentative de pression inutile et susceptible de produire des effets contraires à ceux qu'elle escomptait ».

Les sentiments des Turcs sont partagés : pour les uns, les Européens n'ont aucunement le droit de s'immiscer dans les affaires intérieures du pays qui, — observent-ils, — pourrait très bien se passer

d'eux. Ils accusent les parlementaires d'obéir à leurs collègues communistes ou socialistes et aux exilés turcs, et de prendre prétexte de certaines limitations démocratiques « transitoires » pour jeter le discrédit sur le futur Parlement.

D'autres, en revanche, « comprennent » la sensibilité des Européens. Ils admettent qu'il ne peut exister une « démocratie à la turque » et que la démocratie a des normes universelles.

Enfin, un courant qui se dit « réaliste », souligne la sincérité des dirigeants actuels. Il demande une plus grande tolérance des Occidentaux, afin de faciliter le processus du retour à un véritable régime parlementaire, processus qui demandera, reconnaissent-ils, quelques années encore. Un scrutin avec un nombre restreint de partis leur paraît toujours préférable à une élection avec un seul parti ou pas d'élection du tout.


ARTUN UNSAL.

Bulgarie

● **Prochaine réunion du pacte de Varsovie.** — Les ministres des affaires étrangères des pays membres du pacte de Varsovie se réuniront à Sofia à la mi-octobre pour une « session régulière », a annoncé, lundi 3 octobre, l'agence tchécoslovaque C.T.K. Les ministres des affaires étrangères avaient tenu leur dernière réunion à Prague en avril dernier, et un sommet du pacte de Varsovie, avec la participation des dirigeants des partis communistes, avait été organisé à Moscou en juin. — (Reuter, U.P.I.)

Grande-Bretagne

● **Expulsion de cinq trotskistes du parti travailliste.** — Le congrès du parti travailliste a confirmé lundi 3 octobre à Brighton l'expulsion du parti de cinq membres de la fraction trotskiste dite Militant. Ces cinq personnes sont membres du comité de rédaction du journal Militant, qui a donné son nom à cette tendance. « Nous comptons nous battre contre cette décision », a déclaré l'un des cinq, M. Peter Tassie, après la séance à huis clos du congrès, qui a voté pour leur expulsion dans une proportion de quatre contre un, confirmant ainsi une décision de l'exécutif du parti datant de février dernier. — (A.F.P.)




MECANIQUE + ELECTRONIQUE
= PROTECTION
RENFORCEE

NOUVEAUTE EXCLUSIVE POUR LE 2500^e ANNIVERSAIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE

CONFUCIUS

Dans un seul volume :



Les « Quatre Livres de la Sagesse » du Maître spirituel de la Chine, en édition monumentale, dans les deux langues, chinoise et française, avec pour la première fois de véritables estampes originales dans les pages de texte.

L'artiste a peint pour chaque double page un tableau différent d'inspirant des trois plus grands maîtres de l'Empire : le bambou, le pin et le pivoine. Le premier livre, tous les cent ans, le second tous les ans et le troisième est toujours vert. Pour décorer cet ouvrage, l'artiste a eu besoin de longs mois de travail dans la lumière et la solitude. Ainsi chaque page a été ornée différemment : 326 illustrations originales dans un seul volume.

Confucius, le plus grand Sage de la Chine, tient dans l'histoire de l'humanité une place comparable à celle de Bouddha ou de Mahomet, voire du Christ. Son œuvre nous révèle l'âme éternelle de la Chine. On en retrouve l'empreinte non seulement dans la Chine actuelle, mais aussi dans notre civilisation occidentale.

Voici enfin tout l'œuvre du Maître spirituel de la Chine, réunie en un très riche volume grand in-quarto de 680 pages, véritable œuvre d'art dont les illustrations ont été dessinées directement sur la plaque imprimante et, partant, sont des œuvres originales et non des reproductions.

La fabrication du papier, l'impression, la reliure en peau de mouton, la dorure à l'or pur ont été confiées à nos meilleurs compagnons.

Ce livre est déjà un classique admirable. L'édition, hors commerce, est limitée aux seuls souscripteurs.

Garantie de revalorisation

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les deux livres ne peuvent être vendus à vil prix et donner à l'acheteur éclairé des satisfactions incalculables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

CADEAU

Si vous renvoyez le bulletin de souscription dans la semaine, vous recevrez, avec le livre, une estampe originale représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle vous restera acquise, quelle que soit votre décision.

Jean de Bonnot.

BON

à renvoyer à JEAN DE BONNOT
7 fg St-Honoré, 75392 Paris Cédex 08

Envoyez-moi, à l'adresse ci-dessous, le « Livre de la Sagesse » de Confucius, auquel vous joindrez ma gravure en cadeau.

Deux possibilités de paiement me sont proposées (mettre une croix dans la case choisie) :

☐ régler à réception, au facteur, la somme de 335,00 F. + 28,10 F. de frais de port T.T.C., soit 363,10 F.

☐ Joindre à ce bon de souscription un chèque de 335,00 F. Je bénéficie alors des frais de port qui restent à votre charge.

Si je ne suis pas convaincu de la valeur et des soins apportés à la réalisation de cet ouvrage et décide de vous le renvoyer, je serai intégralement remboursé de la somme versée, y compris des frais de port si j'ai réglé à réception.

Quelle que soit ma décision, je garderai ma gravure.

Nom

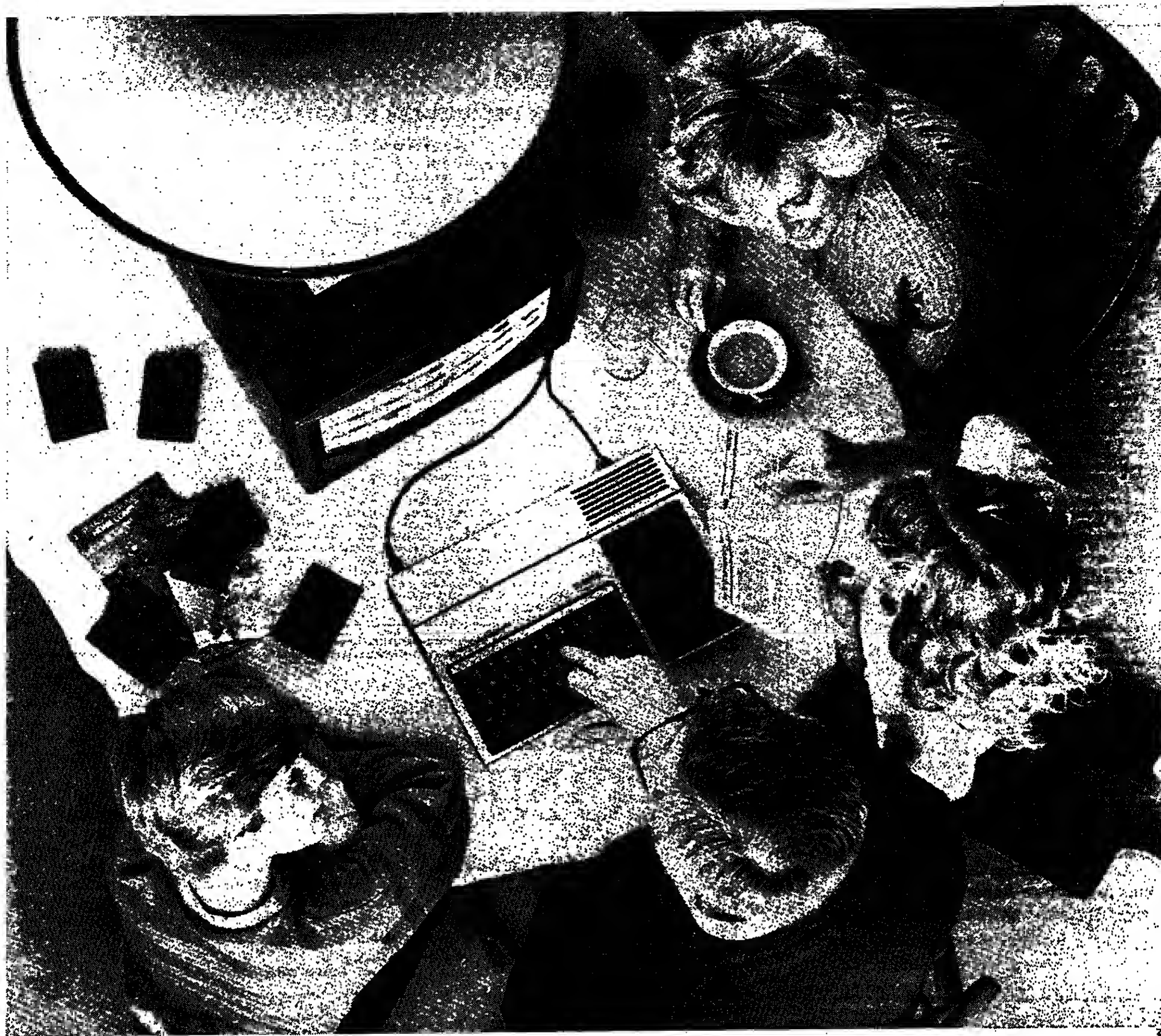
Prénoms

Adresse

Code postal

Ville

Signature



L'incroyable TI 99/4A, l'Ordinateur Familial de Texas Instruments: des programmes jamais vus à la télé!

L'Ordinateur Familial de Texas Instruments, c'est très facile à utiliser : sans connaître l'informatique, il suffit d'enficher une cartouche et le programme peut commencer.

Vous pouvez par exemple, gérer votre budget familial, apprendre à jouer aux échecs et composer de la musique. Les enfants peuvent apprendre les maths ou la grammaire. Et il y a même une fantastique série de jeux comme "PARSEC" et "OTHELLO" qui permettent à tous de passer d'excellents moments. Car Texas Instruments a déjà une très grande bibliothèque de programmes et n'arrête pas de l'enrichir.

L'Ordinateur Familial de Texas Instruments, avec son langage BASIC intégré est immédiatement prêt à vous initier à l'informatique. Et, le moment venu, vous pouvez avec lui évoluer facilement vers les langages de programmation plus sophistiqués : Assembleur, Logo, Pascal, etc.

L'Ordinateur Familial TI 99/4A est conçu de telle façon qu'il puisse répondre à tous vos besoins. Il dispose en option d'une large gamme de périphériques, du magnétophone à cassette au système de mémoire à disquettes, en passant par le synthétiseur de parole.

Pour un prix très familial de 1.800 F*, le TI 99/4A de Texas Instruments vous offre vraiment d'incroyables possibilités.

Essayez-le, vous comprendrez vite pourquoi l'Ordinateur Familial TI 99/4A de Texas Instruments constitue le meilleur choix pour toute la famille et s'est déjà vendu à plus d'un million d'exemplaires dans le monde.



**TEXAS
INSTRUMENTS**

* Prix couramment pratiqué au 20.08.83.

1550 1000 1000

AMÉRIQUES

Etats-Unis

LA COURSE A L'INVESTITURE DÉMOCRATE

Malgré l'appui des syndicats, M. Mondale perd du terrain face à M. Glenn

De notre correspondant

M. Walter Mondale, ancien vice-président de M. Carter, a obtenu, comme prévu, l'appui de la centrale syndicale A.F.L.-C.I.O. à sa candidature à l'investiture démocrate en vue de l'élection présidentielle de 1984. Son principal concurrent, l'ancien astronaute John Glenn, garde cependant toutes ses chances. S'il dispose en effet d'un moindre appui au sein de l'appareil du parti démocrate, M. Glenn a une image plus « centrée » qui lui permettrait éventuellement de récupérer une marge de l'électorat de M. Reagan, et il continue à progresser dans les sondages.

Washington. — Astronaute à la retraite et actif sénateur : l'un a l'élégance burinée d'un officier de marine, l'autre, vice-président du temps de M. Carter, a la poignée de main chaleureuse des professionnels de la politique. Ce sont les deux favoris de la course à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de novembre 1984.

Le second, M. Walter Mondale, âgé de cinquante-cinq ans, vient d'engranger, le 30 septembre, l'appui déclaré du puissant syndicat des enseignants (un million sept cent mille affiliés) et le lendemain celui de l'A.F.L.-C.I.O. (quatorze millions de membres). Sans même parler d'un vote indicatif remporté haut la main le 1^{er} octobre parmi les militants démocrates du Maine.

M. John Glenn, âgé de soixante-deux ans, n'a pourtant pas sourcillé, car il savait depuis longtemps que ce week-end ne serait pas le sien. Aussi

différents que possible par leur tempérament et leur physique, MM. Mondale et Glenn ne disposent pas en effet des mêmes atouts. Rodé aux batailles politiques des ses vingt ans, élevé dans l'appareil démocrate, M. Mondale est aujourd'hui l'homme et l'expression d'un parti. Fort du soutien de 44 % de la machine démocrate contre 30 % à M. Glenn (1), il bénéficie automatiquement de celui des principaux syndicats. Cela lui a rapporté les gros titres de la presse et des agents électoraux, aussi efficaces et largement répartis que les enseignants, et surtout des économies en frais de campagne de quelque 15 millions de dollars, assurés par la mise en route des moyens de l'A.F.L.-C.I.O. C'est énorme, mais M. Glenn a aussi bieu : tous les sondages font de lui un candidat gagnant.

M. Mondale dépasse certes légèrement ou égale M. Reagan, mais l'astronaute le distancie de dix points, à ce croire un sondage diffusé par le *Washington Post* et la chaîne de télévision A.B.C.

M. Mondale perd du terrain parmi les électeurs démocrates, qui ne font pas toujours mouvement vers M. Glenn, mais viennent grossir les rangs des indécis (2).

Majoritairement acquies à l'ancien vice-président, la machine du parti estime, dans le même temps, que le sénateur de l'Ohio serait bel et bien le mieux placé pour ramener un démocrate à la Maison Blanche. Persuadé que la raison l'emportera contre le cœur, M. Glenn ne voit aucune raison de perdre son flegme.

Coincidence ou technique électorale, un film qui tout promet au

succès populaire sort avant la fin du mois sur les écrans pour conter les débuts de la conquête américaine de l'espace. C'est grand, beau, humain et fort comme tous les mythes américains. Ed Harris, l'acteur qui incarne un Glenn encore plus parfait que nature, est tout ce qu'il y a d'avantageux. Par ailleurs, 63 % des adhérents de l'A.F.L.-C.I.O. estiment n'avoir pas été consultés par leurs dirigeants, dont ils suivent avec de moins en moins de fidélité les consignes. Bref, le candidat-héros a les moyens de survivre au dernier week-end.

M. Mondale a une sensibilité sociale qui lui fait tout promettre à tous — ce qui paraît trop beau après que la rigueur réaganienne eut montré d'amères mais réelles vertus. M. Glenn, logique comme une capsule et patriotique comme un défi anti-soviétique, s'engage peu, fort de son héroïsme et de ses votes de sénateur démocrate sans être partisan.

C'est l'« Eisenhower des démocrates », disent avec inquiétude les républicains. « On me rapporte que les experts politiques de la Maison Blanche (...) sont effrayés par ma candidature (...). Moi, je n'ai pas

(1) Sondage Gallup publié par *Newsweek*.

(2) En juin, 57 % des électeurs démocrates se prononçaient pour M. Mondale, 31 % pour M. Glenn et 12 % se disaient indécis. En septembre, ces pourcentages étaient respectivement de 40 %, 30 % et 21 %, et même, selon le *New York Times*, de 30 %, 27 % et 18 %, avec une percée à 9 % de M. McGovern, dernier candidat déclaré et ancien adversaire malheureux de M. Nixon en 1972.

peur de Ronald Reagan. Je vous demande de vous joindre à moi en vue d'un grand objectif : ramener les démocrates à la Maison Blanche », explique-t-il. Réponse de M. Mondale : « J'ai une expérience et des qualifications, mais, surtout, je suis, vous le savez, un vrai démocrate ».

Si « vrai », en effet, qu'un peu trop daté, peut-être, pour un éventuel après-Reagan.

BERNARD GUETTA.

Une municipalité a le droit d'interdire les armes à feu. — La Cour suprême a refusé, jeudi 3 octobre, de déclarer illégal le fait qu'une ville décide d'interdire la possession d'armes à feu. En 1981, Morton Grove (Illinois) avait adopté une ordonnance en ce sens. Le texte faisait une exception pour les policiers, les gardiens de prison et les collectionneurs d'armes dûment enregistrées.

Huit résidents de la ville avaient protesté devant un juge fédéral, puis auprès de la Cour suprême de l'Illinois, mais en vain. Ils estimaient que cette ordonnance violait le deuxième amendement de la Constitution, qui stipule que « le droit des gens de posséder des armes ne doit pas être limité ».

La Cour suprême, instance de dernier recours, ne s'est pas prononcée sur l'illégalité ou non de l'ordonnance, mais a décidé de faire droit aux décisions des deux autres juridictions. Cette décision constitue cependant une victoire majeure pour les partisans d'un contrôle plus strict des armes à feu, car elle devrait permettre à d'autres municipalités de suivre la voie de Morton Grove. — (A.F.P.)

LE MONDE - Mercredi 5 octobre 1983 - Page 1

LES FOURRURES MALAT
Pelisses, cuirs, peaux laines
ont la fourrure de qualité à des prix défiant toute concurrence. Grand choix, prêt-à-porter ou sur mesure, visons, loups, renards, marmotte, etc.
Prix de gros - Service après-vente - Tél. 878-60-67
47, rue La Fayette, 75009 PARIS - M^{le} LE PELETIER

BMW 524 td turbo diesel 6 et 7 cv
Venez l'essayer
GAP CONCESSIONNAIRE
WAGRAM 25, RUE CARBONNET - 75017 PARIS 267.31.00
PANTIN 215, AVENUE JEAN LOUVE (N. 3) - 93500 PANTIN 840.40.64

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12^e ☎ 347.21.32

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »
« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une deuxième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche »
83 pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde » 5, rue des Italiens 75427 Paris Cedex 09

avec **sécurité-film**
BLINDEZ VOS VITRES
invisible, très efficace et peu onéreux.
POLYPROTEC Importateur exclusif
8, place de la Madeleine 75008 Paris **Tél. 261.58.59**

Paris/Lyon 2^{H*} pour 200^F

Paris-Lyon. Réservation TGV incluse

Prix plein tarif		Avec 50% de réduction	
1 ^{re} classe	2 ^e classe	1 ^{re} classe	2 ^e classe
295 F	200 F	152 F	105 F

* Meilleur temps de parcours à partir du 25 septembre 1983.

Prix au 1^{er} septembre 1983. Un supplément est perçu sur certains TGV.



TGV. Gagnez encore du temps sur le temps SNCF

iments:
télé!

res familial de 1.800 F
ces Instruments
incroyables possibilités
us comprennent
our Familial T
ne constitue le me
la famille et s'est
million
le monde.

XAS
IMENTS

PROCHE-ORIENT A TRAVERS LE MONDE

*** LE MONDE - Mercredi 5 octobre 1983 - Page 9

Liban

Le « congrès de réconciliation nationale » se réunirait à Djeddah le 6 octobre

De notre correspondant

Beyrouth. — Le « congrès libanais de réconciliation nationale » pour être convoqué le jeudi 6 octobre à Djeddah par le roi Fahd d'Arabie Saoudite en personne, et non par le président Amine Gemayel, ce qui mettrait au pied du mur les douze personnalités laborieusement sélectionnées pour cette réunion.

Un émissaire du souverain, l'homme d'affaires libano-saoudien, M. Rafic Hariri, en entendant dimanche soir à Damas, auprès de M. Walid Joumblatt, une tournée des « appels », dont certains montrent peu d'empressement à coopérer alors que d'autres mettent des bâtons dans les roues, a donné du crédit à cette information, la date du 6 octobre étant donnée de source officielle. Le journal *l'Orient le Jour* écrit à ce sujet : « Le roi Fahd espère, grâce à son ascendant moral et pour quoi pas ? — matériel, parvenir à la réconciliation. »

Après quoi les discussions pourraient traîner en longueur si toutefois les armes continuent de se taire et si les « belligères » demeurent limités dans des zones ne perturbant pas directement le fonctionnement de la ville de Beyrouth ni de son aéroport. C'est actuellement le cas malgré des flambées quotidiennes de violence dans la banlieue sud à population chiite contiguë à la région druze de Chouf, comme celle qui a entraîné, lundi, la mise en état d'alerte durant une demi-heure des « marines » américains. L'armée libanaise, qui a vigoureusement riposté, a, détail notable, expressément mis la milice chiite Amal hors de cause dans les harcèlements dont elle est l'objet.

Les effets de la « bombe Joumblatt » du week-end — créant

LUCIEN GEORGE.

d'une administration civile dans ses territoires du Chouf et appel à l'insubordination aux officiers et soldats de l'armée à travers la garnison de Hammama, dans une zone sous contrôle syrien — ont tendance à s'atténuer après avoir été crescendo durant la journée de lundi (le Monde du 4 octobre) après l'annonce par la radio phalangiste de la « réquisition » des terres des chrétiens dans le Chouf. Cette dernière mesure ne signifie cependant pas grand chose, le statut de ces terres déjà de facto entre les mains de la milice druze ne changeant pas pour autant.

Ayant invité l'Etat à « assurer de nouveaux services publics et le fonctionnement de son administration au Chouf », le P.S.P. fait valoir que le gouvernement libanais a « réagi aux excès » aux déclarations de son chef, M. Joumblatt, au risque de provoquer une panique dans l'opinion publique, qui s'est déjà manifestée par une forte hausse (+ 3 %) du dollar. Le président Gemayel, pour sa part, estimant que l'Etat ne saurait être trop vigilant en la matière, s'est dit soucieux de contrer toute démarche de nature à paralyser les institutions nationales, en particulier l'armée, craignant que celle-ci ne soit la cible d'une action politique après avoir résisté sur le terrain tout en préservant sa cohésion interne face à l'actin militaire d'août-septembre. Il s'opposera, en outre, à ce que le congrès de la réconciliation soit placé devant des faits accomplis et à la création de « situations irréversibles » empêchant le retour des réfugiés dans leurs foyers.

LA CRISE DE L'O.L.P.

Cent vingt membres du Fath rallient la dissidence

Damas (Reuter, A.F.P.). — Cent vingt membres du Fath se sont ralliés aux dissidents opposés à M. Yasser Arafat, chef du mouvement et président de l'O.L.P. Dans un communiqué publié lundi 3 octobre, ces dissidents, basés à Damas, dont trois capitaines, reprochent à M. Arafat de n'avoir pas mis en œuvre les réformes attendues au sein du Fath. Ils exigent l'adoption d'une ligne politique plus dure dans le combat contre Israël et l'insinuation d'une direction collégiale.

Par ailleurs, un porte-parole du Fath a déclaré à l'A.F.P. que les forces syriennes ont investi lundi matin tous les bureaux du mouvement à Damas et chassé les combattants qui s'y trouvaient. Il a précisé que certaines permanences ont été placées sous scellés alors que d'autres ont été remises aux dissidents du groupe d'Abou Moussa, proches de la Syrie.

Enfin, le « bras droit » de M. Arafat, M. Khalil El Wazir (Abou Jibad) a déclaré dans un communiqué, publié à Tripoli (nord du Liban) par l'agence Wafa, que « les forces et les chars syriens avaient renforcé leur présence provocant dans les secteurs où les forces révolutionnaires palestiniennes sont déployées dans le nord du Liban. »

« Nous avons obtenu des renseignements sûrs selon lesquels les Syriens ont pris la décision de mener une opération militaire, quel qu'en soit le prix, pour liquider la présence de la révolution palestinienne en la désarmant », a-t-il dit.

Les relations entre Israël et l'Afrique. — Le « comité de Jérusalem » de l'organisation de la Conférence islamique a mis au point une campagne visant à persuader les Etats africains de ne pas établir ou rétablir des relations avec Israël. Réuni ce week-end à l'ONU, sous la présidence du roi Hassan II du Maroc, le comité a décidé de créer des représentations dans les Etats islamiques afin de recueillir des fonds pour la cause palestinienne et de jeter symboliquement des capitaux des Etats islamiques avec Jérusalem pour dénoncer le contrôle de la Ville sainte par Israël. — (Reuter.)

(Publicité)

ARABE MODERNE ARABE MAGHREBIN

Sessions de 100 heures
17 oct. 1983 - 18 fév. 1984

CLEF MONDE ARABE

148, rue du Fg Saint-Denis
75010 PARIS

Tél. : 239-45-48 et 239-18-88

LE GRAND CHINOIS
6, Av. de New York 16
75001 Paris (1^{er})
Tél. 39.82.21 (tous les jours)
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
AN-FRANCE - ATLAS
PRIX CRUSTACE DE VERMEIL

Etats-Unis

L'INTERCEPTION DES COMMUNICATIONS VERS L'ETRANGER. — La Cour suprême a rendu, lundi 3 octobre, un jugement autorisant l'Agence nationale de sécurité (N.S.A.) à intercepter les communications vers l'étranger de citoyens américains. Les juges de la Cour suprême ont rejeté un appel d'un avocat, M. Abden Jabara, dont plusieurs télégrammes avaient été interceptés à la fin des années 60 par la N.S.A. sans que celle-ci ait reçu préalablement une autorisation de la justice.

Ouganda

LIBERATION DE DETENUS. — Six cents prisonniers, des civils et d'anciens soldats de l'armée d'Idi Amin Dada, ont été libérés au cours du week-end. Ces libérations entreraient dans le cadre d'une amnistie qui pourrait être proclamée à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'indépendance, dimanche 9 octobre. D'autre part, un député du parti démocratique ougandais (P.D. opposition), M. Africans Sembatya, a été assassiné à son domicile par des inconnus, a-t-on appris, lundi 3 octobre.

République Sud-Africaine

CONDAMNATION DE TROIS MILITANTS NOIRS DE L'A.N.C. — Trois militants noirs du Congrès national africain (A.N.C.) ont été condamnés mardi 30 septembre, à de lourdes peines de prison par un tribunal de Pietermaritzburg, ville de la province de Natal. Les trois hommes, Lungile Moxwale, Siphiwo Dima et Newakhe Cikozani, ont été re-

connus coupables de « haute trahison » et de sabotage, à la suite de tentatives d'attentats contre des ponts ferroviaires, à Upington (province du Cap) et Umfolozi (Natal). Agés respectivement de vingt-sept, vingt-trois et trente et un ans, ils ont reçu des peines de vingt-quatre, douze et douze ans de détention. — (Reuter, A.F.P.)

U.R.S.S.

M. AFANASIEV REVIENT SUR SES DECLARATIONS A PROPOS DU BOEING SUD-CORÉEN. — Le rédacteur en chef de la Pravda, M. Viktor Afanasiev, est revenu lundi 3 octobre sur les critiques qu'il avait émises sur la manière dont les responsables soviétiques avaient expliqué l'affaire du Boeing de la KAL. Dans un article publié par la presse occidentale d'avoir « sorti de leur contexte » et « dénaturé » les propos qu'il avait tenus le 18 septembre dernier à Edimbourg : il avait reproché alors aux responsables militaires d'avoir « laissé passer des inexactitudes » dans leurs premières informations sur l'avion sud-coréen (le Monde du 20 septembre). M. Afanasiev se range donc à la version maintenant officielle de Moscou qui exclut toute erreur soviétique.

Venezuela

MORT DE M. JOSE VARGAS. — Le président de la Confédération des travailleurs du Venezuela, la principale formation syndicale du pays, est mort jeudi 29 septembre à Caracas à l'âge de soixante ans. Ancien ouvrier dans l'industrie du tabac, M. Vargas était un des dirigeants du parti Action démocratique (social-démocrate), actuellement dans l'opposition. — (A.F.P.)

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

Emile Hénocq

Un mal étrange : l'allergie

Fayard le temps des sciences

DANS LA MÊME COLLECTION
Claude Allègre : L'Univers et la Terre
Jean-Pierre Changeux : L'Esprit et le Cerveau
Antoine Danchin : La Vieillesse
François Jacob : L'Origine de la Vie
Marc Jeannerod : Le Cerveau et la Main
André Leroi-Gourhan : L'Homme et le Feu
André Lwoff : La Vie et la Mort
Philippe Meyer : L'Homme et l'Évolution
Claude Ollivier : L'Homme et la Société
Jacques Ruffié : La Vieillesse
Daniel Widlocher : La Vieillesse et la Santé

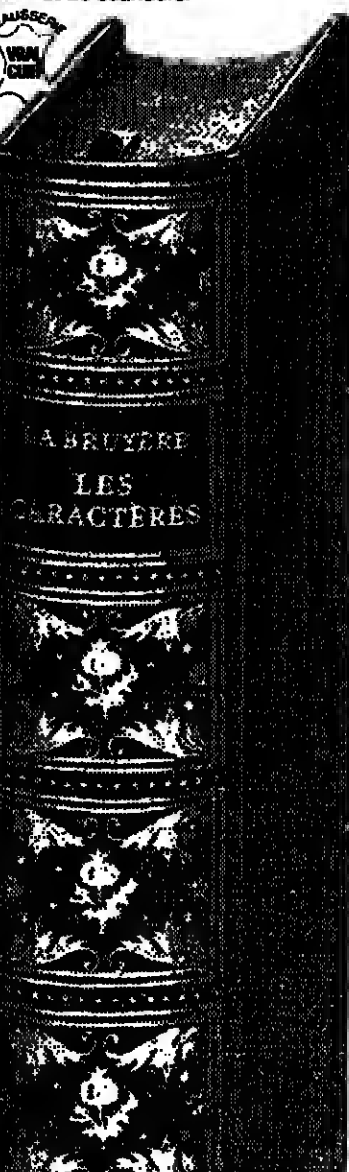
Fayard

(Réservé aux clients de Jean de Bonnot)
En remerciement de votre fidélité
Jean de Bonnot offre
un livre d'Art au prix coûtant

**L'Œuvre de La Bruyère
explora comme une bombe
au milieu du XVII^e siècle.**

Intransigent, implacable, lucide, La Bruyère frappait juste et, en quelques phrases, mettait "l'homme à nu". La sortie des "Caractères" fut un scandale et un succès sans précédent. Le public se plut à faire des parallèles pertinents entre les portraits croqués par La Bruyère et les personnalités en vue.

Des "clés", c'est-à-dire des recueils de notes qui prétendaient identifier les personnages visés, furent mises en circulation pour le grand plaisir d'un public avide d'amusement et de scandale.



Les Caractères de La Bruyère

Imprimés avec les textes précis de l'édition originale de 1694.



"Aucun homme n'a su donner plus de variété à son style, plus de formes diverses à sa langue, plus de force à sa pensée... La Rochefoucauld devine, La Bruyère montre ce qui se passe au fond des cœurs".
Chateaubriand

Par son humour, par sa vocation d'orfèvre de la prose, par le témoignage qu'il donne de son temps, La Bruyère montre ce qui se passe réellement au fond des cœurs et se place au rang des plus grands classiques de notre littérature.

C'est parce que nous aimons les beaux livres que nous avons choisi une aussi belle reliure pour éditer l'œuvre du plus spirituel des moralistes français.

Notre édition reprend exactement le texte de l'original mais dans un habit de grand luxe. Le papier est un véritable, filigrané "aux canons", fabriqué sur forme ronde. C'est un papier

naturel, de "grande main", sonnent aux doigts, non blanchi par des procédés chimiques destinés à résister aux siècles.

1 volume grand in-octavo 14 x 21 cm
peausserie vrai cuir.

La reliure est en plein cuir de mouton, taillée d'une seule pièce, souple et sans défauts. Les peaux imparfaites sont impitoyablement écartées par nos compagnons tanneurs. Les dorures sont en or véritable, titré 22 carats, qui, seul, peut supporter sans crainte l'épreuve du temps.

Une édition de grande valeur à un prix coûtant.

Les illustrations sont tirées directement sur les gravures originales d'époque et non d'après des "bromures". Pour enrichir encore plus notre édition, nous avons réimprimé, pour la première fois, 20 illustrations dues à trois grands graveurs : Foulquier, Penquilly et David, en plus de 16 bandeaux de chapitre et de nombreux culs-de-lampe sur bois.

Ce livre est limité aux seuls souscripteurs.

GARANTIE A VIE

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, signées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Jean de Bonnot

Description de l'ouvrage.
1 vol. in-octavo (14 x 21 cm).
544 pages.
Papier chiffon filigrané aux canons.
Reliure plein cuir d'une seule pièce.
Dors et tranche supérieure à l'or fin 22 carats, plats repoussés "à froid".
Tranche et signet tressés assortis.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE EN REMERCIEMENT

à envoyer à JEAN DE BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant "Les Caractères" de La Bruyère en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir décoré à l'or fin 22 carats.

Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 91F (+10,70F de frais de port).

Nom..... Prénoms.....

Adresse complète.....

Code postal..... Ville.....

Signature.....

Cette offre exceptionnelle pourra être suspendue à tout moment sans préavis

Le Monde

politique

LES RELATIONS ENTRE COMMUNISTES ET SOCIALISTES

BUDGET : le premier ministre refuse toute mesure qui pénaliserait l'épargne

Le groupe socialiste de l'Assemblée nationale devait se réunir, mardi 4 octobre dans l'après-midi, en présence de MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Henri Emmanuelli, secrétaire d'Etat au budget.

Les députés socialistes souhaitent le relèvement du seuil de la surtaxe sur l'impôt sur le revenu, prévue dans le projet de budget pour 1984, et la suppression des « compensations » fiscales à cette mesure. Le manque à gagner, pour l'Etat, serait d'environ 1 milliard de francs, sur les 8 milliards de francs

attendus de la surtaxe, si le seuil était relevé de 20 000 F à 30 000 F.

Lors des journées parlementaires du P.S., la semaine dernière, le premier ministre avait accepté le principe d'une « décade », appliquée à certains contribuables, afin d'éviter le déclenchement trop brutal de la surtaxe entre 19 999 F et 20 000 F. En revanche, M. Pierre Mauroy s'était refusé à envisager d'en relever le seuil, comme le souhaitent les parlementaires du P.S. et le parti communiste.

J.-L. A.

Parallèlement au relèvement du seuil d'imposition de 20 000 F à 30 000 F, le parti communiste propose de « fixer cette surtaxe à 5 % de l'impôt dû entre 30 000 F et 40 000 F d'impôts, à 8 % au-delà » (1). (Les dispositions contenues dans le projet de loi de finances pour 1984 prévoient un taux de 5 % entre 20 000 F et 30 000 F et un taux de 8 % au-delà.) En contrepartie, le P.C.F. propose une série de quatre mesures touchant l'impôt sur les grandes fortunes, l'impôt foncier, le prélèvement libératoire sur le revenu des placements bénéficiant de cette disposition et l'emprunt de 1973 dit « emprunt Giscard », indexé sur l'or.

IMPOT SUR LES GRANDES FORTUNES

Selon le P.C.F., « une augmentation limitée des tranches - de 0,5 % à 0,75 %, de 1 % à 1,5 %, et de 1,5 % à 2,5 % - suffirait pour dégager 2,5 milliards de recettes supplémentaires ».

M. Georges Sarre, député (P.S.) de Paris, membre du CERES, a, pour sa part, proposé le relèvement de 1,5 % à 1,7 % de la dernière tranche de l'I.G.F. M. Jean Ancien, député (P.S.) de l'Oise, membre de la commission des finances, qui s'est prononcé pour l'application de la surtaxe exceptionnelle à l'I.G.F., devait faire d'autres propositions au cours de la réunion du groupe socialiste.

[On estime, à l'hôtel Matignon, que l'adoption des propositions du P.C.F. aboutirait à faire de l'impôt sur les grandes fortunes un impôt « confidentiel ».

toire » et serait en contradiction avec l'affirmation, par M. François Mitterrand, au cours de l'émission télévisée « L'enjeu », le 15 septembre, du droit à l'enrichissement individuel. On rappelle, comme l'a fait le premier ministre lui-même devant les parlementaires socialistes, que le projet de budget pour 1984 prévoit une réforme des droits de succession qui frappe, notamment, les gros patrimoines. On ne souhaite pas, à l'hôtel Matignon, en aucun cas, une réforme avec un relèvement des taux de l'I.G.F. Tout au plus pourrait-on envisager, à titre exceptionnel - c'est-à-dire pour un an seulement - d'augmenter de 1,5 % à 1,75 % le taux d'imposition de la tranche supérieure à 11,2 millions de francs.]

Avoir fiscal

Selon le P.C.F., la suppression rapporterait à l'Etat 4 milliards de francs.

[On estime à l'hôtel Matignon que cette suppression serait pour le moins inopportune, au moment où le gouvernement entend encourager les capitaux « à risque », dont les dividendes bénéficient précisément de l'avis fiscal.]

PRÉLÈVEMENT LIBÉRATOIRE

Selon le P.C.F., qui propose cette mesure à titre « exceptionnel », « une majoration de cinq points de tous les prélèvements forfaitaires libératoires permettrait de dégager un gain de 3 milliards de francs ».

Pour sa part, M. André Laignel, député (P.S.) de l'Indre, proche de M. Pierre Joxe, estimait dans une interview à la Croix du 28 septembre, qu'« une augmentation de cinq points de tous les taux de prélèvements libératoires (de 25 % à 30 % pour les obligations, de 45 % à 50 % pour les bons à court terme, les

livrets, les comptes bloqués, de 50 % à 55 % pour les bons anonymes) rapporterait (...) plus de 2 milliards de francs ».

[On se préoccupe surtout à l'hôtel Matignon de ne pas « casser » le marché obligataire, qui représente la principale source d'épargne intérieure et dont on attend 200 milliards de francs l'année prochaine. On fait remarquer aussi que l'extension de la surtaxe de 1 % à l'ensemble des revenus imposables pèserait de façon très lourde sur les obligations, qui sont, précisément, des cadres, petits et moyens. A propos de l'imposition de l'épargne liquide, on fait remarquer que les taux ont déjà été portés de 42 % à 50 % pour les bons anonymes et de 38 % à 45 % pour les bons de caisse monétaires.]

EMPRUNT GISCARD

Le P.C.F. rappelle que « l'indexation sur l'or a entraîné le versement de... 69 % d'intérêts aux porteurs des obligations Giscard pour 1982. Il en a coûté, pour cette année (intérêts payés le 16 janvier 1983), la bagatelle de 4,2 milliards de francs. (...) La limitation de cet intérêt à 15 % aurait limité la dépense à 915 millions ».

[Tout en reconnaissant la réalité du problème, le gouvernement estime, au sujet de cet emprunt, être lié par « la parole de l'Etat ».]

(1) Les éléments et citations relatifs à la position du P.C.F. proviennent de l'Humanité du 30 septembre.

Le P.S. s'inquiète des écarts du P.C.

(Suite de la première page.)

La limite, M. Mitterrand la fixe, en privé, par analogie historique, lorsqu'il fait référence à l'appel de Cochlin lancé par M. Jacques Chirac, le 6 décembre 1978, dans lequel le président du R.P.R. s'engageait directement au chef de l'Etat et à l'ensemble de son comportement politique, qu'il assimilaient à celui d'un « parti de l'étranger ».

La direction du parti communiste se situe encore en deçà de cette limite et les socialistes ne peuvent pas être surpris par son attitude. L'histoire du socialisme français, l'attachement du P.C.F. à l'Union soviétique, la rupture de 1977, l'accord du 23 juin 1981, qui laisse ouverts de larges espaces de débat, leur permettent de prévoir que la cohabitation au pouvoir n'ait pas sans heurts. Les conditions toujours conflictuelles dans lesquelles s'est faite, depuis puis renouée cette union sont atténuées par l'exercice commun du pouvoir mais, à l'évidence, ne peuvent pas disparaître.

Le parti socialiste en a joué à son avantage jusqu'à mai et juin 1981, pour accroître son influence électorale et la pénétration de ses idées. La direction du parti communiste en joue, à son tour, aujourd'hui, pour tenter de refaire surface. Soucieux de conforter son image de loyal et de compétence, il s'appuie sur sa présence au gouvernement, sa volonté d'y rester, et l'efficacité de ses ministres, incarnée par M. Charles Fiterman.

De cette présence, les communistes prennent « les roses » et laissent aux socialistes « les épines » selon une formule ancienne utilisée par M. Jospin. Car, dans le même temps, les dirigeants du P.C.F. font de leur présence au pouvoir, pour se démarquer, ponctuellement, des projets ou des initiatives impopulaires du pouvoir, terrain de manœuvre cédé par le P.S. qui, dans une période difficile, est conduit plus que jamais à appeler à la mobilisation « derrière le gouvernement ». Les communistes, pour leur part, auraient plutôt tendance à se situer « devant », à avancer des propositions plus conformes aux aspirations de leur électorat que l'austérité socialiste. C'est ce qu'ils font actuellement dans le domaine de la fiscalité.

A la limite, leur présence dans un gouvernement au sein duquel les socialistes dominent seraient les seuls responsables des rigueurs de la loi tiendrait du sacerdoce ! Dès le mois d'octobre 1982, M. André Lajoinie, un des principaux dirigeants du parti, avait mis en garde le gouvernement contre ses infidélités à l'égard des engagements de

1981. Un an plus tard, la direction du P.C.F. répète la même chose. Mais la dégradation du crédit du pouvoir donne plus de retentissement à ses interventions, et l'on peut de nouveau se demander jusqu'où quand le P.C.F. pourra se contenter d'avertissements sans frais.

JEAN-YVES LHOMEAU.

Il faut appliquer la politique décidée en 1981 déclare M. Leroy

M. Roland Leroy, membre du bureau politique du parti communiste, a déclaré, lundi 3 octobre à Lyon, que la défaite de la gauche à Sarcelles « est, pour une part, la conséquence de la campagne haineuse de la droite contre la municipalité de gauche dirigée par un maire communiste ». « La seconde constatation, a dit M. Leroy, c'est que cette élection prouve une fois de plus, s'il en était besoin, que l'anticommunisme systématique et exacerbé ne nuit pas seulement au parti communiste mais à l'ensemble de la gauche. La troisième observation, sans doute la plus importante, c'est que le résultat d'hier traduit l'existence d'une déception chez un nombre relativement important d'électeurs qui ont voté en 1981 pour une politique de gauche. Des électeurs qui avaient voté pour la gauche en 1981 n'ont pas cru devoir voter cette fois-ci parce qu'ils sont déçus et mécontents ».

M. Leroy a ajouté : « Ce résultat nous interpelle. Quand je dis nous, je ne parle pas seulement du parti communiste, je parle de la majorité. Il est urgent et nécessaire de faire un barrage politique à l'offensive de la droite. La solidarité de ce barrage ne peut être trouvée que dans l'application d'une politique décidée en 1981. Il ne

s'agit pas seulement d'affirmer la fidélité à la politique décidée en 1981, il faut l'appliquer (...).

« Premièrement, il est urgent et nécessaire de mettre en œuvre une politique industrielle, audacieuse, nationale, compétitive, qui utilise toutes les ressources du pays et tienne compte des problèmes de développement technologique contemporain.

« Deuxièmement, il faut dégarer, de façon juste et efficace, les moyens financiers de cette politique. Pour cela, le gouvernement dispose de moyens : la nationalisation de l'ensemble du secteur bancaire et du crédit lui donne les moyens de renverser les anciennes pratiques. Il en est ainsi, par exemple, des investissements à l'étranger qui étouffent l'industrie française.

« Nous estimons également qu'il faut établir la justice fiscale. Ce sera le sens des interventions du groupe parlementaire communiste dans la discussion budgétaire qui va s'ouvrir dans quelques jours.

« Troisièmement, c'est la part prise par les travailleurs dans la mise en œuvre de cette politique nouvelle. Les travailleurs disposent de droits nouveaux, il faut qu'ils les utilisent jusqu'au bout. Cette intervention est absolument indispensable ».

M. Jospin craint qu'à « faire le grand écart »

M. Marchais ne se fasse une « déchirure musculaire »

M. Lionel Jospin, qui était l'invité, lundi 3 octobre, de l'émission « L'heure de vérité » sur Antenne 2, a déclaré, à propos des relations entre la direction du parti communiste et les socialistes : « Le pluralisme, ce n'est pas la division. (...) Nos camarades communistes n'ont vraiment pas à craindre pour leur présence au gouvernement. Je préférerais qu'ils ne nous répètent pas tous les huit jours : « Nous restons au gouvernement ! Nous restons au gouvernement ! », et qu'ils démontrent un peu plus dans les faits ce que c'est de rester au gouvernement. Car de cette attitude, la droite fait un enjeu... ».

M. Jospin considère qu'il n'y a qu'une politique du gouvernement et « des commentaires sur cette politique ». « Dans certains cas, estime-t-il, cela pose problème à l'opinion, y compris à l'électorat communiste. Les responsables communistes disent tantôt : « Nous sommes en accord », tantôt des choses différentes sur les SS-20, les euromissiles, le Tchad et le Liban. Je ne voudrais pas que, de force de faire le grand écart, Georges Marchais se fasse une déchirure musculaire ».

Le premier secrétaire du P.S. estime que c'est ce maître de politique économique et sociale que les divergences sont « le moins dignes

d'être reçues ». « On peut comprendre qu'en politique extérieure, déclare-t-il, on joue le rôle des deux grandes puissances, où il y a des traditions historiques, où il y a des prises de position anciennes du parti communiste, il y a cet écart relatif, encore qu'il faille le réduire parce qu'il peut déstabiliser un peu la politique du gouvernement. Mais en politique intérieure, où il y a des Etats-Unis ni l'Union soviétique ne sont en cause, à mon avis, nous devons être beaucoup plus solidaires ».

M. Jospin a remarqué que la gauche sera jugée « sur le terrain de la réussite économique, sur le terrain de la conviction ». « On ne peut pas continuer à pratiquer le débat en France avec uniquement des gens qui tapent, tapent, tapent sur la politique de la gauche. (...) Il faut bien que les Français, en 1986, puissent choisir entre les propositions de la gauche et le projet de la droite. (...) Cette droite, il faut maintenant l'interroger. Elle ne peut pas se contenter de critiquer, de démolir, de mener une campagne contre les intérêts du pays. Les Français ont droit non pas à des campagnes d'affirmation mais à un débat, programme contre programme, conception contre conception ».

En doute

Quand on lui a demandé combien avait coûté son costume - ou, parce que nous, à S.V.P., on ne s'est pas gêné pour lui poser les vraies questions... enfin, je veux dire, celles qui nous intéressent au premier chef - il a eu un petit sourire un peu surpris, déconcerté : il a hésité, il ne se souvenait plus très bien... 2 800 F à peu près. Mazette ! C'est quand même cher pour un complet ! Et combien il gagnait ? Il nous a décoiffé tout ça : il lui reste 17 000 F par mois. Bon, passe. Et pourquoi il n'habite pas dans sa circonscription, le Goutte d'Or, quartier pourri, invivable, où il est impossible de sortir le soir ? hurlait au téléphone un de ses habitants. Parce qu'il loue un appartement ailleurs. Tout simplement.

Il est assez séduisant, sincère, passionné. Jeune prof, il devait être adoré de ses étudiants. Réflexe malgré tout, ferme sur ses positions. A l'égard de l'ennemi, libéral. A l'égard des syndicats, à l'égard du P.C.

Souvent déstabilisé par les objections de nos confrères, il s'arrangeait toujours pour repartir du bon pied : « En effet... C'est vrai... Mais... ». Pas difficile, d'ailleurs. On ne voit pas

très bien quelle autre politique le gouvernement du P.C. pourrait pratiquer en ce moment. Delors l'a emporté sur Chevènement, et c'est tant mieux. Mitterrand marque à chaque occasion son désir d'arrêter l'impartialisme soviétique, et c'est très bien.

Alors, d'où vient ce mouvement de recul, d'agacement, qui nous incite à repousser systématiquement toutes les avances du pouvoir ? Je me demande s'il ne s'agit pas, bien au-delà de la rigueur et des visites effolées au percuteur, d'un doute plus ancien et plus vague. Ce qu'on reproche aux socialistes, presque inconsciemment, ce ne sont pas leurs actes, leurs libéralités au lendemain de la victoire. Ce sont leurs discours, leur désir d'imposer une autre logique et d'annuler le grand chambardement.

Ce nous trotte dans la tête, ce nous inquiète. Et sur ce point, fondamentalement, Jospin ne nous a pas rassurés. Il reste, d'est évident, totalement fidèle à cet idéal très risqué à nos yeux, et dont on craint à chaque instant qu'on ne nous l'impose anéanti, mine de rien, derrière notre dos.

CLAUDE SARRAUTE.

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES PARTIELLES

A Sarcelles, les communistes dénoncent une « campagne haineuse »

La défaite de la gauche à l'élection municipale de Sarcelles et les violents incidents qui ont opposé les partisans de M. Henry Canacos, maire communiste sortant, et ceux de M. Raymond Lamontagne, au moment de la proclamation des résultats, continuent de susciter réactions et commentaires.

M. François Léotard, secrétaire général du P.R., a estimé, lundi, que les résultats de cette élection représentaient une « très sévère défaite pour une certaine gauche urbaine qui trouvait ses appuis auprès des salariés, notamment ». L'U.J.F. (jeunes gaullistes) souligne que « chaque test local est un camouflet pour la gauche, pour la « majorité minoritaire ».

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., pense que « la sanction infligée par les Français à la politique gouvernementale est de plus en plus sévère », et estime que cette sanction « n'est pas une réaction de corporatisme ou d'intérêts locaux », mais « un phénomène de rejet global ».

Le M.S.P. (gaullistes de gauche), que préside M. Philippe Decharrie, tire deux enseignements du scrutin de dimanche : « Le premier, l'alternance est en marche : le second, les communistes ont montré qu'ils refusent et refuseront la loi républicaine ».

Renouveau juif - se félicite de la

défaite de M. Canacos : la majorité de l'électorat juif a pris en compte le flirt du P.C.F. avec l'O.L.P., les embrassades d'Israël avec Georges Marchais et les déclarations de ce dernier, en compléant avec le K.G.B., sur Antoine Chicharovsky emprisonné en U.R.S.S. ».

M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a tenu à faire remarquer que « des élections partielles, en période économique et sociale difficile, ne sont favorables que très rarement à des élus associés à la politique gouvernementale » et a déclaré, lundi 3 octobre, que « le gouvernement condamne les incidents qui ponctuent les résultats de cette ou telle élection », avant d'ajouter : « Ce n'est pas dans la rue que l'on peut remettre en cause un scrutin ».

L'Humanité du 4 octobre revient longuement sur cette élection. Dans un éditorial, M. Claude Cabanos écrit qu'il s'agit certes d'une « alerte sérieuse », mais aussi de la conséquence d'une « campagne haineuse » menée par la droite. M. Claude Cabanos souligne : « La droite à Sarcelles n'a pas été économe de son stock de haine. Elle n'a guère fait dans la dentelle des flâneuses disséminées sur la cohabitation que tricotent ses chefs. Elle avait le doigt sur la gâchette du bazooka de la revanche, c'est-à-dire : dans la ligne de mire, les communistes ».

L'éditorialiste de l'Humanité n'est pas sans arguments, si l'on se réfère à la lettre que M. Claude Gérard Marcus, député R.P.R. de Paris, avait adressée le 12 septembre dernier à ses amis et coreligionnaires de la communauté juive de Sarcelles, pour les inviter à voter en faveur de M. Lamontagne. M. Marcus écrivait : « Je suis obligé de rappeler que depuis la guerre, le P.C.F. n'a jamais cessé d'être solidaire de l'Union soviétique. (...) Depuis Hitler, le pire ennemi des juifs a toujours été l'U.R.S.S. De Staline, qui était adulé par nos communistes au pire moment de ses campagnes antisémites, à Andropov, l'U.R.S.S. est le seul grand pays du monde où les juifs sont persécutés... ». Le député R.P.R. ajoutait, à propos de l'attitude du P.C.F. : « Son antisémitisme est devenu un antisémitisme qui n'ose pas dire son nom ».

N. A.

M. PASQUA (R.P.R.) : enlever Antony aux fascistes rouges

M. Jacques Chirac s'est rendu lundi soir à Antony (Hauts-de-Seine), où il a présidé une réunion de soutien à M. Patrick Devéjine, le jeune avocat R.P.R. qui tentera, les 9 et 16 octobre, de reprendre la mairie d'Antony à M. André Aubry (P.C.).

Battu en mars dernier de 419 voix, la liste M. Devéjine a obtenu l'annulation du scrutin pour fraude électorale. Prononcée le 15 juin par le tribunal administratif, l'annulation a été confirmée le 14 septembre par le Conseil d'Etat.

Deux listes supplémentaires sont venues s'ajouter à celles d'Union de l'opposition (M. Devéjine) et d'Union et écologie pour Antony (M. Aubry) : l'Union pour Antony autrement (M. Marcel Langrand), sur laquelle figurent de nombreux commerçants d'Antony, et la liste Démocratie pour Antony pour une gauche laïque (M. Fragaiole Parienty), sur laquelle figurent trois anciens conseillers municipaux de la liste de M. Aubry et un dissident communiste. Ces deux listes sont dénoncées par la droite comme étant des « sous-marins » du P.C., destinés à prévenir l'élection au premier tour de M. Devéjine.

Une cinquième liste devait prendre part au scrutin, mais le retrait de signature en dernière minute de l'un des colistiers a empêché son enregistrement à la préfecture.

Le R.P.R. avait fait les choses en grand pour accueillir son chef de file. Sous un chapiteau bondé et devant un parterre de plus de deux mille militants ébahis à blanc, tous les élus R.P.R. des Hauts-de-Seine étaient présents, députés, sénateurs, maires et conseillers généraux, aux côtés de MM. Chirac, Pons et Bariani, président du parti radical. Ils étaient là, déclarait M. Charles Pasqua, sénateur et secrétaire départemental du R.P.R., pour « manifester leur espérance de voir enlever Antony aux voleurs, aux tricheurs du suffrage universel, aux fascistes rouges ». M. Raymond Lamontagne, vainqueur la veille de M. Henry Canacos à Sarcelles, longuement ovationné par le

public, était là, venu rendre à M. Devéjine le soutien que celui-ci lui avait apporté dans sa récente campagne.

Se succédant à la tribune, les intervenants ont dénoncé avant tout la tricherie et la fraude de leurs adversaires, fraude que M. Devéjine, après avoir résumé son programme de cent dix-sept propositions, déclarait désormais probable puisque les vingt-six bureaux de vote seront présidés dimanche prochain par des magistrats et pourvus d'urnes transparentes.

M. André Santini, maire d'Issy-les-Moulineaux, a ironisé sur la visite à Antony de MM. Jean Le Dauphin (P.C.) et Pontillon (P.S.), maires battus à Levallois, Châtillon-sous-Bagneux et Suresnes, « les cabestros de la gauche venus chercher le sautoir d'Antony ».

M. Chirac, après avoir fait l'éloge du candidat et exhorté les démocrates « à sanctionner les tricheurs », a développé une stratégie de reconquête méthodique du pouvoir. Évoquant le tournant de mai 1981, il a affirmé : « Il y a une beaucoup plus grande exigence aujourd'hui d'empêcher les socialistes et les communistes d'appliquer aux collectivités locales les méthodes désastreuses qu'ils appliquent à la gestion de l'Etat ». « Notre vraie vocation, a-t-il ajouté, c'est de nous préparer à gouverner dans le strict respect des institutions de la République. Il n'est pas question de mettre en cause la capacité de nos adversaires à gouverner jusqu'aux prochaines législatives. Mais il faut leur montrer, dimanche après dimanche, qu'ils ne peuvent plus faire n'importe quoi, car ils sont devenus minoritaires dans le pays ».

FRANÇOIS ROLLIN.

M. Georges Mesmin, député (U.D.F.) de Paris, demande, dans un communiqué publié lundi 3 octobre, la constitution d'une commission d'enquête parlementaire « pour établir les responsabilités du ministère de l'Intérieur dans la très grave carence du service d'ordre à Sarcelles, le soir de l'élection municipale ». Le député estime en outre qu'« il convient de prendre des mesures pour garantir la sécurité » des élus de l'opposition, notamment lors des prochaines élections municipales à Antony et à Aubrey-sous-Bois.

Lisez

Le Monde

classé et documenté

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE BRUIT

Envoyer 30 francs (timbres à 1 F ou chèques) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean Collet, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

1356

الجمهورية الجزائرية

L'université en danger ?

Laurent Schwartz, mathématicien et homme de gauche, dresse un réquisitoire contre la loi Savary.

Sélection contre non sélection, centralisme ou décentralisation, concurrence ou pas... A quelques semaines de la rentrée, les Nouvelles rouvrent le débat !

Egalement au sommaire des Nouvelles :

Vive les immigrés... Poussons-nous un peu ! : les Nouvelles disent pourquoi les Français doivent apprendre à vivre avec les étrangers, les travailleurs et leur famille.

La France a tout à y gagner.

L'intégration ne se décrète pas. Il faut apprendre à vivre ensemble.

Le RPR change de tactique : l'agressivité permanente ne fait plus recette.

Des puces plein la tête : le savoir de l'homme dans un ordinateur, ou les pouvoirs de l'intelligence artificielle.

Et encore :

L'invité de la semaine : **Yves Navarre**, "Il ne faut pas écrire ailleurs".

Dossier : le cinéma rentre en philosophie, un grand livre de **Gilles Deleuze**.

Ecrits : **Heberto Padilla**, un écrivain cubain ; une littérature exilée. Où ? En France.

Images : "Poussière d'empire" de **Lam-Lé**, le

chef-d'œuvre d'un grand cinéaste exilé. Où ? En France.

Formes : l'art dans les lieux religieux, les expositions d'avant-garde exilées. Où ? En France.

Scènes : les trente ans d'Olympia de **Bécaud**. Un chanteur en retour d'exil. Où ? Dans les lieux de ses débuts.

Et... **Bernard Frank**, **Cavanna**, **Siné**, **Wolinski**, **Weyergans**.

Les Nouvelles du style et du punch avec les lettres, la science, les arts, la technologie, les spectacles, l'économie et la société.

Les Nouvelles, chaque mercredi chez votre marchand de journaux.

LES NOUVELLES

littéraires, des arts, des sciences et de la société.

L'hebdo qui a un bon gauche.

POLITIQUE

LE VINGT-CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA CONSTITUTION A L'HOTEL DE VILLE DE PARIS

MM. Giscard d'Estaing et Debré plaident contre une réforme du mode de scrutin législatif

C'est en définitive l'opposition toute seule qui s'est retrouvée mardi matin 4 octobre à l'Hôtel de Ville de Paris pour célébrer le vingt-cinquième anniversaire de la fondation de la V^e République. Certes, le Conseil de Paris et son maire avaient convié dès le mois de décembre 1982 le chef de l'Etat et les autorités officielles à se joindre à cette cérémonie.

Tous ont refusé, estimant que les institutions ne doivent pas être utilisées dans les controverses partisanes, selon la formule du porte-parole du gouvernement. Les préfets, représentants de l'Etat, se sont eux aussi décommandés à la veille de la manifestation. Les communistes et les socialistes, qui dénoncent l'« exploitation » faite par « la droite revancharde », n'ont pas voulu être les hôtes du président du R.P.R. Le chef de l'Etat, qui s'était pourtant rendu à l'Hôtel de Ville de Paris après son élection de mai 1981, aurait peut-être pu saisir l'occasion qui lui était offerte pour récapituler à son avantage cet anniversaire. Il aurait pu également se faire représenter par le ministre de la Jus-

tice, puisque c'est lui qui est le garde des sceaux... constitutionnels.

En se retrouvant seule dans le décor solennel du palais municipal, l'opposition a pu donner l'impression d'un contre-pouvoir en gestation, et M. Chirac celle d'un prétexte banni par son souverain. Mais l'opposition a surtout saisi cette occasion pour faire deux démonstrations. Celle, tout d'abord, symbolique, de son union apparente. Pour la première fois, tous les « chefs » de l'opposition se sont trouvés réunis, tant il est vrai que, au-delà des divergences et des rivalités, l'adversité commune impose des solidarités.

Celle ensuite de l'attachement aux lois supérieures votées par le suffrage populaire. L'opposition a voulu ainsi affirmer, avec ostentation, sa respectabilité institutionnelle et son légalisme, en décalé de ces affirmations symboliques, les avertissements voilés exprimés par les orateurs ont révélé qu'il y avait bien deux lectures de la Constitution.

ANDRÉ PASSERON.

M. Chirac, qui prend la parole le premier, déclare notamment : « Notre Constitution a démontré lors du changement politique profond que la France a connu il y a deux ans qu'elle était apte, en toutes circonstances, à constituer le cadre de l'action des pouvoirs publics, qu'elle avait été conçue et bâtie pour la France tout entière. Chacun maintenant le reconnaît. Nous nous en réjouissons. Nous ne pouvons que regretter que certaines des plus hautes autorités de l'Etat enlèvent à ce jour, par leur absence, le caractère d'unité nationale que justifiait cette commémoration et que j'aurais souhaité lui donner.

« La Constitution, c'est le bien commun des Français (...). Sans doute est-il légitime, voire souhaitable, qu'elle ne soit pas figée pour l'éternité et que lui soient apportées les adaptations nécessaires : c'est ce que fit le général de Gaulle en 1962, c'est ce que tenta de faire le président Georges Pompidou par la ré-

duction du mandat présidentiel à cinq ans, c'est ce que fit le président Valéry Giscard d'Estaing en élargissant les règles de saisine du Conseil constitutionnel. Mais aucune adaptation de la Constitution ne doit avoir pour objet d'en changer les règles fondamentales ni d'en modifier l'esprit.

M. Michel Debré, qui était garde des sceaux au moment de l'élaboration de la Constitution, estime pour sa part que : « l'adhésion populaire est acquise ». « Ici et là, cependant, ajoute-t-il, on évoque telle ou telle crise qui pourrait secouer l'édifice. Seules les dictatures, apparemment, échappent aux crises, sauf à la crise finale. Des institutions démocratiques ne peuvent éviter les crises, car elles sont dans la nature de la liberté : leur vertu est dans les procédures qui donnent aux responsables les moyens de les résoudre rapidement, utilement et dans la légalité.

M. Debré déclare encore : « C'est

au nom de la République qu'il faut mettre en garde contre les idéologies irrationnelles qui découragent l'effort et appauvrissent la nation. Il affirme également : « Le scrutin majoritaire a si clairement contribué à la stabilité des gouvernements et il est à ce point lié à la bonne marche des institutions qu'il n'est pas une consultation populaire par référendum s'impose avant toute altération. Et, en pareil domaine, ne pas consulter le peuple, c'est craindre son verdict.

Enfin, M. Giscard d'Estaing explique à son tour que la V^e République est « un régime dans lequel il est inimaginable de gouverner contre le sentiment profond du pays en est une autre. L'ancien chef de l'Etat ajoute : « Prendre des mesures impopulaires et élitistes sont nécessaires est une chose. Gouverner contre le sentiment profond du pays en est une autre. L'accumulation continue des impôts, la remise en cause de la liberté de l'enseignement, l'absence de règles concernant les relations entre les nationaux et les étrangers, sont des politiques qui choquent trois Français sur quatre...

« En 1958, les institutions de la V^e République ont rassemblé quatre Français sur cinq. A l'heure des révoltes planétaires, le malheur et la déchéance guettent les peuples divisés...

« Je mets en garde contre un changement de loi électorale qui viserait à détourner l'expression politique des Français et à rendre plus difficile la conduite du redressement. L'engagement doit être pris de ne pas modifier le changement que s'il recueillait la majorité de chaque des deux Assemblées : ainsi donnerait-on la preuve qu'il s'agit d'une règle commune et non d'une manipulation de circonstance... M. Giscard d'Estaing a conclu en souhaitant que les Français soient consultés « directement sur les grands problèmes de société ».

Une lettre de M. Mitterrand

D'autre part, M. Mitterrand avait adressé le 30 septembre 1983 la lettre suivante à M. Chirac dans laquelle on lit notamment :

« Il m'apparaît que, par-delà toute référence particulière, les Français peuvent déjà se rassembler pour célébrer l'histoire, les traditions et les grandes heures de la patrie lors des fêtes nationales dont les dates sont inscrites au plus profond de notre mémoire collective : 14 juillet, 11 novembre et 8 mai, sans oublier l'hommage rendu au général de Gaulle et aux combattants de la France libre et de la Résistance, le 18 juin.

« Assurément — et bien que la date du 2 octobre n'ait pas de signification particulière, — il est loisible au Conseil de Paris, comme à toute collectivité reconnue, de commémorer les circonstances historiques de son choix.

Enfin, interrogé sur la non-participation des socialistes aux cérémonies de célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Constitution, M. Lionel Jospin a répondu lundi soir 3 octobre à Antenne 2 : « Ils célèbrent, nous appliquons. Cette Constitution, nous ne l'avons pas votée (...) mais nous la respectons. Cette Constitution a été le résultat d'un mouvement factieux (...) et nous n'avons jamais accepté cette origine douteuse. Cette Constitution, quel que soit le mouvement illégitime dans lequel elle a été omise au peuple français, a eu l'option du suffrage universel, a été acceptée par le peuple français, et donc nous l'avons acceptée. Nous ne la voulions pas, nous n'étions pas à son origine, nous ne la célébrons pas. Nous la respectons et nous l'appliquons parce que nous sommes républicains et constitutionnalistes (...).

« Il y a des paradoxes dans l'histoire, heureusement. Je veux bien faire partie de la gauche lucide, mais je ne fais pas partie de la gauche maso. Je trouve absolument agréable — en plus utile parce que ça permet à la gauche d'avoir la durée — que cette Constitution faite contre nous, finalement nous serve.

LE STATUT DES FONCTIONNAIRES TERRITORIAUX A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

L'opposition veut préserver l'autorité des élus sur leurs personnels

Pour son premier jour de travail de la session d'automne, l'Assemblée nationale s'est attelée, le lundi 3 octobre, à une lourde tâche : attribuer aux quelque huit cent mille fonctionnaires relevant, à un titre ou à un autre, des collectivités locales un statut général, dont la plupart sont, pour l'heure, dépourvus (le Monde du 4 octobre). Certes, il ne s'agit là que d'un nouveau volet de la décentralisation entreprise par M. Gaston Defferre, et de la troisième partie du statut général de la fonction publique préparé par M. Antoine Le Pors. Le titre I de ce statut, qui détermine les règles applicables aux salariés de l'Etat comme à ceux des communes, des départements et des régions, a déjà force de loi (le Monde des 5 et 6 mai) et le titre II, qui concerne que les agents de l'Etat (le Monde du 11 mai), est en cours de discussion. Mais, même si les grands principes du titre III, aujourd'hui débattu, sont prévus par le titre I, donner aux fonctionnaires des collectivités locales un statut commun sans mettre à mal la décentralisation relève de la quadrature du cercle.

M. Pierre Tabanou, (P.S.-Val-de-Marne) reconnaît, dans son rapport fait au nom de la commission des lois, qu'il peut apparaître « une contradiction irréductible entre les intérêts des personnels, qui cherchent à s'entourer de garanties statutaires les rendant intouchables, et les intérêts des élus, préoccupés, au contraire, de préserver leur autorité et, donc, de s'affranchir des contraintes qui pourraient y porter atteinte ». La majorité est persuadée avoir réussi à concilier ce qui paraît être incompatible, essentiellement parce que l'autonomie des collectivités locales « se mesure d'abord, explique M. Tabanou, aux moyens qu'on a de l'exercer ». Or, d'après lui, ce futur statut permettra d'améliorer la qualité des agents des communes, des départements et des régions. Et comme maire de l'Hay-les-Roses, il sait que les élus sont « attachés à

gérer directement leur personnel et acceptent mal d'être dessaisis de ce pouvoir », les amendements qu'il a fait adopter par la commission des lois accentuent encore la gestion décentralisée des fonctionnaires locaux prévue par le projet gouvernemental. Mais, porte-parole de la majorité, M. Tabanou a dû tenir compte des souhaits des syndicats de fonctionnaires.

Pour l'opposition, l'affaire est entendue : les fonctionnaires l'ont emporté sur les élus et l'autonomie des collectivités locales est mise à mal. M. Michel Debré (R.P.R., Réunion) a même déposé une motion d'irrecevabilité, jugeant ce projet contraire à l'article 72, alinéa 2 de la Constitution, qui prévoit que les collectivités territoriales de la République « s'administrent librement par des conseils élus et dans les conditions prévues par la loi ». Pour lui, ce projet dépasse les limites que la loi peut fixer à cette libre administration. M. Michel Sapin (P.S., Indre), rappelant que M. Debré et ses amis s'étaient opposés aux premières lois décentralisatrices de M. Defferre, s'étonne que « les centralisateurs soient devenus plus décentralisateurs que les décentralisateurs ».

Le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation fait remarquer que son projet vise à rendre à des organismes gérés par les élus locaux des prérogatives que les précédents gouvernements avaient retirées aux maires pour les confier... au ministre de l'Intérieur, et que « beaucoup de textes votés par la précédente majorité avaient été beaucoup plus loin dans la restriction de l'autonomie des collectivités locales que celui proposé aujourd'hui ».

Le rejet de la motion d'irrecevabilité, par 327 voix (P.S. et P.C.) contre 151 (R.P.R. et U.D.F.), sur 482 votants, a pas convaincu l'opposition. M. Maurice Ligtot (app. U.D.F., Maine-et-Loire) estime que ce texte porte atteinte « à l'autorité hiérarchique des élus » et M. Jacques Toabon

(R.P.R., Paris) parle d'un projet « contradictoire avec le mouvement de décentralisation », d'un développement de la « bureaucratie », d'une accentuation de la « rigidité » dans la gestion du personnel et du coût « élevé » de ce projet pour les finances locales. M. Louis Maisonnat (P.C., Isère) y voit, au contraire, la reconnaissance du « principe d'égalité des fonctionnaires de la République ».

Tout au long du débat, l'opposition va ainsi prendre la défense de la totale liberté des élus, alors que la majorité s'efforcera de concilier le respect de leur autonomie avec sa volonté de créer un statut commun à tous les fonctionnaires de France, deux exigences dont M. Tabanou a reconnu qu'elles sont « apparemment contradictoires ».

Des corps communs

Les premiers articles, adoptés lundi, précisent notamment que les corps des fonctionnaires territoriaux seront communs à toutes les collectivités locales, afin de faciliter la mobilité géographique de ces agents. Ceux des catégories C et D seront « recrutés et gérés » par chaque collectivité ou centre de gestion dont ils dépendent ; ceux des catégories A et B seront dans chaque région, une intervention au niveau national restant possible pour certains agents de catégorie A.

Le conseil supérieur de la fonction publique territoriale ne sera pas, contrairement à ce que souhaitait M. Tabanou, un établissement public à caractère administratif. La C.G.T. et la FEN ne le souhaitaient pas ; le P.C. son plus. Au cours d'une suspension de séance, M. Defferre a convaincu le groupe socialiste d'en rester au texte initial, en repoussant les amendements du rapporteur. Le ministre de l'Intérieur a été amené à préciser aussi que ce texte s'appliquera aux agents des départements d'outre-mer, mais pas à ceux des territoires d'outre-mer.

THIERRY BRÉHER.

M. Léotard (P.R.) : N'Y AURA PAS D'ACCORD NATIONAL AVEC LE PARTI DE M. LE PEN

M. François Léotard, qui était, lundi 3 octobre, l'invité de « Face au public » sur Franco-Inter, a rejeté toute possibilité d'un accord national avec le parti de M. Le Pen. « Il n'y a pas d'accord national avec le Front national, il n'y en aura pas, je ne souhaite pas qu'il y en ait », a-t-il affirmé.

Interrogé sur l'attitude qu'adopterait l'opposition lors des prochaines élections municipales partielles d'Alsace-Bos (les 6 et 13 octobre), il a ajouté : « Nous aurons en face de nous des gens — je parle du parti communiste — qui sont probablement les derniers à pouvoir nous donner des leçons. En matière de violence et de fraude, nous avons là cette deuxième gauche, brutale, cynique, intolérante, sectaire, incarnée par le parti communiste et ses alliés (...).

M. Léotard a continué : « Désormais — et depuis Sarcelles, c'est encore plus vrai — l'espoir change de camp. Ce ne sera pas un espoir faux, ambigu ; ce sera l'espoir d'autre chose. Cet espoir qui change de camp, c'est à nous dans l'opposition, et notamment aux libéraux, de l'incarner.

Le secrétaire général du P.R. s'est opposé à toute idée de recotage. « Je crois, a-t-il dit, que le recotage est une mayonnaise qui ne prendra pas et que, dans la stratégie du pouvoir, M. Baylet (président du M.R.G.) est un peu comme ces canards de bois que l'on place au milieu des étangs et que l'on appelle en terme de chasse des appeaux (...). A l'U.D.F., nous ne sommes pas tentés par quelque compromis que ce soit ».

M. Olivier Stirn, ancien secrétaire d'Etat, député (U.D.F.-rad.) du Calvados, a déclaré, lundi 3 octobre : « Le congrès du M.R.G. vient de confirmer que la réunification du radicalisme est désormais vraisemblable pour 1986. Il ne s'agit pas d'une médiocre manœuvre politicienne. Le processus, notamment, ne consiste pas en une stricte opération de débouchage qui isolerait, avant 1986, le M.R.G. à rejoindre l'opposition ou les radicaux valaisiens à renforcer la majorité. (...) Il est en revanche question de préparer ensemble, au cours d'une table ronde permanente du radicalisme, un projet de société, puis de le proposer aux Français aux élections législatives prochaines.

M. Poher a été réélu président du Sénat

C'est sans surprise que, pour la sixième fois consécutive, M. Alain Poher a été réélu, à bulletin secret, président du Sénat, lundi 3 octobre, après le renouvellement du tiers des sénateurs le 25 septembre dernier. Sur 311 votants (6 sénateurs n'ont pas pris part au vote), le sénateur centriste du Val-de-Marne, âgé de soixante-quatorze ans, a recueilli 210 voix, contre 96 à M. Edgar Tailhades (P.S., Gard). Il y a eu cinq bulletins blancs ou nuls. Le score de M. Tailhades, qui avait reçu le soutien du groupe communiste, est inférieur au « plein » des voix de gauche. Celle-ci compte, en effet, 69 sénateurs socialistes, 24 communistes et 12 radicaux de gauche.

Avant que ne se déroule le scrutin, aucune opposition à la liste de présentation des candidats désignés par le conseil supérieur des Français de l'étranger le 11 septembre n'ayant été présentée, ont été proclamés sénateurs MM. Charles de Cutoli (R.P.R.), Jean-Pierre Cantegrit (U.D.F.-rad), sortants, Maurice Olivier Roux (divers droite) et Jean-Pierre Bayle (P.S.).

Il revenait pour la première séance après le renouvellement sénatorial du 25 septembre, au doyen d'âge de la Haute Assemblée de prononcer l'allocation d'usage. M. Geoffroy de Montalembert (R.P.R., Seine-Maritime), qui fêtera ses quatre-vingt-cinq ans le 10 octobre prochain, ne s'est pas contenté de propos traditionnels. Il a invité ses collègues à « veiller avec discernement à la liberté et à la sécurité de la nation ». Regrettant le peu d'attention des députés pour le travail sénatorial, il a demandé que le gouvernement « n'abuse pas de la procédure d'urgence », et que, quand il y a recours, il dépose le texte auquel elle s'applique en premier lieu au Sénat. Ainsi, estime-t-il, l'Assemblée nationale pourrait « considérer les initiatives [du Sé-

nat], non point comme des désaccords formels, mais au contraire comme des exhortations préventives ». A ses yeux, la « vocation » du Sénat est double : « mettre en garde le pouvoir » et « protéger le pays contre tout excès qui compromettrait l'équilibre entre les différents pouvoirs de la République, l'équilibre entre la liberté et la sécurité ».

Approuvé par la majorité sénatoriale, le discours n'a pas été applaudi sur les bancs de la gauche.

A. Ch.

M^{me} Hélène Luc (Val-de-Marne) a été réélue à l'unanimité, lundi 3 octobre, présidente du groupe communiste du Sénat. Le nouveau bureau du groupe a été ainsi constitué : vice-présidents, MM. Raymond Dumont (Pas-de-Calais) et James Marson (Seine-Saint-Denis) ; membres, M^{me} Marie-Claude Baudouin (Val-d'Oise), MM. Serge Boacheny (Paris), Pierre Gamboa (Essonne), Jacques Eberhard (Seine-Maritime) et Charles Lederman (Val-de-Marne).

M. André Méric (Haute-Garonne) a été réélu, jeudi 29 septembre, président du groupe socialiste du Sénat, par 45 voix contre 13 à M. Michel Dreyfus-Schmidt (Territoire de Belfort) et 1 bulletin blanc. Le nouveau bureau du groupe a été ainsi constitué : vice-présidents, MM. Jacques Bialski (Nord), Jacques Carat (Val-de-Marne), Maurice Janetti (Var), Robert Schwint (Doubs), Louis Perrein, chargé de la presse (Val-d'Oise), et Tony Larue, chargé de la trésorerie (Seine-Maritime) ; secrétaire générale, M^{me} Geneviève Le Bellegou-Beguin (Var).

OFFRE EXCEPTIONNELLE AUX LECTEURS DU MONDE

Entrez dans le monde de la musique avec un billet de faveur

Vous adorez la musique et ne sauriez vivre sans elle. Découvrez toute l'information musicale réunie dans un magazine exceptionnel. Chaque mois « Le Monde de la Musique » vous informe de tous les concerts, vous fait découvrir les grands maîtres de la musique passée et contemporaine, vous tient au courant de l'actualité musicale en testant pour vous des centaines de disques de façon rigoureuse pour votre plus grand plaisir.

Mais aujourd'hui « Le Monde de la Musique » va encore plus loin en vous offrant 6 numéros en abonnement d'essai + le 7^e numéro gratuit.



ABONNEMENT D'ESSAI 6 numéros + le 7^e numéro gratuit

A RETOURNER DES MAINTENANT AU MONDE DE LA MUSIQUE service abonnements 1, rue Lord-Byron 75008 Paris

En tant que lecteur du « Monde » je désire m'abonner au Monde de la Musique au prix exceptionnel de 90 F - 6 numéros + le 7^e gratuit - au lieu de 105 F (prix de vente au numéro). Ci-joint mon règlement (chèque postal 3 volets, chèque bancaire, ou mandat lettre) à l'ordre du Monde de la Musique.

Nom : Prénom : Adresse : Code postal : Ville : Signature :

Le Monde de la Musique

LE MAGAZINE QUI PARLE A L'OREILLE

Université de Paris I Panthéon-Sorbonne centre d'éducation permanente 14, rue Cujas - 75230 Paris Cedex 05 ☎ 329.75.23 - 354.67.80

STAGES D'ECONOMIE

• Initiation - Jeu de l'île	14-16 novembre 1983 ou 15-17 mai 1984
• Les Entreprises	28-30 novembre 1983 ou 4-6 juin 1984
• La Crise	13-15 décembre 1983 ou 19-21 juin 1984
• Les Problèmes Monétaires	25-27 janvier 1984 ou 28-30 mai 1984
• Le Phénomène Multinational	14-18 novembre 1983 ou 5-9 mars 1984

Stages intra-entreprises à la demande.

364 PIERRE

78 DC

Diners

٥٤٥ من الاموال

EXCLUSIVITÉ DINERS

la Double Carte

Le travail et les loisirs, ça ne se mélange pas; simple question d'efficacité. Désormais le Diners Club fait aussi la distinction avec la "double carte" personnelle: une nouveauté et une exclusivité du Diners Club.

Avec elle, vous acquittez toujours l'ensemble de vos dépenses d'une simple signature. Mais sans plus aucun risque de vous tromper sur leur affectation.

Le système "double carte", c'est deux cartes personnelles pour le prix d'une. D'un côté, votre carte "loisirs". De l'autre, votre carte "affaires". Deux cartes personnelles facilement identifiables, car dotées de numéros et d'intitulés distincts. Sur la première: vos seules coordonnées personnelles. Sur la seconde, s'y ajoute la mention de votre

choix: le nom de votre société, ou votre fonction au sein de cette société, par exemple.

Avec ces deux cartes personnelles, vous répartissez clairement vos dépenses. Vous payez selon vos besoins, en France, dans tous les pays de la zone Franc, et, sitôt que sera levée la restriction actuelle sur les sorties de devises, dans les 150 pays qui accueillent le Diners Club.

A ces deux cartes personnelles correspondent deux relevés distincts. Deux relevés descriptifs de vos dépenses, complets, précis, fiables. Pas de confusion possible: d'un côté, vos dépenses personnelles; de l'autre, vos dépenses professionnelles. Autre avantage: le relevé concernant vos dépenses professionnelles peut tenir lieu de justificatif auprès du service comptable de votre entreprise.

La double carte personnelle du Diners Club: un système vraiment simple, créé pour vous simplifier la vie.

DINERS CLUB INTERNATIONAL®

3641 123456

PIERRE BERTRAND

ST 78 DC UF 10/83

DINERS CLUB INTERNATIONAL®

3641 123456 7891

PIERRE BERTRAND

DIRECTEUR COMMERCIAL

ST 78 DC UF 10/83 09/84

A - Carte personnelle: pour régler vos dépenses personnelles.
B - Carte personnelle: pour régler vos dépenses professionnelles.

Diners Club: nous vous en offrons plus.

18, rue François I^{er} - 75380 Paris Cedex 08. Tél.: (1) 723 78 05.

Le Monde

société

Le procès des « grâces médicales » commencera le 24 octobre

Les docteurs Colombani et Mariotti restent incarcérés

La cinquième chambre du tribunal correctionnel de Versailles, présidée par M. Jacqueline Cochard, a décidé, lundi 3 octobre, que les docteurs Alain Colombani et Bernard Mariotti, inculpés et incarcérés dans l'affaire dite des « grâces médicales » de Marseille, resteront en prison jusqu'à l'ouverture du procès prévu pour le lundi 24 octobre devant cette même juridiction.

Le tribunal de Versailles avait été saisi, le 17 septembre, sur décision de la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui avait estimé que, « dans un souci de bonne administration de la justice », ce dossier ne pouvait être jugé à Marseille.

Tous les inculpés étaient présents dans la petite salle correctionnelle, à l'exception de M. André Fraticelli, toujours en fuite, pour assister à cette avant-première d'un procès qui s'annonce animé. D'entrée, le docteur Colombani, la gorge nouée par l'émotion et les larmes aux yeux, a clamé son innocence et demandé qu'on lui rende sa « dignité d'homme ». Son voisin dans le box, le docteur Mariotti, très calme, a simplement fait remarquer qu'il n'avait « jamais compris ni son inculpation ni son incarcération ».

Mensonges et contradictions

Le procureur de la République, M. Robert Barbat, après avoir rappelé les grandes lignes de la « mise en liberté scabreuse de Robert Kechichian (trafiquant de drogue) obtenu par fraude », a réclamé la maintien en détention des deux prévenus « en raison de la gravité des faits et le trouble persistant à l'ordre public ». L'avocat la concertation possible avec les témoins et les autres inculpés, M. Barbat a parlé « des mensonges et des contradictions du docteur Mariotti », et a mis en garde le tribunal contre le fait qu'il manquait déjà trop de monde à cette barre.

MICHEL BOLE-RICHARD.

PAVILLONS POUR MAGHRÉBINS A RUEIL

Les aveux calculés de M. Baume

« Monsieur le directeur, j'apprends que des émissaires de l'Office public départemental d'H.L.M. des Hauts-de-Seine vont prendre contact avec vous afin de vous proposer l'acquisition de pavillons en vente à Rueil-Malmaison. Je vous prie de leur faire connaître que, en fait, pour le compte du gouvernement, des familles d'immigrés maghrébins venant d'autres communes du département, je me dois, comme maire de Rueil, d'attirer votre attention sur les inconvénients et les dangers de ces opérations et je vous demande, si de pareilles propositions vous sont faites, de ne pas y donner suite avant d'avoir pris contact personnellement avec moi (...) afin que nous prenions des décisions de nature à éviter l'installation de familles étrangères qui risquent de perturber l'équilibre et la tranquillité des quartiers de Rueil. »

Ces phrases sans équivoque sont extraites d'une lettre que M. Jacques Baume, député (R.P.R.) du Rueil-Malmaison, a adressée au début de l'été à toutes les agences immobilières de la ville.

L'affaire a pour origine la décision gouvernementale de résorber — enfin — les quelques « cités de transit » qui subsistent dans le département, ghettos inhumains et intolérables maintes fois dénoncés et pourtant toujours bien réels. Mais si le relogement de la plupart des familles peut être réalisé grâce au parc de logements H.L.M. traditionnelle, une difficulté particulière surgit pour quelques familles nombreuses (curieusement nommées « familles lourdes ») regroupant jusqu'à dix ou quinze personnes. D'où la décision prise par le Service des migrants de

la préfecture de prospecter le marché des pavillons disponibles dans le département et d'en acquiescer autant que de besoin (quarante à cinquante pavillons seraient nécessaires).

Interrogé sur l'esprit de sa lettre, qualifiée ici et là de raciste et qui a aussi les commentaires indignés des sections locales socialistes et communistes ou de certaines associations de défense des immigrés, M. Jacques Baume argumente en deux temps : « Mon seul souci, dit-il d'abord, était de protester contre le procédé autoritaire et sournois par lequel la préfecture cherche à s'attribuer des logements alors que nous mêmes en manquons pour reloger des familles maghrébines, françaises ou non. » Et le maire va plus loin : « Je ne mets pas en cause indistinctement les familles maghrébines, mais il faut bien admettre qu'un petit nombre d'entre elles causa, dans nos communes, des désordres insupportables. De reste, quel est le maire qui n'a pas mis de barrières à l'implantation dans sa commune de ces populations ? »

Raciste ou non, la lettre du maire de Rueil sera sans doute accueillie sans beaucoup d'émotion par les agents immobiliers et n'aura guère de conséquences dans la pratique. De l'ineptie des services préfectoraux, elle n'a pas perturbé jusqu'à présent l'opération en cours. Pourtant, intervenant sans aucun souci de confidentialité, M. Baume a pris le risque — calculé — d'être vilipendé par une fraction de l'opinion. C'est qu'il n'a pas mis de barrières à l'implantation que l'on retrouverait sans doute, dans le secret de l'isolet, plus soucieux de sa tranquillité que du triomphe de principes généraux.

FRANÇOIS ROLLIN.

SCIENCES

FRANÇAIS ET SOVIÉTIQUES LANCERONT EN 1987

UN SATELLITE D'ASTRONOMIE

Un satellite franco-soviétique d'astronomie en rayons gamma sera mis en orbite à la fin de 1987. Ce projet, dénommé Sigma (système d'imagerie gamma à masquage électrostatique), a été adopté lors de la rencontre annuelle de coopération spatiale entre l'Union soviétique et la France, qui a réuni, à Cannes, les dirigeants du Centre national d'études spatiales (CNES) et de l'organisation soviétique Intercomos.

Sigma est, pour l'essentiel, un télescope permettant une localisation précise (environ deux minutes d'arc) des objets émetteurs de rayons gamma, dont l'astronomie spatiale a permis, ces dernières années, la découverte. La position de ces objets n'est, en général, connue qu'avec une précision de l'ordre du degré. Dans un tel champ, il y a de nombreux astres connus par ailleurs, qui pourraient être émetteurs de rayons gamma, et on ne sait auquel en attribuer la responsabilité. Une

localisation plus précise est donc indispensable.

Sigma avait été conçu dans ce but par des chercheurs français, au départ comme un projet purement national (le Monde du 9 juin 1982). Le CNES l'a proposé à la coopération, et l'Union soviétique l'a adopté. Le satellite emportera l'expérience française et un appareillage construit par l'Institut soviétique de recherches cosmiques (IKI), dont l'objectif est similaire, mais pour des émetteurs gamma de plus faible énergie. Le coût à la charge de la France est de 80 millions de francs.

Plusieurs autres projets majeurs ont été mis à l'étude : une exploration du sol de la planète Vénus, un satellite survolant les régions polaires de la Lune, une sonde étudiant les oscillations du Soleil, un télescope spatial en ondes radio submillimétriques, qui permettrait de mieux comprendre la nature des amas de galaxies.

(Suite de la première page.)

Course aux renseignements entre services policiers traditionnels et une « cellule élyséenne » aux attributions nombreuses et aux pouvoirs incontrôlés : tensions entre le secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique et le ministère de l'Intérieur, dont il est censé dépendre ; méfiance du premier, mis en cause pour son imprévoyance lors des manifestations policières du 3 juin, à l'égard du nouveau directeur général de la police nationale, soutenu par l'entourage du second ; rivalités multiformes des hommes et des structures... Bref, une étonnante fourmi qui crée cette impression de cacophonie policière et accorde, le discrédit, en ce domaine, du pouvoir central.

La cause immédiate du mal est simple : une multiplication inégale des centres de décision. Traditionnellement, le ministre de l'Intérieur, par l'entourage du second, dirigeait la direction générale de la police nationale (D.G.P.N.) qui, elle-même, couvrait les directions centrales des services de police. Or, depuis un an, par la volonté de la présidence de la République, deux nouvelles structures compliquant cette hiérarchie ont été créées.

Fin août 1982, après le choc de l'attentat de la rue des Rosiers, ont été en effet créés simultanément un secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, confié à un proche de M. Mitterrand, M. Joseph Franceschi, et une « mission » policière à l'Elysée, autour d'un gendarme d'élite devenu conseiller technique, le chef d'escadron Christian Prouteau. Dans tout cela, qu'il a le premier abord, le monde policier appréciait la création du secrétariat d'Etat, jugé valorisant pour l'insti-

lution, étant qu'il tient d'emblée en méfiance la « mission » et ses francs-tireurs.

L'évidence est cependant qu'il y a trop-plein. Cette abondance est source de confusions, illustrées aussi bien lors des tensions politiques et sociales au sein de la police — les manifestations du 3 juin — que par les aléas de la lutte antiterroriste — l'affaire Corse. Régulièrement, l'existence d'un sous-ministère de la police — le secrétariat d'Etat — et celle, peu banale, d'un service de police auprès de la présidence, la « mission » Prouteau, posent des problèmes.

Le secrétariat d'Etat « double » manifestement avec la direction générale de la police nationale : chacune des structures entend gérer de son côté les services de police. La création de l'une aurait dû, logiquement, entraîner la disparition de l'autre. Dans le cas présent, les conflits sont inévitables, d'autant plus qu'ils s'ajoutent les ambiguïtés du fractionnement de l'autorité publique entre un ministre et un secrétaire d'Etat.

Lors de sa création, le cabinet de M. Franceschi était favorable à la suppression de la D.G.P.N., transformée en un secrétariat général à l'administration de la police. Mais le secrétaire d'Etat en personne s'y oppose, préférant nommer à la tête de la D.G.P.N. un ami d'enfance, M. Paul Cousseran, gaulliste de toujours. Mais lui en prit puisque les « Cousserans, fous le camp ! » des syndicalistes policiers proches de la direction générale de la police, ont été écartés le 3 juin. Depuis, la reprise en main s'est traduite, au détriment de M. Franceschi, par un renforcement du poids de la direction générale et de son nouveau « patron ».

Une police éclatée

M. Pierre Verbrugghe, tandis que M. Defferre, qui avait ouvertement joué le jeu de l'autonomie du secrétariat d'Etat, redevenait le seul maître politique à bord.

Mais le gouvernement s'est refusé à clarifier jusqu'au bout les rôles respectifs de ces centres de décision, et les tensions demeurent. Ainsi, la réorganisation de la police, actuellement ébauchée sous l'autorité de M. Verbrugghe (le Monde du 7 septembre), risque-t-elle de pâtir de cette bipolarisation entre secrétariat d'Etat et direction générale. Les groupes de pression, les syndicats réticents, peuvent jouer à loisir sur cette division et tenter d'édulcorer les réformes envisagées.

Persoane ne le nie, le climat est malsain dans la « grande maison ». Certains « grands flics » ne cachent pas leur méfiance pour les hauts fonctionnaires qui entourent la direction générale et pour M. Verbrugghe lui-même, déjà fort actif au ministère de l'Intérieur avant mai 1981, tandis que le secrétariat d'Etat tente de trouver sa place et de prouver son utilité. Avec difficulté, puisque M. Franceschi, parti saluer la dépouille mortelle de Tino Rossi, n'assistait pas au conseil des ministres qui décida la dissolution de la C.C.N. corse.

La « mission » Prouteau

La « mission » du chef d'escadron Prouteau, elle, ne pose pas seulement un problème de rationalité administrative, mais aussi du moral policier. Bien que M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, ait récemment nié son existence, s'en tenant à celle d'un conseiller technique et d'un groupe de sécurité de la présidence de la République (G.S.P.R.), ses membres — une

quinzaine de gendarmes et de policiers — enquêtent, contrôlent et informent pour le compte de l'Elysée (le Monde du 4 février et du 30 septembre). Il y a là une confusion des genres, parce que des policiers se voient ainsi investis de missions « politiquement » délicates et parce que les méthodes employées vont à l'encontre de la volonté affichée, après mai 1981, de moraliser la pratique du renseignement en France.

De l'information avant tout, telle semble être la consigne de cette « mission », avec ce qu'elle implique d'écoutes téléphoniques — aucune loi ne les réglemente encore — et de tractations douteuses avec des indicateurs — par exemple autour de trafics d'armes. Des jeux dangereux que l'Elysée semble conforter par son attitude, malgré l'implication de la « cellule élyséenne » dans l'affaire malheureuse de l'arrestation des trois Irlandais de Vincennes. Le capitaine Paul Barril, initiateur de cette présumée opération antiterroriste, n'est toujours pas sanctionné — seulement « en convalescence » — et paraît toujours mis à contribution par M. Prouteau, du moins récemment. La raison appelle une clarification : deux structures créées avec un soupçon de méfiance envers la police, pour tout à la fois la séduire et la contrôler, semblent avoir accru la défiance des policiers à l'égard du pouvoir politique. Pourtant, aucun changement n'est annoncé dans l'immédiat. Parce que l'on ne peut pas avoir l'air de céder devant la contestation, les rumeurs corse aujourd'hui, les policiers « factieux » hier. Parce que la décision appartient à M. Mitterrand, qui a pris le risque de s'exposer dans cette affaire.

EDWY PLENEL.

AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE CLANDESTINE

Le F.L.N.C. affirme avoir adressé une lettre au mois de janvier à M. François Mitterrand

Le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.) a réuni, dans la nuit du lundi 3 au mardi 4 octobre, une conférence de presse clandestine. Trois hommes de l'organisation dissoute au mois de janvier, le visage dissimulé par une cagoule, se sont expliqués notamment sur leurs contacts avec le gouvernement par le biais d'émissaires.

« Dès octobre 1982, déclare le F.L.N.C., nous avons pu entrer en contact avec nous. De nombreux prisonniers ont donc été contactés, dont Alain Orsini, par le capitaine Barril. Le pouvoir nous proposait, soit une entrevue officielle avec l'Elysée, soit la transmission d'un document donnant notre analyse de la situation et nos propositions pour la débarrasser. Après divers contacts et vérifications, (...) la direction politico-militaire décidait, le 24 décembre, l'envoi d'une lettre qui devait parvenir directement dans les mains du président de la République. (...) Nous ne sommes pas parvenus à l'implantation dans sa commune de ces populations ? »

Concernant les assassinats de Pierre-Jean Massimi, secrétaire général du conseil général de la Haute-Corse, et de Félix Rosso, restaurateur à Locci, le F.L.N.C. indique : « Il ne faut voir là aucune volonté délibérée d'escalade dans la violence (...) mais simplement la réponse méritée à ceux qui ont commandité la guérilla, la torture et l'écoulement de notre militant Guy Orsini. Cette décision a été prise unanimement par l'ensemble de notre organisation. »

UN JOURNALISTE DE L'A.F.P.

GARDÉ A VUE

Le correspondant de l'Agence France-Presse à Ajaccio, M. Jean Virebayre, seul journaliste invité à la conférence de presse du F.L.N.C., a été conduit mardi matin 4 octobre dans les locaux de la P.J. d'Ajaccio ; après avoir été entendu dans le cadre d'une « enquête de flagrant délit sur reconstitution de ligne dissoute », il a été placé en garde à vue en fin de matinée.

Le président-directeur général de l'A.F.P., M. Henri Pigat, a adressé, ce mardi, à MM. Pierre Mauroy, premier ministre, Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, et Robert Badinter, ministre de la justice, un télégramme de protestation exigeant la libération de Jean Virebayre et soulignant que ce dernier n'a fait qu'exercer son métier de journaliste.

D'autre part, sur un mot d'ordre de ses collègues syndicalistes, les journalistes de leur confrère, le service « France » de l'A.F.P., ont interrompu, ce mardi, de 12 h 45 à 13 h 45.

Lisez

Le Monde de l'Éducation

M. Franceschi : « L'ami des policiers »

Au parti socialiste, on l'appelle « Joseph », signe, sinon d'une popularité, du moins d'un profil militant. Car telle était bien l'image de M. Joseph Franceschi avant qu'il n'accède, en mai 1981, aux honneurs ministériels : celle d'un homme qui, après avoir été, en 1938, à quatorze ans, aux Jeunesses socialistes de la S.F.I.O., celle d'un responsable qui ne répugnait pas aux tâches ingrates de l'intendance. Des dispositions qui lui ont permis, depuis ce jour de 1974 où, en pleine campagne présidentielle, il débarqua au quartier général du candidat François Mitterrand, entouré de quelques « gros bras » venus de sa maison d'Ajaccio, qu'il « tient » fermement depuis 1985.

La suite est connue : l'organisation d'une protection plus systématique de M. Mitterrand, qui amena M. Franceschi à payer de sa personne, jouant parfois lui-même le rôle de garde du corps. Ainsi devint-il un « proche », un ami de la famille, de Roger Hanin et de bien d'autres, toujours disponibles. Un militant, un maire inattendu, un membre du clan ; tel pourrait être le portrait à grands traits de « Joseph » s'il n'avait dû, à la demande du président, un jour d'août 1982, jouer les apprentis policiers.

Une tâche que rien ne laisse prévoir dans son parcours initial. Emigré corse né à Tunis de parents employés aux chemins de fer, jeune homme découvrant la France à dix-huit ans et maire adjoint d'Ajaccio dès 1951, instituteur qui suit également des cours de droit et de lettres, M. Franceschi est d'abord un lettré, convaincu, de ceux que l'on associe aux idéaux franc-maçons du Grand Orient de France. « Les groupes de pression dans la défense de l'enseignement public » : tel est le sujet de sa thèse, soutenue en 1963 et épousant les positions de la Fédération de l'éducation nationale.

A l'Assemblée nationale, où « Joseph » est élu député du Val-de-Marne en 1973, ses thèses d'intervention privilégiées sont les immigrés — sur lesquels il sera rapporteur budgétaire, — les personnes âgées et les DOM-TOM. Ses prises de position dénotent, avec le recul, une fermeté doctrinale moins de mise aujourd'hui. Ainsi dénoncera-t-il l'insécurité grandissante qui pèse sur les travailleurs immigrés, « doublement victimes du capitalisme ordonné par l'État » (1978) et s'en prendra-t-il à « l'influence culturelle métropolitaine qui dépersonnalise de façon accélérée les populations des DOM-TOM » (1980).

Aux affaires et à la police, le ton changera quelque peu.

Envoyé sur un terrain jugé politiquement défavorable, M. Franceschi comprend qu'il est là pour éviter les remous. Entouré au départ, au secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, d'une équipe à trois composantes — un « super-flic » à M. Robert Broussard, des syndicalistes à l'étranger chargé auparavant de la police auprès de M. Defferre, M. Frédéric Thiriet, — il se veut avant tout l'ami des policiers. Il leur prouve en précipitant l'adoption de mesures d'ordre matériel réclamées de longue date, mais n'échappe pas la réforme tant attendue. Leur « ami » donc, et leur « chef », quitte à épouser leurs sentiments sporadiques : les « atteintes aux personnes et aux biens » deviennent ainsi, dans un discours, le « terrorisme du quotidien » ; les textes juridiques, se demandent-ils ailleurs, sont-ils « suffisamment développés pour défendre un État démocratique » ? ; les délinquants étrangers, confie-t-il à une assemblée socialiste, mènent d'une invasion (...) qui perturbe l'ordre social.

Calomnie

par des terroristes

Malgré ces efforts, l'état de grâce ne durera que quelques mois. Quand, le 3 juin, le fusile « secrétariat d'Etat » a été, n'ayant pas su apprécier l'impact et les débordements des manifestations policières, la majorité des syndicats de police sont en froid avec la place des Saussaies. Aux yeux de Maitignon et même de l'entourage présidentiel, M. Franceschi a échoué. Echéec personnel, dû à une mauvaise concertation avec les syndicats, notamment de gardiens de la paix ? Echéec politique, dû à la méconnaissance de la police par le P.S. ? Echéec structurel, dû à la multiplicité des structures et par conséquent des rivalités au sein de l'administration policière ? Chaque camp a sa réponse.

Toujours est-il que M. Defferre sera chargé de reprendre en main le dossier « police ». Depuis juin, « Joseph » semblait en sursis, disponible pour une nouvelle mission présidentielle. Il n'était cependant pas sans quelques soutiens, par exemple certains responsables syndicaux parmi les inspecteurs de police ou des commissaires attachés à l'existence d'un secrétariat d'Etat. Mais qu'importe, après tout, puisque la Corse est venue à son secours. Ultima affat das rumeurs insulaires : on ne change pas un secrétaire d'Etat « calomnié par des terroristes »...

E. P.

● M. Franceschi et la rencontre Broussard-Chirac. — Le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, M. Joseph Franceschi, a déclaré, lundi 3 octobre, que la rencontre, en avril, entre MM. Robert Broussard,

commissaire de la République délégué pour la police en Corse, et Jacques Chirac, président du R.P.R., avait eu lieu « avec son assenti-

الطريق إلى...

LE PROJET DE BUDGET POUR 1984

● Education : toujours la priorité des priorités

Le projet de budget de l'éducation nationale pour 1984 commence à traduire les objectifs du IX^e Plan, qui accorde à la formation la priorité des priorités. Avec 152 milliards de francs hors pensions de crédits de paiements et d'autorisations de programme 1983 au total, il se place en tête des dépenses de l'Etat, dans lesquelles sa part

progressive et bénéficie d'une croissance supérieure à celle du budget général (8,9 % contre 6,3 %).

Avec 1 085 créations nettes d'emplois, le ministère de l'éducation nationale se voit attribuer la moitié des emplois nouveaux dans la fonction publique. En fait, les établissements disposeront de

4 590 emplois supplémentaires, compte tenu de transformations (1 050 postes d'élèves instituteurs sont, par exemple, supprimés), de créations en surnombre (520 pour la rénovation des collèges) ou du rétablissement d'heures supplémentaires dans la secondaire (1 420 équivalents-emplois).

La part des dépenses de personnels (1 128 677 agents) est prépondérante (88 %) dans le budget de l'éducation nationale. Toutefois, le premier budget d'application du IX^e Plan n'ignore pas les objectifs prioritaires : augmentation du taux de scolarisation et donc des capacités d'accueil, développement des filières professionnelles, rénovation des collèges et du premier cycle du supérieur, formation continue des enseignants. Ce sont les crédits destinés aux investissements et au fonctionnement qui en pâtissent.

Ecoles, collèges, lycées : suivre la démographie

Les dépenses du secteur scolaire représentent près de 89 % du budget de l'éducation nationale. La répartition des personnels supplémentaires est liée à l'évolution prévisible des effectifs d'élèves. Dans le primaire, aucun emploi d'instituteur n'est créé puisque l'on prévoit à la rentrée 1984 une diminution de l'ordre de 111 000 élèves dans les écoles élémentaires. Les postes récupérés devraient permettre d'accueillir dans les maternelles près de 65 000 élèves supplémentaires. Cette tendance est comparable à celle des dernières années. Toutefois, si aucun nouveau poste d'instituteur n'était prévu au budget de 1983, le premier ministre en a créé 500 pour la rentrée, qui s'apparaissent dans une loi de finances du ministère de l'Education nationale.

Dans les collèges - qui devraient être atteints par la baisse démographique en 1985 - la croissance des effectifs est évaluée à 14 000 pour la rentrée prochaine. Ce sera surtout le début de la mise en œuvre des mesures de rénovation retenues à la suite du « rapport Legrand ». Les collèges disposeront de 760 emplois supplémentaires et, en heures supplémentaires, de l'équivalent de 450 emplois. Ces moyens n'amélioreront pas pour autant le taux d'encadrement dans les classes.

Peu d'investissements

Dans les lycées et lycées d'enseignement professionnel (LEP), la volonté de fermer davantage de jeunes se traduira par une nouvelle progression des effectifs : 22 000 élèves de plus sont attendus dans les LEP et quelque 31 000 dans les lycées. Pour les accueillir, 1 338 emplois sont créés (dont 500 dans les LEP), tandis que des crédits d'heures supplémentaires équivalant à 890 emplois seront affectés au plan de formation professionnelle des jeunes de seize à vingt-cinq ans.

Parmi les mesures en faveur des personnels, on relève la titularisation de 11 000 maîtres auxiliaires du second degré et une progression de 40 % des sommes destinées aux actions de formation continue. Le projet prévoit notamment le remboursement des frais de déplacement des personnels. Organisées essentiellement en dehors du temps de service, pour les professeurs du second degré, ces actions de courte durée ne devraient pas nécessiter de moyens de remplacement.

● Droits de la femme : 0,012 %

Malgré la rigueur, le ministère des droits de la femme devrait augmenter légèrement, en 1984, sa part de budget général (0,011 % en 1983 ; 0,012 % en 1984). Alors qu'il a été attribué 100,8 millions de francs en 1983, il devrait recevoir 110 millions en 1984, soit une augmentation d'environ 9 %.

Cette dotation constitue une somme encore bien modeste. Elle procure cependant au ministère une certaine autonomie financière, quasiment inexistante sous le précédent septennat.

Environ la moitié de ce budget servira au fonctionnement du ministère et des nombreuses délégations régionales ou départementales. La formation et l'emploi des femmes constitueront les principaux objectifs de M^{me} Roudy, qui prévoit de faire passer les dépenses dans ces secteurs de 15 à 25 millions de francs. 10 millions seront affectés à la création du conseil supérieur prévu par la loi sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes et pour suivre les plans d'égalité que les grandes entreprises devront mettre sur pied. Parallèlement, le ministère prévoit, notamment en 1984, une campagne dans tous les médias sur l'orientation professionnelle des jeunes filles.

Ch. C.

L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

Pour l'enseignement privé sous contrat avec l'Etat, le projet de budget traduit la reconduction, en 1984, de la législation en vigueur : actualisation des salaires des enseignants, du forfait d'externat (qui couvre une partie des frais de fonctionnement), harmonisation de la situation des maîtres avec celle de l'enseignement public telle qu'elle figure dans la loi Guerry de 1977.

En total, les dotations destinées à l'enseignement privé progressent de 7,5 %, non compris les crédits de bourses et de transports pour lesquels, comme chaque année, aucune distinction n'est faite budgétairement entre élèves de l'enseignement privé et de l'enseignement public. Le forfait d'externat est majoré de 6 %, tandis que 275 enseignants supplémentaires pourront être recrutés (au lieu de 500 en 1983).

Un chapitre nouveau est ouvert pour permettre la titularisation éventuelle, sur leur demande, de 15 000 maîtres sous contrat, c'est-à-dire déjà payés par l'Etat. La dépense serait donc négligeable. Mais l'entrée dans la fonction publique de maîtres du privé nécessite théoriquement une modification législative. Celle-ci dépendra du sort des propositions que M. Savary soumettra prochainement à ses partenaires dans la perspective de négociations sur les relations entre l'enseignement privé et l'enseignement public.

à la maintenance et au développement des capacités d'accueil dans l'enseignement technique, où des locaux pour 28 000 places supplémentaires seront construits.

Les crédits d'achat de matériel continuent, en revanche, leur progression. Ils sont destinés à l'équipement des établissements en micro-ordinateurs, à l'achèvement du plan machine-outil et au développement de filières électroniques.

Enseignement supérieur : 780 créations d'emplois

Le budget d'action sociale ne comprendra plus, en 1984, les sommes correspondant aux frais de transports scolaires, transférées aux départements (à l'exception de ceux de l'île-de-France) en application de la loi de décentralisation. L'évolution des sommes consacrées aux bourses (12,2 %) doit accompagner la démocratisation de l'enseignement secondaire en permettant d'augmenter le nombre de bénéficiaires comme le montant des bourses (dès janvier 1984, dans les LEP) et en compensant, pour les boursiers, l'augmentation des tarifs d'internat et de demi-pension.

Dans l'enseignement supérieur, les emplois nouveaux seront au nombre de 780 contre 753 en 1983. Ce chiffre est important, à l'heure de la rigueur. L'objectif du ministre est d'assurer le développement des for-

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérants : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie du Monde, 5, rue de Valenciennes, PARIS-LX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37-337

ISSN 0395-1037

UNE EXPERIENCE PEDAGOGIQUE EN LOZERE

Classes de ville pour gamins des champs

De notre correspondant

Mende. — Les jeunes citadins apprennent à mieux connaître la campagne en faisant des séjours en classes vertes. Pourquoi ne pas inverser cette démarche et faire découvrir le monde urbain à des enfants qui fréquentent des écoles rurales à très faible effectif et vivent dans des villages ou des hameaux touchés par l'exode ? Tel est le sens de l'expérience pédagogique menée à Mende, dans le chef-lieu de la Lozère, le plus petit département de France.

« Chez nous, explique M. Jean Commet, directeur de l'école normale, la plupart des élèves ignorent la réalité de la ville. A la télévision, on leur montre des images de New-York ou de Paris. Pour eux, ce n'est pas la réalité de la ville, mais de la fiction. »

Les réactions des enfants au terme de leur séjour à Mende sont, à cet égard, instructives. « Tout m'a intéressé », raconte Thomas, onze ans et demi, qui a été émerveillé par les fresques ornant la cathédrale. Marie-Claude, dix ans, confie à sa sortie du musée : « J'ai cru que ça ne pouvait pas exister. » De son côté, Hervé, onze ans, affirme avoir été étonné par la pollution automobile et le bruit de la ville...

Les enfants ont visité une cabine d'autorail, la salle de radiographie de l'hôpital, assisté au tri du cour-

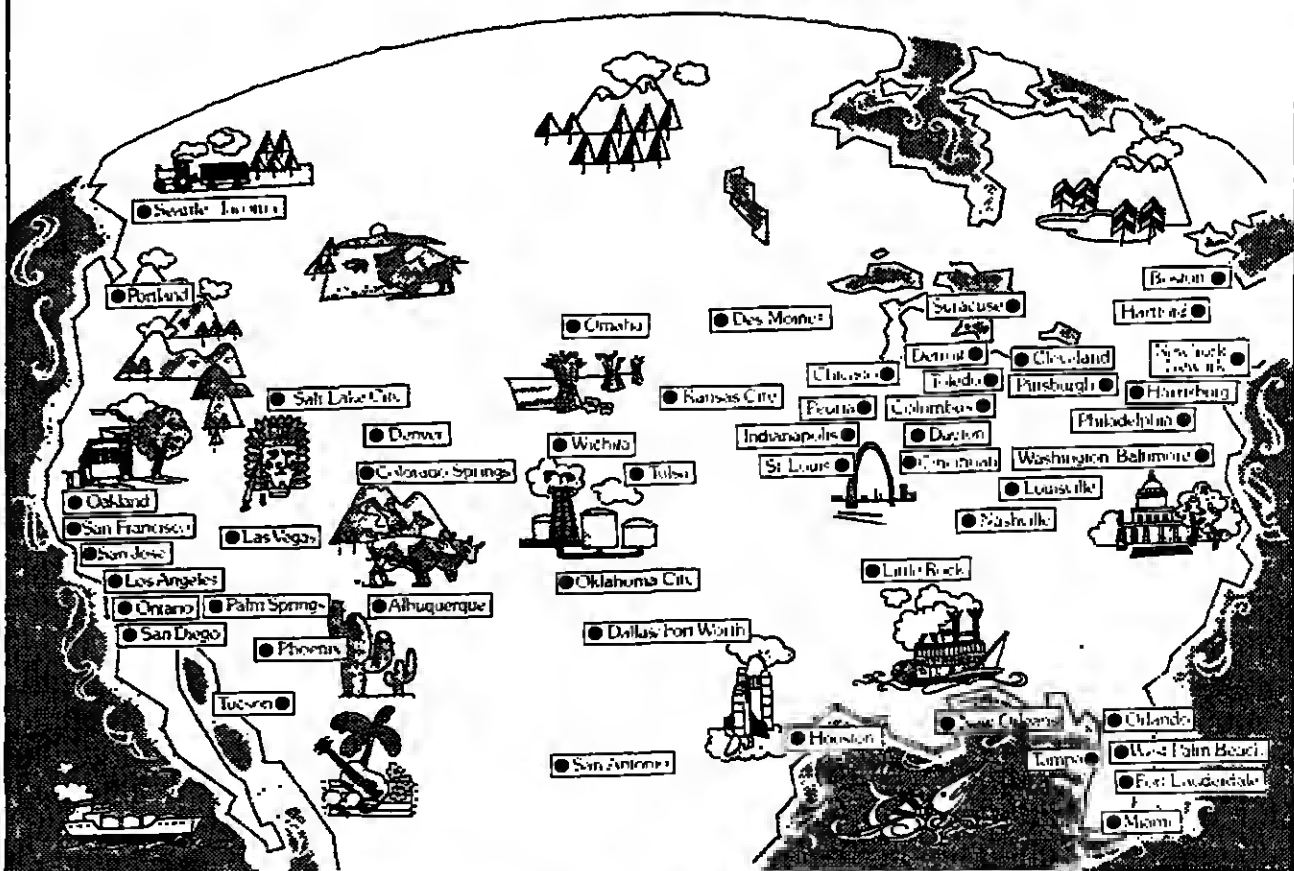
rier et au traitement par ordinateur des opérations bancaires. Des rencontres avec des responsables d'associations et des soirées au théâtre étaient également prévues. « Au début, explique M^{me} Claudine Boyer, l'enseignante chargée de suivre cette expérience, les élèves étaient timides, mais, très vite, ils ont posé des questions à leurs interlocuteurs. Il faut voir avec quelle aisance ils manipulent les caméras vidéo et utilisent les micro-ordinateurs dont ils ignorent totalement le fonctionnement. »

Pour le directeur de l'école normale, « il s'agissait de compenser les handicaps de communication dont ces enfants souffrent dans des classes où les effectifs sont faibles. Nous encourageons, dit-il, des séjours simultanés de deux ou trois petites écoles regroupant seize enfants âgés de cinq à onze ans. On veut ainsi favoriser les rencontres et créer des besoins d'échanges portant sur les données recueillies à Mende par les élèves au cours de leurs enquêtes. »

Durant l'année scolaire, il en résultera un échange de correspondance entre classes. Le travail de celles-ci sera présenté à Mende lors d'une exposition ayant pour thème « Un certain regard sur la ville ».

JEAN-MARC GILLY.

Les 50 villes de TWA.



C'est une exclusivité TWA. Avec TWA, vous partez de Paris vers 50 destinations américaines sans changer de compagnie.

TWA assure des vols directs, sans escale, 2 fois par jour vers New York, quotidiennement vers Boston et Washington. Sans perte de temps et à partir de ces mêmes aéroports, vous pourrez rayonner facilement et rapidement vers toute l'Amérique.

Et vous continuerez à profiter du confort et du service TWA.



TWA Classe Ambassador

Vous faites des économies avec TWAIRPASS.

Ne manquez pas d'acheter le biller TWAIRPASS. Pour \$ 399, il vous permettra de visiter jusqu'à 16 villes aux USA, comme bon vous semble.

Renseignez-vous auprès de votre agent de voyages TWA à Paris, ou Loisirs SA, l'Agent Général de TWA à Bordeaux, Lyon, Marseille, Nantes, Nice et Strasbourg.

Vous plaire nous plaît.





Olivetti France, 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75006 Paris

LES NOUVELLES MACHINES A ÉCRIRE ÉLECTRONIQUES OLIVETTI ET111-ET115

1.000.001

1.000.000 de machines à écrire électroniques Olivetti ont été vendues dans le monde à ce jour. Olivetti détient ainsi le record mondial. La première machine à écrire électronique au monde fut une Olivetti. En 1978.

Depuis, Olivetti n'a cessé de consolider son avance. La gamme Olivetti est la plus complète au monde : de très nombreux modèles, compatibles et évolutifs pour croître avec les besoins de l'utilisa-

teur tout en sauvegardant son investissement initial.

Aujourd'hui Olivetti prend une nouvelle avance. Sa machine N°1.000.001 est différente des précédentes : elle est entièrement électronique. La suppression des dernières parties mécaniques a donné naissance aux nouvelles ET111-ET115, des machines hautement professionnelles qui ouvrent le chapitre du deuxième million de machines à écrire électroniques Olivetti.

olivetti

العدد 1.000.001

humanis

luc

AU PALAIS DE L

TEUBA

A-Samba Rallye

Solara - Rancho

M. GÉRARD - 82

Humaniser les hôpitaux d'enfants

Plus de 870 000 enfants sont admis chaque année dans des établissements hospitaliers pour une durée moyenne de six à huit jours. C'est souvent une dure épreuve pour eux. L'hospitalisation peut entraîner des perturbations affectives et psychologiques, surtout si elle est longue, si le personnel soignant est insuffisant et si les parents sont peu présents.

Au cours d'une visite de l'hôpital pédiatrique de Bicêtre, un des fleurons des services français pour enfants, M^{me} Georgina Dufnux, secrétaire d'Etat à la famille, et M. Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé, ont exprimé le souhait que les innovations réalisées servent de modèles pour améliorer la vie de l'enfant à l'hôpital. Ils viennent d'adresser par une circulaire aux directeurs d'hôpitaux

et aux directions sanitaires une série de mesures destinées à prendre en compte les besoins psychologiques de l'enfant (voir encadré). D'autre part, un dépliant illustré, *Votre enfant à l'hôpital*, édité par le Comité français d'éducation pour la santé, sera distribué aux familles dans les services d'accueil des hôpitaux pour les inciter à participer activement à cette hospitalisation.

Avec la participation des parents

S... dix ans, est hospitalisé dans un service d'hématologie pour enfants. Atteint d'une maladie maligne du sang et affaibli de surcroît par une hépatite virale, il ne quitte plus son lit. Zahra, il ne parle pas français et garde les yeux rivés sur le panneau vitré de la porte du couloir. Le père d'un autre enfant passe la tête par l'encadrement de la porte. S... lui fait un signe de la main : il mime un avion... J'avais qui aurait pu le ramener au pays où les siens s'en sont retournés. Mais S... ne les reverra jamais et mourra à l'hôpital. Tout seul.

Détresse d'un enfant abandonné, dira-t-on. Mais S... n'est pas un cas particulier. Plus encore que celle d'un adulte, l'hospitalisation d'un enfant est toujours douloureuse, et la présence de sa famille peut alléger la solitude qu'il ressent. Conscients des effets néfastes de la séparation d'un enfant de son milieu de vie, certains établissements ont ouvert des salles de jeu, des classes pour poursuivre la scolarité, des ateliers de travaux manuels.

Les horaires des visites ont été adaptés : antérieurement, de 13 h 30 à 15 h et de 18 h 30 à 20 h, elles se déroulaient tout l'après-midi et, dans quelques cas, le matin. Pour que les parents puissent rester auprès de l'enfant, des chambres ont été installées dans certains services pédiatriques en fonction de l'espace disponible (1). Mais ces mesures ne sont pas généralisées. Elles posent des problèmes matériels et supposent une sensibilisation du personnel hospitalier à la psychologie des enfants.

Une angoisse communicative

A l'hôpital Saint-Louis, le professeur Bouron, cancérologue, responsable de l'hématologie, s'est particulièrement intéressé à l'accueil des familles dans le service pédiatrique où vingt-deux enfants sont traités par chimiothérapie. Dans les locaux style Assistance publique, rénovés grâce à des fonds privés de la Fondation de France et de la Ligue contre le cancer, six chambres d'enfants possèdent un lit supplémentaire pour un adulte. Un studio à également été aménagé pour une famille. Le séjour est gratuit en échange de quelques travaux ménagers. « Nous recommandons la présence d'un membre de la famille chaque fois que c'est possible, commente le docteur Leverger, jeune chef de clinique. Les parents, libres d'aller et de venir, apprécient généralement ce service », à la carte.

Et pourtant, il n'était pas facile d'admettre les visites extérieures

de ce département où le moindre microbe peut être fatal : les aplasies transitoires (diminution des plaquettes et des globules sanguins) créées par la chimiothérapie exposent le sujet à de graves infections contre lesquelles il ne peut se défendre. Par conséquent, sur la porte de chaque chambre, une notice invite le visiteur à revêtir une blouse et des bottes de papier. Dans l'unité stérile, réservée aux cas sévères, les visiteurs doivent respecter encore plus les règles d'asepsie en pénétrant sous la bulle de plastique qui isole l'enfant et où circule un flux d'air stérile.

Le père de M..., quatre ans et demi, et sa femme se relayent depuis trois semaines au chevet de leur petit garçon, après l'avoir retiré d'un hôpital de banlieue où les soins et l'accueil ne les satisfaisaient pas. Cet inspecteur des impôts vit depuis un an dans l'attente quotidienne des examens de sang, et, malgré de nom-

breux essais thérapeutiques, M... semble aujourd'hui reculer. Le père dit, épuisé : « Les médecins ne nous ont rien caché, et M... comprend très bien sa maladie. Un jour, après une consultation, il m'a dit : « Les microbes qui mangent mes cellules sont revenus ». Pourtant,

les discussions se poursuivent après.

Nous évoquons les nouveaux traitements, les soins ultérieurs, la perte des cheveux des enfants.

Pour aider l'équipe soignante à affronter l'anxiété des parents, tantôt agressive, tantôt désespérée, M^{me} Nicole Alby, psychologue, travaille dans le service d'hématologie pédiatrique de Saint-Louis depuis plusieurs années. Elle ne souhaite pas une présence obligatoire des parents, car certains ne le supportent pas et véhiculent une angoisse communicative. Parfois, elle doit les persuader de l'utilité de poursuivre un traitement dont le succès n'est pas assuré. « Certaines familles nous reprochent ouvertement ou non nos échecs. C'est tout à fait normal. La souffrance d'un enfant paraît toujours injuste, et celui-ci est un agresseur pour son entourage : on cherche malgré soi un coupable. Pour réparer... »

A l'hôpital de Bicêtre, le professeur Alagille, chef du service d'hématologie pédiatrique (maladie du foie), n'est pas favorable à la présence permanente des parents. Lors de la construction de l'hôpital pour enfants, ce « patron » renommé avait demandé qu'un étage soit réservé à l'hébergement, pour les familles, mais ce projet n'a pas été retenu par l'administration. Pourtant, la pathologie qui est soignée dans ce service est assez exceptionnelle (malformations des voies biliaires, anomalies vasculaires hépatiques...). Les enfants viennent de loin pour y être traités : pour les quatre cinquièmes, de province ou de l'étranger. Leurs familles sont donc logées dans des hôtels du Kremlin-Bicêtre ou dans des foyers (il en existe deux, l'un à Paris, la

résidence Magendie, et l'autre à Vanves, Le Rosier rouge).

« Au début, commente le professeur Alagille, nous avions autorisé les visites à n'importe quelle heure de la journée ; mais les infirmières se sont plaintes de ne pas pouvoir faire les soins. Je crois en effet que les enfants ne se comportent pas de la même façon en présence de leurs parents. Ces derniers font « écran » au personnel médical... »

Dans ce service, ouvert en 1981, inspiré de l'hôpital pour enfants de Saint-Germain-en-Laye, chaque étage a été minutieusement étudié : des panneaux de jolies peintures naïves, un espace « jeu relais » dans chaque salle d'attente, des chaises bleues et rouges à la bonne hauteur, le personnel en blouse de couleur, les petits malades vêtus de tenues gaies. Une « maison de l'enfant », au dernier étage de l'hôpital, sert de modèle pour de futures constructions hospitalières : un espace de 130 mètres carrés, où les enfants peuvent réaliser des travaux aux manuels, cuisiner, lire, étudier, et même jouer au ballon ou faire du patin à roulettes sur une terrasse, bâtie grâce aux fonds d'un laboratoire pharmaceutique. « Nous avons voulu faire oublier aux enfants leur maladie, poursuit le professeur Alagille. Quand les infirmières les font appeler dans les services, ils soupireront en disant : « Nous devons retourner à l'hôpital... »

La réaction du personnel

On n'a pas la même conception de la pédiatrie à l'hôpital Saint-Louis et à l'hôpital de Bicêtre. Dans le premier cas, les familles sont intégrées à la vie du service ; alors que, dans le second, qu'on pourrait qualifier de plus traditionnelle, elles sont un peu tenues à l'écart. Dans les autres hôpitaux, les services de pédiatrie sont encore différents : « Les familles nous posent toujours un problème, constate M^{me} Armand, surveillante du service pédiatrique de l'hôpital Louis-Mourier à Colombes, nous n'aurons pas la présence d'un parent que lorsque l'enfant va mal. Pour les visites, nous sommes plus tolérants, et nous n'empêchons jamais un parent qui travaille de venir embrasser son enfant... »

De nombreux psychiatres ont observé que des séparations peuvent nuire à l'équilibre de l'enfant : brèves, elles provoquent des réactions d'anxiété ; durables, elles entraînent un détachement et perturbent les relations familiales.

Tout se séparant, précise M^{me} Ginette Raimbault (hôpital Necker), s'inscrit dans un contexte particulier qui dépend d'une histoire véhiculée par les parents.

Tous les enfants ne sont pas, bien sûr, hospitalisés dans des circonstances aussi dramatiques et pour d'aussi longues périodes. Dans tous les cas, les problèmes que pose l'accueil des familles dans les services d'enfants méritent néanmoins d'être soulevés. En effet, l'accueil en pédiatrie est loin d'avoir partout la même qualité que dans les hôpitaux Saint-Louis et de Bicêtre. Mais on peut se demander comment les aménagements prévus par la circulaire ministérielle pourront être réalisés en période de restriction budgétaire.

M^{me} Olga Cachin, ancienne pédiatre à l'hôpital Necker, qui a participé à la rédaction de la circulaire ministérielle, remarque : « Il y a vingt-cinq ans, on vivait dans la hantise des infections. Les enfants hospitalisés étaient attachés à leur lit et ne voyaient leurs parents qu'à travers des vitres. Aujourd'hui, les conditions de vie à l'hôpital se sont améliorées, et les parents peuvent rester sur place. Le personnel hospitalier s'en accommodera-t-il ? »

CLAIRE SQUIRES.

(1) Des chambres parents-enfants existent à l'hôpital Antoine-Béclère, à Brétigny, à Saint-Vincent-de-Paul, à l'hôpital-Dieu, à Jean-Verdier, à Saint-Louis et à Trousseau pour l'Assistance publique de Paris.

UNE PREUVE EXPÉRIMENTALE

Le psychisme et l'évolution des maladies

Une série d'expériences conduites sur des étudiants en période d'examen et sur des conjoints durant les mois qui suivent le décès de leur épouse viennent d'apporter la preuve biologique de ce que le bon sens populaire soupçonnait de longue date, mais que le corps médical rangeait trop longtemps au rayon des mythologies absurdes, à savoir l'altération, voire l'effondrement, des défenses naturelles de l'organisme sous l'effet d'une tension ou d'une détresse nerveuse, de l'anxiété ou de la tristesse.

Ainsi s'expliquent la fréquence accrue des maladies - cancer en tête - lors des périodes douloureuses ou difficiles de l'existence, et sans doute, a contrario, le rôle important que jouent les conditions psychologiques, le moral et les rapports médecin-malade dans la guérison.

S... les soucis, l'inquiétude ou les chagrins ne conduisent ni à « fabriquer de la bile » ni à « ronger le sang », ils sont répercutés par le cerveau sur la zone d'intégration et de commande des réactions émotionnelles, ou hypothalamus, qui agit à son tour le fonctionnement de l'organisme et tout l'équilibre hormonal.

L'équipe du professeur Roger Guillemin a réussi l'an dernier à isoler et à synthétiser la substance que sécrète l'hypothalamus dans les situations de stress ; il s'agit d'un facteur dit C.R.F. qui déclenche la production par l'hypophyse de l'hormone (ou A.C.T.H.) qui stimule à son tour la production par les glandes surrénales de cortisol d'une part et d'adrénaline de l'autre. Ces deux produits surrénaux augmentent le métabolisme, la fréquence des battements cardiaques, le taux des sucres qui servent aux contractions musculaires nécessaires aux réactions de fuite ou d'attaque auxquelles incite l'agression, physique ou psychologique. Si ces réactions sont impossibles, un « état de stress » se constitue, avec des dégâts que l'on pourrait comparer à ceux d'un moteur de voiture lorsqu'on appuie sur l'accélérateur, tous freins bloqués...

Il était plus difficile encore d'identifier les éventuelles dégradations produites par cet état sur le système immunitaire qui assure les défenses de l'organisme contre les invasions étrangères, bactéries, virus ou cellules cancéreuses notamment. Parmi les divers moyens mis en œuvre à cette fin, certains globules blancs, ou lymphocytes, jouent un rôle majeur, soit par attaque directe de l'objectif (lymphocytes T), soit par la sécrétion d'anticorps qui détruisent les lymphocytes B.

Le choc du veuvage

La numération de ces éléments et la mesure de leur degré d'activité spécifique sont devenues possibles avec une grande précision grâce à des techniques complexes faisant intervenir, notamment, le comptage des substances radioactives incorporées à des stimulateurs de la réaction immunitaire (1).

Ces techniques ont été mises en œuvre par une équipe médicale new-yorkaise chez quinze sujets dont les épouses souffraient d'un cancer du sein au stade de la généralisation et qui se prêtèrent pendant trois ans à des examens de sang périodiques, visant à mesurer l'état de leur système immunitaire. Tous ces examens étaient normaux jusqu'au décès de l'épouse, et cela en dépit de l'angoisse qu'impliquait l'évolution chez un proche d'un cancer au stade terminal. Après le mort de l'épouse, en revanche, si le nombre des lymphocytes tueurs de cellules étrangères ou producteurs d'anticorps est resté normal, leur degré d'activité a subi une profonde altération, impressionnante surtout durant les deux premiers mois du veuvage.

Cet état de « dépression immunitaire » s'est peu à peu atténué, en quatre à quinze mois, pour retrouver ensuite un niveau normal, après la fin de la période dite de deuil, bien connue des neuropsychiatres. Il est plus que vraisemblable que cette altération, mise en évidence pour la première fois, explique l'augmentation frappante de maladies graves (dont l'éclosion de cancers) observée par plusieurs équipes mondiales chez les conjoints survivants dans la période d'un an suivant le décès de l'époux ou de l'épouse, et qu'elle explique aussi la mortalité accrue des veufs ou des veuves durant cette même période.

Il est vraisemblable, estime le docteur S. Schleifer et son équipe, que ces altérations des défenses immunitaires sont dues à une perturbation du fonctionnement cérébral et des relais neurohormonaux qu'il commande, provoquée par la détresse morale.

Une autre démonstration des effets destructifs du stress sur les défenses naturelles vient d'être apportée, presque simultanément, par une équipe de Boston qui a pris cette fois pour modèles d'expérience soixante-quatre étudiants d'une école dentaire avant, pendant et après leur période d'examen.

Les périodes d'examen

Les anticorps que produit l'organisme lors d'une agression étrangère ont été dosés à intervalles réguliers, dans la salive de ces étudiants volontaires, et cela durant toute l'année scolaire, allant de la rentrée de septembre à la fin du mois de juillet, après les examens. Chez tous les étudiants, le taux de production des anticorps (immunoglobulines A) avait diminué de façon très significative durant les trois périodes d'examen partiel, par rapport au reste de l'année universitaire et aux vacances.

En outre, de curieuses différences liées à la personnalité de chaque étudiant ont été notées : ceux dont le caractère est dominé par la nécessité de relations humaines chaleureuses, les plus sociables, avaient à tout moment un taux de sécrétion d'anticorps plus élevé que les autres, et donc des défenses naturelles meilleures. En revanche, ceux qui combinaient, aux tests de personnalité, un besoin important de pouvoir et de réussite, une forte ambition personnelle et des relations de camaraderie difficiles (inhibition) gardaient, après les épreuves des examens, un abaissement durable de leur sécrétion d'anticorps et de leurs défenses naturelles.

L'équipe de Boston explique ce fait curieux par l'importance du stress que représente l'inaction des vacances pour ceux qui ont un grand besoin de pouvoir et d'action et qui ont un tempérament peu sociable. Elle rapproche cette observation d'une autre étude récente montrant que « l'inaction engendre une réaction de stress particulièrement importante », accompagnée d'une augmentation du taux des hormones surrénales (ou corticostéroïdes) chez les individus hyperactifs et ambitieux.

Autrement dit, et chez ces sujets au profil psychologique particulier, qui les rend hautement vulnérables aux accidents cardiaques, tant la compétition que l'inaction engendrent un abaissement des défenses naturelles et une réaction de stress, et l'action est, chez eux, un besoin absolu.

Il reste à comprendre comment l'anxiété, le chagrin ou les tourments de la vie quotidienne influent sur le système immunitaire, afin de pouvoir atténuer leurs conséquences. De nombreuses expériences sont en cours à ce sujet sur l'animal, qui prouvent la complexité d'un phénomène dont il vient d'être démontré (revue américaine Science du 23 septembre 1983) qu'il se produit même chez des rats privés de leurs glandes surrénales, et il doit impliquer non un schéma simple comme celui qu'avait décrit le Canadien Selye, mais des mécanismes multiples que devraient éclairer les recherches sur les liens existant entre la neurobiologie et l'immunologie.

Ces travaux permettront de mieux comprendre la nature de l'influence qu'exerce le moral des malades sur l'évolution de leur maladie et les liens mystérieux qui régissent l'imbrication étroite de la vie des organes et de celle de l'esprit (2).

D'ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

(1) Ce même type d'examen permet de faire le diagnostic du SIDA, maladie qui se traduit par un effondrement des défenses naturelles.

(2) Un jeune auteur suisse, décédé d'une affection maligne du sang, a décrit de façon remarquable les liens existant entre les tourments familiaux et l'évolution des maladies physiques et psychiques (Mars, de F. Zorn, Gallimard).

Dix recommandations

La circulaire ministérielle du 1^{er} août 1983, relative à l'hospitalisation des enfants, recommande notamment de :

- 1) Éviter les hospitalisations non strictement nécessaires en leur préférant des alternatives : consultations externes, hospitalisations de jour ou de nuit. La durée de l'hospitalisation doit être réduite au minimum ;
- 2) Expliquer à l'avance à l'enfant et à ses parents, en dehors des admissions en urgence, la raison de l'hospitalisation et sa durée approximative, la nature des examens ;
- 3) Accueillir l'enfant et ses parents à l'admission : en installant si possible des urgences autonomes de pédiatrie et en organisant un accueil chaleureux ;
- 4) Admettre l'enfant avec un de ses parents quelle que soit la nature de sa maladie ;
- 5) Faire participer les parents : soins de la vie quotidienne, initiation aux soins infirmiers simples

etels que les pansements, mise au point d'un régime alimentaire ;

6) Adapter les soins et les conditions de traitement à l'âge de l'enfant et l'y préparer : expliquer à l'enfant les actes pratiques, faire preuve de tact, car les enfants, même très jeunes, comprennent les propos d'adultes, mais ils peuvent mal les interpréter ;

7) Améliorer les conditions de séjour : distractions organisées par des bénévoles ou des associations, scolarisation, présence souhaitée de psychologues, des interprètes pour les étrangers ;

8) Assouplir les horaires des visites (décret du 14 janvier 1974) ;

9) Informer les parents de l'état de l'enfant, indiquer la mesure responsable à laquelle ils peuvent s'adresser ;

10) Préparer la sortie : aides financières, travailleur familial, mode de garde...

AU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE
ENTRÉE LIBRE AUX

Conférences d'initiation à la science moderne

Informatique, astronomie pratique, science de la terre, physique.
A PARTIR DU 8 NOVEMBRE 1983, A 18 HEURES.
Programme détaillé sur demande.

Avenue Franklin D. Roosevelt, 75008 Paris - 359-16-65

NEUBAUER

Profitez de conditions exceptionnelles
sur les derniers modèles 1983
encore disponibles

104 - Samba Rallye - Samba GLS
Solara - Rancho et 604

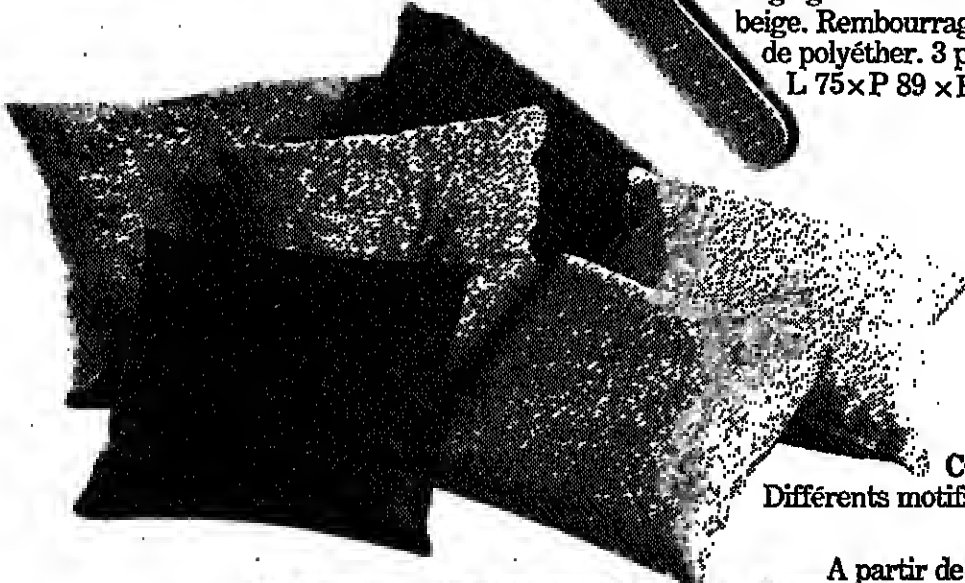
M. GÉRARD - 821-60-21

C 14.10.1983

Merci les Radins!



KONGA
Boîte à outils.
Bois non traité. **25F**



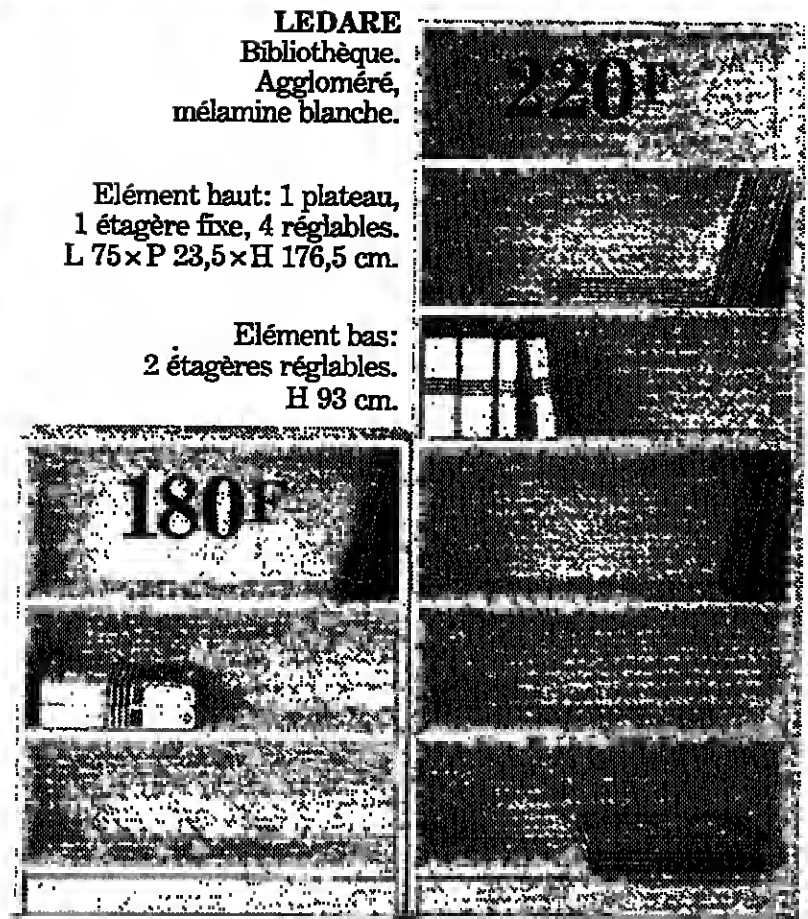
KUTTER
Fauteuil. Structure
hêtre, vernis incolore.
Revêtement coton/chanvre
de réglage.
beige. Rembourrage en flocons
de polyéther. 3 positions
L 75 x P 89 x H 90 cm. **295F**

COUSSINS
Différents motifs et coloris.
A partir de **22F**



KORPI - Table à rabat.
Sapin massif naturel,
verniss incolore. 1 abatant
120/170 x 75 x H 74 cm.
590F

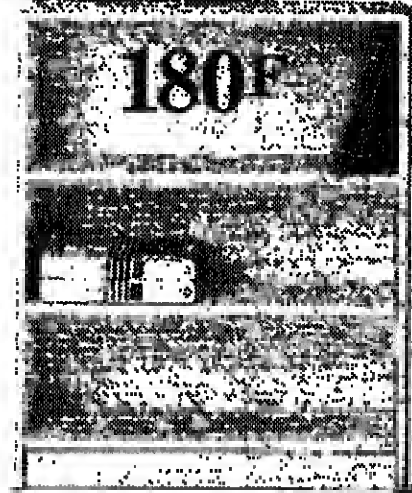
170F
l'unité.
Chaise.
L 44 x P 46 x H 82 cm.
(2 par emballages).



LEDARE
Bibliothèque.
Aggloméré,
mélangé blanc.
220F

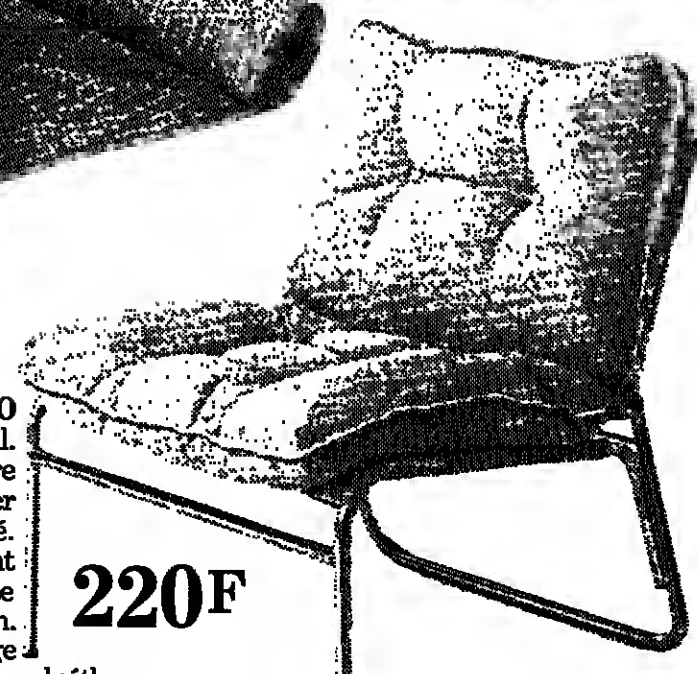
Elément haut: 1 plateau,
1 étagère fixe, 4 réglables.
L 75 x P 23,5 x H 176,5 cm.

Elément bas:
2 étagères réglables.
H 93 cm.



ENSEMBLE
ASSAISSEMENT
bois massif non traité. **20F**

TUA - Tissus au mètre.
4 coloris. 100% coton.
15F
le m.



BIBO
Fauteuil.
Structure
tube acier
chromé.
Revêtement
coton/fute
écru ou brun.
Rembourrage
en flocons de polyéther.
L 67 x P 82 x H 81. **220F**

**TOUS LES DIMANCHE,
LE RESTAURANT IKEA EVRY
VOUS OFFRE UN MENU COMPLET
(ENTREE, PLAT, DESSERT)
POUR 19,50F***

Etonnant. Oui, chez IKEA, nous sommes étonnés devant le nombre de radins que l'ouverture de notre magasin d'Evry a pu attirer. C'est vrai, que l'affiche était alléchante. Pour les jeux, les concours, les cadeaux, maintenant c'est trop tard. Mais la fête continue,

elle est permanente chez IKEA. Il vous suffit de prendre votre voiture (ou mieux, celle des amis, parce que c'est moins cher). Direction l'autoroute du sud. Et sortie Aire de Lisses. Une fois chez IKEA, vous choisissez, parmi les 22.000 m² de meubles, tout ce qui

vous plaît. Vous emportez démonté (pas vous, le meuble...). Un coup de voiture. Vous êtes chez vous. Vous montez le meuble. Et voilà. Avec les prix IKEA, quelque chose nous dit que notre magasin d'Evry va vite devenir le rendez-vous des radins.

**IKEA EVRY - AUTOROUTE DU SUD
SORTIE AIRE DE LISSES TEL. (6) 497.66.65.
Lun., Mar., Mer., Ven.: 11-20 h - Jeu.: 11-22 h
Sam.: 9-20 h - Dim.: 11-19 h.
RESTAURANT - PARADIS D'ENFANTS**



**IKEA BOBIGNY - CENTRE COMMERCIAL
BOBIGNY 2 - TEL. (1) 832.92.95
(à 5 mn de la Porte de Pantin)
Lun., Mar., Mer.: 11-20 h - Jeu. et Ven.: 11-22 h
Samedi: 9-20 h**

**IKEA LYON - CENTRE COMMERCIAL
DU GRAND VIRE VAULX EN VELIN**

Ils sont fous ces Suédois

SPORTS

LES HOMMES DU P.S.G.

Luis Fernandez, l'idole des Minguettes

Luis Fernandez se souvient de l'époque où il tapait la balle sur le « gazon » des Minguettes. A une époque où les vedettes du sport ont succédé aux personnages de légende dans les rêves d'adolescents, la métamorphose et la réussite de Luis Fernandez, ce jeune émigré espagnol relèvent encore d'un conte de fées.

L'histoire de la famille Fernandez commence comme celle de tous les « desperados » chassés de leur terre par la misère. Quand Luis, troisième garçon d'une famille de six enfants nait à Tarifa, une petite bourgade de l'extrême Sud de l'Espagne, le père, ouvrier agricole, comprend qu'il doit trouver une autre contrée plus hospitalière. Son père se terminera en Catalogne, où il meurt.

Avec sa mère et ses cinq frères et sœurs, Luis se retrouvera dans la région lyonnaise, où vivaient déjà deux de ses tantes. Les Fernandez seront alors parmi les premiers à habiter la nouvelle ZUP des Minguettes. On ne parle pas encore des « étés chauds », mais Luis découvre là-bas d'autres « laissés-pour-compte » : ceux de la civilisation industrielle.

Des Minguettes, Luis Fernandez garde le souvenir d'« immeubles construits sans se préoccuper du reste : les espaces verts, les terrains de sport, les salles de réunion ». Le chômage y touche une bonne partie de la population, composée en majorité d'immigrés. Mais les Minguettes lui rappellent surtout ses vrais amis d'enfance et les milliers d'heures passées à taper dans un ballon. « Là-bas », dit-il, « quatre-vingt-dix-neuf pour cent des jeunes aiment passionnément le football ».

La blessure d'Alves

Pour Luis Fernandez, guère motivé par les études, le football est d'ailleurs le seul moyen d'échapper à cet univers. Sous le maillot de l'A.S. Minguettes, ou son frère Jean-Louis est entraîneur, il commence à faire parler de lui. C'est alors qu'il prend conscience du handicap d'être étranger. Après deux essais à Avignon et à Nancy, il est enfin retenu au Centre de formation du Paris-Saint-Germain... à condition de demander sa naturalisation. Il devra attendre plus de trois ans à cause d'une « bêtise » faite quelques années plus tôt.

■ L'équipe de France de football qui rencontre celle d'Espagne, le 5 octobre au Parc des Princes à Paris, aura la composition suivante : Bats, Ayache, Le Roux, Trésor, Zanon, Fernandez, Ferreri, Platini, Lemoult, Rocheteau, Bellone.

CETTE ANNEE AVEC PARISTENNIS, L'HIVER SERA COURTS, COURTS, COURTS

ENTRAÎNEMENTS HEBDOMADAIRES POUR ADULTES ET ENFANTS TOUS NIVEAUX

PARISTENNIS 51 Avenue du Général de Gaulle PARIS 17^e 628.02.32

LE PLUS CÉLÈBRE IMPERMÉABLE DU MONDE NE VAUT QUE 1360 F*



Burberry

PARIS : 80 MALESHERBES - 3^e 55 RUE DE RENNES - 6^e 16 RUE DE PASSY - 16^e

LYON : 100 RUE DE LA REPUBLIQUE - 69^e 100 RUE DE LA REPUBLIQUE - 69^e

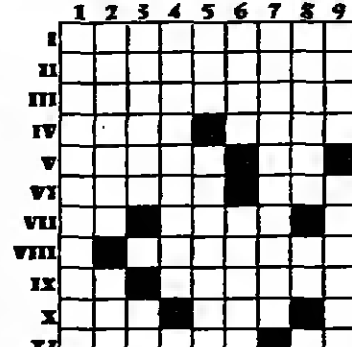
STRASBOURG : 100 RUE DE LA REPUBLIQUE - 67^e 100 RUE DE LA REPUBLIQUE - 67^e

BORDEAUX : 100 RUE DE LA REPUBLIQUE - 33^e 100 RUE DE LA REPUBLIQUE - 33^e

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3551



HORizontalement

1. Le cancer de l'administration. — II. On y élève des petits qui deviendront peut-être de grandes perches. — III. Donnant des vapeurs à Madame Sans-Gêne. — IV. Éléments de chaplet dans les régions méditerranéennes. Qui ont récolté les fruits d'une campagne fertile. — V. Débordements de lits intempêtes. Forme d'avoir. — VI. Pauvre diable qui se prend parfois pour un dieu. Genre de paille. — VII. Article en exclusivité. Fait retour à l'envoyeur non sans franchise. — VIII. Tel un sujet qu'on ne peut acheter parce qu'invendable. — IX. Nous fait bonjour en entrant dans notre jeu. Les grandes vont à la parade, les petites restent à la maison. — X. Qui manifeste des idées roses ou co passe de devenir noir. Article ou présentatrice d'articles. — XI. C'est parfois, pour un scribe, remplir doublement son rôle. Personnel.

VERTICALEMENT

1. Sortie en plein air. — 2. Agent très attaché à son métier. Ne tient debout que lorsqu'il est complètement bourré. — 3. A souvent joué les utilités dans *Brilliantiss...* Fin d'infinitif. — 4. Pointure de cuir. — 5. Météo. Même si les raisons de sa panne sont claires, ses effets sont toujours obscurs. — 6. Oreille dure. Produit de beauté pour Schéhérazade. — 7. Élément favorable aux longs exposés de certaines gazettes. — 8. Rigole dans un milieu souvent triste. Note. — 9. Souvent définies avec exactitude, jamais délimitées avec précision. Rafraîchissement avec glaçons.

Solution du problème n° 3550

Horizontalement

1. Moutonnerie. — II. Inanition. — III. Nô. Aère. — IV. Occurrence. — V. Rue. Cl. EV. — VI. Ils. Encre. — VII. Ta. FM. — VIII. Etirpés. — IX. Hés. Ais. — X. Do. Goulou. — XI. En. Encre.

Verticalement

1. Minorité. Dê. — 2. Inoculation. — 3. Na. Ces. Ré. — 4. Un. Singe. — 5. Tierce. Paon. — 6. Etreinte. Ue. — 7. Rien. Salé. — 8. Io. Conf. Ion. — 9. Enlèvement.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

JEUDI 6 OCTOBRE

« Les châtiments », 10 h 30 et 15 h 30, musée du Louvre. — « Le musée Cognac-Jay », 14 h 45, 25, boulevard des Capucines, M^{me} Hulo. — « Balzac », 15 heures, 47, rue Raynouard, M^{me} Bouquet des Chaux. — « La place Royale », 15 heures, centre de la place, M^{me} Brossier. — « Les Halles », 15 heures, métro Rambuteau, M^{me} Colin. — « Hôtel de Miramion », 15 heures, 47, quai de la Touraille, M^{me} Dubessy. — « Le musée Carnavalet », 15 heures, 23, rue de Sévigné, M^{me} Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le musée Gustave Moreau », 14 h 30, 14, rue de La Rochefoucauld (Approche de l'art).

« Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Arts et curiosités de Paris).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Daru (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Les Filaneries).

« La Dame à la Licorne », 15 heures, 6, place Paul-Painlevé, M^{me} Hauller.

« Hôtel de Bréquigny », 15 heures, 12, rue Charles-V (Histoire et archéologie).

« Cent tombeaux de musiciens célèbres », 13 h 30, 10, avenue du Père Lachaise, M^{me} de Langlade.

« Les plus vieilles maisons de Paris », 14 h 30, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Un atelier d'œuvres », 15 heures, 40, rue Pascal (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

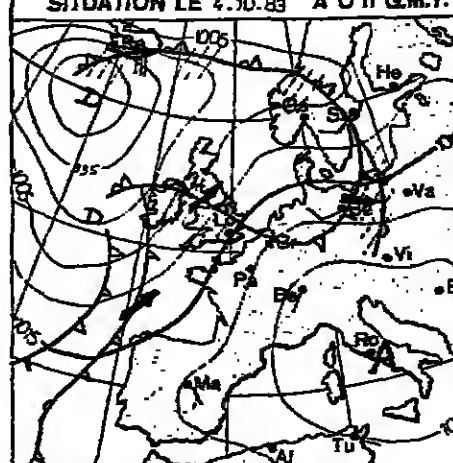
AUTOMOBILE

SÉCURITÉ. — L'Automobile-club de l'Ouest offre aux automobilistes de Paris et de la région la possibilité de faire contrôler gratuitement leurs véhicules en divers points de la capitale, entre le 4 et le 15 octobre. Cette vérification technique portera sur la signalisation, la pollution et les pneus.

* 31, avenue de Friedland, 75008 Paris. Tél. : 563-68-62.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 4.10.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 4 octobre à 0 heure et le mercredi 5 octobre à 0 heure.

La pression sera en légère baisse. L'anticyclone se décalant un peu vers le Sud-Est, un front associé à la dépression de mer du Nord pénétrera sur la France, donnant des ondées éparpillées sur la moitié nord-ouest du pays.

Mardi : la matinée débutera sous un ciel légèrement brumeux sur la plus grande partie du pays. Des nuages arrivés dans la nuit sur la Bretagne y donneront quelques ondées locales. Sur les autres régions, temps ensoleillé.

Au cours de la journée, le mauvais temps gagnera la moitié de la France, en soirée la zone de pluie sera entre les Charentes au nord du Massif Central et aux Vosges. Quelques orages locaux éclateront au nord-est de la Seine.

Sur la Bretagne et la Normandie, des éclaircies se développeront à nouveau en milieu d'après-midi. La moitié sud-est du pays continuera à profiter du soleil et de la chaleur.

L'après-midi, 20 à 30 degrés du Nord au Sud ; le matin, toujours 12 à 15 degrés en toutes régions. Le vent de sud-ouest se renforcera au passage de la ligne de grains.

Situation générale : un front d'activité dépressionnaire affecte le pays des Charentes au Nord-Est jeudi. Vendredi, une légère hausse du champ de pression protège temporairement la majeure partie du pays d'une perturbation atlantique. Le front froid de cette perturbation balayera samedi la moitié nord-ouest du pays.

Prévisions pour la période du 6 au 8 octobre.

Jeudi : le temps sera ensoleillé sur la Provence et le sud des Alpes. Il sera très nuageux partout ailleurs, avec des pluies faibles et intermittentes sur les Charentes au Massif Central, aux Alpes du Nord et au Nord-Est. Les températures seront stationnaires.

Vendredi : quelques averses sont possibles en Corse. Un temps nuageux affectera les côtes de la Manche et de la mer du Nord. Ce temps deviendra couvert avec une aggravation plus ou moins de la Bretagne au Cotentin le soir.

Samedi : après un passage pluvieux assez marqué, le temps sera assez nuageux avec des averses et un refroidissement de 2 à 3 degrés sur la moitié nord-ouest du pays. Ailleurs, à l'exception de la Provence où le ciel restera dégagé, le temps deviendra de plus en plus nuageux.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 octobre 1983 à 7 heures, de 764 millibars, soit 1 017,8 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 octobre ; le second le minimum de la nuit du 3 octobre au 4 octobre) : Ajaccio, 25 et 13 degrés ; Biarritz, 31 et 24 ; Bordeaux, 29 et 16 ; Bourges, 28 et 13 ; Brét, 20 et 15 ; Caen, 27 et 18 ; Cherbourg, 21 et 15 ; Clermont-Ferrand, 29 et 14 ; Dijon, 22 et 13 ; Grenoble, 26 et 12 ; Lille, 24 et 14 ; Lyon, 26 et 15 ; Marseille-Margiane, 24 et 15 ; Nancy, 23 et 10 ; Nantes, 26 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 24 et 18 ; Paris-Le Bourget, 26 et 15 ; Pau, 30 et 12 ; Perpignan, 24 et 17 ; Rennes, 25 et 14 ; Rouen, 24 et 19 ; Tours, 26 et 13 ; Toulouse, 28 et 19 ; Poitiers-Piire, 32 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 24 degrés ; Amsterdam, 21 et 13 ; Athènes, 21 et 11 ; Berlin, 19 et 18 ; Buenos Aires, 25 et 23 ; Le Caire, 32 et 12 ; Les Canaries, 27 et 21.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 3 et mardi 4 octobre :

DES DÉCRETS

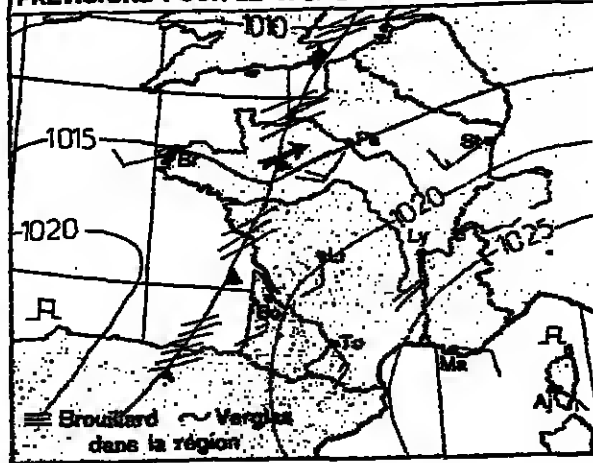
● Relatif aux recours en matière de recouvrement des prestations d'aide sociale à domicile et des sommes versées pour la prise en charge du forfait hospitalier journalier.

● Portant publication de l'accord sur les relations cinématographiques entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada (ensemble une annexe), signé à Ottawa le 30 mai 1983, et de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement du Canada relatif à la promotion de projets de coproduction cinématographique, signé à Paris le 11 juillet 1983.

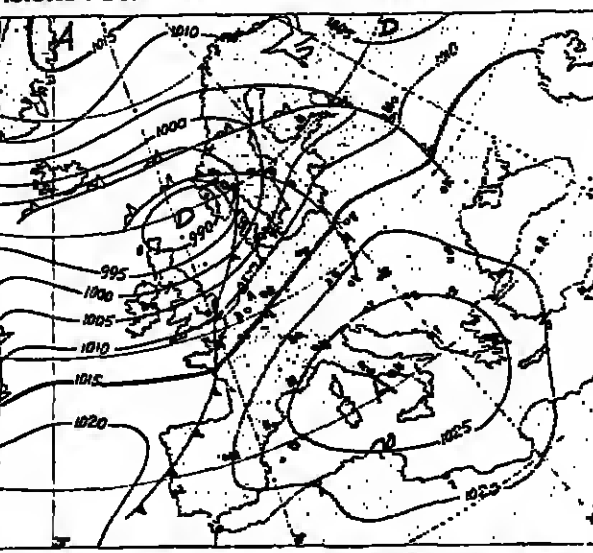
UN ARRÊTÉ

● Relatif à l'organisation de la section française des expositions internationales de Tsukuba (Japon) en 1985 et de Vancouver (Canada) en 1986.

PRÉVISIONS POUR LE 5.10.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 5 OCTOBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



21 : Copenhague, 15 et 11 ; Dakar, 31 et 27 ; Djibouti, 28 et 19 ; Genève, 22 et 10 ; Jérusalem, 22 et 16 ; Lisbonne, 30 et 16 ; Londres, 20 et 14 ; Luxembourg, 21 et 12 ; Madrid, 28 et 13 ; Moscou, 9 et 0 ; Nairobi, 27 et 13 ; New-York, 26 et 17 ; Palma-de-Majorque, 27 et 14 ; Rome, 24 et 14 ; Stockholm, 10 et 7 ; Tchern, 29 et 20 ; Tunis, 26 et 18.

[Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.]

MODE

New-York, Bordeaux, Paris

A deux semaines des présentations des collections d'été des couturiers et créateurs, une même silhouette faite de désinvolture sportive, de confort seyant et d'un zeste d'exotisme, s'impose à New-York, à Bordeaux et à Paris.

New-York. — Dans son spacieux studio situé à l'angle de la 11^e Avenue et de Broadway, Perry Ellis, arbitre de la mode masculine et féminine outre-Atlantique, peaufine les derniers détails d'une silhouette d'été aux lignes douces, à base de grandes vestes basculées, sur corsages ceinturés et jupes-culottes tombant droit. La facture est moderne, seuls les bibi, escarpins et ourlets sous le mollet évoquent l'élégance des années 30. Il est contre la mode panoplie, préférant laisser à ses clientes le soin d'équilibrer leurs proportions au se mirant, comme les Françaises, dans un miroir à trois faces.

Ses tissus, en fibres naturelles gris argile, bois blond, marine, éclairés d'écrus, se retrouvent dans ses collections masculines, plus flamboyantes, conçues pour permettre le mouvement. Lors de son prochain voyage à Paris, il veut se re-tremper dans l'atmosphère parisienne — des Tuileries à la place Vendôme, — mais compte aussi découvrir Grasse pour donner corps à ses projets de parfums, dont la sortie est prévue en 1985.

Bordeaux : Amanda est l'œuvre d'Odile Gamero, qui de son atelier-boutique 9, rue Jean-Jacques-Rousseau, 33000 Bordeaux. Tél. : (56) 44-45-60, crée, au gré de son imagination, des modèles de prêt-à-porter et sur mesure, dans ce style léger et désinvolte qui habille si bien pendant plusieurs saisons. Ses quarante-cinq modèles d'hiver (1 000 francs à 4 000 francs environ) — du survêtement de jogging orné de son papillon fétiche en deux-pièces scintillant du soir — ont été défilés, dans le cloître de l'église abbatiale de Saint-Émilion, au cours du vernissage de l'exposition « 38 artisans d'Aquitaine ». Cette manifestation regroupée, jusqu'au 16 octobre, les artisans de vingt-neuf disciplines dont on peut acheter les productions.

Paris : une nouvelle maison de couture rejoint la moyenne d'âge des vingt-trois titulaires de griffes prestigieuses. Il s'agit de l'association de Didier Le-coanet, vingt-huit ans, et Héloïse Sager, vingt-six ans, originaires de New-Delhi. Ils se sont connus sur les bancs de l'École de la chambre syndicale de la couture et ont été pignon sur rue dans le prêt-à-porter, 84, faubourg Saint-Honoré. Un hôtel de trois étages abrite la haute couture, 5, rue Lamenais. Leur style s'inspire des formes nettes des arts déco et des silhouettes éthérées des estampes japonaises, la tout agrémenté de broderies somptueuses dignes des palais du Rajasthan.

NATHALIE MONT-SERVAN.

PRÉCISION. — Burberrys pratique pour ses imperméables les mêmes prix en diffusion que dans ses boutiques, où l'éventail de modèles est plus important. Un service d'après-vente se charge, en outre, du nettoyage et de la réimperméabilisation, du changement de boutons, voire de la pose gratuite d'initiales brodées.

Artisanes

Elles sont huit mille en France, les couturières dont M^{me} Françoise Mitterrand a pu apprécier la qualité, lors du défilé de l'Union nationale artisanale de la couture et des activités connexes. Cent-vingt modèles réalisés dans les différentes régions de France ont été présentés.

Les formes reprennent, les tenues actuelles, sans référence spécifique à un couturier ou à un créateur. Il semble, en effet, que les clientes recherchent le détail original : découpes, plissés et incrustations. Les fourrures sont traitées avec goût comme les tuniques à pantalons et les tailleurs ceinturés. Les ensembles de jour sont mieux définis que les robes de crépuscule et du soir, à l'exception des robes brodées et perlées marseillaises.

Sur le plan pratique, les couturières préfèrent fournir le tissu des vêtements à confectionner. Selon les villes et les régions, il faut compter 1 200 F environ pour un chemisier de soie à boutonniers brodés à la main représentant huit heures de travail. Le tailleur de belle laine occille entre 2 000 F et 4 000 F : la robe du soir, toujours en soie, entre 2 500 F et 6 000 F. — N. M.-S.

* L'UNACA peut fournir les noms et adresses de ses adhérents à travers la France. Tél. 266-92-07.

الطريق إلى...

CARNET

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE-TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Remerciements

M^{me} Bobowski, dite « Bob », remercie les nombreux amis de leurs marques de sympathie lors du décès subit, à domicile, le 18 septembre 1983, de son regretté patron.

M. Henri CYWINSKI.

Services religieux

L'Union nationale de l'arme blindée, cavalerie, chars, 39, rue Caumartin, 75009 Paris, fera célébrer un service religieux à la mémoire des

Morts pour la France

de la cavalerie, des chars et de l'arme blindée, et des anciens de l'arme blindée au cours de l'année, le dimanche 16 octobre 1983, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides.

Communications diverses

Les grandes conférences de Paris ouvrent, à partir du 10 octobre, un cycle consacré aux grands courants religieux et politiques. Ces conférences, suivies d'un débat, auront lieu le deuxième lundi de chaque mois, à partir de 18 h 30. Elles accueilleront notamment Mgr Eyt, recteur de l'Institut catholique; M. René-Samuel Sirat, grand rabbin de France; M. le pasteur Maury, président de la Fédération protestante de France; M. Jacques Berque, professeur au Collège de France; M. Paul Gourdou, grand maître du Grand-Orient de France.

★ Grandes conférences de Paris, 65, rue de Provence, 75009 Paris.

ROBLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

Naissances

M^{me} Talar CHERIF et M^{me} née SI-TAYEB partagent avec leurs parents et amis la joie d'annoncer la naissance de

Kahina,

le 3 octobre 1983, à Saint-Cloud.

M^{me} Ann-Carol WERQUIN, née DEMANGEON et Clary ont le plaisir d'annoncer la naissance de

Jane,

à Paris, le 12 septembre 1983.

9, rue de Châteaudun, 75009 Paris.

M. et M^{me} Paul DEMANGEON, 24, rue de la Métairie-de-l'Oiseau, 34000 Montpellier.

Antoine MAFFET et Florence SIREL sont heureux d'annoncer la naissance de

MAUD,

Paris, le 24 septembre 1983.

12, rue Marguerite, 75017 Paris.

Mariages

On nous prie d'annoncer le mariage de M. Renaud PAQUIN, fils et beau-fils de M^{me} Wally Karveno et de M. et M^{me} Bernard Paquin avec

M^{me} Amanda WILSON, fille et belle-fille de M^{me} Vivien Wilson et de M^{me} et M^{me} Charles Wilson, qui sera célébré dans l'intimité le samedi 15 octobre.

Décès

WILLIAM SESTON

On nous prie d'annoncer le décès de

M. William SESTON, membre de l'Institut, professeur honoraire à la Sorbonne,

survenu, le 2 octobre 1983, à Mazamet (Tarn), à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

« Soyez heureux dans l'espérance », (Romain XII, 12.)

De la part des familles Seston, Escande-Seston, Monnier, Prade, parents et alliés.

5, rue Valentin-Habry, 75015 Paris.

(Né le 2 juin 1900, à Lavette (Gard), William Seston a été élève de l'École normale supérieure et de l'École française de Rome. Agrégé d'histoire et de géographie, docteur en lettres, il a enseigné au lycée de Marseille, en 1928, puis dans les universités de Strasbourg (1929), de Bordeaux (1931) et de Montpellier (1941). De 1944 à 1969, il a été professeur d'histoire romaine à la faculté des lettres de Paris. Membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres) William Seston a composé un ouvrage à « Dictionnaire et la réécriture ».)

On nous prie d'annoncer le décès de docteur André BLUM, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918 avec palmes.

De la part de M^{me} André Blum, M^{me} Jacqueline Ulmo, M^{me} Claude Blum, M. et M^{me} Roger Guyonnet, Nicolas et Nathalie, 75, rue Dutoit, 75015 Paris.

M^{me} Alain Bomier, son épouse, Maxime et Cyrille Bomier, ses fils, Gérard Bomier, son frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès subit de

M. Alain BOMIER, chevalier des Palmes académiques,

le 26 septembre 1983. Les obsèques ont eu lieu le 29 septembre 1983, au cimetière du Montparnasse.

38, rue des Arcades, 77380 Combe-la-Ville.

On nous prie d'annoncer le décès de M. Lucien BOSSEVAIN, secrétaire général honoraire de la chambre de commerce de Poitiers.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale.

ENVIRONNEMENT

« Amoco-Cadiz ». — La Cour suprême des États-Unis a décrété, le 3 octobre, que le constructeur espagnol du pétrolier Amoco-Cadiz, dont le naufrage en mars 1978 avait provoqué une très grave marée noire sur les côtes bretonnes, pouvait être poursuivi devant la justice américaine. La Cour a ainsi confirmé deux jugements précédents qui avaient rejeté les arguments de la compagnie Astilleros Espanoles — le chantier naval visé — selon lesquels le tribunal de Chicago (Illinois) n'était pas compétent pour juger l'affaire. — (A.F.P.)

Le conseil d'administration Et les membres de l'Afric, ont la grande tristesse de faire part du décès de

docteur Ange CONDORET, leur président,

survenu à Bordeaux, le 1^{er} octobre 1983.

Les obsèques ont lieu le mardi 4 octobre 1983, à 10 h 30, en l'église de Saint-Louis, suivies de l'inhumation à Biais-Villeneuve-sur-Lot, à 17 heures.

(Né le 31 août 1923 à Pespignan, Ange Condoret était vétérinaire et président de l'Association française d'information et de recherche sur l'animal de compagnie. Il était un spécialiste des études psycho-sociologiques et des relations entre l'animal et les enfants. Ses recherches dans ce domaine ont intéressé de nombreux médecins et pédagogues en France et à l'étranger, notamment dans les pays anglo-saxons. Il avait noué des relations régulières avec des chercheurs du Centre d'études des interactions entre les hommes et les animaux de l'université de Pennsylvanie.)

M. et M^{me} Charles de Torhout, M. et M^{me} Boni de Torhout, M. Louis de Torhout, M. et M^{me} Bernard Boutry, M. et M^{me} Nicolas Alechinsky, M. et M^{me} Pascal Delaplace, leurs enfants et petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur d'annoncer le décès de leur mère et grand-mère

la princesse Nigridina de TORHOUT, veuve de M. Michel Breal, ancien ambassadeur de France.

Les obsèques ont eu lieu le 3 octobre 1983, dans la plus stricte intimité. Cet avis tient lieu de faire-part. Le prêtre Francis, 41190 Herbault, 51, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris.

M^{me} Anna Holman, son épouse, M^{me} M. Krzewinski, sa fille, M^{me} Alain, Roland et Didier Krzewinski, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Israël HOLCMAN, survenu, à Paris, le 25 septembre 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

On nous prie d'annoncer le décès de

Père Guy LÉGER, dominicain,

survenu le 1^{er} octobre 1983 à l'âge de soixante-six ans.

Ses funérailles seront célébrées le jeudi 6 octobre 1983, à 10 heures, en l'église conventuelle de Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, Paris-13^e.

De la part

Du Rosa provincial des dominicains de la province de France, Des dominicains du couvent Saint-Jacques, De sa famille.

M^{me} Claude Mas, son épouse, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude MAS, ancien combattant, croix de guerre,

survenu le 1^{er} octobre 1983, muni des sacrements de l'Eglise, dans sa soixante et unième année.

Le service religieux aura lieu le jeudi 6 octobre 1983, à 15 h 30 précises, en l'église Saint-Michel de Porchefontaine, à Versailles, où l'on se réunira, et sera suivi de l'inhumation au cimetière des Gossards dans le caveau de famille. 90, rue Rémont, 78000 Versailles.

On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Solange MELLER, née Fayman,

survenu à Toulouse le 25 septembre 1983.

De la part de M. Gérard Meller, ses enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Lucien D. Fayman, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Perlberger, Wulf, Kienast, Zakovitz, Parents et alliés.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité, à Toulouse, le 27 septembre 1983.

19, avenue de Laspinet, 31400 Toulouse. M^{me} de Raganah, 83740 La Cadière-d'Azur.

Chourek's
famous English shoes

collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER
chasseur pour homme
à 30 m de la rue Tronchet
23, rue des Mathurins 8^e - tél. 265.25.85

Pontcharraia. Orange. Six-Fours, M. Patrice Mermoz, M. et M^{me} André Depeyre, M. et M^{me} Henri Mermoz, M^{me} I. Bérard, M. E. Mermoz, ont le regret de faire part du décès de

M^{me} Patrice MERMOZ, née Françoise Depeyre, ingénier, ancienne élève de l'ENICA,

survenu à l'âge de trente et un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 5 octobre 1983, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame d'Orange.

Jacqueline Raine, son épouse, Pascal Raine, son fils, Et toute la famille

ont la douleur de faire part du décès de

Pierre RAINE,

survenu à Venise le 26 septembre 1983, muni des sacrements de l'Eglise.

Une messe sera célébrée pour lui, le vendredi 7 octobre, à 10 heures, en la chapelle du Val-de-Grâce, 1, place A. Laveran (rue Saint-Jacques) 75005 Paris.

M^{me} Raymond Rouane, M. et M^{me} Sernia Rouane et leurs enfants, M^{me} Jeanne Alves et ses enfants, M. et M^{me} Robert Rouane et leur fils,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Raymond ROUANE,

survenu le 3 octobre, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 octobre, à 8 h 30, en l'église de Port-Sur-Garonne (Haute-Garonne).

M. Paul Rymarz, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Paul RYMARZ, née Louise Besson,

leur épouse et parente,

survenu le 2 octobre 1983 en son domicile, 46, quai des Célestins, 75004 Paris.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 octobre 1983.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 14 h 15.

Cet avis tient lieu de faire-part.

La docteur Bernard Simon, Le docteur et M^{me} Alain Simon et leur fils, M. et M^{me} Jacques Thierry et leurs fils, Les familles Fitte, Simon, Fauconnet, Girard, Schroeder, Guillaud, Usulier et Le Corde, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Anne SIMON, née Fitte,

survenu, le 22 septembre 1983, à l'âge de soixante ans. La cérémonie religieuse a été célébrée en l'église Saint-François-Xavier. L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, dans le caveau de famille, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue Rosa-Bonheur, 75015 Paris.

M^{me} Szpizberg-Montbeyre, Ses enfants Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

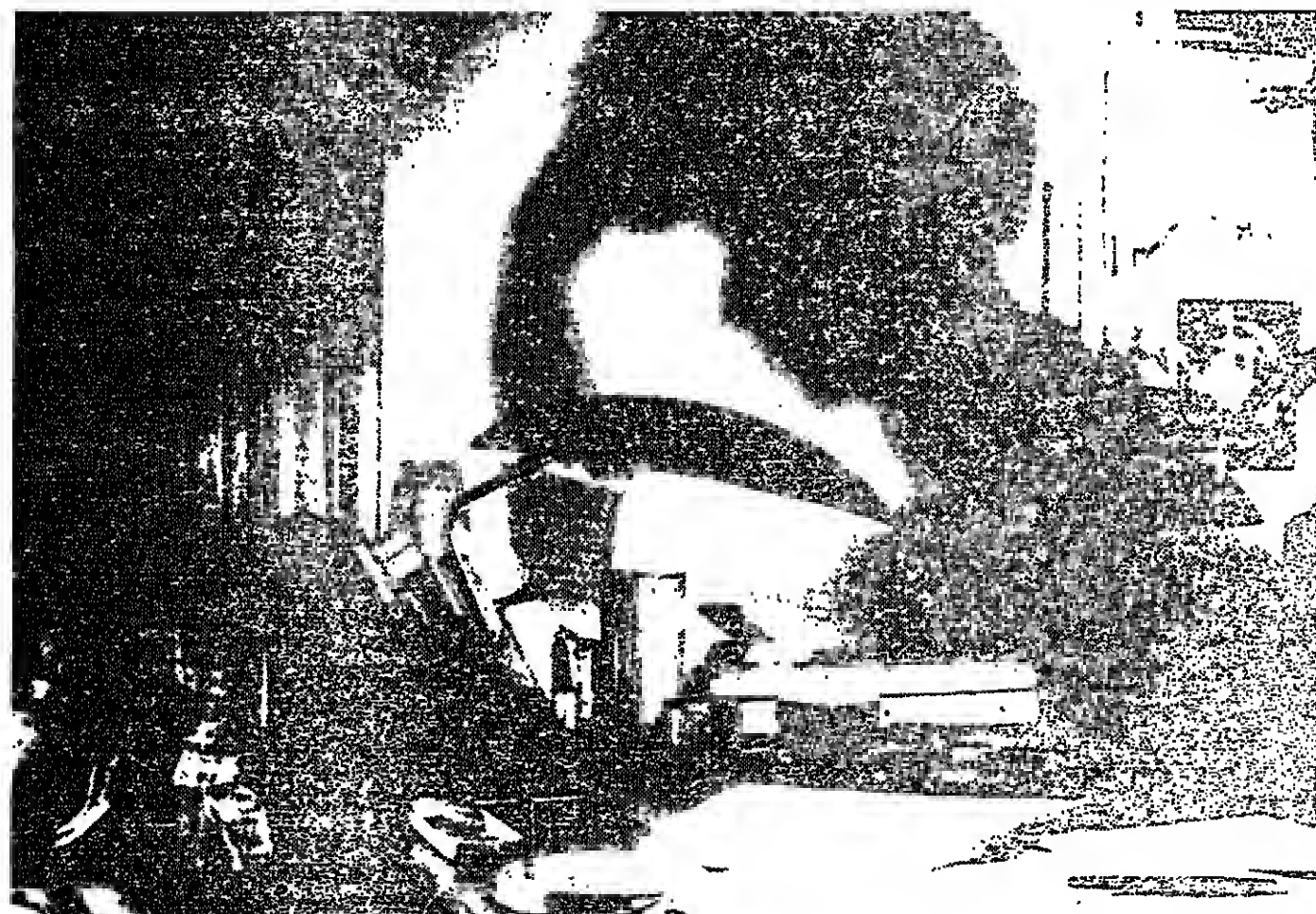
docteur Daniel SZPZBERG,

survenu le 3 octobre 1983.

Les obsèques auront lieu le mercredi 5 octobre 1983, à 11 h 30, au cimetière de Pantin-Parisien.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.



Cher papa

« Cher papa, depuis le jour où tu m'as expliqué les électro-aimants, la poudre à canon et la pomme de Newton, je suis sûr d'une chose : c'est à toi que je dois ma "vocation scientifique". Alors aujourd'hui, je te demande le cadeau que tous les Einstein - ton fils compris - méritent : le calculateur de poche HP-15 C.

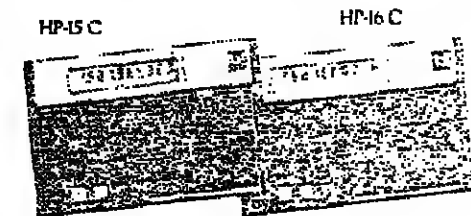
Rassure-toi, c'est un cadeau très utile : 448 lignes de programmes, calcul matriciel, fonctions Solve et Integrate, 25 labels, 12 tests conditionnels, 10 indicateurs binaires, calculs sur les complexes, 7 niveaux de sous-programmes, logique informatique, de quoi transformer tous les examens en jeux d'enfant.

Et si tu veux d'autres raisons sérieuses, il y en a plein les publicités : "un calculateur qui m'aidera dans mes études, et demain dans ma vie professionnelle", "Hewlett-Packard synonyme d'innovation technologique", et j'en passe...

Mais entre nous, la véritable raison, c'est que le HP-15 C est le calculateur de poche le plus fantastique du moment.

Rends-toi compte : presque un ordinateur sur 13 cm de long et 1 cm d'épaisseur ! Maintenant c'est à toi de décider (l'adresse des distributeurs Hewlett-Packard est très facile à trouver). Ton fils.

P.S. : Rappelle-toi ta règle à calcul : c'était déjà un beau "jouet".



Pour obtenir la liste des distributeurs, adressez-vous à Hewlett-Packard France, 91040 Evry. Tél. (01) 67 83 53.

Les moyens de l'ambition.

hp HEWLETT PACKARD

MUSIQUE

MUSICA 83 A STRASBOURG

Eclairs modernistes

Deux mille personnes ont fait un triomphe à la musique d'Edgar Varèse au Palais de la musique. De mémoire de Strasbourgeois, on n'avait jamais vu cela, et cette soirée marquait comme l'épilogue de Musica 83, le nouveau festival de musiques d'aujourd'hui. Comment résister, il est vrai, à la présence de Pierre Boulez, à la tête de l'Ensemble intercontemporain et des Percussions de Strasbourg ?

Mis à part *Déserts*, d'une nécessité moins frappante en raison d'une bande électronique trop faiblement diffusée, toutes ces œuvres, d'une vigueur, d'une fulgurance, voire d'une féroce prodigieuse, étaient de nouveauté dans cette interprétation d'une clarté absolue, modérée avec une telle subtilité des rythmes et de l'écoulement.

A côté d'*Intégrales*, *Octandre*, *Hyperprism*, *Offrandes* et surtout *Ionisation*, qui a été bissée, on retiendra *Écarter*, si rarement jouée, l'œuvre la plus humaine peut-être de Varèse, sur une prière dramatique des Mayas du Guatemala, admirablement chantée à l'unisson par les seules basses des ébéniers de Radio-France, traversant comme une sorte de grand monolithe les éclairs et les tornades d'un terrifiant orage.

Virtuosité acrobatique

Belle revanche pour Varèse, si longtemps méconnu. Le colloque qui lui est consacré à Strasbourg, sous la présidence de François-Bernard Mache, avec la participation de tous ses biographes et de personnalités telles que Jannis Xenakis, H.-H. Stuckenschmidt et Pierre Schaeffer, a débuté dimanche par une belle communication du compositeur anglais Nigel Osborne qui, avec une excellente intervention d'Hughes Dufourt, a situé précisément l'importance du compositeur à la rencontre de la pensée scientifique et de la pensée musicale modernes. Et Nicolas Slonimsky, vieux monsieur de quatre-vingt-neuf ans, est venu raconter avec humour ses souvenirs sur les créations d'*Ionisation* et d'*Écarter* qu'il dirigeait voici cinquante ans.

Musica 83, ne laissant guère de répit en cette fin de semaine, avec d'abord une représentation pleine de fraîcheur des *Carnets d'un disparu* de Janacek, par l'Atelier lyrique du Rhin. Un long monologue introspectif attribué au compositeur laissait cependant un sentiment de malaise tant il sonnait faux. Pour le concert d'œuvres de Henri Pousseur, les *Éphémérides de l'écarter* illustraient le travail remarquable accompli par l'Atelier musical contemporain d'Alsace, issu du conservatoire de Strasbourg, sous la direction de Gérard Frémy. Cette partition, malheureusement inintermittente et invertebrée, est un véritable « concerto pour orchestre » où chaque instrumentiste devenant soliste à son tour a fait admirer sa sonorité et sa personnalité dans des épisodes pleins de charme et d'imprévu avant de renvoyer la balle au piano central.

Toute une journée consacrée aux nouveaux virtuoses mettrait à

l'épreuve la patience du public fervent, avec les compositions d'un jeune accordéoniste polonais, qui tentait désespérément de promouvoir son instrument à un destin plus noble, et d'accablantes œuvres pour flûte seule jouées pour tant par Aurèle Nicolet, l'excellent et malicieux virtuose suisse. En revanche, superbe démonstration de piano, successivement par Marie-Françoise Bucquet et Claude Helffer, qui présentaient chacun un parcours différent du *Klavierstück XI* de Stockhausen et des interprétations très contrastées d'*Evriely* de Xenakis, l'une d'une fabuleuse énergie vitale, s'ébranlant comme une cavale sauvage à travers ces torrents lyriques de lignes et de couleurs écumantes, l'autre maîtrisant ces structures d'une implacable logique avec une rigueur impressionnante, et donnant à ces secousses telluriques une sorte de grandeur cosmique.

Le même niveau de virtuosité et de maturité, rare dans la musique contemporaine, se retrouvait dans le concert du jeune quatuor Arditi, qui dévore les œuvres les plus ardues avec un appétit insatiable, une virtuosité acrobatique et une précision infallible. Ils étaient bien servis : *Sincronie*, de Bério, une œuvre suspendue sans filet dans l'espace, si subtile qu'on ne devine plus les lignes derrière la trame ; le *Quatuor* de Philippe Manoury, accumulation de trémolos sur une note, de frappes et de saut d'arabes, de pizzicati, d'une redoutable abstraction ; *Ictus*, de Jean-Baptiste Devillers, un compositeur de trente ans, qui abuse un peu lui aussi de ces procédés modernes, mais à l'extérieur des architectures plus lisibles et poétiques d'une musique souvent élée ; enfin, les *Métamorphoses nocturnes* de Ligeti, proche encore de Bartok, kaléidoscope d'expressions et d'atmosphères enchaînées à toute vitesse, qui faisait figure déjà d'œuvre ancienne. On a hâte maintenant d'entendre ces quatre instrumentistes forcés dans le répertoire classique.

JACQUES LONCHAMPT.

JAZZ

Rhoda Scott au Théâtre Noir

Changement de politique à l'Ensemble culturel Théâtre Noir. Ce « centre », que l'on connaissait bien du temps où les musiciens antillais et africains venaient se produire dans la petite rue des Cordiers, à Paris, a déménagé en janvier dernier, 16, rue Louis-Braille. Les locaux sont beaucoup plus vastes (bien que les travaux ne soient pas encore finis, l'ensemble compte déjà deux salles de spectacle de 70 et 150 places, une salle de danse, un foyer bar, un hall d'exposition) et Benjamin-Jules Rosette, qui dirige le centre depuis sa création, a décidé de l'ouvrir aux cultures du tiers-monde (et même à la culture française), au théâtre, à la peinture, etc... tout en gardant la priorité aux cultures noires. Après « l'Os », d'après Birago Diop, mis en scène de Peter Brook, repris par Malik Bownes, Rhoda Scott donne un récital unique, le mardi 4 octobre à 20 h 30.

« Une grande, une très grande virtuose », disait d'elle Arthur Rubinstein. Fille de pasteur, frottée à la tradition baptiste si décisive pour la musique noire, Rhoda Scott est de ces rares musiciennes dont la réputation a franchi les frontières du jazz.

Après la France, elle a noué depuis longtemps des liens personnels. Diplômée de la Manhattan School of Music, assurant ses études dans les clubs new-yorkais, c'est chez Nadia Boulanger qu'elle est venue compléter ses connaissances d'harmonie, de contrepoint et de composition. De Count Basie à Eric Dolphy, en passant par Lionel Hampton et Dizzy Gillespie, Rhoda Scott a eu l'occasion de jouer avec les plus grands noms du jazz.

La sensibilité à l'orgue, la chaleur de sa voix et l'ampleur de son répertoire lui ont assuré immédiatement un succès populaire. Bien qu'elle continue de jouer des pièces classiques et d'avoir une activité de composition savante, c'est dans les formes et la puissance de ses traditions (et de ses racines) qu'elle s'exprime sur scène. Avec une énergie et un jeu de basses inimitables. Sa rentrée au Théâtre Noir fait mieux qu'inaugurer une nouvelle politique : elle a valeur de symbole.

FRANCIS MARMADE.

* Rhoda Scott au Théâtre Noir, 16, rue Louis-Braille, 75012 Paris. Tél. : 346-91-93.

THÉÂTRE

« SAVANNAH BAY », de Marguerite Duras

Madeleine Renaud ou comment on peut jouer de tout

Madeleine Renaud joue au Théâtre du Rond-Point *Savannah Bay*, une pièce qu'elle a inspirée à Marguerite Duras, et que Marguerite Duras a écrite pour elle.

Debout, bien droite, face à la salle, Madeleine Renaud se tient dans une longue robe de théâtre, une robe de tragédie, du velours de soie écarlate, peut-être, une robe que le personnage de *Savannah Bay* qu'elle interprète, une actrice en elle-même très loin dans sa vie, aurait tirée d'une vieille malle, le costume d'une Antigone, d'une Roxane, qu'elle aurait porté il y a un demi-siècle, et qu'elle aurait gardé, pliée parmi d'autres, au placard.

Elle dit, Madeleine Renaud, le texte écrit pour elle par Marguerite Duras : « La mort. Je saurais comment mourir. Pendant des mois il m'est arrivé de mourir chaque soir au théâtre. C'était à l'époque d'une très grande douleur. Quoi que ce soit que j'ai joué, pendant tout ce temps, cette douleur s'introduisait dans le rôle, elle jouait, elle aussi, elle me montrait comment on pouvait jouer de tout, même de ça, de cette douleur-là pourtant si terrible ».

Au moment où Madeleine Renaud dit cela, elle regarde droit devant elle, avec attention, elle joue qu'elle se regarde dans un miroir, de la main elle corrige un pli du drapé de la robe, quelque chose à l'épaule, il y a un rayon de soleil, vit qui tombe sur elle, reflète par le miroir, un soleil du bord de la mer qui la transfigure un peu. Le public retient son souffle. Tout le public de la salle comble n'est qu'un seul être dérivé, lavé, n'est qu'une enfance qui vit

une heure privilégiée, qui regarde et écoute une immense actrice.

Elle est, cette actrice, avant tout une voix. Une voix d'une simplicité apparente errôre. La petite grande voix du corps, du caractère, de cette actrice, de cette femme, Madeleine Renaud. La voix comme elle est, qui ne peut mentir, posée là, sur l'air, sur la vie, comme le pain posé sur la table. Sûrement la note, la couleur, le nombre, de la voix qu'elle fait. Sa voix pas démentie une seconde par l'acte de jouer sur la scène. Mais, de cette voix, si native et si fidèle que le public lui fait entièrement confiance, l'actrice use comme d'une arme nue pour se battre avec l'ange, pour faire apparaître une vision, pour forcer une ombre, une méditation.

« Il y a les interprètes qui se contentent et perfectionnent la machine, il y a ceux qui vivent en scène et trébuchent de victoire la machine. Diderot parle à la légende. Il n'est pas de la balle », écrit Jean Cocteau.

L'écriture de *Savannah Bay*, c'est une femme, Madeleine Renaud, qui vient le soir, sur la scène, elle, en personne, vaincre la machine, tirer une fois de plus l'épreuve des paroles et des gestes de vivre, de soi-même dans une nouvelle donne, dans une nouvelle peau.

« Une petite tête de mort ravissante posée légèrement sur le nez, elle jouait, elle aussi, elle ne montrait comment on pouvait jouer de tout, même de ça... ».

courts, les faucons, les mouettes, tous les oiseaux du monde assis en rond, fascinés par le visage si aigu, si nettement découpé, gravi, de Madeleine Renaud, comme un hiéroglyphe qui échappe au temps, une pierre dure, un signe éternel comme d'on ne sait quelle salamandre du Pérard qui se dresserait, toute rimbée, toute diffusée, d'une douceur d'enfance de la terre, d'une tendresse de limon.

C'est pour ce mystère du théâtre, cette magie de l'actrice, cette voix d'innocence, de vérité, cette voix de vie, cette voix fraîche, et cette figure d'été, que le public en foule se presse le soir au Rond-Point, c'est pour sentir se poser sur soi la main, le regard, le toucher de génie de Madeleine Renaud, plus que pour entendre la pièce de Marguerite Duras, sans mesurer à quel point Marguerite Duras, justement, n'a pas écrit sa pièce pour autre chose.

Pièce sublime, pour ne pas changer, méditation d'une comédienne aux portes de la mort, appelée « Madeleine », peut-être enfin libérée de la chrysalide, échappée de sa nuit, dont la plante du pied nu se posera enfin sur la plage, et qui éviterait plutôt la mémoire, qui n'y a rien à pas...

« Pendant tout ce temps, cette douleur s'introduisait dans le rôle, elle jouait, elle aussi, elle ne montrait comment on pouvait jouer de tout, même de ça... ».

Savannah Bay : deux femmes, Marguerite Duras et Madeleine Renaud, nous tendent en partage ce que le théâtre et la poésie peuvent offrir de plus beau.

MICHEL CURNOT.

* Théâtre du Rond-Point, 20 h 30.

TÉMOIGNAGE

Jean Bardet, éditeur

Après la mort de Jean Bardet, cofondateur des éditions du Seuil avec Paul Flamand (le Monde du 4 octobre), nous avons reçu de M. Jérôme Lindon, P.-D.G. des éditions de Minuit, le témoignage suivant :

Le Seuil est la plus prestigieuse des grandes maisons d'édition qui ont vu le jour en France depuis la guerre ; c'est aussi la seule qui n'a pas été créée par un homme, mais

par deux. Jean Bardet et Paul Flamand ont été pour les gens de notre génération des modèles. Des modèles de rigueur, d'intelligence, de simplicité et de courage.

A l'encontre de beaucoup d'éditeurs dont l'activité s'exerce exclusivement entre les quatre murs de leur bureau de la rue gauche, Jean Bardet savait qu'il ne suffisait pas de publier de bons ouvrages, qu'il faut encore qu'ils soient lus par le plus de personnes possible. Tous les libraires dignes de ce nom connaissent son nom et le respectaient ; personne en effet n'a mieux que lui contribué à améliorer la qualité de la diffusion du livre en France.

Mais c'est au sein même de l'édition que son action laissera sans doute les traces les plus profondes. Grâce à lui, le Syndicat des éditeurs a cessé d'être, après la guerre, un club de grands patrons, pour devenir une assemblée démocratique, certes encore bien imparfaite, mais où les petites maisons ont désormais droit à la parole.

Discret, lucide, d'une droiture souriante et inflexible - si le mot « éditeur » brille encore de quelque éclat aux yeux de ceux qui écrivent les livres comme de ceux qui les lisent, c'est à des hommes comme Jean Bardet qu'on le doit.

Entrée de Roger VITRAC au répertoire !

COMEDIE FRANÇAISE
296.10.20
VICTOR ou les enfants au pouvoir
mise en scène Jean BOUCHAUD
16 représentations exceptionnelles
du 1^{er} octobre au 1^{er} novembre

PARIS LA NUIT
Le Palace reste le Palace

Que les amateurs de nuits parisiennes se rassurent : le Palace restera le Palace. Après le mort récent de son demi-frère, Fabrice Emeir, l'avenir du temple « disco-branché » de la rue du Faubourg-Montmartre, paraissait menacé. Lundi 3 octobre, le tribunal de commerce de Paris a mis fin à l'incertitude qui régnait sur son sort. Le flembeux a été remis à un groupe d'amis de Fabrice Emeir, qui comptent bien maintenir la tradition.

Du vivant de Fabrice, cet inventeur d'un nouvel art de vivre la nuit, les affaires n'étaient déjà pas florissantes. L'actuel succès du Palace s'accompagne de graves difficultés financières. Avisé mais prodigue, Fabrice avait dû se résoudre à la mise en règlement judiciaire de la société Le 7 ou Palace, dont il était l'actionnaire à 80 %.

Sa mort brutale, au printemps dernier, des suites d'un cancer, ne fit qu'aggraver la situation de son entreprise. La liquidation des biens fut bientôt prononcée. Qu'en était-il devenu le Palace ? Europe 1 et Paris étaient sur les rangs. A court d'argent, Fabrice Emeir avait lui-même entrepris des démarches auprès de la station de radio de la rue François-I^{er}. Après sa mort, Europe 1 a continué à s'intéresser à l'affaire, mais l'aboutissement de ses projets aurait signifié la disparition du Palace. Du temple de la nuit créé par Fabrice n'aurait survécu que le Privilege, le club très huppé et fermé du sous-sol. Le sale du théâtre, aurait servi à des projections, des spectacles et des émissions organisées par Europa 1 et

patronnées par Parier. Cruel destin que celui du Palace passant entre les mains du champagne du pauvre !...

A vrai dire, le station de la rue François-I^{er}, qui n'a jamais été réellement intéressée par une reprise du Palace, a volontiers cédé le pas aux amis de Fabrice. Il s'agit de proches collaborateurs de celui-ci, qui détenaient 20 % de l'ancienne société. Ils sont désormais majoritaires à 51 % dans la nouvelle, qu'ils ont fondée et qu'ils ont baptisée Palace 999. La reste du capital est entre les mains d'autres amis, qu'ils ont persuadés de s'engager dans l'aventure. Parmi ces sauveurs, M. Alain Gomez, P.-D.G. de Thomson, qui détient une « part amicale » et a tiré privé 1 % du capital. Cette redistribution des cartes ne concerne pas le « 7 », le restaurant et la discothèque de la rue Sainte-Anne où Fabrice Emeir avait fait son apprentissage de « prince de la nuit », qui reste en dehors de la nouvelle société.

Le nouveau P.-D.G. du Palace, M. Gilles Roignant, a de grands projets, plus beaux et plus fous que les précédents. Leur façon, à ses amis et à lui, de rendre hommage à Fabrice. Mais ils sont convaincus de la nécessité d'une gestion plus rigoureuse, ce qui se traduira par une sérieuse compression de personnel (de soixante à trente salariés). Le Palace, qui n'a jamais fermé ses portes malgré les difficultés rencontrées, espère se donner ainsi une solide assise financière. Pendant la remise en ordre, la fête continue.

BERTRAND LE GENDRE.

EUROPE 1
GUY BEDOS au Gymnase
60 représentations supplémentaires
Location : Théâtre du Gymnase (11h à 19h) 38, bd Bonne-Nouvelle 75010 PARIS Tél. 246-73-79 et Agences

MERCREDI
VIVE LA SOCIALE !

l'événement dont tout Paris parle
ANNIE GIRARDOT dans
MARGUERITE ET LES AUTRES...
attention 30 représentations exceptionnelles !
au THEATRE MONTPARNASSE LOCATION 320.89.90 - 322.77.74 ET TOUTES AGENCES

0501001520

JP 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mercredi 5 octobre 1983 - Page 27



emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

BONGRAIN S.A.

recherche pour l'une de ses filiales américaines

UN RESPONSABLE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

- En quelques années d'expérience industrielle dans le secteur des produits frais, le candidat, de formation agro-alimentaire, a fait preuve de son savoir-faire pour rechercher, penser, innover, créer, développer des produits nouveaux.
- Homme de communication, animateur, il travaille en équipe avec le Marketing et la Technique.
- Son esprit d'entreprise, son dynamisme, sont attendus aux U.S.A., où il devra séjourner au minimum 5 années.
- Son anglais est immédiatement opérationnel.

Prière d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions à BSA RECRUTEMENT, Le Moulin-à-Vent, 78280 GUYANCOURT.

Important groupe international recherche pour sa division MAISONS PREFABRIQUÉES située à BRUXELLES

Chef de Projet

- 35 ans environ, de formation INGENIEUR ou équivalent
 - solide expérience terrain de la vente principalement à l'exportation
 - familiarité avec le milieu des entreprises générales de Travaux Publics ou Privés
 - connaissance des pays du Maghreb appréciée
- La rémunération sera fonction des compétences et du dynamisme du candidat : le poste pourra évoluer à court terme vers la direction de cette division.
- Des déplacements à l'étranger sont à prévoir; une bonne maîtrise de l'anglais est donc indispensable.
- Adresser lettre de candidature, CV et prétentions, sous réf. 3331, à Pierre Mulot Publicité - 38, rue de l'Arcade - 75008 PARIS.
- Réponse et description totale assurées.

intel

Avec 20.000 collaborateurs répartis dans le monde et un CA de 899 millions de dollars en 1982, Intel est un leader sur le marché des micro-processeurs et des systèmes micro-ordinateurs.

European Tax Manager (m/f)

Pour se joindre à notre département trésorerie européenne dont le siège principal est basé à Bruxelles.

Il/elle sera responsable de la coordination et de la direction des fonctions fiscales et assurances au niveau européen. Il/elle planifiera et supervisera les déclarations fiscales compatibles avec les réglementations particulières à chaque pays; il/elle de la définition et de l'application de la politique fiscale de l'entreprise au niveau européen.

Cette fonction exige de nombreux déplacements dans les filiales européennes.

Profil idéal: ☐ CPA, ACA ou équivalent, avec préférence pour MBA; ☐ 3 ans minimum d'expérience en poste et comptabilité, de préférence dans une firme d'audit; ☐ excellente connaissance de l'anglais requise + autres langues européennes constituent un atout.

Prière d'envoyer votre candidature détaillée, en anglais, à l'attention de Madame Lorraine Gérard, Personnel Manager, Intel International, rue du Moulin à Papier 51, 1160 Bruxelles.

MAROC

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE (usine de 900 personnes à AIN-SEBAA)

Filiale d'un très important Groupe Français crée le poste de :

directeur du personnel

nationalité marocaine

Déjà expérimenté dans le domaine de la gestion et de la formation du personnel de production.



Envoyer lettre manuscrite avec C.V. ss réf. 79494 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS.

SYNOREX, SOCIÉTÉ CHIMIQUE établie en GUADELOUPE

recherche

UN RESPONSABLE DE SON UNITÉ DE PRODUCTION

Fabrications chimiques par synthèse

Extractions végétales

Chimiste de formation (ing., maîtrise, ou technicien sup. avec solide exp. en synthèse et techniques d'extraction), il aura la charge, entre le producteur, de la gestion générale de l'unité (personnel, comptabilité, approvisionnements...).

Il sera assisté d'un chef d'entretien.

C.V. + photo à Cabinet PILYER 58, rue de Lisbonne, 75008 PARIS.

Agence de coopération pour la formation aéronautique recherche pour expatriation 3 ans :

PROFESSEUR AÉRONAUTIQUE

(propulsion, instruments)

pour enseignement dans écoles d'ingénieurs en Amérique latine.

3 ans d'enseignement requies dans ces disciplines. Expérience dans l'industrie souhaitée.

Libre pour le début décembre 1983. Séjour en famille pris en charge.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6380 à Média-Systèmes, 104, rue Réaumur, PARIS-2^e.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

THOMSON-CSF

LA DIVISION DES ACTIVITÉS SOUS-MARINES DE CAGNES/MER (ALPES-MARITIMES)

RECHERCHE UN

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

AM + ESE ou équivalent

Au sein d'un Groupe Technique spécialisé dans la conception de matériels immergés sophistiqués, l'INGÉNIEUR CONFIRMÉ que nous recherchons ANIMERA une ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE orientée vers l'ÉTUDE d'une nouvelle génération d'équipements nécessitant de très importantes INNOVATIONS.

Il devra faire preuve de RIGUEUR D'ANALYSE, D'ESPRIT DE SYNTHÈSE et aura l'expérience de la CONDUITE D'ÉQUIPE DE HAUT NIVEAU.

ANGLAIS courant, sans des RELATIONS COMMERCIALES et GRAND DYNAMISME.

Adresser lettre de candidature, curriculum vitae + photo à THOMSON-CSF - Monsieur PRÉVOST, Service du Personnel, B.P. 53, 06801 CAGNES CEDEX.

THOMSON
BRANCHE SYSTÈMES ET DÉTECTION

Filiale française de deux importants groupes pétroliers, implantée dans les BOUCHES DU RHONE (usine de 2500 personnes) recherche pour assister son Secrétaire Général

cadre juridique expérimenté

Il assumera entre autre la responsabilité :

- du suivi et de l'adaptation de l'évolution du droit social,
- de l'instruction et du suivi des contentieux en matière sociale,
- de la rédaction des contrats courants,
- du suivi des assurances risques Industriels,
- de la rédaction d'études liées à la fonction personnel,
- de l'application de la politique de la société en matière d'accès à la propriété,
- de l'établissement du bilan social, ...

Il participera à la préparation des différentes réunions avec les partenaires sociaux.

Sa fonction comportera des relations suivies avec divers organismes extérieurs tant sur le plan social que douanier, fiscal et contentieux.

Sa formation de juriste de haut niveau (Sciences Po, DES, droit social ou droit des affaires) se complète d'une expérience d'au moins 5 ans en entreprise.

Une bonne connaissance de l'anglais serait fortement appréciée.

Possibilité d'évolution pour des candidats de valeur.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 79911 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

La principale division d'un Important Groupe Industriel Français (10 Filiales France et étranger) qui étudie, produit et commercialise des COMPOSANTS PASSIFS principalement pour l'Aéronautique recherche urgent :

SON RESPONSABLE QUALITE

C'est un INGENIEUR DE CULTURE SCIENTIFIQUE, connaissant bien le terrain industriel (production, bureau d'études).

Il occupe un poste opérationnel en PROVINCE (proximité LE MANS) et assure les liaisons fonctionnelles avec le Siège à Paris.

Homme d'action, rigoureux, il a une bonne aisance dans les contacts à tous niveaux.

Son anglais est courant.

Une précédente expérience dans la fonction Qualité serait appréciée.

Accompagnez votre C.V. d'une note manuscrite faisant ressortir les points de conformité aux caractéristiques du poste et adressez le sous réf. 80244 à CONTESSÉ PUBLICITE - 20, av. de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

TECHNICIEN CHIMISTE HF

Filiale du Groupe LAFARGE COPPEE, spécialiste des acides aminés, leader européen sur son marché, ORSAN fabrique par synthèse biochimique, des produits organiques destinés aux industries alimentaires et pharmaceutiques.

Nous recherchons pour le laboratoire de contrôles et d'analyses industrielles de notre usine de Nestlé (100 km Nord de Paris par autoroute), un technicien L.O.M., possédant un BTS ou un DUT chimie ou biochimie.

Une expérience en laboratoire d'analyses industrielles sera appréciée.

La rémunération annuelle envisagée est de 90.000 F après confirmation.

Nombreux avantages sociaux.

Adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) à LA DIRECTION DU PERSONNEL - ORSAN - 50190 NESLE qui l'examinera avec le plus grand soin.

Career Opportunity in International Finance

The Challenge: The International Finance Corporation, the affiliate of the World Bank promoting the private sector in developing countries, is seeking highly qualified individuals willing to accept the challenging opportunities of a career in international development.

The Task: IFC Investment Officers identify and appraise proposed investments, negotiate and present proposals to the Board of Directors plus supervision of IFC investments, all within a multi-national and multi-disciplinary team.

Requirements: Candidates should possess a relevant degree and have at least five years' financial or industrial experience in lending, funding or equity investments with management implications, preferably in developing countries. Involves frequent travel to assigned countries. Command of English essential; fluency in French or Spanish a definite asset.

Benefits: Competitive benefits package including relocation expenses on appointment and provision to maintain cultural ties with home country.

Please send résumé in English to: Miss Katherine Louthood, Recruitment Officer, International Finance Corporation, 1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433.



INTERNATIONAL FINANCE CORPORATION



emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional



Propose pour son
CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHES SITUÉ A LA GAUDE PRÈS DE NICE

DES POSTES D'INGÉNIEURS DE DÉVELOPPEMENT

de produits de télécommunication
(modems, contrôleurs de communications).
Ces postes conviennent à de jeunes

ingénieurs débutants diplômés de Grandes
Écoles, Electroniciens ou Informaticiens.

UN POSTE D'INGÉNIEUR

convenant à un candidat expérimenté
dans les domaines suivants:
Téléinformatique - réseaux d'ordinateurs -
réseaux - commutation de paquets -
architecture de contrôleurs de
communication pour participer à la
définition, l'architecture et
le développement de nouveaux Produits/

Systèmes de télécommunication.
Ce poste nécessite une bonne
connaissance de la langue anglaise, et une
mobilité géographique pour des missions
hors de France.

Envoyer votre candidature détaillée
à PH. ROUGIER - Service du Personnel,
IBM France 06610 La Gaudie Réf. LG/M-5/10.

FOREST-LINE S.A.

FILIALE DE M.F.L.:
« MACHINES FRANÇAISES LOURDES »
LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS
DE LA MACHINE-OUTIL LOURDE
regroupant FOREST-LINE & BERTHIEZ-ST-ETIENNE
(CONTRAT D'ENTREPRISE AVEC L'ETAT ET OBJECTIF
DE DOUBLEMENT DE SON C.A. DANS LES 5 ANS) recrute

INGÉNIEUR COMMERCIAL PAYS DE L'EST (sauf U.R.S.S.)

BASE A ALBERT (80), 150 km Paris ou CAPDENAC (12)
Au contact des organismes d'achat des pays concernés, IL FAIT LA LIAI-
SON ENTRE LA D.C. et les B.E. DE LA SOCIÉTÉ ET NEGOCIE LES MAR-
CHES POUR TOUTE LA GAMME FOREST-LINE: fraiseuses lourdes, cen-
tres d'usinage, machines spéciales pour l'Aéronautique, le Ferroviaire,...

INDISPENSABLE

- FORMATION TECHNIQUE s'agissant de machines lourdes sophistiquées.
- ANGLAIS et/ou ALLEMAND absolument COURANTS
- EXPERIENCE
- DE LA VENTE DE BIENS D'EQUIPEMENT LOURD
- DES PAYS DE L'EST.

S.C. GARANTIT UNE DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite,
C.V. détaillé, rémunération et photo en réf. 5077 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ CHIMIQUE recherche pour uns de ses usines ingénieur génie chimique débutant

(ENSIC - E.C. TOULOUSE - Ingénieur
chimiste + 1 année de spécialisation
génie chimique FRANCE ou ETRAN-
GER).

Envoyer C.V., photo et prétentions sous
réf. 80099 à CONTESSA PUBLICITE,
20 avenue de l'Opéra
75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Etablissement Universitaire
recherche

JEUNE INGÉNIEUR ÉTRANGER

Pour poste:
D'ASSISTANT ASSOCIÉ en:
automatismes, robotique et
informatique industrielle.
Envoyer C.V. à: I.U.T.
3, rue du Marché-Lotfrin
44041 NANTES Cedex.
Tél.: (40) 74-63-71, p. 352.

RECRUTE

**PSYCHIATRE
PSYCHOTHERAPEUTE
MI-TEMPS**
Conditions: C.C. 1978.
Temps complémentaires
possibles autres établissements
et services.
Centre Médico Psycho-
Pédagogique
rue du Poulleux, 20210 MOR-
LAD. Tél.: (98) 80-18-62.

CHARGES D'ETUDES DEBUTANTS STATUT CADRE CAEN

Promodès 1^{er} grossiste multidistributeur en Europe, 17 000 personnes
en France, CA 1982 consolidé 17 Milliards de Francs, recherche pour
renforcer son Bureau d'Etudes 2 Charges d'Etudes de Marchés.

Fonction: études de marchés et prévisions du C.A., des projets
d'ouverture (hypermarchés, supermarchés, cafétérias), préparation des
documents d'investissement, exploitation de statistiques internes et
externes, études commerciales diverses.

Profil: E.S.C., Maîtrise en Sciences Économiques ou niveau équivalent,
anglais ou espagnol apprécié, permis V.L. nécessaire, disponibilité à
cause des déplacements fréquents.

Si vous êtes intéressé, adresser CV photo et prétentions sous réf. 3 M 0 1.
Interactions, M. Alain Deschamps, Place de la Mare, 14000 Caen.
Réponse assurée - Discretions garanties.



Contrôleur de gestion

de l'hypermarché, vous êtes membre de l'équipe
de direction et vous vous appuyez sur le service
comptable qui vous est rattaché.

Vous participez à la détermination des objectifs
chiffrés, détectez les écarts et aidez les respon-
sables commerciaux à y remédier aussitôt. Vous
les aidez à concevoir leurs tableaux de bord et
les formez à s'en servir.

Vous êtes le garant de la qualité des informations
comptables, bases des résultats de l'hypermarché
et des comparatifs intermagasins. Respon-
sable de la bonne application des procédures
administratives et comptables internes et léga-
les, vous les faites évoluer en recherchant la meil-
leur efficacité et le moindre coût.

Plusieurs postes sont à pourvoir dans le

Sud-Ouest

Si vous avez une formation économique supé-
rieure du type ESC + DECS, Sciences Po Eco Fi,
complétée par une expérience réussie de quel-
ques années en contrôle de gestion/comptabilité,
écrivez lettre manuscrite + C.V. + photo et
rémunération actuelle à Serge LE BOURGEOIS -
AUCHAN Région Ouest/Sud-Ouest - B.P. 7 -
Lieu-dit « Lavaeu » - 33640 BEAUTIRAN.



BANQUE PRIVEE Sous-Directeur EURE ET LOIR

Nous sommes une Banque Privée française. Notre politique et nos résultats nous incitent à développer
notre agence d'Eure et Loir en créant le poste de Sous-Directeur. Il managera l'équipe de l'Agence (7 per-
sonnes). Il aura la responsabilité des opérations effectuées au guichet, de l'administration et de la
comptabilité formalisée. Il devra développer une clientèle d'artisans, de commerçants, de profes-
sionnels libéraux de la cité. Il doit pouvoir exercer l'intérim du directeur.
C'est un jeune professionnel classe IV, ayant une bonne formation théorique et une expé-
rience de l'ensemble des opérations de placement et de crédit, souhaitant une large auto-
nomie, des responsabilités, aimant le conseil et l'action commerciale.

Adresser lettre manuscrite + CV sous référence 166 à:
ORES MEDIA
4 rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS



EST DE LA FRANCE

Société spécialisée dans la production
en grandes séries de pièces forgées
et usinées

recherche un

INGÉNIEUR MÉTALLURGISTE OU CHIMISTE

qui aura pour mission la mise en place
de l'assurance-qualité interne et fournisseurs.

Adresser candidature (lettre manuscrite,
curriculum vitae détaillé et prétentions)
n° 273.149 M. RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANT LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE 100 KMS OUEST DE PARIS recherche

PHARMACIEN HF

pour un secteur de son unité de Production.

Une usine moderne produisant formes pharmaceu-
tiques très variées, axée sur les P.B.F. et les
techniques modernes de gestion.

Expérience souhaitée mais non indispensable.

Ecrire avec C.V. et photo e/réf. 11216 à
PIERRE LICHOU S.A. BP 220,
75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

JEUNE CHEF DE VENTE FRANCE - Europe de l'Ouest ESC ou similaire 200 000 brut

Une importante industrie de l'Est
(produits d'entretien) recherche
un cadre commercial.

Missions:
- Animation et gestion du réseau
France - Europe Ouest.
- Contacts de vente à niveau éle-
vé.
- Participation au marketing.
Indispensables:
- Expérience vente 3 ans mini-
mum.
- Déplacement 30 à 40 % du temps
de travail.

● Poste d'avenir stable, rémuné-
ration évolutive.
● Logement facilité.
● Discretions absolues garanties.

Ad. CV dét. et réf. D à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Importante Industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT ESCE - ESC formation export ou similaire

● Disposant d'une expérience
de l'exportation de 3 à 5 ans,
parlant bien l'anglais et
l'espagnol.
● Mission:
- Développement et gestion
de nouveaux marchés d'ex-
portation.
- Missions ponctuelles
dans le monde entier.
● Véhicule de fonction type R6.
● Larges possibilités d'avenir
liées à la volonté exporta-
trice de la U.G.

Ad. CV dét. et réf. 1058-01 à
SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

UN LEADER MONDIAL DE L'INGÉNIEURIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.

Maître d'œuvre et réalisateur:

- de réseaux de transmission de données;
- 1^{er} fournisseur mondial de réseaux publics...
- de grands systèmes télématiques: annuaire
électronique...
- de grands systèmes temps réel: industrie,
spatial et militaire.

Une implantation nationale et internationale:
1200 personnes, chiffre d'affaires doublé en
2 ans, des réalisations dans près de 90 pays.

Recherche pour TOULON

JEUNES INGÉNIEURS Centrale, ENST, Sup Aéro, ESE, ENSIA pour

travaux d'études et de recherches
fondamentales dans le domaine du traitement de
signal et de l'acoustique sous-marine.

Envoyez C.V. à:
SESA, 241 avenue du Prado
13008 Marseille
ou téléphones à
Dominique JEAN-CLAUDE
au (91) 78 23 32 pour
tous renseignements
complémentaires.



CONSTRUCTEUR DE VÉHICULES Sous-marins Télécommandés et d'ENSEMBLES AUTOMATISÉS

recherche

pour son Groupe d'Etudes de TOULON

1 INGÉNIEUR CHEF DE PROJET

Expérience souhaitée dans la conduite de projets Marins,
Aéronautiques ou Offshore.

1 INGÉNIEUR D'ÉTUDES CONFIRMÉ

(Sup. Elec., Télécom, IFG ou équivalent)
Le candidat aura acquis une expérience de plusieurs années
dans la conception et l'intégration de systèmes embarqués.

2 INGÉN. D'ÉTUDES ÉLECTRONIQUES

Débutants ou ayant une première expérience en
télétransmission sur câbles (vidéo, numérique...) ou
électronique de puissance.

1 PROJECTEUR EN ÉLECTRONIQUE

Bonne expérience du travail au sein d'un Bureau d'Etudes.

1 TECHNICIEN ÉLECTRONICIEN

d'Essais et Mise en Service.

Des déplacements à l'étranger sont à prévoir.

Adresser curriculum vitae à SOCIÉTÉ ECA
Z.I. TOULON EST, 83087 TOULON CEDEX.



L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel de 3 000 personnes
dépendant du ministère de la défense
recherche

Ingénieur soudeur

RESPONSABLE DE LA PARTIE MECANO SOUDAGE
Il utilisera ses compétences spécifiques pour animer les
actions en liaison avec les ateliers, le bureau d'études
et le service contrôle.

Il sera le correspondant A.R.E. vis-à-vis des organismes
spécialisés (institut de la soudure, Institut Saint-Louis,
laboratoires divers...).

Formation diplôme d'ing. + formation ESSA ou similaire.

Les candidatures, de nationalité française, envoient leurs
C.V. et prétentions à: A.R.E., B.P. 504, 42328 ROANNE.

VILLE DE REIMS

recrute

à titre contractuel

pour son

ÉCOLE RÉGIONALE DES BEAUX-ARTS

1 INGÉNIEUR PLASTICIEN

Polyvalent ayant connaissances et pratique approfondies du
film, de la vidéo, de l'animation, du son et de la photogra-
phie, intervenant en département art.

Les candidatures, avec C.V. détaillé, pourront être adre-
ssées à la DIRECTION DU PERSONNEL DE LA VILLE
DE REIMS, porte n° 30, pour le 8 octobre 1983.

04 51 20 15 50

REPRODUCTION INTERDITE

REPRODUCTION INTERDITE

Offres d'emplois régionaux

LINE S.A.

RECHERCHE :
MOBILES LOURDES
SABER FRANCAIS
DE OUTIL LOURDE
E. BERTHEZ-ST-ETIENNE
ETAT ET OBJECTIF
ETAT LES 5 ANS recrute

COMMERCIAL

Paris du CAPDENAC (12)
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

PROJET LINE
équipement de machines lourdes
équipement COURANTS
équipement LOURD

NON-RECHERCHÉ Lettre manuscrite
à M. BERTHEZ, 11, rue de la République, 93777

Non conseil

à M. BERTHEZ, 11, rue de la République, 93777

Europe, ITCCO
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Europe, ITCCO
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Europe, ITCCO
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

nodes

LEADER MONDIAL

INGENIERE
INFORMATIQUE ET
COMMUNICATION.

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Le monde de l'Informatique
à des points concernés. IL FAIT LA LIAISON
SOCIETE ET NEGOCIE LES MAP
PROJET LINE. Travaux lourds, Cen
le pour l'Automatique, le Ferroviaire...

Cincom Systems

Leader des constructeurs de logiciels, implanté dans
40 pays, comptant 900 personnes, 70 millions de dollars
de chiffre d'affaires prévus en 1983, 12 000 produits
installés dans le monde dont plus de 600 en France.

RECHERCHE
DES SPECIALISTES
SYSTEME IBM

(180-240 000 F selon expérience).
Très bonne connaissance des matériels et logiciels IBM
(DOS/VSE et/ou VS1/MVS) et de l'Assembleur IBM.
Connaissance approfondie des procédures
d'exploitation sous IBM et de CICS/VS.

DES INGENIEURS DE
DEVELOPPEMENT SUR SYSTEME
BULL

(180-240 000 F selon expérience) ayant une bonne
connaissance de l'environnement DPS7 et/ou Mini 6

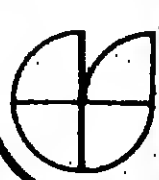
DES INGENIEURS TECHNICO-
COMMERCIAUX

ayant une bonne expérience en logiciels-systèmes ou en
logiciels d'application.
Connaissances système DB/DC appréciées.
Goût du contact humain indispensable.

Ces postes sont à pourvoir à Paris.

Une bonne connaissance de l'anglais est un atout
supplémentaire.

Envoyez C.V. manuscrit, photo et prétentions à Cincom
Systems
110 des Maronniers - 208, rue Raymond Losserand 75680
Paris Cedex 14. Tél. : 545.67.73.



ITT SEMICONDUCTEURS FRANCE

renforce son équipe MARKETING par un

INGENIEUR
TECHNICO-COMMERCIAL

• Vous aurez à promouvoir auprès de nos clients nos concepts VLSI :
circuits intégrés à la demande, microprocesseurs pour Grand Public,
Télécommunications, Automobile et nos semiconducteurs discrets de
fabrication française.
• De formation ELECTRONIQUE (ingénieur, CNAM ou DUT) vous avez
une bonne connaissance de la technique des microprocesseurs acquise
dans l'industrie. Une expérience de quelques années dans la VENTE des
semiconducteurs (secteur indifférent) serait un atout supplémentaire,
mais non indispensable. Vous parlez l'anglais.
• Le poste est à pourvoir à BAGNEUX (région parisienne) mais nécessite
de fréquents déplacements en province.
Vous êtes prêt d'adresser votre candidature
avec C.V. détaillé, photo et prétentions à :
ITT COMPOSANTS ET INSTRUMENTS S.A.
Division Semiconducteurs INTERNETAL - 157, rue des Blains
92222 BAGNEUX - à l'attention de Monsieur BABAUD.



emploi régionaux

IMPORTANT CONSTRUCTEUR
DE MATERIEL FERROVIAIRE

recherche
pour diriger son bureau d'études

INGENIEUR-MECANICIEN

(Arts & Métiers ou équivalent)
Expérience de bureau d'études : 5 ans minimum.
Langues étrangères appréciées.
Conditions d'emploi à convenir.
Ecrire à 927, Le Monde, service Annonces classées,
5, rue des Italiens, 75009 Paris Cedex 09.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
ET DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche
pour un de ses établissements situé dans une agréable ville
de l'Ouest au tissu économique favorable.

COLLABORATEURS DEBUTANTS

Ils auront une formation supérieure et le niveau DECS.

Env. lettre manuscrite et photo s/n° 8.858 le Monde Pub.
serv. Annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

La Maison des Jeunes
et de la Culture
Maison pour Tous
de Saint-Denis
recherche

UN ANIMATEUR

chargé du suivi pédagogique,
financier
et matériel des activités.
Formation : DEFA ou DUT
carrière sociale.
Expérience exigée.
Salaire brut : 8.000 F.

Envoyer C.V. détaillé manuscrit,
pour le 6 OCTOBRE 1983 à :
MAISON DES JEUNES ET DE
LA CULTURE, 1, rue Marce-
Thal, 93100 SAINT-DENIS.

LABORATOIRE C.N.R.S.
spécialisé
dans la recherche spatiale
recrute

TECHNICIEN

titulaire d'une licence
ou équivalent.
Formation en informatique
et électronique.
Il participera à l'analyse et
au développement des don-
nées scientifiques au déve-
loppement des logiciels
d'application en langage
évolué.
Connaissance de l'anglais
indispensable.
Poste à pourvoir Toulouse.
Métier d'adresser lettre manus-
crite, C.V., prétentions, photo
sous n° 8.821 le Monde Pub.
services Annonces classées,
5, rue des Italiens, Paris-9.

MATRA

La Direction de Production recherche pour ses activités de coopération
industrielle à l'étranger un :

Responsable de Projet
de mise en production industrielle

Il est le maître d'œuvre du projet industriel de transfert de production
à l'étranger. A ce titre, il participe aux négociations avec les différents
partenaires associés.

Sa responsabilité est directement engagée dans l'organisation et le
piloteage du projet et dans ce cadre, il coordonne l'activité des services
impliqués dans les différentes phases de mise en place de program-
mation industrielle.

Son rôle d'interface et de coordinateur implique de solides compétences
dans la conduite de projet, l'expérience des problèmes de production et
d'excellentes qualités relationnelles.

Ce poste sera confié à un ingénieur généraliste, diplômé d'une Grande
Ecole (Centrale-Sup'aéro-A et M...) d'environ 5 à 8 ans d'expérience
d'engineering industriel ou de fabrication de matériel électronique et
électromécanique, si possible aéronautique.

Anglais courant indispensable.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en
indiquant la référence NK 1099 au Service Recrutement
des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY -
3 avenue du Centre - 78182 SAINT-QUENTIN -
YVELINES CEDEX

GRAND QUOTIDIEN PARISIEN

recherche

UN INGENIEUR INFORMATIQUE

Il sera responsable :
• Du fonctionnement d'un important système de photocomposition et de son évolution.
Il sera en outre conseiller de la Direction pour les futurs investissements.

Le candidat âgé de 35 ans ou plus devra :
• Connaître les techniques temps réel et de préférence le système PDP11-MAS ;
• Avoir une expérience des responsabilités liées à la production ;
• Avoir le goût du travail en équipe et être un excellent formateur ;
• De préférence connaître les techniques ARTS GRAPHIQUES ;
• Parler l'anglais.

Le poste est situé à PARIS.
Prière d'adresser votre dossier de candidature, C.V., photo et prétentions (lettre manuscrite)
sous référence 272406 M, REGIE-PRESSE, 35 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Vous avez
10 bonnes raisons
de rejoindre IBM France.

- 1 **UNE GRANDE ENTREPRISE PRIVEE FRANÇAISE.** Plus de 20.000 Français et
Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français, dans des unités à taille
humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.
- 2 **UN SECTEUR D'AVENIR.** L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les
domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.
- 3 **L'AVANCE TECHNOLOGIQUE.** A l'écoute du besoin des clients, IBM développe,
constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technolo-
gique explique leur succès.
- 4 **UNE ENTREPRISE EN BONNE SANTE.** Nous nous portons bien, grâce à des efforts
de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de
sécurité pour nos collaborateurs.
- 5 **DE BONNES CONDITIONS DE TRAVAIL.** Vivre et travailler dans un climat social
serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérar-
chie : ce sont les conditions de travail à IBM France.
- 6 **DE REELLES RESPONSABILITES.** Analyser le besoin du client, l'étudier, soumettre
une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsa-
bilités de nos ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
- 7 **UNE EVOLUTION OUVERTE.** Toutes les évolutions sont envisageables dans des
postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administra-
tives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entre-
prise, mais changer de métier.
- 8 **UNE FORMATION REPUTEE.** Quand vous entrez, elle complète vos études par la théo-
rie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes
diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de
votre évolution.
- 9 **UNE GRANDE LIBERTE.** Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour
nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillons ni systématiques.
- 10 **LA DERNIERE RAISON...** Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont
bien chez nous, ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage.
C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

Jeunes diplômés d'Ecoles d'Ingénieurs et de Commerce,

hommes et femmes, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial ou
technico-commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une
courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi. Outre ce niveau de
formation nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité
géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.
IBM France - Département Recrutement - Orientation - Conseils
(Référence ICM 4/10) - 2, rue de Marenco - 75001 PARIS
La Compagnie IBM France s'engage à respecter strictement
le caractère confidentiel des candidatures.



THOMSON-TITN

Une des premières sociétés d'ingénierie en informatique (700 personnes) déve-
loppe ses activités FAO (fabrication assistée par ordinateur) et recherche un
Ingénieur PRODUCTION.

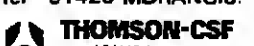
Ses 4 à 5 années d'expérience dans ce domaine l'ont amené à apprécier l'outil
informatique en gestion d'atelier. Homme de contact, les techniques nouve-
les le passionnent et il souhaite faire évoluer sa fonction.

Nous lui proposons de devenir :

Chef de produit / F.A.O

Il aura pour mission : la conception des produits modulaires latéraux flexibles
et gestion de production, la promotion des ventes et l'assistance du réseau
commercial, le conseil et l'assistance de la clientèle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à THOMSON
TITN - 5, rue Gustave Eiffel - 91420 MDRANGIS.



La direction disques de Bull Périphériques
recherche

UN INGENIEUR MECANICIEN
GRANDE ECOLE

Cet ingénieur assurera l'étude des unités de disques
développées et fabriquées dans notre Société.
Il sera basé aux Clayes-Sous-Bois (Yvelines) pour faire
face au développement de la ligne des produits disques,
secteur en pleine expansion, n° 1 européen dans
l'étude, la réalisation et la production des disques
magnétiques pour micro, mini et moyens systèmes
d'informatique.

Ce poste nécessitera des déplacements vers notre
établissement industriel de Belfort.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en
précisant la référence 310M à
Cii Honeywell Bull
PCOG021C

94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'AIR LIQUIDErecherche pour son Centre de Recherches près de
VERSAILLES**Techniciens
Physiciens ou
Informaticiens**ETS ou DUT, ayant la pratique de l'informatique
scientifique appliquée à la modélisation en méca-
nique des fluides.
Ecrire avec CV et photo à L'AIR LIQUIDE -
BP 126 - Jouy en Josas -
78350 LES LOGES EN JOSAS

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL PARIS

recherche pour son

SERVICE FORMATION PROFESSIONNELLE

**CHEF
DE SERVICE**maîtrise de droit ou formation d'ingénieur
(ECP, ETP).5 ans d'expérience souhaités dans service
ou organisme traitant des problèmes de
formation.Ecrire avec C.V., photo et prétentions
sous réf. 65797 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEXPARIS 19ème
Importante Société de
PRESTATIONS DE SERVICES TECHNIQUES
employant environ 1000 personnes
réparties sur l'ensemble de la Région Parisienne
cherche**CHEF DU PERSONNEL
HF**Chargé de la gestion administrative et juridique
des dossiers, de la responsabilité de la paye, et
d'un rôle particulièrement important de relation
avec les représentants du personnel.Ce poste qui peut être appelé à évoluer vers des
fonctions de Direction Administrative, suppose
une formation de niveau supérieur et l'habitude
d'utiliser l'outil informatique.Une expérience de la comptabilité budgétaire des
charges salariales serait un atout très apprécié.
Salaire annuel de départ 150.000 F et - selon
expérience.Ecrire avec C.V. à Madame D'ORNANT
18 Bis, rue de Villiers**FIDAL PARIS** 92303
LEVALLOIS PERRET**UNE ÉQUIPE DE
RECHERCHE/DÉVELOPPEMENT ATTEND...****... SON INGÉNIEUR SYSTÈME**Informaticien expérimenté, vous avez acquis de solides
compétences dans les domaines : SYSTÈMES D'EX-
PLOITATION ET D'ACQUISITION DE DONNÉES
• LANGAGES TEMPS REEL • ELECTRONIQUE
• MICRO-PROGRAMMATION.Vous prendrez en charge :
• le développement des outils informatiques destinés au
traitement et à la représentation de mesures physiques
• la gestion d'un système multitaupes-multidistributeurs
• la mise en place et le suivi de programmes de gestion,
d'acquisition de données, d'analyse numérique et de
représentation de grandeur physique.

Réf. 80337 M

Ces postes sont basés à PARIS-LA DÉFENSE et comportent quelques déplacements en France et à l'étranger.
Des perspectives de carrières sont assurées par la dimension du Groupe concerné,
son développement international et ses projets.**MILO M.R.H****... UN INGÉNIEUR PHYSICIEN**Vous possédez de solides connaissances en
• TRAITEMENT DE SIGNAL (conditionnement, fil-
trage, estimation spectrale, analyse numérique)
• MÉTHODES NUMÉRIQUES DE CALCUL
• LANGAGES DE PROGRAMMATION (Fortran).
Dans un environnement de haut niveau, jeune et très
motivé, vous prendrez en charge des actions de recherche
fondamentale ou de recherche appliquée dans différents
domaines.• Vous participerez à la conception et la préparation des
essais que vous réaliserez.
• Vous mettrez en œuvre les méthodes d'analyse de
données.

Réf. 80338 M

Merci d'adresser votre candidature détaillée sous la réfé-
rence du poste choisi à notre conseil MILO M.R.H. -
43 bis, bd Victor-Hugo - 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.**innove et gagne**A vous aussi d'innover et de gagner pour votre carrière.
Mettez vos compétences à profit chez l'un des constructeurs informatiques dont le dynamisme de ses collaborateurs n'a jamais
fait défaut. Les performances de notre dernier micro-ordinateur en témoignent d'ailleurs bien.
Vous êtes :**Contrôleur de gestion de production**Vous travaillerez en tandem avec notre Directeur de Production, en réalisant le calcul et la mise à jour des prix
de revient standard.
Vous serez amené en fait à tenir une véritable comptabilité analytique de fabrication, celle-ci vous permettant de suivre constamment
produit par produit, la variation des coûts et le montant des actifs. Pour faire accepter vos vues, vous devrez faire preuve
de diplomatie et pour être crédible, une expérience en usine et en comptabilité industrielle est indispensable. Cette expérience
pourrait être étoffée par un passage, même court, en cabinet. (Réf. 828 M)**Comptable analytique**Suivi des stocks de production, contrôle des consommations, mise en place du suivi d'un inventaire permanent des réceptions
de matériels délivrés par la sous-traitance, responsabilité des inventaires physiques, gestion des écarts de stockage, optimisation
des stocks, telle est globalement la mission qui vous revient. Une mission que vous connaissez bien, puisque, titulaire d'un
DUT et doté d'une expérience de 3/4 ans à un poste comptable matière ou fournisseur en milieu industriel, vous êtes devenu
le bon professionnel élitant souplesse et rigueur qu'attend le contrôleur de gestion de production dont vous
dépendrez fonctionnellement. (Réf. 829 M)Adresser CV, photo et prétentions sous référence correspondante aux consultants d'ALPHA CDI
181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE

ALPHA-CDI

**CAE
International**

GENERAL ELECTRIC

l'un des premiers groupes
mondiaux de l'Industrie Mécanique,
investit dans le domaine de
l'automatisation industrielle et de
la robotique.GENERAL ELECTRIC CAE INTERNATIONAL est née des accords
S.D.R.C. (Société de Conseil en Ingénierie Mécanique) et
GENERAL ELECTRIC. Dans le cadre du développement de cette
activité nous recherchons**2 ingénieurs commerciaux
France et Europe**Collaborateur de haut niveau, vous serez chargé de la vente de nos
logiciels en France et dans plusieurs pays d'Europe.
Autonome, vous saurez aussi bien vous intégrer dans la structure
commerciale de l'entreprise, que collaborer avec notre équipe
support afin de développer notre part de marché.
A défaut d'être un véritable spécialiste de l'ingénierie assistée par
ordinateur, vous y êtes sensibilisé par votre formation d'ingénieur
en mécanique et/ou par votre expérience commerciale dans le
domaine de la C.F.A.O., de la mécanique ou de l'informatique.Ce qu'il vous faut :
une motivation sans faille, 1 à 3 ans d'expérience
de la vente dans le domaine industriel, la passion
des négociations dans un secteur technologique
de pointe.
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 827
sux consultants d'ALPHA CDI qui s'engagent à vous
recevoir rapidement.
ALPHA CDI - 181, av. Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

**CAE
International**

GENERAL ELECTRIC

l'un des premiers groupes mondiaux de
l'Industrie Mécanique, investi dans le
domaine de l'automatisation industrielle et
de la robotique.GENERAL ELECTRIC CAE INTERNATIONAL
est née des accords S.D.R.C. (Société de Conseil en Ingénierie Mécanique)
et GENERAL ELECTRIC. Dans le cadre du développement de cette activité, nous recherchons un**Chef de Projet IAO**

Ingénierie Assistée par Ordinateur

Vous serez responsable d'études d'organisation de CFAO et chargé
d'études d'automatisation dans le cadre du concept «FACTORY WITH A
FUTURE» (usine, avec un avenir de GENERAL ELECTRIC).
Chez nos clients vous prendrez en charge les projets : Analyse des besoins
Etudes de faisabilité - Développement des projets jusqu'à leur intégration.
Dans d'autres cas, nous vous confierons des études de réalisation de
CFAO en coordination avec des spécialistes de modélisation.
Nous vous offrons la possibilité de travailler dans un environnement de
haute technologie de jeunes ingénieurs très motivés et avec des
perspectives d'évolution très intéressantes au sein de notre groupe.
Le diversité des problèmes que nous rencontrons en clientèle sera de
nature à vous passionner.INGENIEUR ARTS & METIERS ou équivalent, vous avez
une première expérience de conduite de projet en CFAO
idéalement sur Matériel GENERAL ELECTRIC CALMA.
Adresser CV, photo et prétentions sous réf. 826 M aux
Consultants d'ALPHA CDI qui s'engagent à vous
recevoir rapidement.
ALPHA CDI - 181, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY SUR SEINE.

ALPHA-CDI

Société de pointe en Télémétrie Française
ayant de très importantes perspectives
de développement sur la prochaine décennie
(CA 3 Milliards - 7.500 personnes)
recherchepour participer à des projets utilisant les techniques
de l'informatique et des Télécommunications**INGENIEURS DEBUTANTS
ou ayant 1/2 ans d'expérience**Formation :
ENST, SUPÉLEC, CENTRALE, SUPAERO, ENSAM, ENSIMAG,
ENSEEHT (option Informatique), ICAM, ECAM, IDN, ENSI, ISEN,
ISEP, Licence, MAGE ou DECA d'Informatique, Ecole Supérieure
de Chimie de Nancy, Toulouse, Rouen.Lieux de travail desservis par RER :
- proche Banlieue Sud,
- ou 40 km Sud-Ouest de PARIS.
Adresser C.V. détaillé + photo, sous référence DN 39 à**CGS CARRIERES**

58, Bd Gouvion-Saint-Cyr, 75017 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche**JURISTE**

ayant une première expérience de la

fonction personnel

- Il effectuera des études et jouera un rôle de conseil en matière
de droit du travail et de relations sociales auprès de la Direc-
tion et des responsables des établissements de la Société.
- En fonction de ses capacités et de ses centres d'intérêt, il
pourra évoluer, soit vers un poste de responsable de person-
nel en unité de production, soit vers d'autres fonctions.

Ecrire sous référence 79681 à CONTESSÉ PUBLICITE
20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.**Développer les équipements de production
d'une usine de composants électroniques**C'est ce que vous propose SOVCOR, filiale de Corning France (no 1 sur le marché des verres spéciaux), spécialisée dans
la production et la commercialisation de composants électroniques. Politique de réduction des coûts, transferts de techno-
logies nouvelles, remise en cause des équipements existants, telle sera votre activité au sein de la direction technique de
l'usine.Interface entre l'équipe de production et la direction technique européenne, vous serez chargé d'améliorer et d'optimiser
les équipements et procédés du service fabrication. A la tête d'une petite équipe de techniciens, vous pourrez ainsi suivre
«votre projet» de A à Z.Ecouter, conseiller, innover et répondre aux besoins présents et futurs seront les clés de votre réussite.
Pour ce poste de management et de réelle autonomie, nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur diplômé justifiant
d'une expérience confirmée en électronique et/ou électromécanique, possédant de bonnes connaissances en anglais.

Ces conditions vous seront nécessaires pour intégrer une société à forte notoriété technologique.

Réussir dans cette fonction vous permettra d'évoluer en France au sein de notre groupe.

CORNING FRANCEMerci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions
sous référence IE M à SOVCOR - 11, Chemin de la Ronde
B.P. 31 - 78110 LE VESINET

ALPHA-CDI

500 000 000

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



GOUPIL VOIT GRAND...

AVEC LE GOUPIL III, SMT PROPOSE LE MICRO-ORDINATEUR LE PLUS NOVATEUR DU MARCHÉ. CETTE VOLONTÉ DE GAGNER S'APPLIQUE A TOUS LES NIVEAUX DE L'ENTREPRISE.

SI, COMME NOUS, VOUS VOULEZ INNOVER POUR GAGNER... VENEZ GAGNER AVEC SMT GOUPIL.

INNOVER POUR GAGNER

JEUNES CHASSEURS

Ingénieurs commerciaux de talent, pour élargir et développer l'impact de notre réseau, vous êtes aussi bien armés que GOUPIL. Vous avez déjà une expérience de la vente dans les milieux de la Bureautique ou de l'informatique mais, surtout, vous connaissez bien ceux des distributeurs et des revendeurs. Pour postuler, il n'est pas nécessaire de faire état d'une longue expérience : votre dynamisme, votre talent, votre motivation pour le micro-informatique, en un mot, votre flair de fin limier, sauront nous convaincre. Réf. 501

VENDEURS GRANDS COMPTES

Nous recherchons nos candidats parmi les plus fins négociateurs, capables de mener à terme des affaires de plusieurs millions de francs... et motivés par les Industries de pointe : vendeurs de talent, vendeurs expérimentés, vous nous représenterez auprès des Administrations ou des grands comptes privés. Si vous pouvez justifier une première expérience similaire dans les milieux de la Bureautique, de la péri-informatique ou de l'informatique, vous êtes ceux que nous attendons ! Réf. 502

INGÉNIEURS COMMERCIAUX EXPORT GRANDS COMPTES - RÉSEAUX

GOUPIL est maintenant présent dans de nombreux pays (Afrique du Nord, Afrique Noire francophone, Grèce, etc.) et bientôt dans toute l'Europe, dans les pays arabes, en Asie, au Canada... Pour renforcer ce développement, nous recherchons des INGÉNIEURS. De formation commerciale ou technique supérieure, ils ont indéniablement une passion pour la micro-informatique et pour les voyages, car la mission que nous leur offrons sera multiple :
• assister et animer le réseau de nos distributeurs en prospectant, en réalisant des actions de promotion et en participant aux foires, expositions.
(ANGLAIS impératif, Espagnol souhaité).
Vous êtes disponible pour voyager et prêt à devenir notre ambassadeur dans le monde. Réf. 503

INGÉNIEUR RESPONSABLE DU MARKETING PRODUITS

Vous connaissez bien l'univers de la micro-informatique et la recherche de nouveaux produits, de nouveaux auteurs (même au niveau international) vous motive. Homme de coordination et de support, vous dialoguez avec les créateurs, avec nos responsables du développement logiciel, vous répondez aux questions des clients et des commerciaux. Vous êtes également un interlocuteur privilégié pour notre réseau. Tous ces contacts doivent vous permettre de participer à la définition de notre politique produit logiciel. Vous êtes diplômé d'études supérieures, et vous avez une expérience dans le domaine des logiciels de micro-informatique (si possible). Réf. 504

ADJOINT AU DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Homme de coordination et de synthèse, vous avez déjà une première double expérience dans le domaine du développement Hard et Soft. Directement rattaché au Directeur du Développement, vous serez chargé de :
• participer à la définition des produits nouveaux
• coordonner des pré-études (faisabilité, coût, etc.)
• suivre la réalisation de projets et animer les hommes.
Ce poste nécessite une expérience technique pluridisciplinaire :
- informatique, électronique
- architecture de systèmes aux plans des études et de l'industrialisation.
INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE, vous avez 5 à 10 ans d'expérience, un esprit rigoureux et des qualités de synthèse. Réf. 506

RESPONSABLE DE L'INDUSTRIALISATION

Au sein de la Direction du Développement, nous vous confierons les missions suivantes :
- ingénierie de nouveaux produits : sous-ensembles électroniques, boîtiers, ventilation, emballages, problèmes de qualité ;
- amélioration des produits existants : normalisations, analyses des coûts, qualité... ;
- gestion du laboratoire d'agréments.
Une expérience dans l'industrie informatique avec une bonne connaissance des technologies de pointe seraient appréciées. Vous êtes Ingénieur de formation ou équivalent et vous avez quelques années d'expérience professionnelle en milieu industriel (bureau d'études, développement, production), de préférence dans les industries électroniques ou informatiques, mais ce n'est pas indispensable. Néanmoins, vous êtes motivé par un travail de coordination, très dynamique et varié où les contacts sont multiples et les projets passionnants. Réf. 510

CHEF DU SERVICE DÉVELOPPEMENT PROJETS SPÉCIFIQUES ET SUPPORT

Directement rattaché au Directeur du Développement, vous aurez pour mission de créer et d'organiser ce nouveau service au sein du département. Vous serez chargé de coordonner et de réaliser les développements spécifiques autour de nos produits et de mettre en place une assistance technique de haut niveau sur l'ensemble de nos produits de base. Ce poste nécessite une expérience de l'encadrement allée à une très bonne expérience technique dans les domaines de la micro-informatique (connaissance des matériels, des logiciels de base, des applications standards, etc.). Une aisance pour les contacts clientèle est aussi souhaitée. Réf. 508

CHEF DE L'INFORMATIQUE INTERNE

Nous vous confierons la responsabilité du développement de notre informatique interne. Après avoir identifié les besoins des différents services, vous planifierez et mettrez en œuvre un certain nombre de projets : en gestion de production, finance, personnel, commercial... Jeune Chef de Projet dynamique, vous êtes très motivé par l'organisation et l'implantation de notre service informatique. Une première expérience en SSCI serait appréciée. Réf. 505

INGÉNIEUR LOGICIEL DE BASE

Ingénieur informaticien ou équivalent, vous vous êtes aguerri par quelques années d'expérience professionnelle. Rattaché au CHEF DU SERVICE LOGICIEL DE BASE, vous prendrez en charge la mise en œuvre d'un système d'exploitation (CP/M, UNIFLEX, UNIX, etc.) et de ses outils, comme base de développement de logiciels. Vous aurez à effectuer les travaux d'adaptations nécessaires et à concevoir et à réaliser une vaste gamme d'outils. De formation informatique (École d'Ingénieurs ou Universitaire), vous avez acquis de solides notions d'organisation des systèmes d'exploitation et l'expérience d'un ou plusieurs systèmes connus en micro-informatique. Réf. 509

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS CONFIRMÉS OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE

Ingénieur Électronicien ou équivalent universitaire, confirmé avec quelques années d'expérience professionnelle. Rattaché à la Direction du Développement, vous aurez pour mission de concevoir et de réaliser des sous-ensembles électroniques à base de microprocesseurs pour intégration dans notre gamme de micro-ordinateurs (construits autour de Z80, 8088, 6809, 68000). De formation électronique (École d'Ingénieurs ou Universitaire), vous avez une solide expérience en conception de micro-ordinateur et en architecture de systèmes dans un contexte industriel avec une bonne pratique des technologies nouvelles (mémoires, VLSI, PAL, GATE ARRAY, etc.). Compte-tenu de la rapide évolution de notre société, des capacités d'encadrement seront appréciées. Nous sommes prêts à étudier également les candidatures d'ingénieurs électroniciens débutants ou ayant une première expérience pour les intégrer sur différents projets. Réf. 507

Si vous voyez grand, comme GOUPIL, prenez rapidement contact avec notre Conseil ALPHA CDI, en lui adressant votre candidature détaillée (précisant la référence du poste choisi). ALPHA CDI - 181, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



ÉLECTRONIQUE SERGE DASSAULT

recherche
ingénieurs informaticiens
GRANDES ÉCOLES
débutants ou quelques années d'expérience

Si vous êtes motivés par les techniques de pointe, si vous avez le goût de l'animation et des responsabilités, pour assurer notre expansion, venez renforcer notre service LOGICIEL dans les domaines suivants: LOGICIEL de TRANSMISSION et LOGICIEL d'APPLICATION POUR GUICHETS et TERMINAUX BANCAIRES, et SYSTÈMES de TÉLÉPHONIE.

Nous mettons à votre disposition au sein d'une équipe jeune et expérimentée: une méthodologie de développement logiciel, de puissants moyens informatiques, la formation aux moyens et aux techniques les plus modernes. Lieu de travail: Banlieue OUEST (PLAISIR-LES-GATINES). Accès facile par Autoroute de l'OUEST.

Perspectives de carrières intéressantes et nombreux avantages sociaux.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2735 LM à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

FUTUR

responsable
administratif & financier

Une PMI FRANÇAISE (effectif 350 personnes), solidement implantée dans la RÉGION RÔMOISE et développant ses activités en France et à l'étranger, renforce ses structures et crée un nouveau poste de CADRE ADMINISTRATIF.

Reportant au DIRECTEUR GÉNÉRAL de l'entreprise, sa première mission sera de prendre en charge le service de GESTION et ADMINISTRATION DU PERSONNEL ainsi qu'un certain nombre de problèmes JURIDIQUES et FISCAUX concernant l'ensemble des activités de la Société. Ses fonctions évolueront ensuite vers la DIRECTION des SERVICES ADMINISTRATIFS, COMPTABLES et FINANCIERS.

Ce poste nécessitant une grande autonomie, conviendrait à un JEUNE CADRE ayant une FORMATION SUPÉRIEURE en GESTION (ESC ou UNIVERSITAIRE) et quelques années d'expérience acquises soit dans un cabinet conseil, soit dans les services administratifs et/ou financiers d'une entreprise, et souhaitant accéder progressivement à un poste comportant de larges responsabilités. Résidence Rômoise indispensable.

Les dossiers de candidatures indiquant rémunération - sous réf. 2736 LM à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

afnor

association française de normalisation

recherche pour sa division Informatique

INGENIEURS

intéressés par les domaines suivants :

- Automatisation Industrielle
(langages de programmation des machines à commande numérique, CFAO, Robotique)
- Micro informatique
(matériel applications professionnelles et domestiques)
- Télé informatique
(Interfaces, Réseaux publics et protocoles)
- Equipements périphériques
(disques et bandes magnétiques)
- Informatique de Gestion

Mission : Animation de groupes de travail chargés d'élaborer, en liaison avec les constructeurs les utilisateurs, ainsi que les organismes publics, les normes et documents normatifs.

Elle suppose une grande aisance dans les contacts à tous niveaux, une capacité développée de communication autant écrite qu'orale et la maîtrise de la langue anglaise.

Déplacements de courte durée à l'étranger.

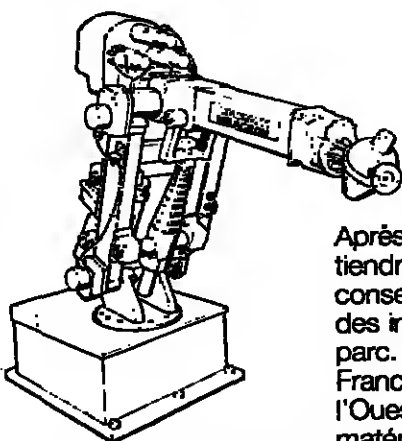
Adresser lettre manuscrite, c.v., photo et rémunération actuelle sous référence 5295 à
AFNOR - Direction du Personnel - Tour Europe - Cedex 07 - 92080 Paris la Défense

CINCINNATI
MILACRON

BTS Mécanique/Automatismes, DUT Génie
Electrique, vous parlez anglais, vous avez 2 à 5
ans d'expérience conforme à votre formation...

Notre DIVISION ROBOTS INDUSTRIELS
vous propose de partager son essor
Devenez

SERVICE ENGINEER



Après une formation initiale en Angleterre, il vous appartiendra d'intégrer les robots dans leur milieu industriel, de conseiller et de former les utilisateurs, d'intervenir lors des incidents et de participer à la gestion technique du parc. Basé en Région Parisienne, vous opérez en France et à l'occasion dans les pays d'Europe de l'Ouest. Le recyclage sur les futures générations de matériel est prévu en Angleterre ou aux USA.

Ecrivez avec CV explicite et photo sous réf. CM/SE à notre Conseil en Recrutement
CETAGEP 30 Avenue Amiral Lemonnier 78160 MARLY LE ROI.

CETAGEP

THOMSON-BRANDT

Branche Brandt Armements

recrute pour son département "COHÉRENCE ET QUALITÉ" des

INGÉNIEURS
DIPLOMÉS HF

ENSTA - ECP - ENSAE - ECL - ENSAM - ENICA

Première expérience souhaitée dans les domaines aéronautique ou pyrotechnique.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail :

Saint-Denis (93) ou La Ferté-Saint-Aubin (45).

Écrire à Monsieur FERRIN, Service du Personnel - 52, Champs-Élysées 75008 PARIS.

Ingénierie
mécanique de pointe

Nous sommes une importante société d'ingénierie spécialisée dans la conception et la construction d'ensembles industriels dans les domaines nucléaires et ceux faisant appel aux technologies de pointe.

Pour établir et contrôler à tous les stades, depuis les avant-projets jusqu'à la réalisation, le coût de machines spécifiques et d'installations mécaniques très diverses, nous recherchons

Un cadre expérimenté

désireux de valoriser son expérience de responsabilités dans un atelier de fabrication de machines spéciales (méthodes, gammes, coûts).

Si vous avez en plus le sens du conseil et des relations humaines, merci d'envoyer curriculum vitae + photo et prétentions sous réf. M23 à

SGN

Direction du Personnel
1, rue des Hérons, Montigny-le Bretonneux
78184 St Quentin-en-Yvelines

Importante Société de Distribution,
cherche

DEUX JURISTES CONFIRMES

E/F

Le premier, titulaire au minimum d'une maîtrise en droit, disposera de 2 à 4 ans d'expérience en entreprise ou dans un cabinet de conseil juridique. Il ou elle devra posséder une bonne maîtrise du droit des sociétés, du droit commercial, du droit de la consommation et de la distribution, et s'intégrer à une équipe dynamique afin de mettre efficacement son outil de travail à la disposition de l'entreprise.

Le second assurera la gestion de son patrimoine immobilier. Il sera licencié en droit et aura une bonne maîtrise des baux commerciaux, de la co-propriété, des assurances, du droit privé, de la construction et aura l'expérience de la gestion immobilière. Diplôme souhaité : ICH ou similaire.

Adresser C.V. et prétentions sous référence 79930
à CONTEXTE PUBLIQUE
20, Avenue de l'Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

ROUSSEL UCLAF

ROMAINVILLE

recherche



un(e) technicien(ne) microbiologiste

pour son département de BIOTECHNOLOGIE

Destiné (e) à travailler dans le cadre du lancement d'un nouveau programme de criblage.

Titulaire d'un DUT ou BTS en analyses biologiques le ou la candidat (e), organisé (e), méthodique et précis (e), justifiera impérativement d'une expérience de plusieurs années dans un laboratoire de microbiologie industrielle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV + photo + prétentions à :
ROUSSEL UCLAF - SPRS/MH - 102, route de Noisy
93230 ROMAINVILLE

Csee

5500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres.

INGÉNIEURS SYSTÈME MINI et MICRO

PROJETS SYSTÈME MONO ET MULTIPROCESSEURS TEMPS REEL

L'ingénieur système anime une équipe projet de 3 à 5 ingénieurs d'études et analystes programmeurs, rédige les spécifications pour les différentes compétences et les fournisseurs, coordonne l'exécution et effectue les divers essais d'ensembles (usines et sites). Pour assurer efficacement la liaison entre le matériel et le logiciel des divers ensembles, une expérience «logicielle» est nécessaire.

Les techniques mises en œuvre concernent l'informatique, les transmissions de données, le process industriel, le contrôle commande, les énergies, l'installation électrique, la sécurité ferroviaire.

INGÉNIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

INFORMATIQUE TEMPS REEL APPLIQUÉE A DES SYSTÈMES INDUSTRIELS

L'ingénieur logiciel, autonome ou intégré à une petite équipe selon l'importance du projet, a la responsabilité de la conception d'un logiciel et de sa mise au point après intégration dans les systèmes. Il est assisté dans sa tâche par des agents de programmation, et des outils puissants sont mis à sa disposition pour l'exécution des travaux (ordinateur VAX par exemple). La maîtrise des moniteurs temps réel et l'utilisation des langages évolués sont nécessaires.

Les domaines d'application concernent les systèmes de signalisation ferroviaire, les automatismes de sécurité, les systèmes de défenses, les réseaux de transmission de données, la conduite des grands ouvrages, les systèmes de téléphonie privée.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES, DPH, Service Emploi et Développement des Cadres 37, Bataillon Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions à réf. L638

الطريق إلى النجاح

JP 11/10/83

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF
DÉPARTEMENT ÉTUDES
DÉVELOPPEMENT ET IMAGERIE NOUVELLE
Nous sommes le groupe numérique de la branche des équipements médicaux; nous voulons renforcer nos jeunes équipes travaillant sur la visualisation numérique et les processeurs de traitement d'image.

Nous recherchons:
DEUX INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS EXPÉRIMENTÉS
Dans le cadre du service processeurs, ils participeront à l'élaboration des logiciels de tests intégrés aux systèmes.
Leur environnement: VAX, EXORMACS, VERSADOS, CHAINES CROISÉES.

UN INGÉNIEUR DE DÉVELOPPEMENT ET D'INTÉGRATION
Il prendra en charge un des processeurs de visualisation numérique.
Son environnement: DEC LSI 11, RT 11-RSX.
Pour tous ces postes à pourvoir à Issy-les-Moulineaux, adresser CV + photo + prétentions à Françoise LEMAIRE, THOMSON-CSF, 48, rue Camille-Desmoulins 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Dans le cadre de son expansion la Division Propulsion Liquides et Espace de la S.E.P. de VERNON recherche des

INGÉNIEURS DÉBUTANTS et CONFIRMÉS

pour son Département "PRODUCTION"

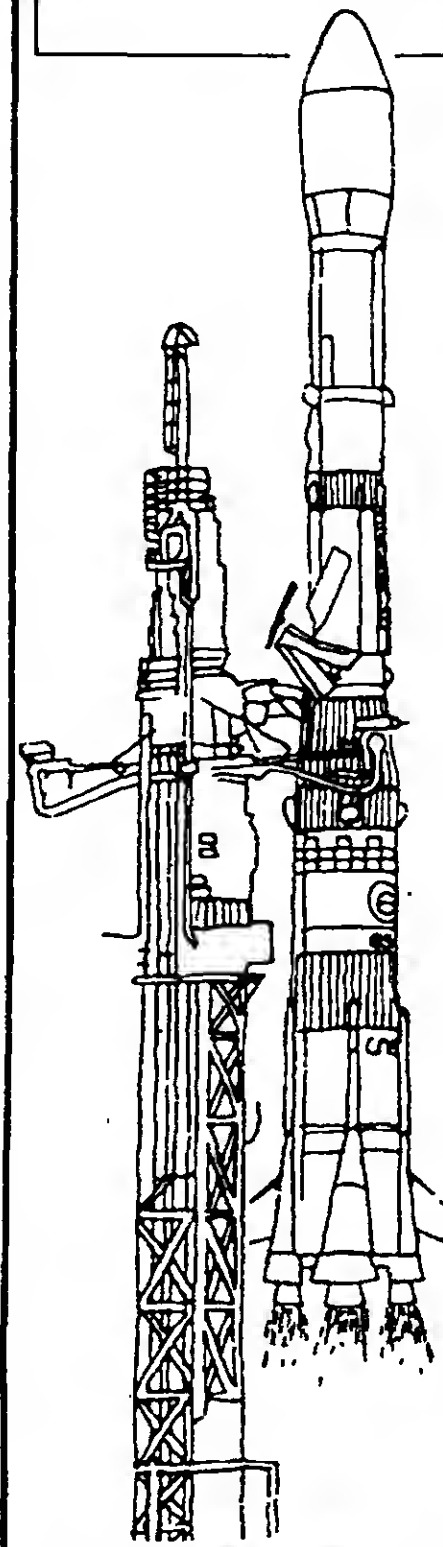
- BUREAU INDUSTRIEL (Ref. 600)
de formation mécanique ou aéronautique, avec expérience de gestion et/ou informatique, ils secondent les Chefs de Programme pour la préparation et la gestion des contrats avec les clients et les sous-contractants en France et en Europe.
L'anglais lu et parlé est indispensable, l'allemand souhaité.

- ASSISTANCE TECHNIQUE (Ref. 601)
de formation mécanique ou aéronautique, ils participeront à la mise en œuvre des systèmes propulsifs du 3^e étage d'ARIANE sur le tos de tir de KOUROU.
Placés sous l'autorité d'un Chef de Mission, ils encadreront des équipes d'interventions.
Ces postes nécessitent des déplacements fréquents et une assez grande disponibilité.

- FABRICATION SÉRIE (Ref. 602)
Ces Ingénieurs de formation mécanique, posséderont une expérience en fabrication type aéronautique (usinage ou montage) et de bonnes compétences en encadrement et organisation d'atelier.

- CONTRÔLE INSPECTION (Ref. 603)
de formation A.M., ECAM, UTC de Compiègne, ces Ingénieurs auront à étudier ou perfectionner les méthodes ou moyens de contrôle en liaison avec les services concernés.
Ils devront faire preuve d'initiative, d'esprit d'équipe et aimer les contacts humains.

Merci de nous faire parvenir votre c.v., salaire actuel et prétentions (en précisant la référence) SEP, Service du Personnel, BP 802, 27207 VERNON.



SEP

LCT Laboratoire Central de Télécommunications recherche

ingénieur grandes écoles

ENST - ESE - ENSEEIHT - ECP - ENSERG - ou Universitaire (Doctorat 3^{ème} cycle)
► Pour études théoriques en électromagnétisme et applications sur ordinateur; formation requise, expérience souhaitée en :
• modélisation • analyse numérique
• programmation en langage évolué. réf. IGEU

ingénieur grandes écoles

ENST - ESE - ENSEEIHT - ECP - ENSERG
► Pour études de circuits analogiques (faible niveau, large bande) et numériques rapides (ECL...). Expérience requise de 2 à 3 ans dans ces domaines. réf. IGE

ingénieurs pluridisciplinaires

(INSA ou équivalent)
Plusieurs années d'expérience concrète exigées dans les domaines suivants :
• en conception mécanique et conception de sous-ensembles optiques en relation avec le bureau d'études,
• intégration de prototypes d'équipement électrique,
• suivi de projets. réf. IP

techniciens électroniciens

BTS ou DUT
Quelques années d'expérience dans au moins deux des domaines suivants :
• liaisons à fibres optiques • traitement du signal vidéo
• circuits numériques. réf. TE

Pour ces postes, la nationalité française est exigée. Bonnes connaissances de l'anglais. Avantages sociaux.
Adresser CV, photo et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à LCT - BP 40 - 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY cedex

stime

FILIALE INFORMATIQUE D'INTERMARCHÉ

Recrute pour son Siège PARIS 15^{ème}

analystes programmeurs (Ref. AP)

• IBM 4341 DOS/VSE Confirmés (minimum 2 ans expérience)
• Connaissances CICS VOLLIE LIBRARIAN très appréciées.

analystes programmeurs (Ref. APDP)

• Expérience PDP 11 sous RSX 11M
• Bonne connaissance du COBOL.

ingénieur système (Ref. SY)

• DOS/VSE très bonne expérience CICS et RESEAU
• Connaissances VOLLIE FAVER appréciées.

informaticiens (Ref. IN)

• Expérimentés dans le domaine de la micro-informatique pour la conduite de projets sous MS/DOS et/ou CPM
• Connaissances d'outils du type DBASE II... appréciées.
Adresser C.V. et prétentions à Direction STIME, 24, rue Auguste Chabrières - 75015 PARIS.

Chef de projet
conception et réalisation
système de
gestion de pointe

La Coopérative Agricole du Val-de-Loire (2,5 milliards de francs de CA, 1.700 personnes) recherche dans le cadre de son expansion un Ingénieur Chef de Projet.
Il s'intégrera au service informatique équipé d'un 43/41, de plusieurs mini-ordinateurs de gestion (HP 3000) et d'une centaine de micro-ordinateurs.
Rattaché au Directeur Organisation et Informatique, il aura la responsabilité de la réalisation de projets inscrits au plan informatique et concernant toutes les activités de la coopérative.
Les projets sont conduits selon la méthode Merise et font appel aux bases de données et au temps réel. Le poste offre des compétences en informatique et une formation d'ingénieur, fait appel à des qualités de contact, d'autonomie et exige une expérience de niveau similaire d'environ 3 ans acquise en SSI ou entreprise.
Poste basé à Arçenis (44).
Ecrire sous réf. EP178 CM
4, rue Massenet - 93016 Paris

Notre groupe indépendant financièrement est à taille humaine, performant et diversifié (pétrole, ingénierie, mécanique de précision, informatique...). Dans le cadre de notre développement, nous recherchons pour notre siège un

JEUNE ASSISTANT AU DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous possédez votre DECS si possible allié à un diplôme d'ESC et vous avez acquis une première expérience comptable, d'audit ou de gestion d'au moins 2 ans en cabinet d'expertise ou en entreprise. Sous l'autorité et en étroite collaboration avec le Directeur Administratif et Financier, vous serez chargé de missions d'assistance comptable auprès de la maison-mère et des sociétés du groupe, de la constitution du bilan consolidé, de l'établissement du budget et du contrôle budgétaire, de missions d'audit comptable. Vous participerez également à des études ponctuelles: financières, fiscales, économiques... Ce poste recouvrant des tâches d'une grande diversité laisse place à l'initiative et prépare un candidat de valeur à évoluer dans le groupe.

Si vous pensez avoir le profil de la personne que nous recherchons, écrivez à Jean-Loup Panichon sous réf. 6732 M: il étudiera avec vous les possibilités d'une future collaboration.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
47 bis, AVENUE BOSQUET - 75007 PARIS
TELEPHONE: 555.11.11
MEMBRE DE SYNTHEC

Contrôleur budgétaire

Une importante société recherche pour prendre en charge le contrôle budgétaire un cadre, de formation supérieure, possédant 2 à 3 ans d'expérience et familiarisé avec l'informatique.
Lieu de travail: siège social Paris
Adresser CV et prétentions sous réf. 6582 à Média-System, 104, rue Réaumur 75002 Paris

Fiscaliste

Agé de trente ans environ, titulaire du diplôme de l'E.N.I., ayant réussi une première expérience dans une grande entreprise ou un cabinet de conseil, il sera responsable des relations avec l'administration fiscale et élaborera la politique fiscale au Groupe.
Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 8504 (mentionnée sur l'envoi), à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ETABLISSEMENT PUBLIC DE L'ETAT
chargé d'aider les administrations dans la mise en œuvre
des techniques de l'information, recherche
pour sa DIRECTION TECHNIQUE, des

INGENIEURS SYSTEMES ET TELECOMMUNICATIONS

sur minis et micro-ordinateurs (réf. T1)

INGENIEUR INFORMATICIEN
ayant une expérience de la mise en œuvre des logiciels
DM IV-TP et IDS 2 sur les matériels BULL DPS 8 et/ou DPS 7 (réf. T2)

SPECIALISTE LOGICIELS ET PROGICIELS

SUR MICRO-ORDINATEURS

SGBD, Traitement de Texte, Tableurs, ayant une bonne expérience du marché (réf. T5)

SPECIALISTE MATERIEL SUR MICRO-ORDINATEURS

ayant acquis une expérience en logiciels de base (réf. T7)

MISSIONS GENERALES

Assistance et conseil technique aux administrations sur dossiers ou sur le terrain. Travail seul ou en équipe.
Etudes de besoins : évaluations qualitatives et quantitatives. Enquêtes. Cahiers des charges. Appels d'offres.
Propositions de solutions : conseil pour les choix des systèmes, des équipements, des logiciels.
Produits nouveaux : conseil sur les spécifications techniques. Suivi et évaluation de réalisations industrielles. Participation aux premières implantations.
Publications techniques : synthèses, état de l'art, méthodes.
Conseils spécialisés à la demande : expertises, séminaires.

PROFIL DES CANDIDATS

Nous recherchons des candidats de formation ingénieur ou maîtrise d'informatique, justifiant d'une expérience de quelques années dans une de ces disciplines. Leur formation complémentaire, adaptée aux missions à remplir, sera assurée.
Si l'un de ces postes vous intéresse, nous vous remercions d'envoyer votre candidature en précisant la référence (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions) au CESIA - Domaine de Voluceau, Rocquencourt B.P. 105 - 78153 LE CHESNAY CEDEX



Société Nationale (12.700 personnes dont 1.550 Cadres)
Nous sommes spécialisés dans l'étude et la fabrication de moteurs d'avions civils et militaires et nous comptons parmi les plus importants motoristes du monde occidental.
Largement exportateurs, nous avons diversifié nos activités au sein d'un groupe puissant.
Le GROUPE SNECMA entend poursuivre une politique de recherche et de développement dans le domaine des technologies avancées pour renforcer sa compétitivité internationale.



INGENIEUR INFORMATICIEN

SYSTEMES DE PRODUCTION

Rattaché au responsable des études, il assurera :
- la réalisation d'un projet important (nomenclatures)
- la direction d'une équipe de programmeurs
- le suivi de l'application en exploitation

Une expérience de 5 années environ en informatique de gestion de production est nécessaire - Formation grande école ou universitaire.

INGENIEUR EVALUATION

SYSTEMES ET RESEAUX

Nous recherchons un INGENIEUR EXPERIMENTE de formation supérieure en informatique et télécommunications (ESE, ENST, 3ème cycle universitaire...).

Il sera chargé :
- d'évaluer les moyens matériels et logiciels, en liaison avec les responsables des centres d'exploitation qu'il devra conseiller,
- d'assurer les contacts avec les fournisseurs.

Son rôle de conseil pourra s'étendre aux filiales du Groupe SNECMA.

Pour ces deux postes basés à CORBEIL (91),
merci d'adresser votre lettre + CV et prétentions,
EN PRECISANT LE POSTE CHOISI,
à SNECMA, Département Encadrement
2, Boulevard Victor - 75724 PARIS CEDEX 15.

ENTREPRISE DE NETTOYAGE DE LOCAUX

LEADER EN REGION PARISIENNE

recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

2 ans expérience minimum

Si vous êtes capable de :

- penser et vivre Economies (sauf pour votre temps !).
- apprendre et comprendre avant de juger.
- convaincre plutôt qu'imposer.
- ne lâcher un problème qu'une fois résolu.
- privilégier le travail en équipe.

Vous êtes peut-être celui que nous souhaitons intégrer dans notre Société en expansion, au sein d'une équipe jeune.

Rémunération : ± 100.000 F./an

Prière d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo
sous référence 67202 M à BLEU Publicité - 17, rue du Docteur Lebel
94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Société fabriquant et commercialisant
des biens d'équipements industriels
recherche

Jeunes Ingénieurs d'Affaires

Export

Après une période de formation à l'entreprise et à ses produits sur le marché français, ils auront la responsabilité :

- de la réalisation des études de marché
- de la négociation avec les prescripteurs
- de l'animation et de la gestion des agents ou revendeurs à l'étranger.

Ces postes conviendront à de jeunes diplômés d'Ecole Supérieure de Commerce, option marketing ou commerce international, désireux de s'orienter vers la vente à l'exportation et de participer activement au développement de l'entreprise à l'étranger.

La pratique courante de la langue anglaise est indispensable. La maîtrise d'une seconde langue souhaitée.

Pour nous rencontrer, veuillez adresser un dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous réf. 124 à C.K.
22, rue de l'Assomption 75016 Paris



Chantal Kenvyn

Responsable Commercial

Ensemble en Automatismes Industriels

220/250.000 F an

Nous sommes la jeune division Automation d'une importante entreprise française de travaux industriels.

Nous bénéficions déjà d'intéressantes introductions de notre groupe dans plusieurs secteurs d'activités.

Cependant, au stade actuel de notre développement il nous paraît indispensable de créer le poste de Responsable Commercial.

Celui-ci nous permettra une plus large pénétration de certains secteurs, clients potentiels de notre activité (Ingénierie, PMI, Administrations).

Il saura également faire valoir nos différents domaines de compétences (informatique industrielle, instrumentation, télétransmission).

De formation technique, la personne recherchée dispose nécessairement d'une expérience de plus de 3 ans en tant que technico-commercial ou ingénieur d'affaires, chez un fabricant d'automatismes, chez un «engineering», ou dans une société de services orientée vers les systèmes d'automatismes.

Siège : BANLIEUE PARISIENNE OUEST.

Envoyer votre CV sous la réf. M 1067 aux consultants de GFC
360, rue de Vaugirard 75015 Paris chargés de cette recherche.

Discrétion absolue et réponse assurée.
Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

GFC

Êtes-vous le

TOP GRAPHISTE DESIGNER

que recherche

LONSDALE

Premier Cabinet Français de Design & Communication
Pour renforcer ses équipes en
IMAGES DE MARQUES - SV
(Systèmes d'Identification Visuelle) et Livres de Normes

Envoyer lettre, C.V. et rémunération annuelle à
G. Moratille - Lonsdale 5, Av. George V - 75008 Paris

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES DU

SECTEUR BATIMENT ET TRAVAUX

PUBLICS

recherche pour son Service Juridique à VANTERRE
(RER Nanterre Ville).

JEUNE JURISTE

ayant si possible quelques années de pratique (dans le secteur du bâtiment et des Travaux Publics de préférence).

- Titulaire de la Maîtrise de droit privé.
- D.E. I. ou D.E.S.S. récemment acquise.
- Doit des affaires et de la construction.
- Anglais indispensable.
- Espagnol.

Merci d'envoyer votre dossier sous n° 11091 M.
11115 CONTACT 156, bd Haussmann, 75008 Paris,
qui garantira la plus grande discrétion.

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

Premier constructeur européen de matériel et d'équipement
Bureautique et Informatique, OLIVETTI recherche pour sa Direction
de la MAINTENANCE France un

Chef de produits

De niveau Ingénieur familiarisé avec le milieu informatique et électronique.
Il est responsable avec son équipe de la définition des conditions techniques d'assistance des produits et de la formation des techniciens d'après-vente.
Ses actions sont coordonnées avec les services centraux de l'Italie et le Marketing France.

Ses réelles qualités d'animateur, sa pratique de l'anglais et si possible de l'italien, sont des conditions essentielles de sa réussite.

Le poste est basé à Aubervilliers.

Merci de nous faire parvenir votre dossier de candidature sous référence ET à Daniel BASSAN

OLIVETTI FRANCE - DPRH
80 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

olivetti olivetti olivetti olivetti olivetti

La direction financière d'un important organisme de crédit recherche :

Chargé du contrôle interne MF

Il devra mettre en place et assurer le contrôle interne de la direction financière.
Ce poste est rattaché au Secrétariat exécutif de la direction financière du Groupe.

Le candidat retenu aura :
- une formation supérieure : grande école commerciale (option finance comptabilité) ou équivalent.
- une expérience de deux à trois ans minimum dans un service d'audit ou en cabinet.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 8503 (mentionnée sur l'envoi) à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris qui transmettra.

MEASUREX

FILIALE U.S. LEADER PROCESS CONTROL
RECHERCHE

INGENIEUR

CHEF DE PROJET

Pour assistance technique dans la vente de systèmes de contrôle de processus.

Stage USA - Potentiel d'évolution vers poste de responsabilité commerciale - Déplacements provinciaux fréquents.

Ingénieur diplômé, il possèdera 2 à 3 ans d'expérience dans le système d'instrumentation d'automatisme et une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une connaissance de l'industrie papetière et de processus thermique serait un atout supplémentaire.

Envoyer C.V. et photo à : MEASUREX

8, rue des Pyrénées - S.I.C. 537 - 94633 Rungis Cedex.

المشروع 155

JP. 11.10.83

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Mercredi 5 octobre 1983 - Page 35

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

GRUPE INTERNATIONAL (Effectif : 35.000 personnes)
recherche suite à 2 promotions internes,
pour son Service d'Audit Central,

1 Auditeur interne confirmé 1 Auditeur interne débutant

- l'auditeur confirmé (H. ou F.) devra posséder une expérience professionnelle d'un minimum 5 ans (tout ou partie dans l'Audit).
Après quelques mois, il devra assurer :
 - la supervision de certaines missions
 - la prise en charge directe de certains audits difficiles.Il aura un rôle d'encadrement et de formation vis-à-vis des auditeurs les plus jeunes. Il participera à la définition de la politique de l'audit.
- l'auditeur débutant (H. ou F.) sans expérience professionnelle (ou très courte 1 ou 2 ans) sera formé dans notre Service.
- Pour les 2 postes, les candidats sont des ressortissants de la CEE, ils parlent plusieurs langues. Ils sont diplômés d'une grande école de gestion Paris/Province (Sciences Po - HEC - ESSEC - Sup. de Co) ou son équivalent étranger.

Ces postes basés à PARIS, impliquent des déplacements fréquents en France et à l'étranger.
Envoyer CV et photo + lettre manuscrite avec prétentions sous réf. 20268 à JEAN REGNIER Publicité, 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Venez créer et animer au centre de Paris notre atelier logiciel

INGÉNIEUR SYSTÈME

3 à 5 ans d'expérience de formation ENSI, IDN, INSA, CNAM ...

vous connaissez les matériels VAX, les logiciels de développement pour microprocesseurs, les langages Pascal, Fortran, Homme de contact, vous assurerez, outre la gestion de l'atelier logiciel, la mise en place de la méthodologie et des outils de support au sein des services d'études.

La haute technicité de nos équipes, la diversité de nos activités, l'importance de nos moyens d'étude et de production, nous donnent confiance dans l'avenir. Le nôtre et le vôtre.

SECRE

Direction du Personnel
214, rue du faubourg Saint-Martin 75483 PARIS CEDEX 10.

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour le Siège de sa filiale en proche banlieue Ouest de Paris

INGENIEUR CHEF D'EXPLOITATION DES CHANTIERS

Equipement d'électricité, d'instrumentation et de tuyauterie en France et à l'étranger.

En liaison avec les Ingénieurs d'affaires, il aura la responsabilité de :

- rechercher et mettre en œuvre les moyens nécessaires à la réalisation des chantiers
- négocier avec les sous-traitants
- coordonner les interventions des personnels sur les différents sites
- suivre les avancements et la réalisation des budgets.

Ingénieur diplômé, il a acquis au minimum 10 ans d'expérience dans la direction de chantiers dont 5 à 7 ans à l'étranger. Il parle anglais couramment.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous réf. 79383 à



COMSIP ENTREPRISE

Direction du Personnel et des Relations Sociales
44, Avenue de Chatou - 92506 ROUIL MALMAISON

REALISER DANS L'INFORMATIQUE UNE VRAIE CARRIERE D'INGENIEUR

CAP SOGETI FRANCE

première société européenne de prestations intellectuelles en informatique, propose à de

JEUNES INGÉNIEURS

de valoriser leur carrière grâce à l'informatique.

Diplômés de l'enseignement supérieur,

leur recrutement s'inscrit dans le cadre de Contrats Emploi-Formation. (Candidats âgés de moins de 26 ans au 01.11.83).

Leur intégration à une équipe opérationnelle sera précédée d'une session de formation aux techniques actuelles de l'informatique commençant au début du mois de NOVEMBRE 83. Les affectations ultérieures qui leur seront proposées leur permettront d'assumer au cours de leur carrière des responsabilités évolutives dans divers domaines techniques.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous réf. 80364/M à



CAP SOGETI FRANCE

Robert NOELL

92, bd du Montparnasse PARIS Cedex 75682

Techniques de pointe et communication : une passion.

Ce sont en effet les deux domaines qui font votre vie professionnelle.

Filiale de l'un des très grands groupes français, nous sommes incontestablement, en permanence, au cœur des technologies nouvelles et d'avenir. Vous comprendrez pourquoi vos compétences, votre passion, prennent dans nos structures une importance toute particulière : la compétitivité est également chose quotidienne.

Créatif, vous ferez réaliser l'ensemble de nos outils de communication, et vous saurez faire passer vos vues auprès de vos collaborateurs. Bonne plume, vous prêterez vos talents de rédacteur. La connaissance de l'anglais, certes, est une chose acquise... Mais tous ces atouts, nous sommes sûrs de les trouver chez vous puisque vous avez déjà une première expérience et que vous êtes de formation supérieure. D'ailleurs, mieux que cette annonce, le Directeur du Marketing dont vous dépendrez vous expliquera l'intérêt et les exigences de ce poste basé tout près de Paris.

Adressez-lui votre candidature détaillée. Il saura être discret. Merci d'écrire à D. FOURNIER - 251, rue St Martin - 75003 PARIS, qui transmettra.

Société holding leader dans le domaine de la Communication,

nous offrons à un jeune

AUDITEUR INTERNE

l'opportunité de se joindre au responsable du contrôle pour mener les audits d'acquisition, les missions d'assistance aux filiales, et les travaux de révision.

Nous vous proposons un travail passionnant où votre initiative personnelle et votre sens des responsabilités vous ouvriront à moyen terme de très larges possibilités d'évolution dans nos filiales.

Diplômé(e) de l'Enseignement Supérieur (HEC - ESSEC) et ayant déjà acquis une première expérience dans les domaines de l'audit, de la révision ou du contrôle de gestion, vous saurez maîtriser technique et intelligence des hommes et des situations.

Pratique courante de la langue anglaise.

Déplacements fréquents (France - Europe) mais de courte durée.

Merci d'adresser votre CV détaillé sous référence D27 à STUDIS - Conseil en Recrutements - 25, rue Godot de Mauroy - 75008 PARIS - Tél. : 265.85.45.

conseil en recrutement
studis

Mondialement connus,
nous sommes un des leaders
dans les secteurs de l'électronique
et de l'électrotechnique.
Nous recherchons pour
le département électronique de puissance
de notre filiale française, un

ingénieur technico-commercial accrocheur

Electronicien de formation - parlant Allemand.

Il aura la charge au sein d'une équipe jeune et MOTIVÉE du suivi d'une partie de la clientèle en liaison directe avec nos usines situées en RFA.

Déplacements de courte durée à envisager en Allemagne et en France.

Adressez C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 80307 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra - 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Vous êtes

INGENIEUR ELECTRONICIEN

et spécialiste en microprocesseur. Vous désirez utiliser vos connaissances en matériel et en logiciel, acquises au cours de quelques années d'expérience.

Vous voulez participer au développement d'une technologie de pointe en plein essor. Rejoignez l'équipe carte à mémoire CP8 du Groupe Bull.

Au sein d'une Division de Haute Technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78340 Les Clayes-sous-Bois - Yvelines) à la réalisation d'automates et de tests de cartes à base de microprocesseurs ou à la qualification de terminaux.

Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 308M à Cii Honeywell Bull

PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

L'ETOFFE D'UN CONSULTANT

Vous vous sentez le tempérament d'un consultant, et possédez de sérieuses compétences dans le domaine du Management. Vous appréciez les avantages de cette profession : travail autonome, résultats perceptibles influant rapidement sur le développement de votre carrière, enrichissement de la personnalité. Quant à ses contraintes, elles vont dans le sens de vos goûts : prise en charge complète d'un problème, qualité des prestations, traitement de sujets renouvelés se présentant dans des contextes différents.

Votre formation est impérativement celle d'une très grande Ecole d'Ingénieur, avec de substantiels compléments en expérience industrielle.

Nos clients sont de grandes sociétés industrielles, et nos bases sont situées à Paris, Lyon et Genève. Pour nous rejoindre écrivez à Axial (sous référence 5185) 27 rue Talibout, 75009 Paris qui transmettra. Votre dossier sera traité confidentiellement.

La filiale d'un grand groupe industriel français, leader européen sur son marché, situé en banlieue Ouest, recherche son

Chef de Projet gestion de production

- Il est responsable de l'implantation du projet IMS-TD sur matériel CII H8 DPS 7 (environnement temps réel et base de données).
 - Il analyse les besoins spécifiques des utilisateurs et met en place les logiciels correspondants, avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Le poste convient à un ingénieur ou analyste programmeur expérimenté sur des projets en temps réel et base de données, et désireux d'évoluer vers un poste à responsabilités.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. M/105 à
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

acles

Vous êtes

ANALYSTE DE LA VALEUR

spécialisé et expérimenté dans le matériel électronique et électromécanique de grandes séries. Vous voulez utiliser vos connaissances des problèmes de production et des méthodes industrielles dans l'industrie électronique. Vous voulez participer au développement d'une technologie en plein essor. Rejoignez l'équipe carte à mémoire CP8 du Groupe Bull.

Au sein d'une Division de Haute Technicité, vous travaillerez dans l'Ouest Parisien (78340 Les Clayes-sous-Bois Yvelines) à l'analyse des coûts de production des matériels conçus et fabriqués dans cette unité. Si cette offre vous intéresse, adressez lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 309M à CII Honeywell Bull
PC OG021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

CILAS
4catel

COMPAGNIE INDUSTRIELLE DES LASERS
(300 personnes - C.A. de 130 millions de Francs)
spécialisée dans la conception et la réalisation de matériels d'optique, recrutée pour son Service Industrialisation - Développement

ingénieur

Débutant ou quelques années d'expérience.

Diplômé école d'ingénieur avec formation comportant optique, électronique ou mécanique. Il sera Chef de projet, Responsable de la conception, de la mise au point et de la recette matériel laser (proto et pré-série) en liaison avec services spécialisés : bureau d'études, électronique, optique.

Adresser candidature (CV, photo et prétentions) à Mme SUSINI, Chef du Personnel CILAS - Route de Nozay 91460 MARCOUSSIS.

UN AUDITEUR INTERNE

Chargé auprès de ses filiales décentralisées, d'un rôle de contrôle et d'assistance en comptabilité, fiscalité, organisation et vérification des procédures.

Ce poste de haut niveau suppose au minimum le Certificat de Révision Comptable ou un niveau équivalent, et une connaissance approfondie de la fiscalité d'entreprise.

Une expérience de la pratique de l'Audit par la méthode des sondages et un passage de quelques années dans une Société d'Audit ou d'Expertise Comptable seraient des atouts très appréciés.

Déplacements fréquents sur le France entière (prévoir le moitié du temps de travail). Salaire de départ de l'ordre de 230.000 F et + selon expérience.

Ecrire avec C.V. à Madame D'ORNANT
18 Bis, rue de Villiers

FIDAL PARIS 92303 LEVALLOIS PERRET

Formation à la fonction

Achat approvisionnement

La fonction Achat-Approvisionnement devient prépondérante dans une entreprise industrielle. Nous proposons à des agents de maîtrise, des techniciens et des cadres (études sup. + 5 ans exp.) de devenir rapidement opérationnels dans ce domaine où les professionnels sont recherchés.

Une formation en 28 semaines, dont 8 semaines en entreprise, débute le 17 octobre 1983.

Date limite des dépôts de candidature : 7 octobre 1983.

Extrait du programme : marketing achat, droit des affaires, commerce international, informatique appliquée aux approvisionnements, négociation et relations interpersonnelles...

Pour plus de renseignements téléphonez au 553.09.40 ou écrivez à
UNIVERSITE PARIS DAUPHINE
Département Education Permanente
Place du Maréchal de Lattre-de-Tassigny
75775 PARIS CEDEX 16.



DRESSER

DRESSER
FRANCE
S.A. RUNGIS

recherche pour son Service de calculs et analyses de turbomachines

JEUNE INGENIEUR

DEBUTANT ou quelques années d'expérience.

Des connaissances en thermodynamique seront appréciées.

Bonne maîtrise de l'anglais.

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions à M. D. SAMSON, 5, rue d'Antony
Sic 192 - 94583 RUNGIS CEDEX

STÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE (500 personnes) filiale d'un groupe industriel de taille internationale recherche

INGÉNIEURS INFORMATIENS

- 1 à 4 ans d'expérience.
- Connaissances informatiques industrielles.
- Expérience VAX ou PDP 11 indispensable.

Possède à pourvoir en région parisienne ou l'Est de la France.

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 3-346
PUBLI-TECH REUNIES
112, bd Voltaire, 75011 Paris.

Grande entreprise industrielle banlieue Ouest recherche

Chef de Projet gestion commerciale

sur Micralis R2E.

réf. M/106

- Responsable de l'implantation du produit, il assurera l'analyse des besoins utilisateurs et la mise en place d'un système avec une petite équipe d'analystes programmeurs.
- Ce poste s'adresse à un ingénieur analyste, ayant 2/3 ans d'expérience et motivé par la micro informatique.

Ingénieur Informaticien débutant

réf. M/107

- Après une période de formation technique et d'intégration à l'entreprise, il participera à la mise en place d'un système de gestion du personnel jusqu'à en devenir le responsable.
- Matériel CII H8 DPS 7, environnement TP et base de données.

Adresser lettre, CV et prétentions sous réf. du poste souhaité
ACLES - CII HONEYWELL BULL
61/63, rue d'Avron 75980 Paris Cedex 20

acles

VOUS AVEZ :

- une formation d'ingénieur,
- une expérience professionnelle (3 à 10 ans) dans le domaine de la per-informatique/télé-informatique
- l'habitude des contacts avec la clientèle,
- envie de maîtriser de bout en bout les affaires que vous traiterez.

Vous rejoindrez notre société, leader dans son domaine d'activités (réseaux, protocoles) et en pleine expansion.

Sitintel

(Groupe STERIA)
vous offre des postes d'INGÉNIEURS

- COMMERCIAUX
- TECHNICO-COMMERCIAUX

Adresser CV + photo à J.L. SENESSE
SITINTEL - 9, rue d'Arcueil -
94257 GENTILLY Cédex

- Productivité informatique
- Simulation financière
- Bureautique

SILOG

- Un cadre de travail agréable
- Un salaire motivant
- Des possibilités d'évolution rapide
- Un travail enrichissant et varié
- Une formation assurée sur H.P 3000

Des atouts que SILOG offre à des

INGENIEUR COMMERCIAL

2 ans d'expérience minimum

Envoyer C.V. + Prétentions à SILOG
66, rue de ROME - 75008 PARIS

GROUPE MOND. CAO
INGÉNIEURS SYSTEMES
Exp. de 4 ans VAX/VMS. Postes à responsabilité, salaires très motivants.

INGÉNIEURS 3 B

10 ans d'expérience, pour participer et superviser le développement de MONITEURS, MULTIPROCESSEURS, reliés à un réseau de systèmes Motorola 68.000 répartie sur tout le territoire.

INGÉNIEURS SYSTEMES

Expérience TEMPS RÉEL. SOLAR - METRA - PDP - MICRO INFORMATIS SELECTION
20, r. Daubenton, 92 - 937-65-22.

IMPORTANT ORGANISME PARIS 88 recherche pour ses postes de haut niveau de biens d'équipement.

diplômé d'études supérieures + niveau DECS

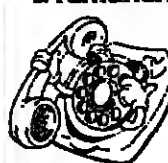
Expérience professionnelle d'un à deux ans en comptabilité analytique ou contrôle budgétaire. Possibilité d'acquiescence dans techniques exportation.

Lieu de travail Paris 8ème.
Adresser c.v. manuscrit détaillé et photo sous réf. 5300 à AXIAL Publicité, 27, rue Talibout 75009 Paris, qui transmettra.

Étudiants, étudiantes.

UN JOB DÈS DEMAIN

- horaires souples, compatibles avec vos études
- rémunération élevée



Téléphoner au :
523.48.48

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

Nous sommes une Société française de première importance

Nous recherchons

quelques

PERSONNES DE CARACTÈRE

Capables, après un stage de formation, d'atteindre au bout de quelques mois un revenu mensuel de 8.000 à 8.000 F.

Nous leur offrons :

- Une formation complète.
- Une activité permanente.
- Un plan de carrière précis.

Si vous pensez pouvoir faire à PEAU NEUVE :

Ecrire avec C.V. et photo n° 3.353 Publicité Références 112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

La préférence sera donnée à candidat ayant fait :

- SOIT de bonnes études,
- SOIT la preuve de leur personnalité.

834-16-16.

GROUPE INTERNATIONAL recherche pour sa filiale française (siège banlieue Nord-Ouest Paris) :

TECHNICO-CIAL

FORMATION : techniques réfrigération et conditionnement d'air. Pour visiter clientèle France, Voyages Internats. Anglais souhaité. Salaire + Indemnité C.A. + voiture fournie. Adr. C.V. + prétentions à SIPEP, réf. 07, 3, rue de Choiseul, PARIS-21.

ORGANISME PROFESSIONNEL NATIONAL

recherche pour son

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES

JURISTE

Maîtrise de Droit

Débutant ou ayant quelques années d'expérience en droit du travail

Pour assurer l'application de la législation sociale, l'information écrite et orale, l'étude de dossiers, la participation à des réunions, etc.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions réf. 67.207
SILEU, 17, rue Labat
94307 VINCENNES Cedex qui transmettra.

Entreprises mécaniques de précision, machines spéciales rect. pour établissements PARIS et REGION PARISIENNE

INGÉNIEURS D'ÉTUDES

PORTION II chargé d'affaires et de suivi technique PROJET et APP.

Connaissances automobiles électroniques et calcul souhaités. Adr. C.V. réf. M. 02.501

PUBLICITE ROGER BLEY 101, r. Daubenton, 75002 PARIS. Réponse écrite.

LABORATOIRE RECHERCHE UNIVERSITAIRE ORSAY

AGENT TECHNIQUE

Pour maintenance d'appareils de mesure électronique, Tluc. S.T.S. ou DUT électronique.

Pour un éventuellement renouvelable.

Ecrire avec C.V. à M. MERRIN
ACCELERATEUR LINEAIRE
BT 200, 91405 ORSAY.

CABINET CONSEIL RECRUTEMENT

25 ans d'expérience, bonne réputation, recherche

CONSULTANT (E)

Pour suivi et développement clients. Expérience appréciée.

Possibilité association. Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 4.058 à LION PUBLICITE, 8, av. de Camille, 75018 PARIS

EMBAUCHONS

VENDEURS (SES)

PAR TÉLÉPHONE DE COLLECTIONS DE LUXE (livres, photographies)

Horaires souples : 9 h à 12 h ou 12 h à 18 h ou 18 h à 20 h

Fichier clientèle existante. Téléphoner pour rendez-vous :

634-16-16.

CEROL INFORMATIQUE

INFORMATIQUE HAUT NIVEAU

SYSTEME TEMPS RÉEL

Salaire moyen 542-60-73 - 327-61-55.

TRES IMPORTANTE SOCIETE

(de 1000 personnes)

Travaux de Second oeuvre du bâtiment

recherche pour son agence de PARIS (250 pers.)

JEUNE INGENIEUR

ECP, ETP ou ENSI

3 à 10 ans expérience chantier bâtiment ou second oeuvre

Mission : Assurer progressivement la direction technique et la gestion des travaux de la région parisienne.

POSTE D'AVENIR DE NIVEAU ELEVE RATTACHE A COURT TERME A LA D.E.

REMUNERATION MOTIVANTE

Adr. CV réf. 3 à SELETEC Conseil

67008 STRASBOURG Cedex

UN UNIVERSITAIRE DIPLOME

Pour la mise en œuvre de systèmes de CAO (un micro-électronique). Connaissances en électronique et en informatique complémentaires assurées.

UN UNIVERSITAIRE DIPLOME

(maîtrise sciences EEA, doctorat 3^e cycle) pour son laboratoire de systèmes logiques et d'automatismes. Connaissances des microprocesseurs appréciées, temps partiel possible.

Envoyer C.V. à ISEP, 21, rue d'Assas, 75270 PARIS CEDEX 06.

الطريق إلى النجاح

Jeune fille 20 ans

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE - Mercredi 5 octobre 1983 - Page 37

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES AMÉRICAINES
Quartier Etoile
Recherche pour son service incendie pour Industriels.

J.H. ou J.F.

BAC + 2 ans STS souhaités.
Formation assurée.
Adm. C.V., photo, prêt, à A.I.U. service du personnel 24, av. de la Grande Armée PARIS 17.

PETROCONSULT E.T.T.
recherche pour son service incendie pour Industriels.

INGÉNIEUR ÉLECTROTECHNICIEN
5 ans d'expérience en G.E. Courants faibles. ANGLAIS indispensable.

Écriture C.V., présentations M. DIDOT, 25, rue Jean-Jaures, 75118 PARIS ou téléph. 720-86-78.

SCIENTIFIQUE
Société parisienne traitement des eaux industrielles recherche

TECHNICIEN
Pour études d'installations et suivi commercial avec déplacements Paris et province. Niveau B.T.S. - DUT ou équivalent en génie chimique, connaissances électrotechniques et hydrauliques. 25 ans minimum.

Pour ces postes : ANGLAIS indispensable.

Envoyer C.V., photo et prêt, à M. DIDOT, 25, rue Jean-Jaures, 75118 PARIS ou téléph. 720-86-78.

IMPT ORGANISME DE RECHERCHE EN GÉNIE CIVIL
recrute :

INGÉNIEUR
D. MINES, CENTRALE, PONTS ET CHAUSSEES ou équivalent

Participation au développement de programmes de calcul pour éléments finis et des programmes de calculs graphiques correspondants.

Appointement de ces programmes à des problèmes de Génie Civil.

Thèse de Doctorat Ingénieur dans le domaine des modèles numériques appliqués.

Adm. C.V. et prêt, à réf. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

Adm. C.V. et prêt, à réf. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

Adm. C.V. et prêt, à réf. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

Adm. C.V. et prêt, à réf. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632, 634, 636, 638, 640, 642, 644, 646, 648, 650, 652, 654, 656, 658, 660, 662, 664, 666, 668, 670, 672, 674, 676, 678, 680, 682, 684, 686, 688, 690, 692, 694, 696, 698, 700, 702, 704, 706, 708, 710, 712, 714, 716, 718, 720, 722, 724, 726, 728, 730, 732, 734, 736, 738, 740, 742, 744, 746, 748, 750, 752, 754, 756, 758, 760, 762, 764, 766, 768, 770, 772, 774, 776, 778, 780, 782, 784, 786, 788, 790, 792, 794, 796, 798, 800, 802, 804, 806, 808, 810, 812, 814, 816, 818, 820, 822, 824, 826, 828, 830, 832, 834, 836, 838, 840, 842, 844, 846, 848, 850, 852, 854, 856, 858, 860, 862, 864, 866, 868, 870, 872, 874, 876, 878, 880, 882, 884, 886, 888, 890, 892, 894, 896, 898, 900, 902, 904, 906, 908, 910, 912, 914, 916, 918, 920, 922, 924, 926, 928, 930, 932, 934, 936, 938, 940, 942, 944, 946, 948, 950, 952, 954, 956, 958, 960, 962, 964, 966, 968, 970, 972, 974, 976, 978, 980, 982, 984, 986, 988, 990, 992, 994, 996, 998, 1000.

Adm. C.V. et prêt, à réf. 30, 32, 34, 36, 38, 40, 42, 44, 46, 48, 50, 52, 54, 56, 58, 60, 62, 64, 66, 68, 70, 72, 74, 76, 78, 80, 82, 84, 86, 88, 90, 92, 94, 96, 98, 100, 102, 104, 106, 108, 110, 112, 114, 116, 118, 120, 122, 124, 126, 128, 130, 132, 134, 136, 138, 140, 142, 144, 146, 148, 150, 152, 154, 156, 158, 160, 162, 164, 166, 168, 170, 172, 174, 176, 178, 180, 182, 184, 186, 188, 190, 192, 194, 196, 198, 200, 202, 204, 206, 208, 210, 212, 214, 216, 218, 220, 222, 224, 226, 228, 230, 232, 234, 236, 238, 240, 242, 244, 246, 248, 250, 252, 254, 256, 258, 260, 262, 264, 266, 268, 270, 272, 274, 276, 278, 280, 282, 284, 286, 288, 290, 292, 294, 296, 298, 300, 302, 304, 306, 308, 310, 312, 314, 316, 318, 320, 322, 324, 326, 328, 330, 332, 334, 336, 338, 340, 342, 344, 346, 348, 350, 352, 354, 356, 358, 360, 362, 364, 366, 368, 370, 372, 374, 376, 378, 380, 382, 384, 386, 388, 390, 392, 394, 396, 398, 400, 402, 404, 406, 408, 410, 412, 414, 416, 418, 420, 422, 424, 426, 428, 430, 432, 434, 436, 438, 440, 442, 444, 446, 448, 450, 452, 454, 456, 458, 460, 462, 464, 466, 468, 470, 472, 474, 476, 478, 480, 482, 484, 486, 488, 490, 492, 494, 496, 498, 500, 502, 504, 506, 508, 510, 512, 514, 516, 518, 520, 522, 524, 526, 528, 530, 532, 534, 536, 538, 540, 542, 544, 546, 548, 550, 552, 554, 556, 558, 560, 562, 564, 566, 568, 570, 572, 574, 576, 578, 580, 582, 584, 586, 588, 590, 592, 594, 596, 598, 600, 602, 604, 606, 608, 610, 612, 614, 616, 618, 620, 622, 624, 626, 628, 630, 632,

LA PRÉPARATION DU PLAN EN LANGUEDOC-ROUSSILLON

« Avec les départements, pas contre eux »

Montpellier. — Abstrait voire abscons, quand il est vu de Paris à travers ses projets de loi successifs et ses programmes prioritaires d'exécution (P.P.E.) édités approximativement, le Plan a-t-il déjà quelque consistance dans les régions, sur le terrain, parmi les chefs d'entreprise, les élus et les fonctionnaires qui vont avoir à mettre en musique ce qui n'est encore que grands principes et incantations ?

Le Languedoc-Roussillon, qui connaît depuis l'élection de M. Robert Capdeville, président (P.S.) du conseil général de l'Aude, à la présidence du conseil régional une impulsion nouvelle et salutaire, se pose cette question et cherche à apporter une réponse. Depuis plusieurs mois, cette région — comme d'autres, mais plus que d'autres — cherche à bâtir un plan régional par ses propres moyens, avec ses hommes, ses structures, et en dépit de ses spécificités qui apparaissent parfois comme des tiraillements (Montpellier « contre » toutes les autres villes, car la métropole « prend tout », le particularisme géographique catalan, et le particularisme politique de l'Aude... ou de la Lozère).

On a travaillé à mettre au point un projet cohérent, et pas uniquement un catalogue de revendications ou une litanie de « j'oui ». Mais en même temps, parallèlement et un peu en cachette — M. Philippe Lamour l'a suffisamment démontré, lui qui en a vu défiler, depuis trente ans, des plans de tous acabit ! — les administrations d'Etat se livraient à un exercice comparable, ce qui enlevait quelque intérêt aux travaux des élus et des membres du comité économique et social.

Pourtant, M. Capdeville et ses collègues de l'assemblée ne sont pas découragés. Avant même de savoir plus avant les intentions financières de l'Etat pour les années 1984-1988, les voilà qui relancent habilement le débat de fond sur le plan régional.

Du 26 au 30 septembre, à partir d'un document de travail concret de cent cinquante pages, le conseil régional, ses élus et ses experts ont organisé des réunions — en commissions d'études et plénières — dans chacun des cinq départements, en présence des partenaires professionnels, patronaux, sociaux et des banquiers, ces derniers jugés jusqu'à maintenant trop discrets.

La région « revenait » donc devant les départements pour connaître leur avis sur la charpente du plan, la modifier éventuellement et en présenter les points forts dans quelques semaines au commissaire de la République et à la DATAR, grand arbitre central, pour ne pas dire centralisé, des objectifs et des désirs des régions.

Le sens des formules

En Languedoc, on a le sens de la formule. — Pour une région qui nous ressemble (sous-entendu : qui préserve son identité), un plan qui nous rassemble, lit-on en manchette du document. Le président Capdeville ne dit pas autre chose lorsqu'il affirme : « Nous voulons faire la région avec les départements, pas contre eux ni en dehors d'eux. »

Il reste qu'il faudra bien que quelque arbitre, en dernier ressort, si deux villes veulent, l'une comme l'autre, devenir un phare en matière de robotique ou de biotechnologie, si l'on prétend faire, à la fois, beaucoup de barrages d'irrigation et beaucoup d'aquaculture performante, beaucoup de routes et beaucoup de lycées. Il vaut mieux alors que les instances régionales tranchent pour ne retenir que l'essentiel et le possible, au risque, sinon, de devoir se défouler sur l'Etat pour rendre les sentences. Si ce devait être le cas, la région aurait vécu avant même de devenir — comme la commune ou le département — une grande dame grâce à l'élection de ses membres au suffrage universel... Mais quand ?

Les dirigeants du conseil régional sont aussi confrontés, ici comme ailleurs, à un défi : seront-ils suffisamment habiles pour démontrer que s'ils possèdent, en dernier ressort, le pouvoir de décision ils doivent aussi associer les chefs d'entreprise à la réalisation d'objectifs communs ?

Le Languedoc-Roussillon n'est pas, à la différence de la Lorraine, une terre d'élection pour l'industrie. Mais cette région a la chance de se voir préservée des grands sinistres (sidérurgie, textile, mines) qui font chanceler Longwy, Denain ou l'empire Boussac. Sa virginité économique, de ce point de vue, lui donne des atouts pour réussir, mieux que d'autres, dans les créneaux industriels de haut niveau de demain. Mais il faut, pour cela, que les chefs d'entreprise affichent une certaine

De notre envoyé spécial

confiance dans les élus aujourd'hui aux commandes — des élus qui veulent créer une société financière de participation avec l'appui de la Caisse des dépôts — et vice-versa. Pari certes difficile, mais voie unique pour sortir de la crise et réussir, sur le banc d'essai de l'économie et de la planification régionale, une décentralisation dynamogène.

M. Capdeville a proposé aux entreprises « un contrat de confiance qui s'appuierait sur le plan régional », et M. Pierre Lanvers, président de la chambre de commerce de Nîmes (qui regrette que les premières esquisses minimisent le commerce, qui est pourtant essentiel pour l'emploi, surtout en zone rurale), estime toutefois qu'« il est de notre devoir à tous que le plan régional réussisse ».

Un plan qui a aussi besoin d'un soutien plus engagé de la part des banquiers locaux, qui, selon le mot d'un conseiller général, « vous prêtent plus volontiers leur parapluie lorsqu'il fait soleil que lorsque vous en avez besoin vraiment ».

« La planification régionale, dit, en guise de conclusion, M. Jean-Pierre Vignaud (P.S.), président de la commission de la planification, consiste à créer des « économies locales de conquête » en se réappropriant les centres de décision et d'innovation installés à Paris. » Chaque région aura son propre modèle de développement et devra compter, avant tout, sur ses propres forces d'innovation, ses ressources, son dynamisme.

Le développement qui vient d'en haut, insufflé par l'Etat, l'expansion-pentecôte, c'est fini.

FRANÇOIS GROSCHARD.

A TRAVERS LA FRANCE

Leçons télévisées en basque

Bayonne. — La vaste campagne de développement de la langue basque entamée il y a quelques années par l'association Gau Eskola (cours du soir) vient de trouver un écho favorable auprès de FR3 Aquitaine. Après la signature, en juillet dernier, d'une convention avec l'éducation nationale qui a fourni les enseignants, des émissions de quinze minutes, qui ont plus la forme d'une sensibilisation que de véritables leçons de basque, sont programmées depuis le 30 septembre, tous les vendredis en fin d'après-midi.

Parallèlement — et l'on pourra s'en étonner, — le ministère de la culture et le département des Pyrénées-Atlantiques travaillent, dans le cadre de la convention présentée en novembre 1982 par M. Jack Lang, à l'élaboration d'une méthode d'enseignement de l'Euskara. Une méthode dite « de la troisième génération » qui favorise l'approche communicative : l'élève adulte doit être capable, rapidement, de participer à des conversations normales dans les situations ordinaires de la vie : salutations et présentations, discussions amicales, conversations familiales à table, demandes d'aide ou de renseignements, achats dans une boutique, commentaires d'une partie de pelote, langage affectueux.

Une méthode qui s'inspire largement du programme « Follow Me » pour l'apprentissage de l'anglais, et dont l'élaboration est financée par l'Etat et le département des Pyrénées-Atlantiques. — (Corresp.)

Eau provençale pour l'Espagne

Marseille. — A la fin du mois de septembre, le port autonome de Marseille et la Société du canal de Provence, grâce à une opération conduite en commun, ont livré à la région de Tarragone (Espagne) quelque 700 000 mètres cubes d'eau douce, au total, en provenance de la Durance et acheminés par un navire — un pétrolier reconverti — capable d'emporter 80 000 mètres cubes à la fois : il en est à sa neuvième rotation.

La sécheresse exceptionnelle que connaît cette région d'Espagne a contraint les autorités à s'adresser aux deux sociétés françaises associées dans un projet qui prévoit la livraison d'environ 2 millions de mètres cubes. La Société du canal de Provence, qui distribue de l'eau potable à 1 500 000 habitants et permet l'irrigation de plus de 60 000 hectares, a utilisé son infrastructure autour de l'étang de Berre, complétée par une canalisation de 3 kilomètres et 600 millimètres de diamètre construite au mois de juillet et qui aboutit au port de Lavera. Elle permet le chargement de 2 500 mètres cubes à l'heure. — (Corresp.)

URBANISME IMAGINATIF AUX PORTES DE NANTES

REZÉ, la banlieue qui veut devenir une vraie ville... en 1989

Nantes. — « Banlieue 89 » : c'est le label d'une opération d'urbanisme encouragée par l'Etat. Son ambition est de faire de vraies villes dans les endroits les plus massacrés par l'urbanisation galopante depuis les années 50 : les banlieues. On pense bien sûr à Venissieux et aux Miniguettes, à Sarcelles et à La Courneuve, mais il y a aussi, en province, des cas moins aigus qu'il convient de traiter.

La référence 89 est à dessein révolutionnaire. En 1789, on plantait les arbres de la liberté. Pour fêter le bicentenaire de la Révolution, on inaugurerait les « constructions de la liberté ». A défaut d'Exposition universelle à Paris, c'est la province qui ouvrirait ses cités-dortoirs aménagées en nouvelles villes.

Certes, en urbanisme comme en cuisine, c'est l'art d'accommoder les restes qui est le plus difficile. Mais

De notre correspondant

l'ampleur de la tâche excite Roland Castro, l'architecte qui a séduit M. François Mitterrand avec cette idée.

Il est venu « plancher » il y a quelques jours devant les élus de Rezé (Loire-Atlantique), première ville de province candidate pour l'opération. Son député et maire, M. Jacques Floch (P.S.), vient d'être nommé membre du comité de pilotage de « Banlieue 89 » et chargé de constituer l'association des villes de banlieue des grandes métropoles de province.

« J'ai des équipements, j'ai des logements, mais je n'arrive pas à faire une ville », a dit au début de l'été M. Jacques Floch à Roland Castro. C'est un ami commun qui les a fait se rencontrer, le Rezéen

Cantal-Dupart. Il fait partie avec Grumbach de la « bande à Castro », un ex-gauchiste qui fut chef du groupe maoïste Vive la révolution, avec pour slogan « Changer la vie ». Converti à l'architecture, Castro a conçu la ville. Il a choisi de s'attaquer avec son équipe au plus difficile : les banlieues, là où précisément il y a eu le moins de recherche et de création architecturales. Là où, sous couvert de l'urgence, on a entassé les gens... qui ont commencé à fuir, ces dernières années, les grands ensembles pour construire de petits pavillons un peu plus loin en campagne.

A Rezé, Castro a un bon sujet à traiter. Le dernier recensement a fait l'effet d'un électrochoc sur les élus. Ils estimaient la population à 40 000 personnes ; l'INSEE (Institut national de la statistique et des études économiques) n'en a trouvé que 33 000. Pour la première fois de son histoire, la ville a perdu des habitants, plus de 2 200, au rythme de près de 1 % par an depuis 1975.

La commune, ces quinze dernières années, a mis les bouchées doubles pour construire écoles, gymnases, piscine, maisons de jeunes et centres sociaux. Les équipements sont là pour les 40 000 habitants escomptés... mais qui ne sont pas au rendez-vous. Et à chaque rentrée scolaire, de nouvelles classes ferment.

Ce sont les ménages âgés de trente-cinq à quarante ans qui sont partis en nombre ces dernières années pour acheter maison et jardin là où les terrains sont moins chers.

Mais que faire pour arriver à l'équilibre des 40 000, de maisons à « rentabiliser », les équipements publics ? Construire de nouveaux logements, encore et toujours, on bien attirer les jeunes ménages pour mieux remplir les habitations qui existent ?

Reconquête

L'équipe municipale est favorable à la seconde solution. Et elle a chargé Castro de l'aider à mettre au point une stratégie de « reconquête de la ville ».

« Rezé, cité ouvrière » : l'image colle à l'agglomération depuis que les Vendéens attirés par le travail à Nantes se sont installés sur la rive sud de la Loire. Pour les gens du sud, le fleuve est une ligne de démarcation. Ils ne l'ont pas franchie, malgré le « casse-tête » des ponts qui a mis, les années dernières, Pirmit et Pont-Rousseau au bit-parade des bouchons nationaux. Ce chagrin de la circulation peut aujourd'hui être la chance de Rezé, estiment ensemble MM. Jacques Floch et Roland Castro. La commune, traversée par toutes les grandes routes qui remontent du sud pour chercher les ponts de Nantes (50 000 voitures par jour), va se trouver bientôt libérée de ce torrent de circulation par une rocade de contournement. Des dizaines de communes de banlieue sont dans ce cas. « La nouvelle organisation de la cité doit se faire par la reconquête de l'axe central », dit Castro. Il a décidé de jouer cette carte à fond.

Les élus lui ont donné le feu vert pour commencer par là. Le premier coup de pioche va être donné cet hiver pour refaire la place des Martyrs-de-la-Résistance. « D'habitude, on cherche toujours à faire d'un carrefour un truc qui marche bien du point de vue de la baignole », explique Roland Castro aux élus... un peu éberlués. Ici, on va, aussi et surtout, soigner l'aménagement pour créer un lieu animé et attractif pour les gens.

An sol, un dallage rose remplacera le bitume gris. Le rose, c'est la couleur fétiche de Rezé. C'est ici qu'on trouve les premières tuiles sur les toitures, au lieu des ardoises bleues de l'Ouest. Et depuis vingt-cinq ans les socialistes sont à l'hôtel de ville. Mais sur la place il y aura aussi du vert, celui des plantes grimpances qui couvriront les abris en tonnelles. L'aménagement de la place n'est qu'un début. Des projets plus « lourds » sont à l'étude. Plusieurs gros propriétaires fonciers ont fait, cet été, des offres de vente à la commune. L'évêché veut, de son côté, céder à la mairie l'église Saint-André, en bordure de la ZUP du Château, où il n'y a plus beaucoup de paroissiens.

Côté moyens, « Banlieue 89 » n'aura pas de subventions particulières. Juste un label qui accélérera les projets. Roland Castro trouve que c'est bien ainsi : « Montrer qu'on peut faire autre chose avec les crédits habituellement affectés aux H.L.M. et aux équipements publics est excitant. C'est ça l'imaginaire de 89. »

JEAN-CLAUDE MURGALÉ.

Brive et ses morts

Brive. — Les ordures ménagères de Brive-la-Gaillarde sont célébrées. La sous-préfecture corrézienne a été l'une des premières villes de France à utiliser la vapeur de ses fours d'incinération à des fins énergétiques et industrielles.

Cette réputation vient toutefois de s'assombrir avec les révélations faites lors de la dernière séance du conseil municipal par M. Armédis Domenech, conseiller municipal, président de la Fédération radicale de la Corrèze : « Sous la municipalité de M. Charbonnel, a déclaré M. Domenech, des cercueils et des restes de cercueils ont été brûlés à ciel ouvert sur la décharge contrôlée de Bellet. C'est là un fait grave que les Corréziens, respectueux de la mémoire des morts, ne peuvent tolérer. »

Le maire de Brive, M. Jean Charbonnel (R.P.R.), nie les faits et affirme dans un communiqué que « jamais une opération de ce genre n'a pu avoir lieu depuis que je suis maire ».

Il est cependant incontestable — photographies, mais aussi témoignages et constats par les journalistes le prouvent — que de tels faits se sont bien déroulés à Brive pendant le précédent mandat de M. Charbonnel, sur cette décharge. — (Corresp.)

La Franche-Comté à l'heure allemande

Besançon. — La Franche-Comté, qui a déjà signé avec la province italienne du Val d'Aoste un accord de jumelage, envisage de nouer des liens privilégiés avec les régions allemandes de Emsland et de Bentheim (Basse-Saxe). Une délégation franco-comtoise, composée notamment des membres des deux assemblées régionales, a rencontré les responsables politiques, socio-économiques et culturels de cette région de la R.F.A.

Les premiers contacts ont permis de définir une liste de secteurs propices aux échanges. Les Allemands sont intéressés par l'achat de fromages de Comté, tandis que la délégation française a pris connaissance des méthodes de transformation du beurre en huile.

Mais on veut défricher d'autres champs : les ingénieurs d'Alsthom-Atlantique ne devaient pas rester indifférents aux expériences menées dans la région allemande sur la train à grande vitesse à sustentation magnétique. — (Corresp.)

La Tunisie a toujours les vacances et les prix que vous cherchez !...

Pays de la variété et des contrastes, la Tunisie vous offre à 2 heures ou moins de chez vous, la méditerranée, le désert, 1300 kms de sable fin, des palmeraies immenses et un peuple riche de 3000 ans d'histoire... à des prix exceptionnels.

Liaisons aériennes et maritimes régulières.

Renseignez-vous auprès de :
L'Office National du Tourisme Tunisien
32 avenue de l'Opéra 75002 Paris
Tél. (1) 742.72.67
et 12 rue de Sèze - 69006 Lyon
Tél. (7) 852.35.86



السياحة التونسية

Le Monde

économie

La manifestation parisienne de la C.G.C.

a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes

Quelque trente mille à quarante mille personnes (dont vingt mille selon les organisateurs) ont défilé à Paris lundi 3 octobre, de la place Balard aux Invalides, après un rassemblement face aux anciennes usines Citroën.

Une critique des axiomes de l'action du gouvernement a servi de thème. C'est ce que représentaient les inscriptions : « Démocratie, récession, austérité, chômage », peintes en bleu-blanc-rouge sur une coque rouillée symbolisant, en tête du cortège, « le bateau France à la dérive ». C'est aussi ce qu'exprimaient les manifestants, scandant des slogans, dont certains étaient plus maladroits : « Les jobsards, y'en a marre, les ministres au placard, Mitterrand fous le camp ! ».

Derrière un service d'ordre musclé, où l'on remarquait plusieurs dizaines de très jeunes gens en blouson de cuir, les dirigeants de la C.G.C. et dix élus de la gauche (dont le député socialiste de la Seine-Saint-Denis, Michel Lenoir) se sont alignés sur le trottoir. Les divers fédérations : métallurgie, chimie, aéronautique, fonction publique. Rien à signaler sur le parcours, si ce n'est, vers 19 heures, à l'entrée de la rue Lecourbe, quelques huées à l'adresse des locataires d'un grand ensemble, salués des cris : « Les cocos à Sarcelles ! ».

Ce n'étaient là qu'incidents mineurs, même si les slogans officiels : « Libérez l'information, non à la socialisation ! », « Nos retraites, nous les payons, n'y touchez pas ! », « Liberté de l'enseignement ! », « La Sécurité, c'est notre argent ! », « Non à une médecine d'Etat ! », étaient parfois repris sur un mode moins élogieux : « Mitterrand démission ! », « Déferre aux Bnumettes ! », « Savary - Savardicule ! », « Delors dehors ! », « Krawski à Moscou ! » ou même « Marchais au goulag » et « Fierman en cabane ».

En revanche, à l'arrivée du cortège, vers 20 h 30, aux Invalides, certains des jeunes gens du service d'ordre, étant leurs brassards C.G.C., se sont emparés de lampes et de pancartes. Aux cris de « A l'Elysée ! Tuons les communistes ! », ils tentèrent de franchir un barrage de gendarmes mobile sur le pont Alexandre-III. En dépit de l'ordre de dispersion donné à deux reprises vers 21 heures, les mêmes jeunes gens bombardèrent alors de projectiles divers, barres de bois, pétards et fusées d'artifice, les gardes mobiles, qui ont riposté à l'aide d'une auto-pompe. Entre-temps, des bagarres éclatèrent entre manifestants, et l'un d'eux était légèrement blessé.

Ce n'est que vers 22 heures que l'escalade des Invalides a pu être dégagée après l'intervention de plusieurs pelotons de C.R.S. Commentant ces incidents, un porte-parole de la C.G.C. a affirmé qu'il s'agissait d'une « provocation ».

(1) Parmi ces élus se trouvaient MM. Cazette, maire adjoint de Saint-Germain, Corentin Calvez, maire adjoint de Paris, Jacques-Louis Dole, maire d'Episy-sous-Sénart, Michel Lenoir, maire adjoint de Bruny, Vincent et Megea, maires adjoints d'Episy-sous-Sénart, Poré, maire adjoint de Yerres.

Le succès est donc embarrassant pour la C.G.C. : pourra-t-elle assurer sa crédibilité et retrouver son rôle de force de proposition, rôle qu'elle avait mis en avant lors de son inter-congrès d'octobre 1982, en campant dans une démarche aussi politisée ? Certains de ses partenaires ne s'y sont pas trompés. M. Douli, du S.N.P.M.I., a apporté son soutien à ces manifestations, vues comme le « début du grand ras-le-bol des classes moyennes ». Le C.N.I.P. de M. Malaud estime que « les cadres ont dit son fait à M. Mauroy ». A contrario, les cadres de l'U.C.F.-O. affirment dans un communiqué : « Profitez de l'absence des revendications des cadres pour favoriser l'amalgame et comptabiliser sur leur nom des mécontentements qui leur doivent rien, frisant le malhonnêteté. Surtout si ceux qui s'engagent dans cette voie veulent faire de la politique sans le dire ».

Mais, si la démarche de la C.G.C. demeure ambiguë, le fait qu'elle ait rassemblé de trente mille à quarante mille personnes est un signe inquiétant pour le pouvoir. Celui-ci ne peut se contenter d'y répondre en affirmant, comme M. Max Gallo, que les cadres sont « un des moteurs du redressement national ». L'heure n'est plus aux vœux pieux et aux généralités.

MICHEL NOBLECOURT.

LES ÉLECTIONS DU 19 OCTOBRE À LA SÉCURITÉ SOCIALE

Des enseignants : « La rentrée d'abord »

« Ces élections à la Sécurité sociale ? Personne n'en parle au lycée. C'est en tout cas plus sérieux qu'en 1962... » Cheveux gris et voix discrète, cette enseignante d'un lycée mixte de Paris se souvient... 1962 et les dernières élections de ce type : « On votait pour le principe, sans savoir pour qui. C'était l'euphorie. Le résultat n'avait pas d'importance. » Vingt ans sont passés et tout est devenu différent.

Dans la salle des professeurs, hormis cette femme en fin de carrière, nul n'est au courant. « Ah bon, on doit voter ? » Encore moins sait-on comment faire, où s'inscrire, où se rendre, quel jour même se fera l'opération. Il n'y a pas eu de papillons dans les casiers. L'information civique distribuée par les médias ces derniers mois n'a pas franchi les hauts murs du lycée. La plupart des enseignants n'ont jamais participé à un scrutin autre que politique. D'ailleurs, aux prud'hommes de 1982, ils n'étaient pas conviés.

Pour ceux, rares, qui ont vécu les élections de 1962, le scrutin du 19 octobre ne ressemble en rien à son prédécesseur. Il paraît d'emblée « plus politisé ». La situation économique est passée de la croissance à la crise, « il n'y a plus de sous, il faut faire des choix, défendre le droit à la santé. Chacun se définit en fonction de sa politique ». Ceux qui s'expriment ainsi voteront. Ils l'ont décidé dès 1981, à l'annonce de ces futures élections. Ils ne connaissent pas les candidats. « Qu'importe ! Seuls comptent l'étiquette syndicale et le programme social qu'elle accompagne ».

Mais beaucoup d'enseignants découvrent ces jours-ci seulement l'existence du scrutin. Les cartes d'électeur arrivent au domicile. Un voisin, un collègue, évoquent la question. Ira-t-on voter ?

« Sombres et violentes querelles »

« Cette affaire ne me passionne pas. Ma voix ne changera pas grand-chose. Alors, à quoi bon se rendre aux urnes ? », vous répond-on fréquemment. Les listes semblent « bien impersonnelles ». « La FEN, principal syndicat de notre profes-

sion, n'y figure même pas » (1). Décidément, sur ce point, le bât blesse. Voter pour des candidats appartenant à un syndicat défendant d'autres catégories de salariés paraît « abstrait ». Leur campagne en cours semble « négative de sombres et violentes querelles ». Se partager entre la droite et la gauche, soit. Mais prendre position sur la Sécurité sociale, « c'est encore plus difficile ».

Pour certains même, « il est aberrant de se prononcer là-dessus, vu le manque total d'information ». Comment juger, se demande-t-on, des qualités de gestion respectives des divers syndicats ? Qui saura décider s'il faut, oui ou non, développer les scanners ? La complexité de la question renforce le sentiment d'ignorance.

Les plus militants parmi les enseignants - ils sont nombreux - font voter et « savent très bien pour qui ». « Les voix se partageront principalement entre F.O. et la C.G.T. », estiment des cégétistes. La campagne à l'intérieur des établissements commence discrètement. En septembre, il a fallu voter à d'autres occupations : « la rentrée d'abord... » L'agit-prop pour les élections de la Sécurité sociale est passée après d'autres revendications plus urgentes portant sur les postes et les emplois du temps.

Mais aujourd'hui, à moins de trois semaines du scrutin ? « Il est temps de s'y mettre. On attend le matériel », avouent des militants.

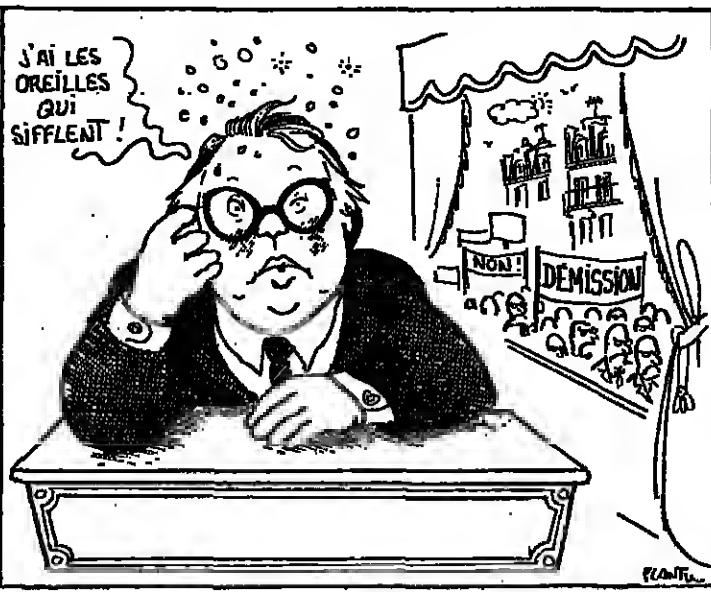
DANIELLE ROUARD.

(1) La FEN n'a donné aucune consigne de vote à ses adhérents.

● Prolongation de la convention d'assurance-chômage (UNEDIC). - En vigueur jusqu'au 19 novembre prochain, la convention de l'UNEDIC (assurance-chômage) sera prolongée jusqu'au 31 décembre 1983, prévoit un accord signé le 3 octobre entre le C.N.P.F. et les cinq organisations syndicales (C.G.T., C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.). Ce nouveau délai devrait faciliter la négociation pour une nouvelle convention, qui s'engagera le 21 octobre entre les partenaires sociaux. La convention d'assurance-chômage date du 31 décembre 1958 - elle avait été modifiée et complétée le 27 mars 1979.

Un succès certain mais qui peut être embarrassant

MALAISE D'UN CADRE



(Dessin de PLANTU.)

Mitterrand, fous le camp ! » Lorsque M. Marchais a demandé au président de la République de ne pas s'appuyer seulement sur le P.S. et le P.C. mais sur « l'ensemble des Français », les huées et quolibets ont été tels qu'il a dû à deux reprises souligner que cette demande était faite « dans la légalité républicaine ». « Nous ne sommes pas des fascistes », a poursuivi M. Marchais, mais des hommes et des femmes soucieux de l'avenir de la France, prêts à consentir des sacrifices à condition de préparer l'avenir ».

Mais les manifestants présents étaient visiblement venus plus pour en découdre avec le pouvoir socialiste que pour se préparer à des

sacrifices. C'est le discours de dénonciation de la C.G.C. qu'ils ont plébiscité, non son message de proposition. Ce débordement dans la manifestation n'a pas seulement été le fait des étudiants - bien nerveux - de l'U.N.I., qui composaient le service d'ordre du début du cortège - en tentant à plusieurs reprises un véritable débordement de manifestation aux cris de : « Etudiants en colère ! » - « Le communisme ne passera pas ! » - mais aussi des gros bataillons de la métallurgie, de la chimie, des assurances, qui ont défilé la plupart du temps les quatre-vingt slogans officiels pour clamer : « Mitterrand, fous le camp ! » La manifestation a donc pris une tour-

DÉMOGRAPHIE

La natalité continue de baisser en France

(Suite de la première page.)

De même la baisse de la natalité enregistrée en France à partir de 1964 s'inscrit-elle dans un mouvement commun à l'ensemble des pays industrialisés, la France restant toutefois paradoxalement en tête des pays européens.

Cela exclut les explications à trop court terme - par exemple la mise en cause de la politique actuelle du gouvernement et d'éventuels changements. L'extension de la contraception n'a fait qu'accroître le phénomène. La baisse de la natalité enregistrée dans les pays européens correspond à une évolution « culturelle » - notamment au rapprochement des « modèles familiaux » des diffé-

rentes catégories sociales - qui se traduit par une disparition progressive des familles nombreuses. Certaines données fournies par l'INSEE vont dans ce sens : « C'est dans les régions traditionnellement les plus fécondes, le « croissant fertile » du Nord de la France, qu'on enregistre les plus fortes diminutions », note-t-elle (- 10,6 % en Champagne-Ardenne, - 9,7 % pour le Nord-Pas-de-Calais).

Quelles peuvent être les conséquences de cette situation ? Elle se traduit par une baisse de ce que les démographes appellent « l'indice conjoncturel de fécondité » (2) celui-ci, qui s'était stabilisé en France en 1980 autour de 1,94 enfant par femme, retomberait aux environs de 1,8 - alors que le remplacement des générations n'est assuré qu'à 2,1. Une stabilisation de ce niveau (sans parler d'une diminution) pourrait accentuer le « vieillissement » de la population française - avec les problèmes qu'on peut prévoir pour les retraites. Toutefois, cet effet ne serait pas immédiat, loin de là : à un taux de 1,8, la proportion de plus de soixante ans en France, qui était de 18,4 % en 1975, ne serait encore que de 19,2 % en l'an 2000 (mais de 25 % en 2025).

L'augmentation relative de la natalité constatée entre 1977 et 1980 n'a-t-elle été qu'un mouvement passager dans une phase générale de « déclin » européen ? Est-ce au contraire le cas de la baisse actuelle ? Il ne faut pas oublier que le renouvellement des générations a été assuré en France jusqu'en 1973 - une situation que l'on a tendance à considérer comme « loin derrière nous ».

GUY HERZLICH.

(2) Il s'agit de la somme des taux de fécondité (proportion de naissances pour les femmes d'un âge donné).

COMMENT DÉFISCALISER VOS REVENUS ?



RENSEIGNEZ-VOUS.

Pour en savoir plus et obtenir réponse à toutes vos questions, venez 4, Place de la Bourse, Paris 2^e, Bureau d'Accueil des Agents de Change, ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 29755.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (53) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE

4, Place de la Bourse, Paris 2^e. Tél. 29755.55.

LE SITHA L'AFRIQUE

Du 29 mars au 1^{er} avril 1984.

L'Afrique coup de cœur.

Acheteurs de tous les pays, préparez-vous, vous allez recevoir au SITHA 84 un coup de foudre. L'Afrique textile a décidé de vous séduire et avec l'aide du bureau de style parisien Carlin International, tout a été fait pour vous fasciner : recatégorisation des tissus, choix des matières, mise au point de nouvelles formes et lignes de produits. Venez vous informer, échanger et sous-traiter avec l'Afrique afin de préparer le textile de l'avenir. Venez donc enrichir vos créations, venez nourrir votre inspiration.

Point chaud du textile, le SITHA 84 présente toutes les nouvelles tendances qui influenceront les marchés internationaux :

- Tissus industriels et artisanaux (écru et imprimé) -
- Tissus d'ameublement, linge de maison - Collections de prêt-à-porter, femme, homme, enfant - Lignes de beachwear - Bonneterie et maille - Accessoires de mode.

Venez travailler au SITHA 84 pendant les 4 journées réservées aux « pro » de la mode et de la maison. Un bureau commercial est là pour vous. Le SITHA 84 se déroulera au Palais des Congrès de l'Hôtel Ivoire à Abidjan (Côte d'Ivoire) du 29 mars au 1^{er} avril 1984. Les formules de voyage ont été étudiées spécialement pour vous. Demandez-les et renvoyez-nous le coupon-réponse.

Bon à retourner à : SITHA 21, av. de Saxe, 75007 Paris France

Nom _____

Société _____

Adresse _____

Pays _____

Activité _____

Je desire recevoir une documentation sur le SITHA et sur les conditions sociales du travail voyage et séjour

Salon International du Textile et de l'Habillement d'Afrique.

INFORMATIQUE

Point de vue

Le trésor français

par JEAN-JACQUES SERVAN-SCHREIBER (*)

La vérité neuve de l'économie moderne est que le niveau de vie d'un pays dépend de sa capacité, au moins dans un domaine, à être au premier niveau mondial. Si l'on excelle dans une production, une technique, une spécialité, on peut assurer le reste : profits financiers, investissements porteurs, nouveaux emplois, systèmes sociaux.

Un dessein de cette nature, pour qui sait la concevoir et l'exploiter, c'est l'équivalent du pétrole d'Arabie, de l'électronique du Japon, des laboratoires pharmaceutiques de Suisse, des universités de pointe de Californie. Le gisement, le trésor français à extraire et exploiter, c'est notre capacité en logique informatique.

M. François Mitterrand, dont on voit progressivement se formuler le dessein d'avenir, a dit au début de l'été : « La grande affaire, c'est l'électronique et l'informatique. Ce secteur essentiel est au cœur de la modernisation de toutes nos industries » (juin 1983). Le mois dernier, au cours de sa dernière intervention, il a élargi l'affaire : « La France peut être la troisième puissance mondiale, en électronique et informatique. Derrière le Japon et l'Amérique » (septembre 1983).

Une pareille aventure collective requerra les énergies, réorganisera les priorités, car elle doit avoir toutes les vertus d'entraînement, et toutes les retombées, pour la collectivité, d'un projet Apollo (U.S.A.) ou du projet de « cinquième génération » (Japon). Si nous sommes à la veille du décollage de ce grand dessein, il convient d'abord d'affiner les concepts.

Être la troisième puissance mondiale, dans un secteur quel qu'il soit, c'est une médaille de bronze. Seule est rentable, en activité économique (comme autrefois militaire), la médaille d'or, la première place. Électronique et informatique, certes complémentaires, restent deux activités bien distinctes. En électronique (des magnétoscopes aux ordinateurs), nous sommes encore faibles. En informatique, nous pouvons, à court terme, être les premiers.

L'informatique est une « culture ». Une manière nouvelle de s'exprimer, de concevoir, de créer. C'est déjà l'outil indispensable à toute production compétitive. Il se trouve que les Français en ont, par excellence, la vocation. Si nous l'organisons, l'équipons, la cultivons, nous engageons une véritable renaissance.

(Publicité)

Quelques idées...

Réduire le déficit extérieur ?

En exonérant de l'impôt les bénéfices à l'exportation. Exemple : CA exportations = 20 % CA total, donc 20 % du bénéfice total exonéré. En exonérant les recettes des grandes entreprises tirées de l'accès des PME à leurs réseaux commerciaux à l'étranger. (Et le meilleur pour la fin...)

Réduire l'inflation et chômage en maximisant la croissance ? En supprimant l'imposition directe et en la remplaçant par l'imposition indirecte des taxes de consommation (système fiscal proposé il y a deux ans au président R. REAGAN car il permettrait de maximiser les avantages de la politique économique américaine et d'en supprimer les inconvénients).

Un souhait : que quelqu'un m'ouvre ses colonnes pour exposer toute la légitimité économique (sérieuse) de ce système fiscal...

Jean-Luc SOULÉ-NAN
1, rue des Eaux, 75018 PARIS.

(*) Président du Centre mondial informatique et ressource humaine.

ÉTRANGER

En Suède

POUR PROTESTER CONTRE LA « SOCIALISATION DE L'ÉCONOMIE » Les patrons descendent dans la rue

De notre correspondant

Trop, c'est trop... Les chefs d'entreprise suédois sont en colère et se mobilisent. Ce 4 octobre, jour de l'ouverture de la session d'automne du Parlement, ils descendent dans la rue pour protester contre les projets de « socialisation de l'économie » du gouvernement social-démocrate de M. Olof Palme.

Stockholm. — Combien devaient-ils être ce mardi-là devant le Riksdag, qui réintègre ses locaux historiques fraîchement rénovés près du château royal, pour scander « A bas les fonds de salariés ! », « Vive la libre entreprise ! » et « Sauvez la Suède » ? Dix mille au moins, sans aucun doute, peut-être vingt mille, venus en autocar, en avion et en train de tous les coins du pays, représentant le petit commerce de quartier, les P.M.E. et les multinationales de cent mille employés.

Derrière des drapeaux aux couleurs bleues et jaunes du royaume, tout ce que la Suède peut afficher de mieux en matière de gestion et de performance devait être au premier rang du défilé : MM. Werthen, d'Electrolux ; Nienlin, d'ASEA ; Wallgren, d'Esselte... Le plus connu d'entre eux, M. Peir Gyllenhammar, numéro un du groupe Volvo, avait promis de faire tout son possible pour y participer, entre deux avions. Ils se proposent aussi de chanter ; quinze orchestres et fanfares avaient en effet été engagés pour animer cette manifestation sans précédent contre les « menaces de collectivisme ».

L.O. contre la concentration des fortunes

L'idée des « fonds collectifs de salariés » avait été lancée, voici huit ans, par L.O., la confédération générale du travail, de tendance social-démocrate, qui estimait que la démocratie politique et la démocratie sociale étant désormais acquises, l'heure était venue de démocratiser l'économie et d'enrayer la concentration des fortunes.

Au congrès de 1975, M. Rudolf Meidner, un des penseurs du syndicat, présentait un rapport qui constituait en réalité une confiscation progressive des bécots privés. Il proposait tout bonnement, sous les acclamations des délégués, de prélever chaque année 20 % des bénéfices des entreprises, de les transformer en actions et de confier le portefeuille à la centrale ouvrière. Résultat : au bout de vingt ou trente ans, L.O. pouvait détenir la majorité du capital social des grosses firmes.

Immédiatement, les milieux industriels ont vu rouge. C'était le cas également d'une grande majorité de Suédois, sociaux-démocrates aussi, favorables certes au progrès social et à la participation, mais peu désireux de voir les syndicats et leurs pontes devenir encore plus puissants et prendre la place des patrons. Par ailleurs, ce rapport suscitait un débat sur la position délicate que prit M. Palme, qui, pris de vitesse, n'a pas osé le désavouer de crainte de lézarder l'unité du « mouvement ». Il a contribué à la défaite des sociaux-démocrates aux élections de 1976 et 1979.

Les « fonds de salariés » sont ainsi devenus un feuilleton de la vie politique suédoise, avec, chaque année, une présentation d'une nouvelle version remaniée mais toujours aussi périlleuse et controversée. Le cru 1983, qui marque un recul supplémen-

taire, n'a plus guère de ressemblance avec les idées originales de l'économiste Rudolf Meidner. A la notion de pouvoir syndical s'est substituée celle d'épargne et de « formation démocratique du capital ».

Après avoir été extrêmement discrets et vagues sur le sujet pendant la campagne électorale, les sociaux-démocrates, de retour au pouvoir, sont bien décidés à soumettre au Parlement, cet automne, un projet de fonds de salariés régionaux. Ces derniers, au nombre de cinq, seraient alimentés par une taxe annuelle de 20 % sur les bénéfices nets de toutes les entreprises opérant à 500 000 couronnes (après une série de déductions particulièrement généreuses) et par une cotisation supplémentaire de 0,2 % des patrons aux caisses de retraite complémentaire. Les sommes ainsi recueillies seraient versées au Fonds national des pensions, qui les redistribuerait à son tour aux cinq fonds régionaux. Ils disposeraient d'environ 2 milliards de couronnes par an pour acquérir des actions dans les entreprises, mais jamais plus de 49,9 % du capital social, et reverseraient les dividendes de leurs placements au Fonds national des pensions.

Les conseils de direction des fonds comprendront neuf membres, nommés par le gouvernement, dont cinq au moins représenteront les salariés, autrement dit les syndicats. Ce système sera appliqué jusqu'en 1990 seulement — le premier ministre l'a assuré — et, à cette date, les fonds « ne contrôleront que 6 à 7 % de la valeur de la Bourse, soit quelque 17 milliards de couronnes ». S'il entre en vigueur en 1984, il permettra, selon le gouvernement, de stimuler les investissements, de modérer les revendications salariales dans les années à venir et d'assurer — c'est là qu'intervient l'« intérêt collectif » — la sécurité — le financement futur des retraites.

Pour le pouvoir, « ces propositions sont très modestes et ne remettent pas en cause l'économie mixte ». Pour le syndicat, elles constituent le « minimum acceptable par les travailleurs ». Mais il faut constater que les sociaux-démocrates et la centrale ouvrière sont les seuls en Suède à défendre ce projet. Les communistes le trouvent « trop timide ». L'opposition est compacte et vigoureuse. Sur le plan politique, conservateurs, centristes et libéraux ont accusé la coalition : on rapprochement est hors de question tant que les fonds ne regagneront pas la place qu'ils méritent, à savoir la corbeille à papier, et ils ont promis de les dissoudre en cas de victoire aux élections législatives de 1985.

La porte ouverte au corporatisme

Certains sociaux-démocrates et syndicalistes osent fronder et recommandent un ajournement, car la base préfère apparemment l'intérêt individuel. La confédération des cadres et employés, T.C.O., qui compte plus d'un million de membres, est contre. Tous les sondages indiquent qu'une grande majorité de Suédois ne veut pas de ces fonds. Au niveau des entreprises, qui avaient été agréablement surprises par la dévaluation de 16 % de la couronne, c'est la déclaration de guerre. Le patronat et la Fédération des industries ont décliné sèchement

l'invitation de M. Palme de venir discuter de la « politique de crise ». Les « bourgeois » l'ont acceptée « par politesse ».

Pour les industriels, l'introduction de ces fonds « ouvre la porte au socialisme, au collectivisme et au corporatisme ». M. Gösta Bystedt, directeur général d'Electrolux, nous déclarait : « Les représentants des fonds aux conseils d'administration penseront surtout aux intérêts des travailleurs et à la préservation coûte que coûte de l'emploi. À terme, on perdra inévitablement de vue les principes de compétitivité et de rentabilité, et les entreprises envisageront de déplacer leur production à l'étranger ».

En outre, dans des sociétés comme Alfa-Laval, ASEA, L.M.-Ericsson et Volvo, il suffit de contrôler 6 % des parts pour devenir le principal actionnaire. La manifestation préparée par le « comité du 4 octobre » — l'allusion à la terminologie révolutionnaire est naturellement voulue — va mobiliser de nombreux patrons. Le 18 septembre, déjà, des bulldozers ont tâté sur la principale avenue de Göteborg. Armés de mégaphones, leurs conducteurs criaient : « Entrez les fonds, nous sommes prêts à vous aider... ».

Partout à Stockholm, dans le métro, sur les autobus et les taxis,

dans les rues, on peut voir depuis quelques semaines des affiches « Haute aux fonds ». Les marchands d'autocollants font des affaires d'or. Dans certains restaurants de province, on peut déguster des pizzas anti-fonds.

On se croirait en pleine campagne électorale. Celle de 1985 a sans doute déjà commencé. Mais la bataille de l'opposition et surtout des milieux industriels n'est-elle pas perdue d'avance ? « Non », nous dit M. Wallgren, P.-D.G. du groupe Esselte, car il ne faut pas oublier que le gouvernement social-démocrate est minoritaire et qu'il ne souhaite certainement pas qu'une telle réforme soit votée au Parlement grâce, seulement, à l'appui des voix communistes.

M. Olof Palme avait promis pendant la campagne électorale de réconcilier la nation et de rechercher des solutions « acceptables par la plus large majorité possible ». Mais, aujourd'hui, il donne la priorité au maintien des bonnes relations avec la confédération générale du travail, ce qui divise la Suède en deux blocs. Entre 1976 et 1980, la vie politique suédoise avait été paralysée par la discorde sur le nucléaire. Aujourd'hui, elle est bloquée, et sans doute pour longtemps, par la question des fonds de salariés.

ALAIN DEBOVE.

En Hongrie

L'art de s'appauvrir pour s'enrichir

De notre correspondant

Berne. — La Hongrie aurait-elle connu un cataclysme économique en 1982 ? se demande le récent Bulletin des organisations privées suisses d'aide au développement. Selon le dernier rapport de la Banque mondiale, il apparaît que le revenu moyen par habitant, en Hongrie, a chuté de 4 180 à 2 100 dollars, en l'espace d'une année...

L'explication de cet artifice statistique est simple : les autorités hongroises, qui espèrent pouvoir tirer profit de leur adhésion au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale, se sont aperçues que la somme avancée pour 1981 les obligeait à contribuer aux efforts financiers en faveur des pays les plus pauvres. En ramenant son revenu par capita à-dessous de la barre fatidique de 2 650 dollars, per-

an, la Hongrie pourra désormais figurer parmi les bénéficiaires potentiels des prêts avantageux de la Banque mondiale.

Les tiers-mondistes helvétiques voient dans cette manipulation des chiffres une astuce pour se soustraire à ses obligations en faveur de la coopération au développement. Ils rappellent par la même occasion que la Suisse continue pour sa part de se trouver à l'avant-dernière place des dix-sept pays industrialisés de l'O.C.D.E. pour l'aide au tiers-monde. En 1982, la contribution helvétique au développement est passée de 450 à 480 millions de francs suisses, soit à peine 0,22 % du produit national brut, contre 0,37 % en moyenne pour les pays industrialisés.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

(Publicité)

RAPPEL

Le Préfet, commissaire de la République

du département du Finistère, communique :

Une enquête est ouverte, sur la demande présentée par Electricité de France, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de construction d'un pont de transformation 400/225 KV sur le territoire de la commune de La Martyre.

Conformément aux dispositions du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977, le dossier présenté par Electricité de France comporte une étude d'impact.

Ce dossier, auquel est joint un registre d'enquête, pourra être consulté à la mairie de La Martyre, du 4 octobre au 26 octobre 1983, de 14 heures à 16 heures, sauf les samedis et dimanches. De plus, le commissaire-enquêteur recevra à la mairie de La Martyre, les 24, 25 et 26 octobre, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures, les observations du public.

Indépendamment de ces dispositions, l'étude d'impact pourra être consultée aux lieux, jours et heures ci-après, pendant la durée de l'enquête :

— à la préfecture de QUIMPER, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 13 heures à 17 heures ;

— à la sous-préfecture de BREST, du lundi au vendredi, de 10 heures à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 30 ;

— à la Direction régionale de l'Industrie et de la recherche, 13, rue Dupont-des-Loges, à RENNES, du lundi au vendredi, de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures.

Un registre sera ouvert en chacun de ces lieux afin de recueillir les observations émanant du public sur l'étude d'impact.


Pour le Préfet, commissaire de la République, l'attaché principal de préfecture, JEAN-PAUL LE GOFF.

DU 3 AU 22 OCTOBRE 1983

-20% SUR TOUTES LES COUETTES (NATURELLES TOPIC OU SYNTHÉTIQUES)

B&W

551 من الألف



MODELE PRESENTE 240 GLE, MILLESIME 84, PRIX 103.300 F AU 01.08.83. CONSOMMATIONS AUX 100 KM A VITESSE STABILISEE: 6,7 L A 90 KM/H; 9,3 L A 120 KM/H; 13,5 L EN VILLE (NORMES ECE).
VOLVO FRANCE, 49 AVENUE D'ENA 75116 PARIS. TEL. (1) 723.72.62.

AFFAIRES

LE PLAN DE SAUVETAGE DE CREUSOT-LOIRE Un pari pour l'Etat comme pour Schneider

« C'est la dernière chance de Creusot-Loire, et il n'y en aura pas d'autre. » M. Didier Pineau-Valencienne, qui présentait les trois volets des accords avec les pouvoirs publics, n'a pas caché que le redressement du groupe de mécanique et de métallurgie était un pari.

L'Etat, pourtant, n'a pas sa part : un certain nombre d'activités sidérurgiques - les divisions Ondaine, Papiers, Saint-Chély et la société Imphy, soit six mille sept cents personnes et 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires - vont être transférées aux sociétés sidérurgiques nationales.

En outre, l'Etat apportera directement, par l'intermédiaire du F.D.E.S., 500 millions de francs (d'une durée de remboursement de quinze ans, dont quatre ans différés) tandis que les principales banques de Creusot-Loire et le Crédit national fourniront des financements d'investissement pour 1 milliard de francs - il s'agit en fait de la consolidation des prêts à court terme existants - et un prêt participatif de 500 millions de francs aux mêmes conditions que le prêt du F.D.E.S.

Enfin, l'augmentation de 30 % à 50 % de la participation du Commissariat à l'énergie atomique dans le capital du constructeur de chaudières nucléaires Framatome, dès lors qu'elle n'entraîne pas de novation dans les rapports entre le C.E.A. et Framatome, et qu'il est précisé que Creusot-Loire « assurera plus particulièrement la sur-

veillance et l'animation industrielle de la société », peut apparaître encore comme une aide supplémentaire de 475 millions de francs, même si elle garantit au C.E.A. qu'aucun autre actionnaire - sauf volonté expresse de l'Etat - ne pourra plus prendre le pouvoir dans Framatome.

Ce recours aux pouvoirs publics, le défenseur du secteur privé qu'est M. Pineau-Valencienne le justifie fermement, non seulement parce que Creusot-Loire était un problème d'ampleur nationale, mais parce qu'il y avait une responsabilité des pouvoirs publics dans la situation, du fait de l'inégalité de traitement par rapport aux autres sidérurgies nationales et européennes : 61 milliards de francs n'ont-ils pas été consacrés à aider cette industrie en Europe de 1980 à 1982 ?

Reste à savoir si, pour Schneider, le principal actionnaire de Creusot-Loire, cela vaut la peine de sauver cette filiale qui, depuis douze ans, n'a eu de très bons résultats qu'en 1974. C'est en ces termes que M. Pineau-Valencienne a présenté le dossier au conseil d'administration de Schneider (qu'il préside aussi), réuni le 3 octobre, peu avant celui de Creusot-Loire. Car, en contrepartie de son aide, l'Etat exige de l'actionnaire qu'il procède à une augmentation de capital de 720 millions de francs (dont la consolidation de 220 millions d'avances en compte courant) et qu'il garantisse certains prêts à hauteur de 300 mil-

liards de francs. C'est dire que Schneider, dont les actifs nets représentent 800 millions de francs environ, devra consacrer l'ensemble de ceux-ci à redresser Creusot-Loire. Déjà, le conseil d'administration de Schneider réuni à fournir les 300 millions de francs et entend obtenir de l'Etat qu'il y renonce.

Si les négociations avec Framatome, comme avec les banques, sont à peu près achevées, Creusot-Loire va poursuivre les discussions dès le 4 octobre avec les sidérurgistes nationaux. La lettre-cadre envoyée par M. Mauroy se transformera alors - dans les quinze jours - en protocole d'accord.

Sept mille suppressions d'emplois

Mais cela ne suffira pas pour redresser la situation. Malgré les prêts de l'Etat, l'augmentation de capital et une émission, par Creusot-Loire, d'obligations convertibles pour 500 millions de francs, il manquera au groupe 1 milliard de francs pour financer la restructuration.

Le conseil d'administration a donc insisté sur « l'ampleur et l'urgence des mesures purement internes de redressement qui doivent obligatoirement accompagner la mise en œuvre de ce plan », parlant

d'un « effort exceptionnel et immédiat de restructuration des activités les plus touchées par la crise, de réduction des coûts à tous les niveaux et d'amélioration de la productivité dans tous les secteurs ».

Cela signifie que toutes les activités qui ne correspondent pas à la vocation de Creusot-Loire - une mécanique lourde autour d'un noyau dur centré sur les marchés de l'énergie et les transports collectifs, ingénierie - seront cédées (Ermon, la firme de revêtement routier, a pratiquement trouvé preneur, Instrumet S.A. et Pinguet sont à vendre) ou arrêtées. Cela signifie aussi que des suppressions d'emplois - au bout du compte plus de sept mille vraisemblablement - seront nécessaires.

Encore cela ne garantit-il pas le redressement : « Nous pensons que ce pari vaut la peine d'être tenté, affirme M. Pineau-Valencienne, mais, si le marché de la mécanique ne reprend pas en France et surtout à l'exportation, nous coulerons et nous ne serons pas les seuls. » Alors, les milliards fournis par l'Etat se révéleront, comme pour d'autres activités, avoir été engloutis inutilement.

BRUNO DETHOMAS.

PELFORTH, 33 EXPORT, KILLIAN'S, HEINEKEN ET LES AUTRES...

Vers un regroupement dans l'industrie française de la bière

Les Brasseries et Glacières internationales (B.G.I.), filiale à 42,7 % de la Compagnie du Midi) et Heineken International ont décidé de rassembler leurs activités brassicoles sur le marché français. Les deux groupes devaient constituer un holding sous l'autorité d'un des sociétés Pelforth et Union de brasseries, filiales à respectivement 100 % et 68 % de B.G.I., ainsi que Heineken France, filiale à 100 % de Heineken International, conservaient leur autonomie opérationnelle.

Le Salon de la maison individuelle. - Ce Salon, le sixième du genre, se tiendra à Paris, au Palais des congrès, porte Maillot, du 15 au 23 octobre.

Les fabricants japonais de téléviseurs accusés de dumping aux Etats-Unis vont verser 75 millions de dollars. - La Cour suprême des Etats-Unis a confirmé le 3 octobre l'accord conclu entre le gouvernement japonais et les fabricants japonais de téléviseurs qui stipule le versement d'une somme de 75 millions de dollars au Trésor public américain. Selon les constructeurs américains, les Etats-Unis auraient dû réclamer 600 millions de dollars (A.F.P.).

Le groupe Volvo rachète sa filiale pétrolière S.T.C. - Volvo, premier groupe suédois, a été contraint d'apporter 400 millions de couronnes (1 couronne vaut environ 1 franc) à sa filiale S.T.C. (Scandinavian Trading Company) spécialisée dans le pétrole et, aux Etats-Unis, dans l'exploration-production. S.T.C., dont le président et le directeur général ont démissionné de leurs fonctions, devrait subir en 1983 une perte cumulée de 325 à 375 millions de couronnes.

CRÉE POUR ORIENTER L'ÉPARGNE VERS L'APPAREIL PRODUCTIF

Le Compte pour le développement industriel (Codevi) pourrait permettre de collecter 30 à 40 milliards de francs

Amorçé pour le début du mois d'octobre, le Compte pour le développement industriel, ou Codevi, un nouveau produit d'épargne destiné à financer l'industrie, a officiellement été proposé au public, le 3 octobre, dans l'ensemble des caisses d'épargne (Eureuil et P.T.T.), des établissements bancaires et des réseaux mutualistes, à commencer par le Crédit mutuel. Il s'en est fallu de peu, toutefois, que les délais prévus ne soient pas tenus, si l'on en juge par la publication très tardive du décret d'application de la loi du 8 juillet 1983 créant le Codevi - paru au Journal officiel du 2 octobre seulement - et par les nombreux arrêtés et circulaires d'application qui manquent encore à l'appel, seul figurant au Journal officiel, pour l'instant, l'arrêté fixant le 3 octobre la date d'ouverture officielle de ces comptes.

Original, le Codevi n'est à plus d'un titre. D'abord par ses conditions (liquidité totale, rémunération à 7,50 % et exonération d'impôts) qui en font le « petit frère » du livret A des caisses d'épargne. Ensuite, par la « banalisation » de ce nouveau produit d'épargne liquide qui pourra être proposé non seulement à la clientèle traditionnelle de l'Eureuil ou de l'Oiseau bleu (les P.T.T.) mais également à celle de tous les établissements bancaires, le Codevi s'engouffrant ainsi dans la brèche ouverte en juin 1982 lors de la création du Livret d'épargne populaire (L.E.P.).

Enfin, et c'est sans doute là le point le plus important, les sommes collectées sur les nouveaux comptes pour le développement industriel seront, comme à l'accoutumée, reversées à la Caisse des dépôts, mais dans une certaine limite seulement : 85 % pour les caisses d'épargne (comme pour le « livret rose ») et 50 % seulement pour les banques, qui pourront alors utiliser le solde pour accorder des prêts à leurs entreprises clientes.

Pour ces établissements bancaires, il s'agit d'une petite révolution. Jusqu'à présent, le livret rose restait au quasi monopole des caisses d'épargne (l'Eureuil à lui seul en recense 700 000, soit 40 % du marché) et ne pouvait en aucune façon constituer un « produit d'appel » pour les banques. Avec le Codevi, il en va tout autrement puisqu'il va leur permettre d'accéder, pour la première fois, à l'épargne liquide des ménages, qui a connu ces derniers mois un léger redressement au détriment de l'épargne immobilière.

Voilà qui explique la « guerre des réseaux » à laquelle se livrent les Caisses d'épargne pour expliquer à leur clientèle qu'il faut ouvrir un Codevi « là où est le livret A » - sous-entendu, pas au guichet de banque voisin - tandis que, de leur côté, les établissements bancaires mobilisent leurs réseaux - et les ondes - pour vanter les mérites de ce livret industriel par rapport à la vaste gamme de produits et services offerts à la clientèle.

Pour l'instant, il est encore trop

tôt pour savoir qui, des banques ou des caisses d'épargne, remportera la bataille du Codevi, l'essentiel étant de savoir quelle sera l'ampleur des sommes collectées sur l'ensemble des comptes et destinées, rappelons-le, à permettre au Fonds industriel de modernisation (F.I.M.), mis en place le 1^{er} septembre dernier, d'accorder, via l'Anvar, des prêts à 9,75 % à des entreprises « de pointe » et à des organismes de crédit-bail (le Monde des 2 septembre et 11 juin derniers).

Sont particulièrement intéressés par le Codevi tous les épargnants qui ont atteint le plafond de leur livret A (38 000 F) et qui possèdent un livret B soumis, lui, à l'impôt, exclépté-t-on des caisses d'épargne, quelque 10 % des clients de l'Eureuil sont actuellement dans ce cas, soit environ 2,5 millions de porteurs de livret A qui peuvent, du jour au lendemain, déposer 10 000 F par personne (20 000 F par ménage) sur un Codevi.

Aux P.T.T., on l'on dénombre 8 millions de comptes C.C.P. et 14 millions de livrets A, ce qui devrait totaliser 500 à 550 milliards de francs à la fin de cette année, l'on escompte d'ores et déjà un minimum de 50 milliards de francs de nouveaux dépôts dont une partie devrait aller aux Comptes pour le développement industriel. « En dépit de quelques mouvements erratiques, on ne devrait assister à aucun mouvement important de transfert d'épargne », assurent les responsables des postes, soulignant au passage qu'ils sont toujours en pourparlers avec le ministère de l'Industrie et la Rue de Rivoli « pour essayer d'être associés à l'utilisation qui sera faite des sommes ainsi collectées » puisque les P.T.T. devront reverser l'intégralité des dépôts effectués sur les Codevi.

Voilà pour les deux grands réseaux d'épargne populaire. De leur côté, les banques se lancent également à fond dans la course. Quand on sait que l'ensemble des comptes sur livrets (845 milliards de francs de dépôts au 31 mars dernier) et des livrets d'épargne populaire (18 milliards de francs) totalise plus de 860 milliards de francs, il n'est pas exclu de penser, comme le font certains spécialistes, que des « dizaines de milliards de francs », sans doute de l'ordre de 30 à 40 milliards de francs dans un premier temps, puissent être recueillis grâce à ce premier produit d'épargne créé spécifiquement par les pouvoirs publics pour contribuer à moderniser l'appareil de production français.

SERGE MARTI.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	à bas	à haut	Rep. + ou Dég.	Rep. + ou Dég.
SE-UL...	7,9920	7,9940	+ 188	+ 230
SE-UL...	6,4820	6,4860	+ 149	+ 284
Yen (100)...	3,4170	3,4170	+ 158	+ 187
DM (100)...	3,4223	3,4238	+ 169	+ 198
DM (100)...	2,7207	2,7223	+ 141	+ 166
FR (100)...	14,9817	14,9927	+ 354	+ 527
FR (100)...	3,7734	3,7757	+ 282	+ 314
FR (100)...	5,0182	5,0207	+ 236	+ 174
FR (100)...	11,1698	11,1776	+ 268	+ 358

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 1/2	9 1/4	9 1/8	9 1/16	9 1/32	9 1/64
DM	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16
DM	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 9/16	5 15/16
FR (100)	7 3/4	8 1/2	8 1/4	8 1/2	8 15/16	9 1/4
FR (100)	1 3/4	2 1/8	2 1/4	2 1/2	2 5/8	3 1/4
FR (100)	15 3/4	16 3/4	16 3/8	16 3/4	16 3/4	16 3/4
FR (100)	9 1/4	9 3/4	9 1/4	9 5/8	9 11/16	9 3/2
FR (100)	12 1/2	12 3/8	12 3/8	12 7/8	13 1/8	13 5/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

Résidences d'un luxe incomparable, avec toutes les commodités du prestigieux hôtel « United Nations Plaza »

UNITED NATIONS PLAZA TOWER

Pour ceux qui exigent ce qu'on fait de mieux. Studios entièrement meublés, appartements avec une ou deux chambres et plusieurs duplex. Tous avec une vue extraordinaire sur le fabuleux horizon de Manhattan. Situés au coin de la première avenue et de la 44^e rue.

Bail de 12 mois. Répondant aux besoins les plus divers.

Services complets d'hôtel. Room Service 24 heures sur 24, services de ménage, de concierge, Club de tennis et de Natation de « Turtle Bay ».

Tous les détails sont prévus pour vous offrir le maximum de confort et le meilleur service possible. Il n'y a que 115 appartements.

L'un deux sera-t-il le vôtre ?

Agent immobilier exclusif : Brown, Harris, Stevens, Inc.
212-762-5151 Téléc 126843

Une création de « United Nations Development Corporation ».
Administrée par « Hyatt International Corporation ».

ET MAINTENANT EN LIVRE

LA BATAILLE DES LOIS AUROUX

la gestation - l'élaboration
le contenu - l'application
les expériences à l'étranger

EN VENTE EN LIBRAIRIE
FORMAT DE POCHE 35 F

ILLUSTRÉ PAR PLANTU

Une coédition

LA DÉCOUVERTE / MASPERO

Le Monde

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRANSPORTS ET DE LA PÊCHE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES TRANSPORTS FERROVIAIRES

AVIS DE PRÉSÉLECTION POUR L'ÉTUDE D'UNE LIAISON FERROVIAIRE

La Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.) se propose de lancer l'étude de faisabilité d'une ligne de chemin de fer reliant le Nord à l'extrême Sud du pays (longueur 2 000 km)

Les consultants intéressés par la réalisation de cette étude sont priés de faire parvenir leurs références, dans un délai de 60 jours à compter de la parution de cet avis dans la presse, à l'adresse suivante :

Société Nationale des Transports Ferroviaires (S.N.T.F.)
Direction générale
21-23, boulevard Mohamed-V - ALGER

الجزيرة 1:50

ment industriel (Codev)
sur 30 à 40 milliards de francs

[illegible][illegible][illegible]

DE LA PÊCHE

5 FERROVIA

ION
FERROVIARE


Товары IS 1.
 ligne de charbon
 n° 2 000

On de cette
un cela de
passé à l'actuel

North Ferris

ALGER

POUR
LE RÉSOUDRE.



JVC
VIDEO
Professionnel

Exclusivité mondiale:
"vidéo Contrôle".

Le premier révolutionnaire
et de lire en temps
le viseur de la cap-
plus les images que
t, mais les images
strées sur la bande
agnétoscope.

avoir sur ce que
°C à mon
tiatière vidéo.

Des retours à JVC VIDEO FRANCE, 8 avenue du 18 juin 1960, 92500 Rosny-Maillot
Tel (1) 706 92 12. Tél-Fax 706 627 F.

Entrez: _____
Secteur d'activité: _____
Nom: _____
Adresse: _____
Tél.: _____

AFFAIRES

BLOCAGE DES PRIX POUR LES CAFÉS, LES RESTAURANTS, LES HOTELS ET LES RÉPARATIONS À DOMICILE

Les dérogations seront automatiques pour les entreprises ayant respecté la norme de 7 %

Les tarifs des hôtels, cafés, restaurants, des réparations à domicile (pour le logement, pour les appareils électroniques) sont bloqués à leur niveau du 29 septembre. Cette décision a été communiquée par le ministère de l'économie et des finances au comité national des prix qui s'est tenu le lundi 3 octobre. Elle sanctionne des professions qui ont moyennement largement dépassé la hausse de 7 % autorisée en 1983 par l'administration : les augmentations ont déjà été de 9,8 % pour les hôtels, de 10 % pour les cafés, de 7,4 % pour les restaurants, de 8,4 % pour les réparations à domicile.

Deux dispositions aggravent ou au contraire suppriment de facto le dispositif de blocage selon que les entreprises se sont rendues coupables ou non de dépassement. D'une part, en effet, les entreprises qui auront dépassé la norme de 7 % devront baisser leurs tarifs de telle sorte que ceux-ci traduisent une augmentation maximum de 7 % par rapport à 1982.

D'autre part, les hôtels, cafés, restaurants, entreprises de réparation à

domicile dont les tarifs auraient augmenté de moins de 7 % entre janvier et début octobre pourront relever leurs prix pour la marge restant à consommer (les dérogations au blocage seront automatiquement accordées).

Des arrêtés vont être incessamment publiés au Bulletin officiel des services des prix.

D'autres arrêtés vont améliorer la protection des consommateurs. D'abord, un arrêté concernant les réparations à domicile rend désormais obligatoire, sur les prospectus publicitaires, l'inscription du nom et de l'adresse de l'entreprise, ainsi que du montant des frais de déplacement ou de prise en charge, et éventuellement du coût des devis.

Ces mentions obligatoires sont destinées à réduire les litiges entre les professionnels et les consommateurs, litiges ayant souvent pour origine les informations insuffisantes fournies, lors du démarchage, sur les conditions tarifaires des entreprises.

Ensuite, un autre arrêté regrou-

pera dans un texte unique les différentes réglementations existant sur les éléments que doivent comporter les notes pour tout paiement supérieur à 100 F. Il précisera que le double des notes devra être conservé pendant deux ans par les professionnels.

LA CHAPELLE-DARBLAY : la C.G.T. condamnée

Le tribunal de grande instance de Rouen, saisi en référé par le syndicat des cadres C.G.C. de la papeterie de La Chapelle-Darblay, a fait injonction à la C.G.T., lundi 3 octobre, « de dégager et faire dégager les voies et portes d'accès de La Chapelle-Darblay, et de rétablir la libre circulation des personnes, véhicules, marchandises et le libre accès au poste de travail ».

Le jugement, précise-t-on, est exécutoire immédiatement, avec le recours à la force publique si nécessaire. Les sept membres de la C.G.T. qui avaient été assignés, dont le secrétaire du comité d'entreprise, M. Christian Stephan, sont soumis à une astreinte de 1 000 francs par jour, en cas de non-exécution du jugement. Les représentants de l'occidant de La Chapelle-Darblay se sont déclarés satisfaits, regrettant seulement d'avoir été obligés d'entreprendre une telle action à la place des pouvoirs publics.

Ceux-ci sont maintenant devant un choix difficile. L'appel aux forces de l'ordre risque d'envenimer le conflit, qui, par ailleurs, avec la poursuite de l'occupation de l'usine, s'enlise sans qu'une solution négociée apparaisse, dans la perte de temps de fer actuelle, entre la C.G.T. et le ministère de l'Industrie.

Dès lundi soir, la section C.G.T. de l'usine de Grand-Couronne a protesté contre ce jugement. « Il est indispensable, a prévenu le syndicat, que chacun mesure la gravité des décisions qui pourraient être prises (...) notamment l'intervention des forces de police. La riposte la plus vigoureuse de la C.G.T. serait immédiate ». La C.G.T. a appelé à un rassemblement de tous les travailleurs de la région et de la population, ce mardi matin, devant l'usine de Grand-Couronne.

La crise financière de Hongkong oblige Paribas et Merrill Lynch à voler au secours de Sung Hung Kai

La tourmente qui s'est abattue depuis quinze jours sur la place financière de Hongkong, la troisième au monde après New-York et Londres, s'est aggravée, lundi 3 octobre, avec l'inculpation d'un célèbre financier, M. George Tan, président du groupe Carrian, édifié à la fin des années 70 à la faveur du « boom » de l'immobilier. Sa progression vertigineuse l'avait rendu vulnérable, et la crise de confiance qui a éclaté après l'annonce que la Chine ne renouvelerait pas le bail du nouveau territoire de la colonie de Hongkong à son expiration en 1997, l'a plongé dans de graves difficultés, le découvert frôlant 10 milliards de francs, selon certains experts.

Dans une atmosphère d'extrême nervosité, les autorités de la colonie ont dû, pour la première fois dans l'histoire de ce paradis financier, nationaliser un établissement bancaire, la banque Hanglung, pour éviter son effondrement à la suite de retraits de dépôts et stopper la pan-

que des clients. Par ailleurs, les associés étrangers du groupe Sung Hung Kai, ont dû voler à son secours, la filiale bancaire ayant des difficultés, comme toutes les banques chinoises de la colonie. Dimanche soir, à New-York, M. Haber, président de Paribas, et Birk, président de Merrill Lynch, la plus grosse maison de courtage américaine, ont fait savoir que la participation de leurs deux groupes dans la holding Sung Hung Kai était portée de 20 % à 31 %, et qu'une injection de liquidités de l'ordre de 200 millions de dollars HK (200 millions de francs) était effectuée pour rétablir la situation. L'opération a pour but de rendre confiance aux déposants, les banques étrangères n'étant pas touchées par les retraits de dépôts. M. Fung King Hey, fondateur du groupe Sung Hung Kai (banque et courtage en valeurs mobilières), garde 29 % du capital, ainsi que sa présidence, mais, suivent des sources locales, se trouve pratiquement évincé de la direction.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Régie Nationale des Usines

RENAULT

Émission de titres participatifs de 1 milliard de francs

Prix d'émission : F 1000 par titre participatif.

Date de jouissance et de règlement des souscriptions : 24 octobre 1983.

Remboursement : au gré de l'émetteur, à partir de la 15^e année, à des prix variant de F 4 500 en 1998 à F 14 500 en 2008 et évoluant ensuite en fonction du chiffre d'affaires.

Une note d'information visée par le C.O.B. sous le n° 83-362 en date du 23.9.1983 est mise gratuitement à la disposition du public auprès des établissements chargés du placement. B.A.L.O. du 3.10.1983.

Rémunération : Ces titres participatifs bénéficieront pendant toute leur durée de vie d'une rémunération annuelle minimum de 9 % composée d'une partie fixe et d'une partie variable :

- une partie fixe égale à 6,75 %, soit F 67,50 par titre ;
- une partie variable égale au minimum à 2,25 %, soit F 22,50 par titre, et qui variera suivant l'évolution du chiffre d'affaires consolidé du groupe Renault, calculé à structure et méthodes de consolidation identiques.

Cotation : en Bourse de Paris.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE procède à l'émission simultanée de deux emprunts obligataires

Emprunt à taux variable de F 1.500.000.000 en 300.000 obligations de F 5.000	Emprunt à taux révisable de F 500.000.000 en 100.000 obligations de F 5.000
Prix d'émission :	
99,35 % soit F 4.963 par obligation	99,74 % soit F 4.987 par obligation
Intérêt :	
Egal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés. Intérêt minimum : 6,75 %	Taux fixe révisable tous les trois ans en fonction de l'évolution du marché obligataire. Le taux d'intérêt appliqué les 3 premières années sera de 14,40 % soit F 720 par obligation
Durée :	
8 ans	9 ans
Amortissement :	
En totalité le 24 octobre 1991	En totalité le 24 octobre 1992

Dispositions communes aux deux émissions :

- « Jouissance : 24 octobre 1983 »
- « Possibilité de racheter en Bourse à des prix au plus égaux au prix d'émission de chaque emprunt, compte tenu des frais et de la fraction courue du coupon. »
- « Les obligations des deux emprunts font l'objet d'une demande de cotation à la Cote Officielle (Bourse de Paris). »
- « Souscription à tous les guichets de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE »

L'avis d'information prévu par l'article 103 de la loi n° 65-382 du 23.9.1965 relatif aux emprunts de l'Etat et assimilés est mis à la disposition du public (B.A.L.O.) du 3 octobre 1983.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CREDIT LYONNAIS

SITUATION AU 31 AOÛT 1983

La situation au 31 août 1983 s'établit à 615 190 millions contre 622 245 millions au 31 août 1982. Au passif, les comptes d'Instituts d'Emission, Trésor Public, Comptes Courants Postaux se chiffrent à 29 310 millions de francs et les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers à 235 638 millions de francs. Les ressources financières de la clientèle totalisent 215 381 millions de francs. A l'actif, les comptes de Banques, Organismes et Etablissements Financiers s'élèvent à 209 484 millions de francs, les crédits à la Clientèle à 242 673 millions de francs et les comptes ordinaires débiteurs de la Clientèle à 29 812 millions de francs.

Europartnaires : Compagnie Bancaire Hispano Américana - Banco di Roma.

SICAV MULTIOBLIGATIONS

Le conseil d'administration de la Sicav « Multiobligations » informe le public que l'émission des actions de cette société d'investissement à capital variable a repris à compter du jeudi 29 septembre 1983.

SUMINCO

Le conseil d'administration s'est réuni le 28 septembre 1983 sous la présidence de M. Henri Saury de Chalons.

Il a pris connaissance de l'activité de la Société, de sa situation comptable au 30 juin 1983 et des perspectives de résultats de l'exercice en cours.

Le résultat du premier semestre 1983 s'établit à 59 222 000 F. Ce chiffre ne peut être comparé à celui du semestre correspondant de 1982 qui comportait d'importantes recettes exceptionnelles. Les prévisions de résultat pour l'exercice en cours permettent d'envisager une sensible majoration du dividende.

Il est rappelé que le titre sera coté au marché du terme fin novembre 1983.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Caisse nationale de l'énergie, obligations 17,40 % octobre 1981

Les intérêts courus du 19 octobre 1982 au 18 octobre 1983 sur les obligations Caisse nationale de l'énergie 17,40 % octobre 1981 sont payables, à partir du 19 octobre 1983, à la maison de 783 F par titre de 5000 F nominal, contre détachement du coupon n° 2 ou estampillage du certificat nominal.

après une retenue à la source dominant droit à un avoir fiscal de 87 F (montant global : 370 F). En cas d'option pour le régime du prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément de prélèvement libératoire sera de 130,44 F, soit un net de 652,56 F.

EMPRUNT GROUPÉ DE LA RÉGION CENTRE

3 octobre 1983 - 255 millions de F.

14,60 %

Emission de 127.500 obligations de 2.000 F.

Prix d'émission : le pair.

Jouissance, règlement : 17 octobre 1983.

Durée de l'emprunt : 12 ans.


Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut : 14,60 %


Souscriptions dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an.

Une note d'information (Visa C.O.B. 83-172 du 7/8/1983) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.G.L. 55, rue de Lille 75007 PARIS et des établissements chargés du placement.

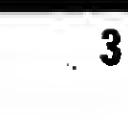
Avec le concours de la CAEC




Eure-et-Loire



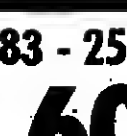
Loiret




Indre-et-Loire




Cher




Indre




Région Centre




Indre et Loire




Loiret



Ville de Blois



Ville d'Orléans



SIVOMAO

400 000 1550

JP 11/10/83

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 4 octobre

Léger mieux

A peu de chose près, la Bourse de Paris a regagné mardi le terrain perdu la veille. L'indice de cotation instantané gagnait 0,2 % à la clôture (contre -0,31 % lundi).

Le léger mieux des valeurs françaises - plus sensible sur les autres groupes de cotation qu'à la corbeille - s'est étendu aux mines d'or, particulièrement malmenées en début de semaine.

Cependant, dans la cotation avait été suspendue la veille (en même temps que celle de Schneider et de Jeumont Industrie), est pratiquement inchangée le 4 octobre, jour de la reprise des échanges. Le titre se négocie aux alentours de 62 F (+1 %), tandis que les spécialistes passent à la loupe le détail du plan de sauvetage de l'entreprise présentée dans son dossier du 4 courant au vu des dernières prévisions (voir p. 42).

Schneider, par contre, qui doit mettre 750 millions de francs dans le pot commun, n'est guère prisé par les boursiers, et l'action est « réservée à la baisse » avant de perdre finalement plus de 14 %.

Parmi les plus fortes hausses de la séance figurent Saules-Garçay (+9 %), un instant « réservée à la hausse », et le Printemps (+5 %), qui jouit des faveurs des opérateurs après avoir porté à plus de 33 % sa participation dans Vimpac.

Discrètement, Midland Bank S.A. et Compagnie bancaire poursuivent leur avance (+5 %), tandis que Bix et Facom (+4 %) sont aussi en progrès. Vif repère de Nobel-Bazel (-6 %) et de Signaux (-4 %).

Les mines d'or se reprennent. Harmony et Saint-Helena en tête, alors que le métal fin a légèrement baissé à Londres au premier fixing (392,75 dollars contre 393,50 F la veille). Le lingot reprend 1 400 F à 102 500 F, et le napoleon 4 F à 674 F.

Dollar-titre : 10,60/66 F.

NEW-YORK

Léger repli

Les valeurs américaines ont baissé, pour la cinquième fois consécutive, lundi 3 octobre, l'indice Dow Jones perdant 1,83 point à 1 231,30, après en avoir perdu 10 à l'ouverture. Le repli, toutefois, a été léger, grâce à une reprise en cours de séance qui a tourné court.

Le compartiment le plus touché a été celui des mines d'or et d'argent, en liaison avec la baisse du métal sous la barre des 400 dollars l'once. Par sympathie, les valeurs des métaux non ferreux ont également cédé du terrain (Amax, Amax, etc.).

Par ailleurs, les opérateurs ont été déçus de ne pas voir baisser les taux d'intérêt, accueillant assez mal le gonflement de 2,3 milliards de dollars de la masse monétaire, annoncé à la veille du week-end. Les transports aériens, très touchés la semaine dernière, en raison des difficultés de Continental et des Eastern Airlines, et les firmes de courtage, également déçues, se sont stabilisées. D'une manière générale, les investisseurs se sont portés sur les grandes valeurs traditionnelles des sociétés prospères, comme L.B.M. La valeur des échanges est passée de 70 millions de titres à 77 millions.

Les valeurs américaines ont baissé, pour la cinquième fois consécutive, lundi 3 octobre, l'indice Dow Jones perdant 1,83 point à 1 231,30, après en avoir perdu 10 à l'ouverture. Le repli, toutefois, a été léger, grâce à une reprise en cours de séance qui a tourné court.

Le compartiment le plus touché a été celui des mines d'or et d'argent, en liaison avec la baisse du métal sous la barre des 400 dollars l'once. Par sympathie, les valeurs des métaux non ferreux ont également cédé du terrain (Amax, Amax, etc.).

Par ailleurs, les opérateurs ont été déçus de ne pas voir baisser les taux d'intérêt, accueillant assez mal le gonflement de 2,3 milliards de dollars de la masse monétaire, annoncé à la veille du week-end. Les transports aériens, très touchés la semaine dernière, en raison des difficultés de Continental et des Eastern Airlines, et les firmes de courtage, également déçues, se sont stabilisées. D'une manière générale, les investisseurs se sont portés sur les grandes valeurs traditionnelles des sociétés prospères, comme L.B.M. La valeur des échanges est passée de 70 millions de titres à 77 millions.

Les valeurs américaines ont baissé, pour la cinquième fois consécutive, lundi 3 octobre, l'indice Dow Jones perdant 1,83 point à 1 231,30, après en avoir perdu 10 à l'ouverture. Le repli, toutefois, a été léger, grâce à une reprise en cours de séance qui a tourné court.

Le compartiment le plus touché a été celui des mines d'or et d'argent, en liaison avec la baisse du métal sous la barre des 400 dollars l'once. Par sympathie, les valeurs des métaux non ferreux ont également cédé du terrain (Amax, Amax, etc.).

BOURSE DE PARIS Comptant 4 OCTOBRE

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580		Pip-Hedstock	420	405	-15	Empr. Bell Canada	246	246	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0	P.L.A.	131	126	-5	Fennell & Aue	76	76	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239		Profrut	175	171	-4	Fennell & Aue	76	76	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239		Profrut	175	171	-4	Fennell & Aue	76	76	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239		Profrut	175	171	-4	Fennell & Aue	76	76	

SECONDE MARCHÉ

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

Hors-cote

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

Stratégies

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BARNES GROUP. - Ce groupe américain de Connecticut, Barnes Group Inc., a annoncé un programme de réorganisation de sa production de ressorts industriels de précision, qui prévoit notamment la cession de ses activités en Europe, et également la fermeture de certaines usines en Amérique du Nord. Le groupe précise qu'il va se défaire de trois filiales déclinantes situées respectivement en France (à Compiègne), en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale, et qu'il va fermer trois usines, dont deux aux États-Unis et au Canada. La firme souligne que ses filiales européennes, qui emploient actuellement 200 personnes, dont quelque 100 en France, ont enregistré l'an dernier un chiffre d'affaires et des pertes de 28,5 millions et 5,2 millions de dollars respectivement.

INDICES QUOTIDIENS
(NDSE, base 100 à 31 déc. 1982)
Valeurs françaises : 143,2
Valeurs étrangères : 155,4
C* DES AGENTS DE CHANGE
(base 100 à 31 déc. 1982)
Indice général : 129,7
Indice des valeurs : 129,7

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets à 90 jours : 12,5 %
COURS DU DOLLAR À TOKYO
1 dollar (en francs) : 234,15

Marché à terme

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580		Pip-Hedstock	420	405	-15	Empr. Bell Canada	246	246	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0	P.L.A.	131	126	-5	Fennell & Aue	76	76	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239		Profrut	175	171	-4	Fennell & Aue	76	76	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239		Profrut	175	171	-4	Fennell & Aue	76	76	

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Préc.	Diff.	MARCHÉ OFFICIEL	COURS	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

COURS DU DOLLAR À TOKYO

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

COURS DU DOLLAR À TOKYO

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

VALEURS	Cours	Préc.	Diff.	VALEURS	Cours	Préc.	Diff.
3 %	39	39	0,033	Devel. Vieilles	580	580	
5 %	39	39	0,033	Décl. Rég. P.A.C. (D)	112	112	0
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	
5 %	39	39	0,033	Décl. Ind. Ind.	239	239	

Le Monde

REMANIEMENT MINISTÉRIEL

MM. Paul Quilès et Jean Gatel remplacent MM. Roger Quilliot (urbanisme et logement) et François Autain (secrétaire d'État à la défense nationale)

M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence de la République, a annoncé, mardi 4 octobre, en fin de matinée, que, à la suite de la démission de MM. Roger Quilliot et François Autain, élus sénateurs le 25 septembre dernier, M. François Mitterrand avait nommé ministre de l'urbanisme et du logement M. Paul Quilès, député (P.S.) de Paris, membre du secrétariat national du P.S., et secrétaire d'État auprès du ministre de la défense M. Jean Gatel, député (P.S.) du Vaucluse.

Ce remaniement, de caractère purement technique, puisqu'il est rendu nécessaire par l'élection de deux membres du gouvernement au Sénat, ne modifie pas sensiblement les équilibres au sein de l'équipe gouvernementale. M. Gatel appartient, comme M. Autain, au C.E.R.E.S. M. Quilès, proche de

M. Mitterrand, est signataire, comme M. Quilliot, proche du premier ministre, de la motion commune, présentée au congrès du P.S. par les mitterrandistes, M. Michel Rocard et les amis de M. Pierre Mauroy.

Ceux-ci, toutefois, voient leur représentation affaiblie par le choix, pour remplacer M. Quilliot, d'un chef de file du courant mitterrandiste. L'entrée de M. Quilès au gouvernement, moins d'un mois avant le congrès de Bourg-en-Bresse, donne au premier secrétaire du parti, M. Lionel Jospin, une plus grande latitude dans la préparation de ce congrès et la composition du secrétariat national qui en sortira.

A l'Assemblée nationale, MM. Quilès et Gatel seront remplacés par leurs suppléants, respectivement MM. Serge Biscio et Jean-Pierre Lambertin.

M. PAUL QUILÈS : un gestionnaire à l'épreuve

Polytechnicien, quarante et un ans, M. Paul Quilès a construit sa carrière politique sur ses talents d'organisateur. Ou, plutôt, elle a été construite par d'autres puisqu'il estime que sa carrière est due, « à une série de hasards ».

Ingénieur à la Shell, il milite à la C.G.C. puis à la C.F.D.T., engagement qui, compte tenu de ses fonctions, n'est pas celui d'un « carriériste ». Entré au parti socialiste en 1972, il s'impose rapidement dans sa section du treizième arrondissement de Paris, puis dans le combat interne qu'il mène au sein de la fédération de Paris, avec M. Lionel Jospin, afin de limiter l'influence d'un C.E.R.E.S. alors dominant.

C'est là que M. François Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste, le remarque, d'autant qu'il devient, en 1978, député socialiste de la quatorzième circonscription, le premier député socialiste depuis la vague gaulliste de 1968.

Ses talents d'organisateur seront utilisés et confirmés lors de la campagne préalable au congrès socialiste de Metz, en 1979, qui permettra à M. Mitterrand, allié au C.E.R.E.S., de prendre le meilleur sur l'alliance entre MM. Rocard et Mauroy. Il les placera de nouveau au service de M. Mitterrand pour barrer la route à l'ambition présidentielle de M. Michel Rocard, puis à dirigé la campagne qui a conduit M. Mitterrand à l'Élysée en 1981.

M. Quilès a dû affronter, à nouveau, le C.E.R.E.S. en 1982-1983 lorsqu'il a fallu désigner le candidat socialiste capable de s'opposer à M. Jacques Chirac dans la bataille pour la mairie de Paris. Candidat au détriment de M. Georges Sarre pour une campagne perdue d'avance, on lui a reproché de n'avoir pas su limiter les dégâts face à la montée de l'opposition. Les listes socialistes ont été battues dans tous les arrondissements de Paris, y compris dans le treizième.

Depuis, l'auréole de M. Quilès s'est lernie. Son rôle à l'intérieur du parti socialiste lui a valu de solides inimitiés au sein du C.E.R.E.S. et parmi les rocardistes. Une intervention maladroite au congrès de Valence qui a fait du P.S., pendant plusieurs mois, le parti des « coupeurs

M. JEAN GATEL

Né le 10 février 1948 à Vienne (Isère), professeur de sciences économiques, M. Jean Gatel avait occupé, en 1973, d'importantes fonctions au sein de la fédération socialiste du Rhône, au côté de M. Charles Hernu, actuel ministre de la défense. Élu conseiller municipal d'Orange (Vaucluse) en mars 1977, M. Gatel était devenu adjoint au maire en 1979.

Élu député de la troisième circonscription du Vaucluse le 21 juin 1981, il était secrétaire de la commission de la défense de l'Assemblée nationale. Il avait été battu, en mars dernier, aux élections municipales à Orange, à la tête de la liste d'union de la gauche, après avoir conduit une liste socialiste, qui avait devancé, au premier tour, celle du maire communiste sortant. M. Gatel appartient, au sein du P.S., au courant C.E.R.E.S.

Digital Equipment est à la "Règle à Calcul"



La Règle à Calcul
65-67, Bd St Germain
75005 PARIS - Tél. : 325.68.88
Téléc. : 220.064 F/1303

NICOLL
Spécial Automne
Jusqu'au 8 octobre
COSTUME
Mesure industrielle : 1750 F
avec gilet : 1990 F
NICOLL à Paris 29 rue Tronchet, depuis 1820

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LE DÉSORDRE EST-OUEST : « Faisons pour l'instant, par Jean Mersch : LU : Mais que font donc ces diplomates entre deux cocktails ? » d'Albert Chambon.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- Le débat sur les euro-missiles.
- Le sommet franco-africain de Vitell.

4. AFRIQUE
- « Le Soudan en mal de stabilité » (III), par Jean Gueryas.

5. EUROPE
- SUISSE : le procès de la prise d'otages de l'ambassade de Pologne s'est ouvert à Lausanne.

7. AMÉRIQUES
- ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture démocrate.

8. ASIE
- PHILIPPINES : M. Reagan séjourne son voyage à Manille.

9-9. PROCHE-ORIENT
- CISJORDANIE : quand les Israéliens s'installent à Hébron.

POLITIQUE

10. Les relations entre communistes et socialistes : le débat budgétaire ; les élections municipales partielles.

12. La rentrée parlementaire ; l'anniversaire de la Constitution de 1958 à l'Hôtel de Ville de Paris.

SOCIÉTÉ

14. JUSTICE : le procès des « grâces médicales » commencera le 24 octobre.

15. LE PROJET DE BUDGET POUR 1984 : l'éducation, toujours priorité des priorités.

20. SPORTS : les hommes du P.S.G.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

17. Humaniser les hôpitaux d'enfants.

18. Le cancer et l'interféron : la fin d'une légende.

- Les Entretien de Bichat.

CULTURE

22. MUSIQUE : Musica 83 à Strasbourg.

- THÉÂTRE : Savannah Bay, de Marquante Duras.

RÉGIONS

38. La préparation du Plan en Languedoc-Roussillon.

- Urbanisme imaginatif aux portes de Nantes.

- A travers la France.

ÉCONOMIE

39. SOCIAL : après la manifestation parisienne de la C.G.C.

40. INFORMATIQUE : « Le trésor français », point de vue de Jean-Jacques Servan-Schreiber.

- ÉTRANGER.

42-44. AFFAIRES : le plan de sauvetage de Creusot-Loire.

- Les mesures de blocage des prix.

RADIO-TELEVISION (25)
INFORMATIONS
SERVICES (20) :

Mode : « Journal officiel » ;

Météorologie : Météo 6.

Annuaire classés (26 à 37) ;

Carnet (21) ; Programmes des spectacles (23 à 25) ; Marchés financiers (45).

Le numéro du « Monde »
daté 4 octobre 1983
a été tiré à 540 525 exemplaires

OUVERT DU LUNDI
AU SAMEDI
DE LA PLUS SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
PANTALONS

A partir de 500 F
COSTUMES
ET PARDESSUS
MESURE

A partir de 1.550 F
3.000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle

Boutique Femme
TAILLEURS, JUPES et MANTEAUX
sur MESURE

Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opera
Téléphone : 742-70-51.

Du lundi au samedi
de 10 heures à 18 heures

A B C D E F G

LA DISPARITION D'UNE MILITANTE POUR LES DROITS DE L'HOMME

Pax Christi accuse l'armée salvadorienne d'assassinat

De notre correspondante

Genève. — Selon un récent rapport du mouvement catholique international Pax Christi, la présidente de la commission des droits de l'homme du Salvador (C.D.H.E.S.), Mariela Garcia Villas, a été torturée à mort par les forces armées. Les autorités militaires avaient, pour leur part, affirmé que M^{me} Garcia Villas avait été tuée lors d'un affrontement entre l'armée et la guérilla près de Suchitoto, au nord de la capitale, le 14 mars dernier. Depuis lors, plusieurs organisations humanitaires internationales avaient formellement contesté la version officielle. Pax Christi indique que la victime a été capturée lors d'une attaque menée par un contingent du bataillon d'élite Atlacatl contre le village de La Bermuda, où elle enquêtait sur de précédentes violations des

droits de l'homme, notamment l'utilisation de substances chimiques par l'armée. Conduite à l'école militaire de San Salvador, elle devait périr après avoir été torturée six heures durant.

Mariela Garcia Villas avait déjà été arrêtée et torturée deux fois, en 1978, année de la fondation de la C.D.H.E.S. A l'origine militante démocrate-chrétienne, elle avait décidé de se consacrer à la cause des droits de l'homme bas de tout parti politique. Les autorités du pays ne l'avaient pas moins accusée d'être une « guérillera », la commandante Lucia, signant ainsi son arrêt de mort. Mariela Garcia, avait été nommée vice-présidente de la Fédération internationale des droits de l'homme. — I. V.

LA HAUSSE DU MARK SE POURSUIT A PARIS : PLUS DE 3,04 F

La hausse du mark à Paris, annoncée il y a une quinzaine de jours, s'est poursuivie mardi 4 octobre, le cours de la monnaie allemande s'élevant à 3,0428 F environ, après avoir franchi la barre des 3,04 F en début de semaine.

En un mois, le cours est passé de 3,01 F à 3,04 F, avec une accélération récente qui, outre la faiblesse du franc belge, qui entraîne une hausse « mécanique » du mark à Paris, la pousse en hausse, avec retard, de l'écart d'indication entre la France et la R.F.A. étant à l'origine de ce mouvement.

Le dollar s'est nettement affermi à 2,6260 DM et 8,0080 F contre 7,97 F lundi, tandis que la livre sterling continuait de baisser après la diminution du taux d'escompte britannique : à Paris, elle est revenue de 11,86 F à 11,77 F.

Le cours de l'once d'or (31,1 gr) est tombé, pour la première fois depuis un an (5 octobre 1982), en dessous de 490 dollars l'once, fléchissant à 398,53 dollars. Des rumeurs de ventes de métal par le Mexique, le suicide d'un courtier californien et la désaffection de la spéculation ont concouru à déprimer le cours du métal.

DÉCÈS DE M. MARCEL DARTY

M. Marcel Darty, directeur général du groupe Darty, s'est tué accidentellement à Paris, le mardi matin 4 octobre, au volant de sa voiture. Marcel Darty était avec ses frères Bernard et Nathan l'un des fondateurs, il y a vingt-cinq ans, de l'entreprise qui porte leur nom. Elle est devenue le premier groupe français de distribution spécialisés dans les produits électro-ménagers dont il détenait environ 7 % du marché national. Le chiffre d'affaires du groupe a atteint 3,7 milliards de F. au cours du dernier exercice (82/83) terminé le 28 février, en hausse de 25 % sur l'année précédente. Il exploite environ soixante-dix magasins, en France et en Espagne.

MONIKA
fourures
d'occasion
136, av. Emile Zola 93015 Paris
dépot-vente
578.87.67

UN COMITÉ D'ENTREPRISE SÉQUESTRE PAR UN CHOMEUR

Pendant trois heures et demie, le 3 octobre, les membres du comité d'entreprise de l'usine Cofaz (Compagnie française de l'azote), à Rogerville, près du Havre (Seine-Maritime), ont été séquestrés, sous la menace d'un pistolet d'alarme, par un chômeur.

Agé de quarante ans, divorcé et père de cinq enfants confiés à la mère, M. Jean-Pierre Lefrançois avait été, en septembre 1981, licencié pour raison économique de l'usine de la Cofaz. En dépit de démarches répétées, il n'avait pu obtenir sa réintégration et, depuis deux mois, il est totalement privé de ressources.

Apprenant la tenue d'une réunion du comité d'entreprise, composé de douze élus du personnel, du directeur adjoint de l'entreprise et du chef de personnel, M. Lefrançois a pénétré dans les locaux et exigé qu'on lui fournisse des explications sur les motifs de sa non-réintégration. Après trois heures et demie de discussions, plusieurs délégués ont réussi à maîtriser M. Lefrançois, qui a blessé l'un d'eux à l'abdomen, mais sans gravité.

Inculpé de coups et blessures volontaires et menaces avec arme par le juge d'instruction du Havre, M. Lefrançois a été placé sous contrôle judiciaire et laissé en liberté.

Le président de la banque centrale d'Argentine, M. Julio Gonzalez del Solar, a été arrêté le lundi 3 octobre, alors qu'il revenait des États-Unis.

Le porte-parole de la présidence a indiqué que cette arrestation a été opérée à la suite d'une décision du juge fédéral, M. Federico Pinto Kerner, qui avait accusé la semaine dernière M. Julio Gonzalez d'avoir failli dans sa mission de défense des intérêts de son pays lors de la renégociation de la dette argentine (39 milliards de dollars) auprès du F.M.I.

L'ORDINATEUR
PERSONNEL
Les réponses
à toutes les questions
des non-spécialistes sur
l'acquisition et l'usage
professionnel d'un
micro-ordinateur

20 FF chez votre marchand
de journaux.

A Madagascar UN PROCÈS TRÈS ATTENDU

Détenu sans jugement depuis 1977, le commandant Andriamaholison doit être jugé, mercredi 5 octobre, par un tribunal militaire pour « attentat au complot contre la sécurité de l'Etat ». Cet officier de gendarmerie, ancien de Saint-Cyr, avait été le ministre de l'information du colonel Ratsimandrava, assassiné en février 1975, dix jours après sa nomination à la tête de l'Etat.

Ce procès, très attendu à Madagascar, intervient après l'acquiescement, le 20 septembre, par une cour criminelle, du colonel Rasolofoa, qui avait été incriminé à la suite d'un « complot » découvert en 1982 (le Monde du 23 septembre). A la suite de cet acquiescement, le ministre public s'est pourvu en cassation.

Le commandant Andriamaholison sera jugé par un tribunal militaire, dont l'indépendance à l'égard du pouvoir politique est plus douteuse. Le sort de cet officier suscite d'autant plus d'inquiétude que son arrestation, voilà plus de six ans, avait été interprétée comme la mise à l'écart, par le président Ratsiraka, d'un rival. En effet, le commandant Andriamaholison passait pour l'héritier présomptif du présidenteur assassiné de l'actuel chef de l'Etat malgache.

J.-C. P.

(Publicité)

Mini-copieur personnel tout papier

Chez Duriez 6 950 F (t.c.)

NOUVEAU CANON PC 10 : le plus fiable, le plus petit, le moins cher des copieurs tous papiers • Aucun entretien • Toutes pièces essentielles changées avec la cartouche d'encre • Poids 19,8 kg • Dim. 41 x 47 x 18 cm • Vous l'emportez à la Bibliothèque (Nationale ?) • Autre modèle PC 20 : Alimentation automatique à répétition • Prix Duriez 7 950 ttc • 112, bd St-Germain, Odéon.

LIQUIDATION TOTALE
POUR TRAVAUX ET
POUR LA PREMIERE FOIS
DEPUIS SA CREATION

**Collections
Automne - Hiver**
Femmes et Hommes

Costumes - Vestes - Pantalons
Par-dessus - Chemisiers
Pulls - Cravates
tout doit disparaître.

2 boulevard de la Madeleine
(Parking gratuit, 7 rue Caumartin)

261 rue Saint-Honoré
(angle rue Cambon)